UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

1344

PAGES D'HISTOIRE

6E Série - a - c

Pangermanisme

265210
7/3/32

Librairie Militaire Berger-Lavrault

Paris Nancy

Contents

Nu. a1 Verrier: La Folie Allemande

" a2 Verrier: La Haine Allemande

" b Paroles Allemandes

" c1 Bertrand: La Conquête de L'Autriche-Hongrie

" c2 Leurs Buts de Guerre

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1915

3e Série a

PAUL VERRIER

CHARGÉ DE COURS A LA SORBONNE

La Folie Allemande

DOCUMENTS ALLEMANDS

LES APPÉTITS ALLEMANDS
LA GUERRE ALLEMANDE
LES INTELLECTUELS ALLEMANDS

TROISIÈME MILLE

265210
7/3/32.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

28

Prix : 30 centimes.

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1915

PLAN GÉNÉRAL

1re Série. — L'Explosion vue de la frontière de l'Est (23 juillet — 5 août). 5 volumes : *a*) Le Guet-Apens ; *b*) La Tension diplomatique ; *c*) En Mobilisation ; *d*) La Journée du 4 août ; *e*) En Guerre.

2e Série. — Les Pourparlers diplomatiques.
Trois volumes parus : *a*) Livre bleu anglais ; *b*) Livre gris belge ; *c*) Livre orange russe.
Sous presse : *d*) Livre bleu serbe ; *e*) Livre blanc allemand.
A paraître : *f*) Les déclarations de guerre et les séances des Parlements allemand, anglais, belge et russe.

3e Série. — Les Communiqués officiels. *Suite chronologique des dépêches du Gouvernement français.* 6 volumes parus (du 5 août au 31 décembre).

4e Série. — Atlas-Index de tous les théâtres de la Guerre.
a) Campagnes de France et de Belgique (34 cartes au 1/400.000e, en 4 couleurs ; index alphabétique); *b*) Campagnes des Vosges, d'Alsace, de Lorraine, de l'Allemagne de l'Ouest ; *c*) Cartes des principaux champs de bataille ; *d*) Front Est : Prusse Orientale, Galicie, Pologne, Hongrie ; *e*) Front Sud : Serbie, Bosnie-Herzégovine, etc. ; *f*) Cartes d'ensemble d'Europe. Colonies allemandes.

5e Série. — Les Mises à l'Ordre du Jour : *Citations, Promotions, Légion d'honneur, Médaille militaire.* 6 volumes parus (du 8 août au 10 novembre).

6e Série. — Pangermanisme.
a) La Folie allemande, par Paul Verrier ; *b*) Traduction d'ouvrages pangermanistes ; *c*) La Doctrine de guerre ; *d*) Les Faussaires ; *e*) Les Huns en France ; *f*) Les Huns en Belgique ; *g*) Manifestes des 93 et des Universités allemandes ; *h*) Paroles allemandes.

7e Série. — L'Indignation du monde civilisé.
a) La Séance historique de l'Institut de France ; *b*) L'Allemagne et la Guerre, par Émile Boutroux, de l'Académie Française ; *c*) La Journée du 22 décembre ; *d*) Devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; *e*) Devant l'Académie Française ; *f*) La Protestation des grands hommes de l'étranger ; *g*) Ordres du jour des sociétés savantes et artistiques ; *h*) Voix de neutres ; *i*) Paroles belges.

8e Série. — La Guerre et la Presse mondiale.
a) Extraits du *Bulletin des Armées de la République* (3 volumes parus) ; *b*) Articles choisis dans les grands quotidiens de Paris ; *c*) Presse de province ; *d*) Presse des pays alliés ; *e*) Presse des pays neutres ; *f*) Presse des pays ennemis ; *g*) Les meilleures Caricatures, les meilleurs Poèmes et les meilleures Chansons.

9e Série. — Pendant la Guerre.
a) La Vie à Paris ; *b*) La Vie en Province ; *c*) La Vie à l'Étranger. Etc.

10e Série. — Les Opérations militaires.
Les Français en Alsace. — Les Français en Belgique. — La Retraite stratégique. — Le Grand Couronné de Nancy. — La Bataille de la Marne. — La Campagne des Vosges. — Bataille de l'Aisne. — Combats dans l'Argonne et dans la Woëvre. — Bataille du Nord. — Chronologie de la guerre (31 juillet-31 décembre 1914). Etc., etc.

La Folie Allemande

137599
12/1/16

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

La Folie Allemande

I

LES APPÉTITS ALLEMANDS (1)

Dans ces derniers temps, on a signalé à gauche et à droite quelques articles, quelques livres de généraux ou d'intellectuels allemands, et l'on pourrait en citer bien d'autres encore, où l'auteur réclame pour sa nation

(1) Cet article a paru dans *Excelsior*, le 19 décembre 1914.

le droit d'annexer une plus ou moins grande partie de l'Europe.

Les Français continuent, pour la plupart, à se figurer que ce sont là des manifestations tout à fait isolées : « Il y a, disent-ils, des fous en tout pays! » Certes, mais plus ou moins, et d'espèce différente.

Je crains fort, à ce compte-là, que les gens d'outre-Rhin n'aient tous perdu la raison. Tous, en effet, ils ont appris dès l'enfance, ils croient fermement que l'Allemagne est loin d'avoir atteint ses justes limites, les limites assignées par la race, la langue, l'histoire, les besoins économiques et les nécessités militaires, par la supériorité du génie allemand, par Dieu.

Dans l'enseignement oral, qui ne court aucun risque d'arriver à la connaissance des profanes, c'est-à-dire des étrangers, professeurs et instituteurs reculent ces frontières à perte de vue. Dans les ouvrages scolaires, on montre plus de circonspection, plus de modération. Leur témoignage, unanime d'ailleurs, n'en est que plus significatif.

Les petites géographies employées partout

depuis de longues années, celles de Daniel et de Seydlitz, suffiront à édifier le lecteur.

Le *Guide pour l'Enseignement de la Géographie,* par H.-A. Daniel, était arrivé en 1911 à sa 265e édition et a dû être réimprimé depuis. Je le cite d'après mon édition, la 75e, qui remonte à 1872. Il se divise en quatre livres, dont le dernier a pour titre l'*Allemagne* et comprend sous ce nom : l'Empire allemand, l'Empire d'Autriche, la Suisse, la Principauté de Liechtenstein, le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas, le Grand-Duché de Luxembourg et l'État danois (pp. 154-176.) C'est l'annexion pure et simple.

Les *Éléments de Géographie,* par E. von Seydlitz, sont adoptés aujourd'hui dans la plupart des écoles. La 24e refonte avait atteint en 1912 sa troisième impression revue et corrigée. Je cite d'après la première de ces trois impressions, qui a paru en 1901 à raison de 30.000 exemplaires en un seul tirage. Après avoir indiqué les frontières de l'Empire allemand, page 96, l'auteur ajoute : « L'Allemagne, au sens large, comprend en

outre l'Autriche allemande, la plus grande partie de la Suisse et de la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark. »

Sans doute, ces diverses parties de l' « Allemagne » sont encore séparées politiquement. Mais l'idéal de tout Allemand est de les voir un jour réunies. C'est là ce qu'on lui inculque dès l'âge le plus tendre, en lui faisant chanter, par exemple, la fameuse chanson du poète Arndt : « Quelle est la patrie de l'Allemand ? » Cette patrie, « ce sera toute l'Allemagne », l'Allemagne au sens où l'entendent nos deux manuels de géographie. Pour s'en rendre compte, d'ailleurs, il suffit d'écouter la première strophe de l'hymne national allemand : « L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout, au-dessus de tout au monde, tant que pour la défense et l'attaque elle sera unie, fraternellement, de la Meuse au Niémen et du Belt à l'Adige..... »

Il ne faut pas croire que les Allemands s'arrêtent là dans leurs ambitions avouées et proclamées, sinon par tous, du moins par un très grand nombre, par une imposante, une toute-puissante minorité. Il existe en

Allemagne depuis dix-neuf ans une revue mensuelle, intitulée *Heimdall*, « pour le pur germanisme et le pangermanisme », revue patronnée par des professeurs connus, célèbres même, comme feu Félix Dahn, par des députés, par des fonctionnaires, par des pasteurs, dont celui de Herbitzheim (Alsace). Tous les numéros sont ornés de l'étonnante gravure que nous avons reproduite en tête de cet article. Au fond, on aperçoit le Valhall, Olympe de la mythologie scandinave, qu'ont aussi annexé les Allemands. A gauche, le dieu Heimdall, dieu de l'aurore et sentinelle des dieux, des « dieux allemands », sonne du cor pour les appeler tous au combat, à la conquête des territoires qui doivent compléter l' « Allemagne ». Ce qu'elle embrasse, cette « Allemagne » complète, nous l'apprenons par la devise imprimée, au-dessous de l'image, en caractères runiques : *Von Skagen bis zur Adria! von Boonen bis Narva! von Bisanz bis das schwarze Meer!* « De Skagen à l'Adriatique! de Boulogne à Narva! de Besançon à la Mer Noire! » Skagen, c'est le cap où se

termine au nord le Danemark; Narva, une ville russe située sur le golfe de Finlande, tout près de Pétrograd. Il ne s'agit plus seulement de l'Empire allemand actuel, de l'Autriche, de la Suisse, de la Belgique, de la Hollande et du Danemark, mais aussi du nord de la France, de l'ouest de la Russie et d'une bonne partie des Balkans (1).

Encore les pangermanistes ne se contentent-ils pas de si peu : il leur faut au moins toute l'Europe. Voici ce qu'enseigne M. Reimer, entre autres, dans *Une Allemagne pangermanique* (*1905*). L'Allemagne a le droit et le devoir d'imposer son hégé-

---

(1) Afin qu'on ne nous accuse pas de travestir le symbole, notons que, dans la mythologie scandinave, Heimdall appelle les dieux et les guerriers élus à la défense du Valhall et du « monde des hommes » contre l'attaque d'êtres inférieurs et malfaisants, géants des frimas et du feu, loups et serpents monstrueux : ici, les dieux et les hommes, ce sont les Allemands; les êtres inférieurs et malfaisants, ce sont les Anglo-Saxons, les Latins et les Slaves. Mais nous savons, par ce qu'ils racontent sur leur entrée en campagne au mois d'août dernier, par ce qu'ils prétendent à propos de l'Alsace-Lorraine, du Schlesvig, de la Pologne et de la Bohême, nous savons que nos voisins d'outre-Rhin attribuent hypocritement le nom de défense à leurs guerres de conquête, guerres par les armes ou guerres d'oppression.

monie au monde entier. Il faut qu'elle commence par annexer toute l'Europe. Pour s'en assimiler les populations encore différentes de la sienne, elle aura recours à deux degrés de germanisation. La petite germanisation s'appliquera aux peuples apparentés, Scandinaves, par exemple, et Hollandais; elle ne rencontrera que peu de difficultés. Quant à la grande germanisation, on la mettra en vigueur dans les pays de race mixte : en France, par exemple, on conservera les 10 millions d'habitants francisés d'origine germanique, afin de les germaniser à nouveau, et l'on exterminera, on expulsera tout le reste.

Pour les pays où cette germanisation radicale se heurterait à de trop grands obstacles, certains auteurs préconisent un autre système : les Allemands immigrés, seuls détenteurs des droits civils et politiques, ainsi que de la propriété foncière, de l'industrie et du commerce, réduiront les indigènes au plus humiliant, au plus misérable des servages.

Voilà donc l'idéal que se propose en fin

de compte la ligue pangermaniste, cette ligue à laquelle ont adhéré environ 30 membres du Reichstag, de nombreux fonctionnaires et plusieurs professeurs d'Université.

Quelle sanglante ironie que le discours par lequel le Président de la Chambre des Députés de Prusse a ouvert la session actuelle de cette assemblée ! « Nous avons été forcés par des ennemis envieux à faire la guerre : une guerre qui a pour but, non point d'étendre notre puissance ou de récolter un gain misérable, mais, au contraire, de défendre notre existence, nos foyers, nos maisons, nos femmes et nos enfants. » (*Tempête d'applaudissements.*)

Ce sont les Belges et les Français, évidemment, qui, dans une abominable soif de conquête, ont envahi la pacifique Allemagne, ravagent ses foyers, incendient ses édifices, pourchassent, souillent et mutilent ses femmes et ses enfants !

Comme on comprend que riment si bien en allemand ces deux mots : *Heuchler* (hypocrites), *Meuchler* (assassins) !

II

LA GUERRE ALLEMANDE

Un grand journal de Copenhague, *Politiken,* a publié, le 16 août, un long article, envoyé de Berlin par un correspondant danois, qui dépeint avec sympathie les sentiments unanimes du peuple allemand à l'occasion de la guerre actuelle.

Nous en reproduisons le début dans une traduction aussi littérale que possible (1).

*
* *

L'Empire allemand, dans une extase nationale, s'est levé tout entier. Tout entière, la nation frémit d'une fièvre de patriotisme. Ce chœur de cinquante-deux millions de

---

(1) La traduction de l'article tout entier a paru dans la *Revue hebdomadaire* du 17 octobre 1914.

voix éclate du matin au soir en une même tempête d'exultation :

L'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout,
au-dessus de tout au monde !
Tant que pour la défense et l'attaque
fraternellement elle restera unie
de la Meuse au Niémen,
de l'Adige au Belt,
l'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout,
au-dessus de tout au monde !

C'est l'Autriche, sans doute, qui, par un coup de tête, a voulu humilier la Serbie; mais c'est l'Allemagne qui a voulu la guerre. Par son activité, par son ardeur, par ses vertus civiques, la nation a, depuis 1870, amassé une telle surabondance de force, qu'elle a fini par en être gênée comme d'un fardeau. Les muscles se gonflaient, le Cyclope n'y tenait plus : il frappe.

Maximilian Harden le déclare ouvertement dans le dernier numéro de *Die Zukunft :*

De quel côté est le droit ? Oui, s'il ne s'agissait pas d'autre chose, on pourrait se contenter de suivre le conseil des sots et traîner les grandes controverses internationales devant un tribunal qui, de sa hauteur, laisserait couler à travers l'Europe, comme de

l'eau de source, une sentence aux articles méticuleusement pesés. La raison, dans le cas présent, n'est que démence. Demandez au hêtre qui lui a donné le droit d'élever sa cime plus haut que le pin et le sapin, le bouleau et le palmier. Citez-le devant l'aréopage que président les mâchoires édentées et pendantes. Dans le feuillage du hêtre retentira comme une tempête : « Mon droit, c'est ma force ! » Le droit qu'à son baptême chaque peuple a reçu de vivre, de se développer, de pousser vers le ciel, ne relève d'aucun juge.

De quel côté est le droit ? Du côté où se trouve la force. Droit ou non — nous tiendrons ou nous tomberons pour la patrie. Nous voulons vaincre. Il faut que nous vainquions ! Inutile de broder, inutile de démontrer, diplomates en redingote et en lunettes, que nous sommes d'honnêtes gens à l'humeur pacifique. Cecil Rhodes — un grand homme, un géant en souliers vernis et au poumon tuberculeux ! — l'a rugi à la face ratatinée des pédants : « Cette guerre est juste, parce qu'elle sert à mon peuple, parce qu'elle accroît la puissance de mon pays. » Enfonçons cette maxime à coups de marteau dans tous les cœurs. Elle l'emporte sur des centaines de Livres Blancs. Affichons-la sur tous les murs, sur les hôtels de ville, au coin des rues — de grandes affiches rouge sang ! Écrivons au-dessous : « Les hordes veulent nous exterminer. Un bâtard (1) se rengorge dans la folle

(1) Le « bâtard », c'est le Français, « Gaulois mâtiné de Romain et de Germain », suivant la formule enseignée partout outre-Rhin. Les Allemands, eux, se croient de race pure. Douce illusion ! Foncièrement Slaves à l'est

illusion qu'il pourra écraser le petit-fils du grand vainqueur. Sabre au clair ! L'impudent ennemi outrage du pied notre sol. Tuons-le ! L'histoire ne nous demandera pas nos raisons.

C'est ainsi que parle, en ce moment, toute l'Allemagne. Dans tous les cœurs se déchaîne un sentiment, longtemps contenu, de confiance en soi, d'admiration pour l'armée, de dévouement à l'Empereur et à l'Empire. L'enthousiasme patriotique déborde et roule comme un raz de marée sur les villes et les campagnes, irrésistible, soulevant et entraînant tous et tout sur ses vagues. L'esprit encore plein des récits de « la grande époque » de l'Allemagne, alors qu'en 1814 elle se dressa dans toute sa force pour écraser Napoléon, voilà de nouveau la nation debout, pour en fêter le centenaire en imitant les glorieux exploits des ancêtres. Des heures durant et des heures encore, les mobilisés défilent en chantant par les rues de

---

de l'Elbe et même en deçà, en partie Celtes dans l'ouest, rattachés dans le sud à des populations primitives et sans nom, c'est par la langue surtout qu'ils sont Germains — comme nous sommes Latins.

Berlin. Trains sur trains roulent vers la frontière, parés, comme pour une fête, de fleurs et de drapeaux. De jeunes princes s'enrôlent comme simples soldats, des écrivains, des savants : jusqu'ici il est accouru sous les drapeaux un million huit cent mille volontaires, et l'Etat-major, ne sachant qu'en faire, refuse désormais tout engagement. Renouvelée de 1814, revit la belle coutume des mariages impromptus la veille du départ pour l'armée : les bras de la mariée, dans la nuit de la mobilisation, s'ouvrent pour la première et dernière étreinte. Les sentiments journaliers sont soulevés hors de leurs gonds, la poésie d'une autre « grande époque » souffle à travers les harpes éoliennes de toutes les âmes et les fait vibrer. A Berlin, un septuagénaire dit adieu à son fils, qui se rend sur le front, et il tombe mort sur-le-champ, étouffé par l'émotion. Une jeune fille, à Charlottenburg, voyant partir celui qu'elle aime, s'engage comme infirmière pour le suivre. Comme on ne l'accepte pas tout de suite, elle saute par la fenêtre et s'écrase sur le pavé en criant :

« Vive l'armée ! » Cette passion s'exaspère en hystérie. Dans le Westende, j'ai vu un « volontaire d'un an », mis à la porte d'un restaurant de nuit, clamer avec fureur sur le trottoir : « Je suis Prussien ! » Il s'échauffe, il se monte de plus en plus dans son délire patriotique, au point d'en tomber sur l'asphalte, l'écume aux lèvres, dans un véritable accès d'épilepsie : « Je suis Prussien ! »

. . . . . .

Anker Kirkeby.

*
* *

Tout commentaire semble inutile.

Un mot, cependant.

Maximilian Harden, le plus fameux publiciste d'outre-Rhin, et le plus intelligent, laisse échapper dans son enthousiasme un aveu sincère, un cri du cœur : de par sa force, le peuple allemand a le droit d'étouffer et de supplanter les autres, comme le hêtre étouffe et supplante les autres arbres de la forêt. Il est vrai que, chez ce digne fils de la

Teutonie, — « le pays du mensonge », comme dit Henrik Ibsen, — l'hypocrisie nationale finit par reprendre le dessus : tout à coup, dans une conclusion assez inattendue, il accuse la France et la Russie, « le bâtard et les hordes », d'avoir attaqué, envahi l'Allemagne, pour l' « écraser » et l' « exterminer ».

Cette contradiction nous montre la valeur qu'il faut accorder aux déclarations analogues de ses compatriotes.

Elle ne sert ici qu'à mieux faire ressortir la vérité qui éclate dans les menaces délirantes de l'écrivain berlinois ainsi que dans les manifestations frénétiques du peuple allemand « tout entier ». La guerre actuelle n'est pas « une guerre d'officiers », comme on l'a répété. C'est une guerre nationale, une guerre populaire : la guerre allemande.

Le peuple allemand, dans la démence de son orgueil, « s'est levé tout entier » pour écraser la France, la Russie, la Belgique et l'Angleterre, pour imposer à l'Europe sa brutale et tracassière hégémonie, sa langue et ses mœurs, sa « culture ». Plutôt que de se

laisser faire, l'Europe indépendante luttera jusqu'au dernier homme. Mieux vaut la mort que l'esclavage, surtout l'esclavage allemand.

Forts de cette résolution inébranlable, c'est nous qui vaincrons, et notre victoire assurera entre les peuples la liberté, l'égalité, la fraternité ; toutes les originalités nationales s'épanouiront, sans contrainte, pour former de leurs rayons divers la lumière de la civilisation universelle.

LES INTELLECTUELS ALLEMANDS (1)

La plupart de nos intellectuels, il y a quelques mois encore, traitaient de fous ceux qui osaient accuser le peuple allemand de vouloir la guerre, surtout une guerre d'extermination contre la France. Leurs « généreuses illusions » ne cessent de tomber, plus vite encore que les forts de Maubeuge et d'Anvers sous les coups du fameux 420. Plusieurs, cependant, s'y cramponnent avec un « beau désespoir », qui ne les « secourra » point, ni eux ni personne, et qui rappelle l'angélique entêtement d'Orgon sous sa table, bien plutôt que l'héroïque obstination du général Leman sous les débris de ses coupoles.

A leurs yeux, par exemple, l'appel de

(1) Cet article a paru dans *Excelsior*, le 27 novembre 1914, sous une forme abrégée.

« l'Allemagne intellectuelle au monde civilisé » ne représente pas les sentiments véritables de ses quatre-vingt-treize signataires : « Œuvre du Gouvernement, disent-ils, ce manifeste n'a été signé que par ordre. » L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, elle-même, a cru devoir émettre dans sa protestation l'hypothèse de cette circonstance atténuante. Les Allemands auraient-ils donc raison de prétendre que nous avons conservé la psychologie des Gaulois ? Dans notre incorrigible idéalisme de Celtes, sommes-nous donc restés, comme César l'affirme de nos ancêtres, étonnamment faciles à duper ?

Ce n'est pas seulement dans leur appel collectif que les intellectuels allemands ont proclamé leur opinion, mais encore dans des conférences, des articles, des brochures. Sous cette forme individuelle, ils la claironnent ou la soupirent depuis quatre mois, sans trêve ni merci, à travers l'ancien et le nouveau continent.

Avant de citer quelques exemples, je ne puis m'empêcher de signaler en passant,

quoique bien à regret, une autre de nos « généreuses illusions ». Plus d'un s'est exclamé : « Ah ! un tel n'a pas signé l'appel. Voilà qui me fait plaisir ! Lui, du moins, et beaucoup d'autres encore — car c'est une minorité qui a consenti — ils ont eu le courage de refuser leur adhésion. » Hélas ! parmi ceux qui ont prêché l'évangile allemand, comme je viens de le dire, soit dans des conférences, voire à l'étranger, soit dans des articles ou même des brochures, il en est dont le nom ne figure point au bas du honteux manifeste.

Mais revenons à nos quatre-vingt-treize moutons, à quelques-uns du moins.

MM. Gabriel Séailles et Th. Ruyssen ont adressé une réponse au célèbre philosophe Wilhelm Wundt. Ils ne savaient pas, sans doute, que ce patriarche de la physio-psychologie avait récidivé : dans une conférence, parue ensuite comme brochure, il a traité de « la vraie guerre ». La vraie guerre — entendez la guerre légitime, juste, honnête, sainte, humaine — c'est « la guerre de défense » que soutiennent aujourd'hui les Alle-

mands. Quant à nous et à nos alliés, voici ce qu'il pense :

Non, cette guerre, du côté de nos ennemis, n'est pas une vraie guerre, parce que la guerre elle-même a ses droits et ses lois. Agression, brigandage infâme, qui a pour moyens l'assassinat, la piraterie et la flibusterie, voilà ce que c'est, non pas la lutte ouverte et loyale les armes à la main.

A toi Renault !

Suivant l'habitude qu'on a outre-Rhin de nous regarder comme un peuple de singes, assez adroit à imiter, mais incapable d'invention, — d'où la coutume d'habiller les singes en pioupious, — l'illustre professeur de Leipzig profite de l'occasion pour dénier à ses collègues français toute originalité, toute valeur : M. Bergson, nous apprend-il, a volé ses idées aux Allemands, et jamais personne en Allemagne ne l'a pris au sérieux. Bref, il nous traite de pirates dans la science comme dans la guerre.

La cause de la guerre, il n'a aucune peine à la découvrir : « C'est l'Angleterre qui a

soufflé sur le feu, attisé cet incendie mondial, conçu le plus diabolique des plans pour anéantir l'Allemagne. » Et voyez comme il a le cœur sensible :

Ce qui nous rend cette guerre si douloureuse, à nous autres Allemands, c'est qu'elle nous met aux prises avec nos frères de race, les Anglais. Que nous importent, en comparaison, les Belges ! ces Belges qui, dans leur témérité aveugle, n'ont fait cette guerre que pour prouver définitivement au monde entier leur incapacité d'exister comme État !

Ah ! le brave homme !

Le *Lokal-Anzeiger* de Berlin abonde dans le même sens :

La Belgique nous revient comme une pièce de gibier que nous avons abattue. Il faut l'annexer à l'Allemagne. Ce n'est pas pour le plaisir d'octroyer à cette racaille l'honneur d'appartenir à l'Empire allemand ! Mais nous pouvons nous servir de la Belgique comme d'un poing fermé sous le nez de la perfide Albion.

N'est-ce pas là, sous une forme plus énergique, l'opinion de M. Wilhelm Wundt ?

On se dira peut-être que ce physio-psy-

chologue octogénaire, absorbé depuis plus d'un demi-siècle par l'analyse surtout mécanique des phénomènes élémentaires de la vie, n'a sans doute plus qu'une âme racornie, obstruée, inaccessible aux grands sentiments et aux grandes pensées.

Adressons-nous donc à quelques autres signataires de l'appel teuton. L'un des plus réputés, sous le rapport de la science et de la morale, c'est, par exemple, Adolf Harnack. Théologien, il a publié, dans le *Berliner Tageblatt,* une lettre ouverte aux théologiens anglais. Nous y lisons :

> L'histoire du monde devait donc avoir à enregistrer que le jour où la puissance russo-asiatique s'est ruée sur la civilisation de l'Europe occidentale, l'Angleterre s'est crue obligée de seconder la Russie, et pourquoi ? parce que la souveraineté de la Serbie, cette nation d'assassins, se trouvait menacée.

Vous croyiez sans doute que c'étaient les Allemands qui avaient déclaré la guerre, en partie pour affermir leur implacable tyrannie sur les millions de Slaves annexés à leur double empire? Vous croyiez sans doute

que, si l'Angleterre avait pris les armes, c'était pour défendre la neutralité de la Belgique, comme l'exigeait de sa loyauté le plus formel, le plus sacré des engagements? Erreur!

Ce n'est pas que l'homme de Dieu — du « vieux Dieu allemand » — oublie de mentionner la Belgique. Admirable occasion, pour lui, d'invoquer en son édifiant sermon un précédent tiré des Ecritures. Il reproche à Bethmann-Hollweg d'avoir regardé comme une violation du droit, tout en l'excusant par la nécessité, l'invasion de ce pays dont l'Allemagne avait garanti la neutralité absolue :

Une violation du droit! Il n'y en a pas eu, même dans la forme. Nous nous trouvions dans une situation où il ne s'agit plus de forme, mais de devoir moral. Tel David quand il a pris sur la table du Seigneur les pains de proposition.

« Il y a pourtant une différence, proteste doucement M. Georg Brandes : cela ne faisait point mal aux pains de les manger, tandis que cela fait plutôt mal aux Belges

de les abattre à coups de fusil. » Qu'importe à M. Harnack, puisqu'ils l'ont mérité !

Mais il paraît que le savant théologien rationaliste de Berlin, aujourd'hui bibliothécaire, tient de près à Guillaume II : peut-être le soupçonnera-t-on d'avoir trahi sa conviction intime par faiblesse de caractère, de s'être fait par courtisanerie utilitaire le truchement de son impérial maître. Continuons notre enquête.

Nous retrouvons le même langage dans la bouche de Monsieur le conseiller privé, professeur, docteur Rudolf Eucken, ce philosophe mystico-religieux qu'ont fait connaître les Scandinaves en lui décernant le prix Nobel. Il ne s'est pas seulement expliqué de vive voix dans une conférence, il a encore imprimé sa longue déclaration de foi ; il a profité de ses rapports avec les pays du nord pour la leur faire insérer intégralement dans leurs journaux. Écoutons-le :

Des travaux de la paix, auxquels elle se livrait tout entière, l'Allemagne s'est vue soudain précipitée dans les misères et les souffrance de la guerre...

De toute part se lèvent nos ennemis.

Tout ce qu'il y avait de haine et d'envie contre nous, tout cela s'avance en rampant et s'acharne de toutes ses forces à nous nuire...

La conscience que nous avons de combattre pour une cause juste, une cause sainte, nous inspire un courage inébranlable et la ferme assurance de vaincre...

Nous ne voulions pas la guerre : on nous l'a imposée. Les quarante années qu'a duré jusqu'ici notre empire ont été uniquement consacrées à la paix. Toute pensée de conquête nous était absolument étrangère. Cette année-ci, précisément, nous étions absorbés tout entiers par la question d'un nouveau développement de notre culture. Mais « le plus paisible des hommes ne peut vivre en paix quand cela ne plaît pas à un méchant voisin ».

De méchants voisins, nous en avons une foule. Pour nous convaincre que notre cause est juste, il suffit d'y voir clair dans les motifs qui les guident, les mobiles qui les poussent.

La « sainte » Russie... a étendu sa main protectrice sur les assassins (de Sarajevo) et leurs alliés... A cette occasion a éclaté toute la haine, toute la rage d'une civilisation inférieure contre une plus élevée... La lutte que nous menons contre une puissance de cette espèce est tout à fait identique à celle des Grecs contre les Perses, à celle du Moyen Age contre les Huns et les Mongols : c'est la lutte de la liberté européenne contre le despotisme asiatique...

Depuis de longues années, les Français nourrissaient des pensées de guerre : ils ont dressé leurs

plans contre nous ; ils se sont, en imagination, enivrés de la « revanche ». Pourquoi ne pouvaient-ils pas vivre en paix avec nous et rester nos amis ? Pourquoi ne pouvaient-ils pas se faire à la perte d'une vieille terre allemande qu'ils nous avaient arrachée par la ruse et par la violence, et dont les sentiments allemands viennent de se manifester, juste à présent, avec tant d'évidence, avec tant de force ?

Pourquoi ? Parce que leur vanité gauloise était blessée d'avoir subi une défaite, parce qu'ils croyaient leur prestige amoindri...

Ce qui a décidé l'Angleterre, c'est l'envie des progrès de l'Allemagne, la crainte de la voir grandir encore par suite d'une victoire possible... Qu'on se soit par là rangé du côté de la barbarie contre la civilisation, de l'injustice contre le droit ; que, peuple germanique, on ait ainsi attaqué par derrière un autre peuple germanique qui défendait son existence, rien de tout cela n'est entré en ligne de compte devant les calculs de l'intérêt personnel. Morale d'une nation de boutiquiers ou plutôt absence de toute morale !...

La lutte pour la conservation de notre peuple est en même temps une lutte pour l'humanité tout entière, pour la profondeur et l'âme de sa vie. Car c'est au peuple allemand — comme à aucun autre peuple dans toute la durée de l'histoire — qu'a été confié le soin de veiller sur les sentiments intimes et la valeur intrinsèque de l'existence humaine... Ainsi donc, nous ne combattons pas seulement pour

nous, nous combattons en même temps pour l'avenir de l'espèce humaine.

Ces « travaux de la paix », ô lauréat du prix Nobel, ce nouveau développement de la culture allemande », ô doux philosophe, serait-ce l'invention très « scientifique » et la très industrieuse fabrication des 420, des bombes de naphte, des autos-pétroleuses et autres engins incendiaires? Serait-ce, en pleine paix, la transformation de nos carrières en forteresses allemandes et l'installation de plates-formes bétonnées pour vos gros mortiers devant les villes de Belgique et de France? Voilà, certes, à quoi n'a songé ni la barbarie asiatique des Russes, ni la vanité revancharde des Français, ni le mercantilisme immoral des Anglais. Est-ce par intérêt pour « la profondeur et l'âme de la vie de l'humanité », pour « les sentiments intimes et la valeur intrinsèque de l'existence humaine », ô sentimental abstracteur de quintessence, que les braves défenseurs de votre culture éventrent les femmes de Belgique et de France, entre autres les femmes enceintes? Vous m'avez l'air de commettre

un crime de lèse-majesté, très honoré Monsieur le Conseiller privé, en démentant votre auguste Empereur : ce n'est pas aux soldats du Tzar, mais à ses propres soldats, aux vôtres, qu'il a reconnu, qu'il a imposé comme modèles « les Huns d'Attila ». En gens disciplinés, ils obéissent.

Mais les artistes, les poètes, ces amants de la beauté suprême, qui planent dans les hauteurs éthérées, libres de liens matériels, c'est par surprise, sans doute, qu'ils se sont laissé arracher leur signature ? Illusion encore, pure illusion ! Le plus grand poète contemporain de l'Allemagne, Richard Dehmel, s'est engagé comme simple soldat, malgré la cinquantaine bien sonnée, et il a cru devoir expliquer cette démarche dans une lettre ouverte à ses fils (*Berliner Tageblatt*) :

Il s'agit d'une lutte à mort entre deux formes de civilisation, deux degrés de civilisation...

La nation française s'est survécu. C'est tragique, mais elle n'y peut rien changer, à moins de se régénérer à temps par une infusion de sang allemand... L'Italie se trouve dans le même cas...

Nous luttons pour conquérir la place qui nous revient dans le monde, par la grâce de Dieu, en vertu de notre valeur humaine, de nos mérites...

Cette guerre, c'est une tempête assainissante qui balaye le monde. Il s'agit d'amener aux hommes en plus grande abondance l'air du ciel : voilà pourquoi j'ai pris le fusil sur l'épaule.

Pourquoi rester surpris, intellectuels de France, devant l'orage de balles, de mitraille, d'obus, de bombes incendiaires, de pillage et de massacres inouïs qui « balaye » en ce moment la Belgique, le nord de la France et la Pologne russe? Pourquoi vous indigner quand il abat de préférence nos antiques cathédrales et nos vieux hôtels de ville, nos monuments les plus beaux et les plus sacrés? Il fait place nette à la race élue par Dieu pour occuper le sol de nos ancêtres; en s'y installant « les armes à la main », elle ne fait que remplir son devoir et « défendre son droit », « défendre son existence ». Si elle commence par l'engraisser de nos cadavres et de la cendre de nos maisons, vous devriez être fiers de cet honneur. Et cet air empesté de poudre, de naphte, de pétrole et de sang, de la fumée de nos villes en feu,

plus empesté encore de mensonges et de parjures, pourquoi répugne-t-il à vos narines délicates? « C'est l'air du ciel. » Réjouissez-vous de succomber devant « la croisade allemande », comme ils disent : « Dieu le veut! »

. . . . . .

O soldats de l'an mil neuf cent quatorze! Hervé a raison : tirez sans scrupule ni pitié sur ces hordes de fous sanguinaires.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

I. Les Appétits allemands 5
II. La Guerre allemande 13
III. Les Intellectuels allemands 21

NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1915

e Série a. 2

PAUL VERRIER

CHARGÉ DE COURS A LA SORBONNE

La Haine Allemande

(Contre les Français)

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

TROISIÈME MILLE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

44

Prix : 40 centimes.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

PAGES D'HISTOIRE, 1914-1915

Série de fascicules in-12, brochés.

1. **Le Guet-apens.** *23, 24 et 25 juillet* . . . . . 40 c.
2. **La Tension diplomatique.** *Du 25 juillet au 1er août* . . . . . 60 c.
3. **En Mobilisation.** *2, 3 et 4 août* . . . . . 60 c.
4. **La Journée du 4 août** . . . . . 60 c.
5. **En Guerre.** *Du 5 au 7 août.* . . . . . 60 c.
6. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — I. *Du 5 au 14 août.* — **7.** II. *Du 15 au 31 août.* — **8.** III. *Du 1er au 30 septembre.* — **12.** IV. *Du 1er au 31 octobre.* — **18.** V. *Du 1er au 30 novembre.* — **26.** VI. *Du 1er au 31 décembre.* — **35.** VII. *Du 1er au 31 janvier 1915.* — **42.** VIII. *Du 1er au 28 février 1915.* — Chaque numéro . . . . . 60 c.
9. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — I. **Les Premiers-Paris.** *Du 15 août au 3 septembre.* . . . 60 c.
10. — II. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 4 septembre au 21 octobre.* 60 c.
11. **A l'Ordre du Jour.** — I. *Du 8 août au 18 septembre.* — **13.** II. *Du 19 au 29 septembre.* — **14.** III. *Du 2 au 14 octobre.* — **16.** IV. *Du 15 au 26 octobre.* — **17.** V. *Du 28 octobre au 1er novembre.* — **19.** VI. *Du 6 au 10 novembre.* — **31.** VII. *Du 11 au 21 novembre.* — **33.** VIII. *Du 22 au 25 novembre.* — **43.** IX. *Du 26 nov. au 1er décembre.* — Chaque volume. 60 c.
15. **Le Livre bleu anglais** (*23 juillet-4 août*). . . . . 60 c.
20. **Le Livre gris belge** (*24 juillet-29 août*) . . . . . 60 c.
21. **Le Livre orange russe** (*10/23 juillet-24 juillet/6 août*) . . . . 60 c.
22. **Le Livre bleu serbe** (*16-29 juin-3/16 août*) . . . . . 60 c.
23. **La Séance historique de l'Institut de France.** Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut. . . . . 60 c.
24. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — III. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 24 octobre au 9 décembre.* 60 c.
25. **Le Livre blanc allemand** (*24 juillet-2 août*) . . . . . 60 c.
27. **L'Allemagne et la Guerre,** par Émile Boutroux, de l'Académie Française . . . . . 40 c.
28. **La Folie allemande.** *Documents allemands,* par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne . . . . . 30 c.
29. **La Journée du 22 décembre** (*Rentrée des Chambres*). Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut . . . . . 60 c.
30. **La Chronologie de la Guerre** (*31 juillet-31 décembre*), par S. R. 40 c.
32. **Le « 75 ».** *Notions sur le canon de 75,* par Th. Schlœsing fils, membre de l'Institut. . . . . 40 c.
34. **Les Allemands en Belgique (Louvain et Aerschot).** *Notes d'un témoin hollandais,* par L.-H. Grondijs, ancien professeur à l'Institut technique de Dordrecht. . . . . 60 c.
36 et 37. **Voix américaines sur la guerre de 1914.** Chacun . . 60 c.
38. **Le second Livre orange russe** (*Guerre avec la Turquie*) . . . 60 c.
39. **Le Front.** *Atlas dépliant de 32 cartes en six couleurs.* Préface du général Cherfils . . . . . 90 c.
40. **Paroles allemandes.** Préface de l'abbé E. Wetterlé, ancien député d'Alsace au Reichstag . . . . . 90 c.
41. **Les Poètes de la Guerre.** *Recueil de poésies parues depuis le 1er août 1914.* Préface en vers de Hugues Delorme . . . . . 75 c.
44. **La Haine allemande** (*Contre les Français*), par Paul Verrier. 40 c.

LA
HAINE ALLEMANDE

(CONTRE LES FRANÇAIS)

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

137614
12/1/16

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

LA
HAINE ALLEMANDE

(CONTRE LES FRANÇAIS)

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

PAR PAUL VERRIER

CHARGÉ DE COURS A LA SORBONNE

I

Das ist des Deutschen Vaterland,
. . . . . .
Wo jeder Franzmann heisset Feind (1).
ARNDT.

Des circonstances particulières m'ont permis de pénétrer, mieux que d'autres Français, quelques aspects du caractère allemand. Dans les trente dernières années, j'ai fait outre-Rhin de nombreux séjours, variant de deux mois à dix-sept. Je me suis trouvé en rapports continus et parfois très intimes avec les diverses classes de

(1) « Elle est, la patrie de l'Allemand, ...là où tout Francillon s'appelle ennemi. »

la société, surtout avec le monde universitaire, étudiants, professeurs de toute espèce, instituteurs, et avec le peuple au sens restreint, paysans, ouvriers, petits bourgeois.

Je n'ai pourtant pas entrepris d'enquête, je n'ai jamais posé aux Allemands la moindre question sur leurs intentions, leurs sentiments à notre égard. Par fierté, d'abord. Et puis il y aurait eu là, me semble-t-il, quelque chose d'artificiel. D'illusoire aussi, comme le montre le livre de M. Bourdon : qu'ils le veuillent ou non, les Allemands nous trompent ou se trompent eux-mêmes ; les mots, d'ailleurs, n'ont pas le même sens pour eux que pour nous, nous avons toutes les peines du monde à nous comprendre.

Mais je n'ai pu m'empêcher de voir, d'entendre ou de lire avec intérêt, surtout quand il s'agissait de mon pays, tout ce que le hasard offrait à mon observation. Les impressions qu'un Allemand ordinaire reçoit peu à peu de son éducation et de son milieu, concernant la France, et qui peu à peu forment sa mentalité à notre endroit, voilà en somme ce dont je me suis moi-même peu à peu rendu compte.

Il n'y a pas lieu de craindre qu'elles aient été défigurées par ma partialité de Français. Quand je suis parti pour l'Allemagne, certes, j'étais fortement prévenu, — mais en faveur de l'Alle-

magne. On me pardonnera d'y insister : la valeur de ces notes en dépend. Et puis, cette contribution individuelle à la psychologie de ma génération, par rapport aux gens et aux choses d'outre-Rhin, aura peut-être en soi une valeur documentaire, si minime qu'elle soit.

Ma philosophie terminée au lycée Saint-Louis, en 1878, je voulais aller outre-Rhin pour y faire de la philosophie. Dans la petite ville de Basse-Normandie où je suis né et resté jusqu'à l'âge de seize ans, je ne sais quelles lectures fortuites m'avaient déjà enthousiasmé pour la littérature allemande, pour la pensée allemande. Dans des traductions, procurées je ne sais comment, j'avais ensuite dévoré *Faust, Werther, Guillaume Tell,* les *Brigands,* des fragments de Klopstock et des romantiques, l'*Allemagne* de Henri Heine, etc. J'avais commencé à apprendre l'allemand tout seul. Plus tard, l'envie me brûlait de chercher ma vérité chez Kant, Fichte, Schelling, Hegel, Schopenhauer, Hartmann, Häckel. Les drames musicaux de Wagner me fascinaient de loin, comme un mystère plein de prestigieuses promesses. Ah ! comme il m'attirait, « le pays des poètes et des penseurs », des musiciens tout-puissants, des mœurs simples et pures, des grands bois et des vieux burgs !

Et la guerre de 1870 ? Tout ce que je m'en rappelais, c'était l'inondation de ma ville natale

par des centaines de soldats français en fuite. Ne m'avait-on pas appris, d'ailleurs, que Napoléon III avait déchaîné cette guerre par ambition, comme autrefois son oncle, par ambition aussi, n'avait cessé de batailler contre l'Allemagne ! Je n'éprouvais de haine que pour Napoléon III. Socialiste convaincu, j'étais antimilitariste et internationaliste. Il est vrai que je ne concevais pas l'internationalisme sans le nationalisme, sans le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à conserver et à développer leur nationalité propre suivant leur propre volonté. Je reprochais donc aux Allemands, — à Bismarck surtout, en qui je voyais leur mauvais génie, — d'avoir pris de force l'Alsace-Lorraine et de l'opprimer. Mais j'espérais que leur conscience, étourdie par l'injuste agression de Napoléon III, finirait bien par sortir de cette torpeur, par se réveiller, par ouvrir les yeux, par s'apercevoir qu'il y avait là un crime de lèse-nationalité. Quel triomphe, alors, pour l'humanité ! « *Seid umschlungen, Millionen !* (1) »

Tel était mon état d'esprit quand je partis pour l'Allemagne, non en 1878, pour faire de la philosophie, — ce rêve n'avait pu se réaliser, — mais en 1884, pour enseigner le français, l'an-

(1) « Embrassons-nous, multitudes humaines ! » (SCHILLER, *An die Freude.*)

glais, un peu de tout, dans une école anglaise de Heidelberg. J'en profitai naturellement pour me faire immatriculer à l'Université et entrer dans une association d'étudiants, — le *Neuphilologischer Verein* (Association des néophilologues), aujourd'hui *Cheruskia*. Et je ne manquai pas de courir le pays en tous sens.

Ce fut tout de suite un enchantement. Le printemps s'achevait sous un ciel toujours bleu. Collines harmonieuses, immenses forêts de hêtres et de pins, plaine du Rhin étalée à perte de vue, adorable vallée du Neckar, ruines féeriques du Moyen Age et de la Renaissance, jeux de lumière d'une richesse inouïe : le paysage dépassait en beauté, et de beaucoup, tout ce que j'avais jusqu'alors et vu et même imaginé.

Sur le compte des Allemands, au contraire, si tenaces que fussent mes illusions, je ne tardai pas à déchanter.

Parmi les étudiants de lettres, ce n'était pas de philosophie qu'on s'occupait, ni de littérature, mais de philologie. Mes camarades du *Verein* ne s'intéressaient guère qu'à l'histoire des sons et des formes grammaticales en vieux haut-allemand, en vieil anglais, en vieux français. Nos séances, si elles m'amusaient par leur bizarre nouveauté, avaient quelque chose de puéril, — de répugnant, aussi, par les excès de boisson. « Comment peux-tu absorber tant de

bière? demandai-je un jour à mon voisin. Pour moi, impossible d'ingurgiter une goutte de plus. Vous n'avez pourtant pas plus de place que moi dans le corps. » — « Viens, dit-il : je vais te montrer. » Il m'emmena... quelque part, s'enfonça deux doigts dans la gorge, et, vidé, retourna se remplir.

So brech' Er sich 'mal aus !
— « Jetzt ist mir wieder wohl ! »
[*Commersbuch, Beim Fuchsritt zu singen* (1).]

Dans les établissements bien montés, il y a, paraît-il — comment dirai-je ? — un « vomitorium » (excuse, ô Cicéron !). Certains étudiants, m'a-t-on assuré, préviennent deux commissionnaires de venir les chercher avec un brancard à la fin de la beuverie. Les duels n'ont rien de chevaleresque ni d'élégant, comme je me le représentais : c'est un morne exercice, assez sanglant parfois, mais peu dangereux, où l'on s'amuse entre bons camarades à se balafrer la figure.

Quant aux mœurs, elles sont en effet assez simples, malgré le léger voile d'hypocrisie dont elles se parent en certains milieux, mais elles n'ont rien de pur. Ça se passe à la bonne franquette, voilà tout, et en secret — relativement.

(1) « Eh bien! alors, vomis ! » dit-on au *Fuchs*, et le *Fuchs* de s'exécuter : « Maintenant, ça va mieux ! »

Je ne conseille pas aux gens pudibonds de se promener la nuit, ou même le soir, par les places et les rues de Heidelberg, moins encore à travers les bois environnants. Les Gretchens, hélas! ne sont pas toujours sages. Elles ont, cela va sans dire, un goût prononcé pour les étudiants en casquette de couleur et pour les militaires. Les soldats, pauvres diables, n'ont que trop besoin de consolation. Sur l'*Exerzierplatz*, alors public, coups de poing et coups de pied pleuvaient; pour assouplir les jambes à l'inutile « pas de parade », que de tortures parfois! J'en sais qui, comme punition, ont dû boire dans la rue l'eau du ruisseau, lécher par terre le crachat du caporal, sauter par-dessus une barre jusqu'à en tomber à moitié morts... On façonne ainsi d'admirables machines de parade — et de meurtre.

En ce qui concerne les rapports entre Allemands et Français, — la guerre de 1870, entre autres, ou « la guerre à venir », — j'eus immédiatement l'impression que tout le monde à peu près « manquait de tact ». J'en restai là, d'ailleurs, ou peu s'en faut, pendant ce premier séjour en Allemagne, qui dura dix-sept mois — et qui se termina par mon mariage avec une Allemande. J'y retournai ensuite deux ou trois fois pendant les grandes vacances, au moment de l'incident Schnæbelé, par exemple, et du temps de Boulanger. Les provocations évidentes

du Gouvernement allemand à notre endroit et l'animosité non moins évidente de la population contre nous, crises passagères à mon avis, ne réussirent pas à me dessiller les yeux. Il fallait qu'on me les ouvrît de force, brutalement, sauvagement.

Ce fut pendant l'année scolaire 1892-1893. Le ministère m'avait accordé une bourse d'études à l'étranger. De nouveau, je me rendis à Heidelberg. A la beuverie de rentrée de mon ancien *Verein,* où il y avait des étudiants de toutes les parties de l'Allemagne, j'exprimai ma joie de ce retour, si désiré, dans un petit discours qui se terminait par les vers suivants, parodie de la chanson de *Mignon :*

Wie ich dem französischen Minister des Unterrichts meinen Wunsch nach Heidelberg zurückzukommen ehrfurchtsvoll unterbreitete :

Kennst du das Land, wo Philologen blühn,
Für Laut und Form viel junge Herzen glühn,
Die Sprachenwissenschaft vom Lehrstuhl weht,
Geehrt, — und hoch die Lautverschiebung steht. —
Kennst du es wohl? — Dahin, dahin
Möcht' ich so gern, o Herr Minister, ziehn!

Kennst du die Kneip'? — ein frohes Lied ertönt,
Es schäumt das Bier, der Salamander dröhnt,
Und volle Humpen stehn und rufen zu :
« Du, alter Bruder, ach, wo weilest du? » —
Kennst du sie wohl? — Dahin, dahin
Lass mich einmal, o Herr Minister, ziehn!

Kennst du die Stadt? — von Bergesgrün umringt,
Wo schnell und klar der Fluss zur Ebne dringt,
Wo stolz das Schloss blickt über Wald und Wies',
Da lebt und webt ein Jugend-Paradies. —
Kennst du sie wohl? — Und, sieh! dahin
Liess mich sogleich der Herr Minister ziehn (1).

Et je me mis au travail. Je n'étudiais pas que l'allemand, mais encore tous les autres dialectes germaniques, — anglais, scandinaves, etc., — depuis leurs formes les plus anciennes jusqu'aux plus modernes. A ce point de vue, j'étais un modèle de pangermanisme. Les Allemands, en tout cas, n'avaient guère lieu de me regarder comme un ennemi de leur « race ». Autre détail de nature à les persuader du contraire : j'avais trois enfants, avec qui jamais encore, même en

(1) Comment j'ai respectueusement exposé au ministre de l'Instruction publique, en France, mon désir de retourner à Heidelberg. — Connais-tu le pays où fleurissent les philologues, où pour la phonétique et la morphologie brûlent tant de jeunes cœurs, où, vénéré, du haut des chaires professorales, souffle l'esprit de la linguistique, où la loi de Grimm est en honneur (s'est réalisée)? Dis, le connais-tu?... C'est là, c'est là, ô Monsieur le ministre, que je voudrais tant aller. — Connais-tu le « beuvoir »? Une gaie chanson retentit, la bière mousse, les verres sonnent sur la table, et de grandes coupes, toutes pleines, m'appellent : « Vieux camarade, allons! où es-tu donc resté? » Dis, le connais-tu?... C'est là, c'est là que je te prie, ô Monsieur le ministre, de me laisser partir. — Connais-tu la ville? Entourée de montagnes verdoyantes, là où, rapide et clair, le fleuve pénètre en plaine, là où fièrement le château domine forêt et prairie, c'est un vivant, un vrai paradis pour la jeunesse? Dis, la connais-tu?... Et, voyez! tout de suite M. le ministre m'a laissé partir.

France, on n'avait parlé d'autre langue que l'allemand.

Ma vie se passait au cours, dans les livres et au milieu de ma famille. Je n'allais que très rarement à la *Kneipe* « beuvoir », ou lieu de réunion, du *Neuphilologischer Verein*. Un jour, le secrétaire me dit : « Venez-vous jeudi soir? Le frère de votre ami Nohl fait une conférence sur Arndt. » Je répondis que je verrais. J'étais surpris; on me prévenait, évidemment, pour m'empêcher d'aller entendre l'éloge de ce poète, qui a écrit contre la France des chants de boucher, et je ne me serais pas attendu à ce tact. Mais le lendemain, le surlendemain, et le secrétaire et le président revinrent à la charge. Français candide que j'étais ! Il s'agissait bien de tact : on voulait voir si j'irais. J'allai, naturellement, avec la ferme résolution de tout écouter sans mot dire, sans faire mine de rien.

La conférence fut en effet des plus violentes contre la France. L'orateur conclut en disant que l'Allemagne traversait à ce moment une période aussi critique, aussi douloureuse qu'en 1813, et qu'elle devait s'inspirer du patriotisme d'Arndt. Là-dessus, le *Verein* chanta coup sur coup les chansons les plus antifrançaises et les plus sanguinaires de ce trop fameux auteur, et en les hurlant avec enthousiasme tous fixaient les yeux sur moi et un autre Français, M. Lau-

cou. Comme je me l'étais promis, je ne bronchai pas.

Bien plus, deux fois de suite je revins à la *Kneipe,* et deux fois de suite on recommença le même manège : on chanta des chansons anti-françaises en me dévisageant, pour voir si je ferais une grimace, un geste de souffrance, de gêne, d'agacement ou de colère. Je me gardai bien de leur donner cette joie. Mais, renseigné enfin plus que suffisamment, je ne remis plus les pieds au *Verein.*

Je ne pus m'empêcher, toutefois, de témoigner mon étonnement à l'un de mes camarades de 1884-1885, resté depuis cette date à Heidelberg comme professeur au gymnase et à l'Université, et devenu l'un des protecteurs et inspirateurs de cette Association, M. Sütterlin, aujourd'hui professeur de linguistique à l'Université de Fribourg-en-Brisgau :

« D'où vient donc cette haine contre les Français, si furieuse, si aveugle, qu'on me la crache ainsi à la figure, à moi, qui jamais ne dis rien contre l'Allemagne, qui ai épousé une Allemande et n'ai jusqu'ici appris que l'allemand à mes enfants, qui me consacre tout entier à l'étude des choses germaniques ?

« — Ah ! vois-tu, me répondit mon ami Sütterlin avec sa bonhomie ordinaire, il n'y avait pas de patriotisme en Allemagne, et l'unité du pays ne

pouvait se faire, ne pouvait se maintenir que par une haine commune. Cette haine est tombée sur vous, je le regrette, mais c'était nécessaire.

« — C'est pour vous que je le regrette : il est vraiment triste pour une grande nation de n'avoir d'autre patriotisme que la haine du voisin. Et puis, c'est faux : nulle part je n'ai rencontré d'orgueil national qui soit égal au vôtre. »

La raison que me donnait mon savant collègue, je la connaissais, car elle se répète outre-Rhin en prose et en vers, elle se chante : *In einem Hass vereint* (1). Bonne peut-être en 1870, elle me semblait déjà suspecte à ce moment. Nous y reviendrons.

Mais que cette haine de la France existât, et chez tous les Allemands, à part de rarissimes exceptions, je fus bien obligé de le reconnaître peu à peu.

Non seulement mes enfants ne parlaient alors que l'allemand, mais ils ne se doutaient même pas qu'il y avait une Allemagne et une France. Un jour, ma femme entre en coup de vent dans mon cabinet de travail :

« Cela devient tout de même trop fort ! s'exclame-t-elle. Il est grand temps d'apprendre à nos enfants qu'ils sont Français. Lili jouait dans la cour avec une fille d'ouvriers, elle s'est

(1) « Unis par une haine commune. »

disputée avec elle. Sais-tu quelle est la pire insulte qu'elle ait fini par trouver? *Française! Française! sale Française!* »

Les petits Allemands sont déjà si imbus de la haine de la France, que parmi eux mes enfants avaient appris à se servir du nom de Français comme de la plus grave des injures. Cela se passait à Handschuhsheim, gros village près de Heidelberg.

Deux ans après, et souvent dans la suite, nous avons passé les vacances dans un autre village, sur les bords du Neckar. Nos enfants parlaient alors français entre eux et avec nous. Les petits paysans leur chantaient des chansons antifrançaises et leur jetaient des pierres. Combien de fois, quand nous entrions dans une salle de brasserie, ne nous a-t-on pas salués, nous aussi, de couplets contre la France! Nous allions de temps en temps passer une journée avec des amis à Heidelberg : leurs enfants, quand il y en avait, se conduisaient de la même manière avec les nôtres, non pas un instant, mais sans relâche.

Le curé tonnait en chaire contre la France. Quant aux instituteurs, le dernier venu, au moins, mérite d'être signalé : quand il apercevait quelqu'un de ma famille, il crachait par terre, furieusement. On ne saurait mettre plus d'élégance dans l'expression de la haine.

Une année, ma famille alla dès Pâques en Allemagne. J'en profitai pour mettre l'aîné de mes fils au gymnase de Heidelberg. A ce moment-là, il avait près de quatorze ans. Que ses condisciples l'aient harcelé d'insultes et de menaces, — jusqu'au jour où d'un solide coup de poing il eut jeté par terre le plus grand, — je m'y attendais. Mais il est arrivé mieux. La première classe, — on venait de rentrer, après le congé de Pâques, — était une classe d'allemand. A la vue de ce petit Français, le professeur, un certain Himmelstern, se dit qu'il fallait chercher avec soin un nouveau morceau à apprendre par cœur. Il y mit le temps, en effet, mais aussi il finit par trouver quelque chose de bien : *La Chasse sauvage de Lützow*, par Körner. Chasse sauvage aux Français, naturellement. La poésie, d'ailleurs, est tout aussi sauvage. M. Himmelstern la déclama et la commenta longuement avec enthousiasme, les yeux dans les yeux de mon fils : le petit Français frémirait-il de douleur ou de rage impuissante ? Quelle joie divine, n'est-ce pas ? Ensuite, ce furent des récits de la guerre de 1870, admirable occasion de dire du mal des Français. Bref, le plaisir dura trois mois.

Quelques années auparavant, alors que mes enfants étaient encore petits, ma femme était arrivée seule avec eux et la bonne à la gare de Heidelberg. Comme ils sortaient, en quête d'un

fiacre, une bande d'étudiants accourut vers eux en hurlant des grossièretés et des bribes de chansons. Ma femme eut à peine le temps de sauter dans la voiture, avec tous les siens, et de filer au plus vite : les cannes de ces messieurs en casquette blanche tambourinaient déjà sur la capote. — C'étaient des *Saxo-Borussen,* la fleur de la jeunesse allemande, tous nobles.

Leur goujaterie ne valait cependant pas celle de M. Himmelstern, ce professeur qui s'ingéniait à torturer moralement un enfant, un fils de collègue, confié à sa garde et à sa protection. Jamais je ne me serais figuré que la haine de la France pût ainsi faire oublier à l'un de mes collègues allemands le plus sacré de ses devoirs.

Et pourtant cette haine ne s'était-elle pas révélée à moi dès les premiers jours que j'avais passés en Allemagne ? N'avait-elle pas continué à se manifester partout sur mes pas ? Si. Mais j'avais trop longtemps gardé sur les yeux un voile de préjugés qui m'empêchait d'y voir clair. A travers cette gaze vaporeuse, où s'entremêlaient, comme la chaîne et la trame, les théories humanitaires et les mensonges des historiens et des poètes, la réalité se teintait pour mon regard de couleurs romantiques, de couleurs fausses. Brutalement, le voile a été déchiré, arraché. Elle m'est apparue alors, cette haine des Allemands pour la France, et non seulement autour

de moi, dans le présent, mais aussi derrière moi, dans le passé. J'en ai aperçu de toutes parts les traces venimeuses, j'en ai suivi le développement dans l'âme allemande depuis le berceau jusqu'à la tombe, à l'école aussi bien qu'à l'Université, à travers toutes les circonstances de la vie.

II

Die Geister glüh'n in *einem* Hass !
. . . . . .
Singt : Deutschland über alles !
Frisch auf ! Mit Gott in Kampf und Schlacht hinein !
« Auf ! nach Paris ! » soll uns're Losung sein !
Nach Nord und Süd (1).

C'est quelques mois seulement après mon arrivée en Allemagne, il y a aujourd'hui plus de trente ans, que j'ai vu éclater pour la première fois dans toute sa force cette haine de la France — pour les deux premières fois, plutôt : coup sur coup, à quelques jours de distance, elle s'est révélée à moi sous sa double face. J'en fus si frappé — frappé de stupéfaction — qu'au bout de six lustres, bien révolus, la scène est restée vivante en mon souvenir, comme si elle avait eu lieu hier.

C'est d'abord une brasserie enfumée de la *Plöckstrasse,* à Heidelberg, par une soirée d'automne. Le secrétaire de mon *Verein,* Karl Keller, et moi, nous y avions rejoint son frère aîné,

---

(1) « Les cœurs brûlent d'une seule et même haine !... Chantons : L'Allemagne au-dessus de tout ! Allons ! avec Dieu, au combat, à la bataille ! *Marchons ! à Paris !* Voilà notre mot d'ordre. » — C'est par cette chanson, par ce couplet, que se termine un recueil, très répandu, de *Soldatenlieder*. Comme tout ce que je cite, vers ou prose, il est antérieur à la guerre actuelle.

étudiant en médecine, un jeune docteur de Boston, W. Cunningham, un instituteur et un professeur de la *Realschule*.

« Eh bien ! à quand la revanche ? » ricana soudain ce dernier, en me regardant d'un air jouailleur. Je répondis que les Français, bien incapables d'une longue haine — comme l'avait prédit Renan — ne songeaient guère à venger leur défaite de 1870.

— « Et l'Alsace-Lorraine, alors ? Vous ne cessez de nous en rebattre les oreilles.

— « Nous ne cessons, en effet, de protester contre l'annexion et l'oppression de nos frères d'Alsace-Lorraine. Mais nous comptons bien que vous aurez un jour conscience et honte de votre crime envers eux, que vous les rendrez de vous-mêmes à leur vraie patrie, à la France. »

Cette fois, ce fut un bruyant éclat de rire : « Ah ! non, elle est bien bonne ! Vous ne voudriez tout de même pas que nous vous *rendions,* comme vous dites, cette province si chèrement payée du sang de nos soldats ! Voilà bien les Welches, avec leur perfidie et leur lâcheté ! Si vous la voulez, eh bien ! venez la reprendre, les armes à la main. Vous ne l'aurez pas autrement, soyez-en sûrs ! Et je ne vous conseille pas de vous y frotter. Jamais elle ne vous reviendra, jamais ! Vous nous l'aviez volée, cette terre des Alamans et des Francs ripuaires : nous l'avons

légitimement reconquise. Et nous reconquerrons de même tout ce que vous nous avez volé : la Bourgogne, ce pays des Burgondes, qui comprend aussi et la Franche-Comté, ou Haute-Bourgogne, et la Champagne, et la Savoie, et la Provence ; l'antique royaume des Visigoths, avec sa belle capitale, Toulouse ; la France proprement dite, elle aussi, ce domaine des Francs, dont vous tenez indûment votre nom, bâtards que vous êtes, Gaulois mâtinés de Romains et de Germains ! — Oui, oui, la race féconde et vigoureuse des Germains, au cinquième siècle, n'avait plus assez de place en Germanie. Elle en a cherché ailleurs, comme c'était son droit. Elle s'est déversée sur le territoire de l'Empire romain, alors en pleine décadence, elle a régénéré le monde, elle lui a donné une vraie civilisation, noble, saine, morale et durable. Ces jours d'autrefois sont revenus : la vieille Germanie, l'Allemagne de maintenant, éclate à nouveau de vigueur et de fécondité entre ses limites bien trop étroites — frontières artificielles où vos rois, abusant de sa bonhomie pacifique, l'ont peu à peu réduite par leur injustifiable, leur cruelle rapacité. Elle va de nouveau déborder — c'est une nécessité pour elle — sur l'ancien territoire de l'Empire romain, sur votre Gaule. — Et ce sera un bien pour vous ! Tous les mille ans, au moins, il faut à votre pays une

infusion de sang neuf : elle vous est d'abord venue de Rome, avec les soldats de César, de Germanie ensuite, avec les Francs, les Burgondes, les Visigoths, les Alamans. Vous en avez grand besoin aujourd'hui : vous ne progressez plus, à aucun égard, — vous êtes usés, finis ! vous n'êtes même plus capables d'avoir des enfants ! Ha ! ha ! ha ! — Mais nous sommes là, nous autres Allemands ! Nous vous débarrasserons par la guerre des éléments par trop dégénérés, par trop impurs, — débris non perfectibles de races inférieures, — et nous retremperons le reste en le germanisant de nouveau, plus complètement que jadis, définitivement. Vous voyez bien que l'invasion de la France n'est pas seulement un droit pour nous : droit historique, puisque nos ancêtres l'ont occupée, et droit naturel, puisque, trop serrés chez nous, trop entassés, nous étouffons. C'est encore un devoir : oui, un devoir envers vous, que nous sauverons de la décadence, un devoir envers l'humanité, que nous servirons par la mise en valeur de cet admirable pays que vous détenez sans en tirer parti. C'est clair, n'est-ce pas ? — Allons ! à votre santé ! »

Personne, parmi les Allemands présents, ne protesta contre cette véhémente sortie. « On n'est pas plus poli ! » répondis-je tout simplement, avec le plus grand calme, et je m'en allai.

C'est ensuite au café Wachter, — le café le plus en vogue de Heidelberg, à cette époque lointaine, — une petite table à droite de la porte qui donne sur la Grand'Rue. Nous y étions assis, par une après-midi de ce même automne, un autre camarade du *Verein,* Fritz Wittmann, et moi, en compagnie d'un jeune « gommeux », — comme on disait alors, — dont le père avait gagné une grosse fortune en France et était venu s'installer après 1870 dans une prétentieuse villa, stupidement construite au-dessus du merveilleux château des électeurs palatins.

« La France ! — dit à brûle-pourpoint cet aimable jouvenceau, sans d'ailleurs hausser le ton, — nous avons été bien sots, bien criminels, de l'épargner dans la dernière guerre. Mais gare à la prochaine ! Nous exterminerons tout sur notre passage, tout, hommes et enfants. Nous respecterons les femmes, naturellement, car nous sommes Germains. Autrement, pas de quartier ! Nous ferons sauter vos ponts, nous incendierons vos usines, nous noierons et comblerons vos mines. Nous ne laisserons rien debout. Nous vous demanderons au moins vingt milliards d'indemnité et nous imposerons à vos produits des droits de douane formidables. Il faut que nous vous ruinions, que nous vous écrasions pour toujours ! Dans la partie de la

France que nous voudrons bien vous laisser, nous établirons çà et là, pour une cinquantaine d'années, de fortes garnisons allemandes. Voilà ! Et ça ne traînera pas, comptez-y ! Nous avons besoin d'en finir avec vous, pour vivre tranquilles. Vous nous gênez, et joliment !

« — C'est vraiment bien gentil à vous de nous prévenir ! », me contentai-je de répliquer, sans donner à mon interlocuteur le plaisir de me mettre en colère. Que pouvais-je, dans les deux cas, répondre d'autre ? On ne discute pas avec des fous, et c'est bien à deux fous qu'il me semblait avoir affaire. J'ai conservé longtemps cette impression. Le silence de nos compagnons de beuverie aurait dû m'éclairer. Mais en bon Français, « né malin », je ne comprenais rien à pareil état d'âme.

Il a bien fallu me rendre enfin à l'évidence : cette haine méprisante et exterminatrice, tout Allemand, ou peu s'en faut, la nourrit au fond du cœur à notre endroit. Pareille au feu souterrain dans les régions volcaniques, elle couvait toujours sous la surface, elle se révélait à chaque instant par des fumées ou des flammes soudaines, que nous n'apercevions pas, dans notre aveuglement, ou que nous prenions pour d'inoffensifs feux follets, — et voilà que dans une formidable éruption elle menace de nous anéantir.

Qui l'a donc allumé, ce feu de la haine alle-

mande ? Qui l'a donc entretenu ? La caste militaire des nobles, — ceux de Prusse avant tout, depuis le dernier des hobereaux poméraniens jusqu'au chef des Hohenzollern, — et la caste paperassière des savants. Ce qui les anime, l'une et l'autre, c'est le même orgueil tudesque. Quatre-vingt-treize sommités scientifiques d'outre-Rhin l'ont proclamé récemment dans le moins scientifique des manifestes : le militarisme allemand est issu de la culture allemande, il ne fait qu'un avec elle. Aveu bon à retenir.

L'orgueil, du reste, brûle depuis des siècles, sourdement au moins, dans la poitrine du peuple allemand, ce peuple qui se reproche toujours sa modestie, comme les avares s'accusent toujours de prodigalité. Il suffit de souffler dessus pour l'attiser, l'exaspérer, — le guider. L'armée s'en est chargée, et, bien davantage encore, l'Université. Elles l'ont dirigé vers la conquête de l'Europe et l'asservissement du monde, double tâche qui ne peut s'accomplir que par l'écrasement préalable de la France.

III

In seinem Hassen, seinem Lieben,
Sind wir das Volk des Teut geblieben.

L. Eichrodt, *Das deutsche Volk*.
(Zur Feier des Einzugs in Strassburg 1870) (1).

Le Français, voilà le croquemitaine dont on fait peur aux enfants, croquemitaine dont on rit, d'ailleurs, autant qu'on s'en effraie. Si on leur donne un livre d'images bon marché, il y a des chances pour que sur la couverture s'exhibe un singe en uniforme de soldat français. Si on les conduit au cirque, ils y voient de vrais singes habillés en pioupious : képi rouge, tunique bleue, pantalon rouge, rien n'y manque.

Aussi sont-ils tout préparés à comprendre et à croire ce que plus tard on leur enseignera sur notre compte : les Français ne sont que des singes, assez adroits à imiter les hommes, — entendez : les Allemands, — mais tout à fait incapables d'invention ; des singes par l'aspect, les manières et les mœurs ; des singes jusque dans leur affection simiesque pour leurs en-

(1) « Dans sa haine, dans son amour, nous sommes restés le peuple de Teut » (ancêtre imaginaire des *Teutschen*, ou Allemands). — Cette chanson figure dans le *Commersbuch* (recueil officiel de chansons d'étudiants).

fants ; des singes par leur étourderie écervelée et leur méchanceté malfaisante. De tout temps, ils ont taquiné, tourmenté la pauvre Allemagne, si bonne, si simple ! La guerre de 1870 les a un peu calmés. Mais, si on ne les remet pas de nouveau à leur place, si on ne leur tape pas encore une fois sur le museau, et ferme, ils recommenceront.

A l'école, le maître a pour but principal d'attirer l'attention sur leurs méfaits, en même temps qu'il célèbre la grandeur, la générosité de l'Allemagne. Le « Livre de lecture », avec ses bribes d'histoire habilement choisies, en fournit maintes fois l'occasion ; davantage encore, la fête de Sedan et la fête de l'Empereur, où l'instituteur doit adresser à ses élèves une allocution patriotique. Et les chansons ! Car on chante dans les écoles allemandes, matin et soir on chante : chansons chauvines, surtout, qui mettent l'Allemagne au-dessus de tout au monde, — la grande Allemagne, « de la Meuse au Niémen et du Belt à l'Adige », — ou qui exaltent la résolution de détester les Français au-dessus de tout au monde, de se tenir prêts à fondre sur eux en bons soldats. Et, pour préparer de bons soldats, l'instituteur a recours à une discipline de caporal prussien. C'est grâce à cet entraînement chauvin et à cette discipline de fer, non à l'instruction proprement dite, que la victoire

allemande de 1870 peut se représenter comme la victoire de l'instituteur allemand.

Une fois sortis d'entre ses mains, à quatorze ans au plus tôt, les adolescents entretiennent leur patriotisme antifrançais, d'une manière active et pratique, dans les sociétés de chant, de gymnastique et de tir, qui existent partout en Allemagne.

La lecture des journaux y contribue. Voici, par exemple, une gravure. Deux amoureux sont assis sur un banc, avec, au-dessus d'eux, la « question » : cherchez le Français. Du premier coup d'œil, on aperçoit sous le banc un gros cochon, coiffé d'un képi. Un cheval français avait gagné le premier prix aux courses de Bade. Un illustré le représente la queue levée, en train de — comment dirai-je — de « Forstneriser » des pièces de vingt marks dans la bouche grande ouverte de son propriétaire en extase. C'est encore, avec des insultes et des menaces à notre endroit, une description dithyrambique de la *Germania* du *Niederwald* : l'auteur, dans son enthousiasme, lui voit brandir son glaive contre la France, — alors qu'en réalité elle s'appuie dessus tout simplement. Je cite, au hasard du souvenir, quelques-uns des exemples que le hasard, aussi, m'a fait tomber sous les yeux. C'était, j'y insiste, à une époque où il n'y avait aucune tension entre les deux pays.

Les associations de toute espèce, qui pullulent en Allemagne, ne laissent jamais passer un anniversaire patriotique sans en profiter pour dauber peu ou prou sur les Welches. Les Allemands nous invitent, d'ailleurs, à ces manifestations, voire au Sedantag, et ils ont l'air, — âmes candides ! — on ne peut plus étonnés de notre refus. Une fois, je me suis laissé entraîner par mon propriétaire de Handschuhsheim, un brave entrepreneur de maçonnerie, à une réunion des gros bonnets du village le jour de la fête du grand-duc de Bade. « Tu n'auras pas besoin de prendre part aux toasts », m'avait-il dit. Le maréchal ferrant prononça un long discours. Il en vint de fil en aiguille, je ne sais comment, à raconter d'un air tragique les malheurs de la reine Louise, — cette orgueilleuse coquette qui poussa son nigaud de mari, le roi de Prusse, à violer les traités conclus avec Napoléon, des « chiffons de papier », et qui se sauva piteusement de Berlin après Iéna ; mais il termina par la peinture de la vengeance que, « grâce à Dieu, le fils de la noble souveraine, notre illustre empereur, a tirée en 1815 et en 1870 de notre ennemi héréditaire, encore insuffisamment châtié... » — « Si j'avais prévu ça, me chuchota à l'oreille mon excellent propriétaire, je ne t'aurais pas amené. » Le bon apôtre !

Il va sans dire que les campagnes électorales

sont d'admirables occasions de surenchère patriotique. Je me rappelle une image coloriée qui représentait un turco en train d'emmener, une longe au cou, la dernière vache du *Deutscher Michel* (1). Les candidats socialistes s'en moquaient, il est vrai, et les radicaux, mais pourquoi ? « Parce que l'armée allemande n'avait pas besoin d'être renforcée le moins du monde pour battre les Français à plate couture sur leur propre territoire. »

Voilà pour le peuple, ouvriers et paysans.

Comment se représentent-ils d'ordinaire les Français ? Comme des sauvages, corrompus et dépravés, enrichis par la ruse, par le vol et par le pillage du monde, méchants, mais lâches, poussés contre les Allemands par une haine féroce et retenus seulement par la peur des coups, enclins de tout temps à toutes les cruautés. Incendier les monuments, violer les femmes, mutiler les enfants, achever les blessés, tuer et même martyriser les prisonniers : c'est là ce qu'il faut attendre de ces couards, en particulier des francs-tireurs. Étonnez-vous, maintenant, que les soldats de Guillaume II aient pris les devants, dans la guerre actuelle, par des « représailles » anticipées !

(1) Surnom du peuple allemand, — le pendant de notre « Jacques Bonhomme ».

IV

Ein echter deutscher Mann mag keinen Franzen leiden,
Doch ihre Weine trinkt er gern.

GOETHE, *Faust* (1).

Tous les Allemands, ou à peu près, passent par l'école primaire. Ceux qui la quittent pour entrer au gymnase, au *Realgymnasium* ou à la *Realschule,* continuent à recevoir un enseignement chauvin, disons même : de plus en plus chauvin. Ici, en effet, c'est « scientifiquement » que les professeurs, formés par les universités, démontrent le droit et le devoir qui incombent aux Allemands d'imposer au monde leur hégémonie, en commençant, bien entendu, par écraser la France.

Jetons un coup d'œil sur les manuels de géographie qu'on emploie outre-Rhin. Le *Zeitfaden für den Unterricht in der Geographie,* par Daniel (2), se divise en quatre « livres », dont le dernier a pour titre « l'Allemagne » et comprend sous ce nom « l'Empire d'Allemagne, l'Empire d'Autriche, la Suisse, la Principauté de Lichten-

---

(1) « Un bon Allemand ne peut souffrir aucun Francillon, — mais il aime boire leurs vins. »

(2) 265e édition en 1911 (je cite d'après la 72e).

stein, le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas, le Grand-duché de Luxembourg et l'État danois. » Les *Grundzüge der Geographie,* par Seydlitz, ont renoncé à proclamer l'annexion sous une forme aussi brutalement systématique. Ils assignent, dans la partie consacrée à l'Europe, un chapitre distinct à chacun de ces États. Mais dans celui qui traite de « l'Empire allemand », après en avoir défini les frontières actuelles, ils ajoutent : « L'Allemagne, au sens large, embrasse en outre l'Autriche allemande, la plus grande partie de la Suisse et de la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark. »

Ceci appris, on déclame ou l'on chante : *Das soll es sein !* « Voilà ce qu'elle sera ! »

Les professeurs ne manquent pas d'ajouter qu'au Moyen Age elle englobait encore, sans parler de l'Italie, le nord et l'est de la France actuelle, et même, si l'on remonte plus haut, au temps de « Charles le Grand », toute la France et le nord de l'Espagne. Bref, les Allemands ont hérité de l'Empire romain, par droit de conquête, — les Allemands ou Germains : Anglo-Saxons en Grande-Bretagne, Francs, Burgondes et Visigoths en Gaule, Visigoths en Espagne, Vandales en Afrique, Ostrogoths et Lombards en Italie.

(1) Troisième réimpression de la 24e refonte, en 1912, avec 30.000 exemplaires, au moins, par tirage (je cite d'après la première de ces réimpressions).

Car Allemands et Germains, pour nos modestes voisins de l'est, c'est tout un. Ils oublient qu'ils sont, eux aussi, un mélange de races, dont l'une, la germanique, a imposé sa langue au reste. Les Prussiens, qui ont façonné à leur triste image l'Allemagne contemporaine, n'ont que fort peu de sang germanique dans les veines. Les Germains qui ont aidé à faire la France, nos ancêtres francs eux-mêmes, n'étaient donc pas plus des Allemands que les Anglo-Saxons. A cette époque d'ailleurs, il n'y avait pas encore d'Allemands.

Mais cette confusion entre Germains et Allemands est fort utile. De tout temps, les peuples de la « Germanie » ont été attirés par la richesse pour piller, pour s'emparer de notre or, pour s'enivrer de nos vins. Mais au cinquième siècle, ils se sont abattus en hordes innombrables sur l'ouest et le sud de l'Europe, les uns dans leur fuite éperdue devant les Huns, les autres à la suite de ces conquérants asiatiques, auxquels ils avaient dû se soumettre. Voilà ce qui a mis en branle l'invasion des Barbares : la rapacité de tous, la lâcheté de la plupart.
de notre pays ; de tout temps, ils s'y sont rués

On ne l'entend pas de la sorte outre-Rhin, j'en ai déjà donné un exemple : c'est faute de place en leur pays que les « Allemands » ont jadis occupé l'Empire romain, qu'ils doivent aujour-

d'hui s'étendre sur toute l'Europe et dominer partout dans le monde.

Il ne faut pas, osent-ils prétendre pour justifier leurs inqualifiables appétits, il ne faut pas voir là de l'égoïsme ! L'humanité en effet ne saurait qu'y gagner : seuls les Allemands sont restés de purs Germains, la fleur, tout au moins, l'expression accomplie de la race germanique ; seuls entre les hommes ils sont beaux, vertueux, intelligents, inventifs, savants, braves, capables de commander et d'organiser. « La domination appartient à l'Allemagne, enseigne l'historien Giesebrecht, parce qu'elle est une nation d'élite, une race noble. » — « Nous ne sommes pas seulement des hommes, disait l'Autrichien Schönerer (le 7 mars 1900), nous sommes davantage, parce que nous sommes Germains, parce que nous sommes Allemands. » — « Nous sommes le sel de la terre, proclamait à Brême Guillaume II, avant de s'embarquer pour le Maroc... Dieu nous a appelés à civiliser le monde. » Voilà d'augustes paroles qu'on ne se lasse pas de citer et de commenter, tant elles expriment bien, et avec autorité, l'ambition de tout Allemand « conscient ».

Telles encore celles-ci, qui nous renseignent sur les méthodes de guerre : « Que nous importe la règle selon laquelle est abattu notre ennemi, quand il est à nos pieds, lui et tous ses éten-

dards ! La règle qui l'abat est la plus haute de toutes. L'art de l'abattre, nous l'avons appris, et nous sommes pleins d'envie de le mettre en pratique » (Guillaume II, le 25 octobre 1905). Cette règle, les généraux von Meisendorf, von der Goltz, von Bernhardi et bien d'autres l'ont formulée nettement, après leur maître, « l'immortel » Clausewitz : « Pas de quartier ! Il ne faut laisser aux vaincus que les deux yeux pour pleurer. » Voilà ce qu'on nous promet, et nommément, à nous, Français.

En ce qui nous concerne, cet esprit de conquête et de domination, ou d'anéantissement, est encore surexcité par une basse jalousie. C'est nous, « la race inférieure », « les bâtards », « le peuple de singes », qui avons créé au Moyen Age l'art gothique et la littérature moderne, poésie et prose, nous surtout qui avons contribué à renouveler pendant les derniers siècles la civilisation européenne, dans la science et dans les arts comme dans la politique, nous que les Allemands n'ont cessé de copier et que, par suite, ils détestent. Depuis cent ans et plus, ils s'acharnent avec une rage puérile à expurger leur langue des mots français qui y conservent — ou y conservaient — autant de preuves matérielles et comme l'estampille de notre influence. Les professeurs les interdisent à leurs élèves, comme Guillaume II à ses cuisiniers.

Quant à notre « céleste, harmonieux langage », savez-vous comment ils le représentent ? Débris mutilé et impur du jargon parlé par les goujats de l'armée de César, ce n'est qu'un idiome bâtard, pauvre, stérile, efféminé, prétentieux, faux : « *Was welsch ist, falsch ist* ». Goethe lui-même, dans son *Wilhelm Meister* (*Lehrjahre*, V, 16), va jusqu'à le traiter de « perfide ». Et notre littérature ? Tant qu'elle est restée, au Moyen Age, prétendent-ils, un écho de cette prestigieuse poésie héroïque « allemande » dont il ne reste malheureusement aucun autre vestige, elle a eu quelque valeur. C'est comme l'architecture gothique, créée en France, affirment-ils sans vergogne, par le génie allemand. Depuis, en nous dégermanisant peu à peu, nous en sommes arrivés à mettre la poésie dans l'observation de règles artificielles, — comme les Maîtres Chanteurs de Nuremberg, — l'architecture, dans l'observation de formes rigides et froides ou dans une déformation baroque des lignes naturelles.

Il s'agit ici de l'opinion courante, comme dans tout le reste de mon article, — à moins d'avis contraire, — non de ce que pensent quelques esprits d'élite. Il s'agit surtout de ce qu'on enseigne d'ordinaire à la jeunesse.

Je me rappelle, entre autres, une lecture de *Phèdre* au Gymnase de Heidelberg, *Phèdre* de

Racine, bien entendu. A chaque vers, ou à peu près, toute la classe « se tordait », — sous le regard bienveillant et le sourire approbateur du *Herr Professor*. Le mot « Madame » n'apparaissait jamais sans soulever une tempête de rires. Au dix-huitième siècle, les classes supérieures avaient adopté outre-Rhin ce titre français. Depuis, elles l'ont remplacé par (*gnädige*) *Frau*. Mais le peuple, toujours en retard, l'a conservé. Pour les gens bien élevés, *Madam Schmidt* équivaut à « la mère Schmidt ». « Madame », par la rime, rappelle malencontreusement (*Heb*)*amme* « sage-femme ». Le professeur n'a donc pas besoin d'insister beaucoup pour tourner cette désignation en ridicule, quand elle s'adresse dans nos classiques à une princesse grecque, à Phèdre. Quand nos élèves rencontrent en allemand, dans une strophe ou un hexamètre, le terme poétique *Ross* « coursier », au lieu de *Pferd* « cheval », ils ont grande envie de rire. Un bon professeur la leur fait vite passer. Il sait qu'il a pour devoir d'apprendre aux élèves à comprendre, à sentir, à goûter la langue étrangère dans ses caractères particuliers, dans sa beauté. Tel n'était pas l'avis du pédagogue allemand auquel j'avais affaire. Le devoir, pour lui comme pour ses congénères, c'est d'inculquer la haine et le mépris de tout ce qui est français.

Haine virulente et farouche mépris : car ces

Welches, engeance inférieure et dégénérée, ne cessent de tendre des pièges atroces aux bons, aux naïfs Allemands. Henri Heine a écrit quelque part (je cite de mémoire) : « Français, prenez garde ! Un jour, dans une brasserie, un de mes compatriotes m'a déclaré gravement qu'il fallait vous écraser. Pourquoi ? Pour venger l'exécution de Conradin par Charles d'Anjou — en 1268 ! Un peuple qui garde si longtemps ses rancunes, croyez-m'en, est bien dangereux. Prenez garde ! » Plaisanterie ! ai-je d'abord pensé, un peu lourde, d'ailleurs, de la part d'un Henri Heine. Mais ce n'est pas du tout une plaisanterie. Ouvrez le *Lesebuch für Volksschulen* du grand-duché de Bade, IIe partie, à la page 147 : on y raconte aux petits enfants, en détail et dans un style attendri, comment Conradin a été fait prisonnier par ruse et comment il a subi, avec une résignation chrétienne, « son injuste condamnation ». Elle est longue, — depuis Charles le Chauve jusqu'à Napoléon III et Delcassé, — la liste de nos perfidies et de nos crimes envers la pauvre, l'innocente Allemagne ! Historiens, romanciers et poètes les rappellent à l'envi, toujours avec cette morale, qui se lit clairement entre les lignes ou s'y ajoute explicitement comme un refrain : « Ne l'oublions jamais ! » Les livres de lecture pour l'enseignement secondaire, où abondent récits et poèmes de ce genre, insistent surtout,

naturellement, sur les odieuses guerres des deux Napoléon : la bravoure et la fidélité teutonnes y ont si glorieusement triomphé de la lâche impudence et des lâches mensonges welches ! Et comme nous n'avons pas changé, comme nous continuons à menacer l'Allemagne, il faut se tenir prêt à nous écraser pour toujours.

Les lectures qu'on recommande aux élèves, ce sont avant tout les romans patriotiques de Felix Dahn et de Gustav Freytag. Le premier, dans *Ein Kampf um Rom* et *Julian der Abtrünnige*, par exemple, oppose aux Romains corrompus, fourbes, faibles de corps et d'esprit, crédules et superstitieux, comme Cethegus et Julien, des Germains vigoureux, beaux, droits, sincères, honnêtes, éclairés, philosophes. Le second, dans la série *Die Ahnen,* a peint le peuple allemand aux diverses époques de son histoire, toujours prêt à l'exalter à tout propos et à saisir le moindre prétexte pour nous attaquer. Dans *Soll und Haben*, il essaye de donner une psychologie fouillée du caractère allemand, tout de vertu, cela va sans dire, tandis qu'il dénigre abominablement les Juifs et les Polonais : anges d'un côté, démons de l'autre, et quels démons !

V

Schlagt ihn tot ! das Weltgericht
Fragt euch nach den Gründen nicht !

KLEIST, *Germania an ihre Kinder* (1).

C'est à l'Université, peut-être, que l'entraînement chauvin atteint le comble.

Les étudiants se groupent en « corps », institution foncièrement patriotique. Les noms qu'ils portent, ces « corps », rappellent les conquérants germaniques de l'Europe romaine ou slave : Vandales, — et nous croyons humilier les Allemands en les désignant ainsi ! — Saxo-Borusses surtout, voilà les plus réputés. Il règne dans ces associations une sévère discipline, je veux dire une stricte obéissance à un règlement méticuleux et aux ordres des *Chargierten*. Le duel obligatoire y prépare aussi à la guerre. On se réunit tous les jours pour la beuverie, non moins obligatoire, dans des *Kneipen* souvent construites dans le style des castels moyen-

---

(1) « Tuez-le ! L'histoire ne vous demandera point vos raisons » (KLEIST, *Germania à ses enfants*). — Ces deux vers, où « le » représente le Français, le peuple français, Maximilian Harden les a repris pour son compte dans un article du mois d'août 1914 (Voir Paul VERRIER, *La Folie allemande*, p. 16).

âgeux : souvenir de la Grande Allemagne de jadis. Là, en dépit des uniformes pompeux et des formalités puériles,

> Gib nur erst acht, die Bestialität
> Wird sich gar herrlich offenbaren.
>
> GOETHE, *Faust* (1).

Elle se manifeste, cette bestialité, par des chansons de sauvages, où il est proclamé, par exemple, que « tous, ils ont soif de sang français », mais aussi, et bien davantage encore, par les excès de l'antique et toujours jeune ivrognerie germanique :

> Uns ist ganz kannibalisch wohl,
> Als wie fünfhundert Säuen.
>
> GOETHE, *Faust* (2).

Voilà, en résumé, la vie que mènent les « vrais étudiants », *die Studenten*, ceux qui sont partout à l'honneur, mais qui ont pour principe de ne jamais mettre le pied aux cours. Ainsi se forme l'élite de la nation, depuis les futurs grands fonctionnaires jusqu'aux princes, les Bismarck et les Guillaume II. Quant aux

---

(1) « Regarde donc, plutôt ! La bestialité va se révéler dans toute sa magnificence. »

(2) « Nous nous sentons bougrement bien, — comme cinq cents cochons. » Refrain de chanson à boire, qu'entonnent de « gais compagnons », dans la Cave d'Auerbach, en lampant à larges rasades le vin de Méphisto.

étudiants qui étudient, *die Studierenden,* petites gens, méprisés des bourgeois, ils imitent de loin dans leurs *Vereine* la jeunesse dorée des « corps ». Jeunesse dorée, certes : du moins dépense-t-elle à profusion l'or paternel.

Il y avait, pourtant, à Heidelberg, un cours que tout le monde tenait à suivre : le cours de Kuno Fischer sur *Faust.* Il revenait à peu près tous les deux ans. Aussi Son Excellence Kuno Fischer le savait-elle par cœur. L'éloquent philosophe ne s'en exerçait pas moins chaque fois, paraît-il, devant sa glace. C'était, en tout cas, un admirable, un trop admirable comédien. *Faust*, on le sait de reste, est la nouvelle Bible, la Bible de l'humanité nouvelle, de l'humanité allemande. Goethe y aurait décrit l'évolution du peuple allemand, non seulement dans le passé, mais encore, en véritable prophète, dans l'avenir, — le présent d'aujourd'hui, — qu'il a su prévoir et prédire. A travers les orgies, les débauches et les aventures romanesques d'une jeunesse exubérante, mais saine, à travers les superstitions religieuses et les pratiques de l'alchimie, à travers les rêveries idéalistes, mais infructueuses de la poésie et de la philosophie ratiocinante, le peuple allemand atteint la maturité : il va s'adonner à une politique réaliste, qui par la discipline et par la conquête affermira sa puissance en l'étendant sur le monde.

Herrschaft gewinn' ich, Eigentum !

. . . . . .

Dass sich das grösste Werk vollende,
Genügt Ein Geist für tausend Hände.

GOETHE, *Faust* (1).

Ainsi la dernière et définitive incarnation de Faust, par quoi s'exprime enfin cet « esprit » de l'Allemagne, c'est Bismarck. A ces mots, toute la salle applaudissait en faisant trembler le parquet sous le tonnerre sans fin d'un trépignement enthousiaste.

Comment Goethe aurait-il accueilli pareille interprétation, pareille exégèse ? Pendant qu'il travaillait à son *Faust,* il traduisait aussi le *Mahomet* de Voltaire. Et il se serait érigé en prophète de ce nouveau fanatisme, soi-disant religieux : le pangermanisme ! il aurait prêché la « guerre sainte » qui doit y convertir par l'épée les peuples voisins, l'Europe, le monde entier ! Pauvre Goethe !

Pauvre Darwin ! peut-on ajouter. Il a montré, non sans quelque exagération, comment s'impose dans le règne végétal et dans le règne animal, inexorablement, la lutte pour l'existence, la concurrence vitale. Cette « loi de nature », de la nature brute et sauvage, les Allemands y ont tout de suite vu la norme de

(1) « Je gagnerai pouvoir et terres... Afin d'accomplir ce grand œuvre, un seul esprit suffit pour des milliers de bras. »

l'homme civilisé. Est-ce que la civilisation ne consiste pas, au contraire, non seulement à discipliner en nous les instincts primitifs, à les éduquer, à les épurer, à les idéaliser, mais encore, bien souvent, à les refréner, à les abolir ? Elle n'a pu naître et se développer qu'en substituant à la lutte pour l'existence une émulation, pacifique, dans l'association de nos communs efforts pour assurer à l'existence humaine plus de sécurité, plus de bien-être, plus de joie, plus de bonheur, plus de beauté, plus de noblesse. Un autre instinct nous y pousse, d'ailleurs, plus humain, celui-là :

> Il se faut entr'aider, c'est la loi de nature.
> (La Fontaine.)

Qui donc est-ce qui représente aujourd'hui chez les hommes cette lutte pour l'existence ? Dans la société des individus, les apaches ; dans la société des nations, les conquérants. S'ils dominaient sur terre, où nous conduiraient-ils ? A la barbarie. Et c'est bien à la barbarie ancestrale que tendent les intellectuels allemands, en particulier les professeurs d'université.

« La force prime le droit », déclare sans ambages l'un des plus illustres, Häckel, dans son *Anthropogénie*. Il expose le même principe dans *Freie Wissenschaft und freie Lehre* (1877) : « La féroce, l'implacable lutte pour l'existence,

qui sévit à travers toute la nature vivante... est un fait indiscutable. » Le pieux Bismarck tenait le même langage que ce philosophe athée : « La force crée le droit. La guerre est une loi naturelle. » Ses complices y mêlent expressément la religion. La dépêche d'Ems falsifiée, von Roon s'écrie : « *Der alte Gott lebt immer noch !* (1) » Par la grâce du « vieux Dieu » allemand, descendue sur le crayon de Bismarck, le brave général tenait sa guerre. Von Moltke, le vrai, a dit : « La guerre est sainte, elle a été instituée par Dieu. » Certains écrivains de langue française, un Joseph de Maistre par exemple, ont soutenu le même sophisme. Personne, dans nos Universités, ne l'a fait sien. Nous professons tous des principes absolument opposés. Il n'en va pas de même outre-Rhin. Là, on a simplement adopté la doctrine de Méphisto :

> Man hat Gewalt, so hat man Recht.
> Man fragt ums *was* und nicht ums *wie*.
> Krieg, Handel und Piraterie
> Dreieinig sind sie, nicht zu trennen.
>
> GOETHE, *Faust* (2).

« On demande : *Quoi ?* non pas : *Comment ?* » C'est ce que répétait en 1868, avec moins d'élé-

---

(1) « Le vieux Dieu vit encore ! »

(2) « Quand on a la force, on a le droit. On demande : *Quoi?* non pas : *Comment?* Guerre, commerce, piraterie, c'est là une indivisible trinité. »

gante concision, un professeur aujourd'hui fameux de l'Université de Berlin, Lasson : « C'est une absurdité de s'indigner contre une guerre de conquête. Le seul point intéressant est l'objet de cette conquête » (*Das Kulturideal und der Krieg*).

Sur le droit de la force, sur l'indivisible trinité du commerce de la guerre et de la piraterie, les chaires magistrales des deux empires allemands rivalisent de précision féroce, de sauvage éloquence.

Dans *Handels- und Machtpolitik,* titre significatif, un éminent professeur de Berlin, Schmoller, écrivait en 1900 : « Derrière nos marchands, derrière notre flotte de commerce, il faut qu'il y ait en cas de besoin cette *ultima ratio regum*, la force des armes. » « La morale de l'amour du prochain, qui peut s'admettre entre individus, concède le professeur Hasse, de Leipzig, ne doit pas se tolérer entre nations. » Quant aux traités de commerce, ou autres, il en parle, dans *Weltpolitik* (1908), à peu près comme Bethmann-Hollweg : « *Herrschaft geht über Vertrag* » (la puissance l'emporte sur les traités). Il approuve, il adopte, il recommande les théories de Klaus Wagner (*Der Krieg,* 1906) : « La guerre est le seul tribunal légitime ; c'est la sélection naturelle, par quoi les peuples germaniques, grâce à leur perfection, triomphent des races infé-

rieures, bornées et faibles. Sans la guerre, il n'y a point de progrès pour les nations... Il faut qu'une grande nation se répande sur les territoires étrangers, qu'elle en déloge les étrangers les armes à la main. Si les indigènes ne périssent pas, elle les réduit au rôle de serfs, à moins de les parquer sur des *réserves*... Le cantique des cantiques de la guerre éternelle... ne cessera de retentir jusqu'à la fin des temps ! » « Le cantique des cantiques de la guerre éternelle », c'est là aussi une musique indispensable au professeur Hasse. Son collègue Gumplowicz, le plus célèbre sociologue d'Autriche, énonce les mêmes maximes : « La guerre est une nécessité naturelle. Les sociétés humaines n'ont pas de conscience. Tout moyen est bon, qui conduit au but. »

> Die alten droben sollen weichen.
>
> . . . . . .
>
> So geht und schafft sie mir zur Seite !
>
> GOETHE, *Faust* (1).

Les savants d'outre-Rhin, d'accord avec leurs politiciens et leurs généraux, expriment ainsi, en essayant de le justifier, l'appétit de conquête et de domination qui s'est réveillé dans les

(1) « Il faut que ces vieux là-bas déguerpissent. Allez donc me les déloger ! » Ainsi parle Faust, parce que « les quelques arbres [de ces vieux], qui ne lui appartiennent pas, gâtent pour lui la possession du monde ».

entrailles du peuple allemand, et ils cherchent encore à l'aiguiser.

Mais c'est Nietzsche, ce sophiste névrosé, qui l'a baptisé de son vrai nom, « la volonté de puissance », et qui a le plus nettement, le plus cyniquement, indiqué le moyen de l'assouvir : « Soyez durs ! Mort aux faibles !... Il faut opprimer les faibles avec une impitoyable cruauté... Il faut exploiter les petits et les faibles, comme les bêtes féroces dévorent sans remords les agneaux. » Telle est la « morale des maîtres, la morale des seigneurs », que par opposition à notre « morale d'esclaves », fondée sur l'amour du prochain, il prêche avec une éloquence de prophète inspiré aux futurs « surhommes ». Les Allemands, avec leur modestie bien connue, n'ont pas du tout hésité, nous le savons, à prendre pour eux ces conseils, à se qualifier de « surhommes ».

Voilà donc la doctrine que s'est chargée d'enseigner l'Université allemande, cette « garde d'honneur des Hohenzollern », comme elle s'est elle-même surnommée par la bouche d'un de ses chefs. Les Hohenzollern, en effet, n'ont cessé de l'appliquer d'instinct, depuis la fin du Moyen Age, où ils apparaissent dans l'histoire comme petits, mais rapaces barons-voleurs, jusqu'aux injustifiables guerres de conquête entreprises par les Frédéric II, les Guillaume Ier, les Guil-

laume II. Autrefois, ils détroussaient et massacraient les passants sur les grandes routes de Souabe. Depuis, ils ont fait des progrès : ils détroussent et massacrent les peuples voisins de leur royaume, de leur empire.

Leurs savants sont là pour justifier leurs coups de main. « Je commence par prendre, a dit Frédéric II : il se trouve toujours un homme de science pour démontrer que j'ai raison. » Mieux encore : il s'en trouve, pour ainsi dire, dès avant la lettre. Le vénérable père de la philologie germanique, Jacob Grimm, écrivait en 1848 : « La Lorraine, l'Alsace, la Suisse, la Belgique et la Hollande sont enlevées à notre empire, mais non sans retour, espérons-le !... Dès que l'Allemagne se réorganisera, le Danemark ne pourra pas subsister comme avant. » (*Geschichte der deutschen Sprache,* dédicace.) Cette leçon, nous l'avons déjà vu, les géographes l'inculquent dès l'école à toute la jeunesse allemande. Politiciens et généraux l'ont apprise et ne manquent pas de renchérir. Écoutez un ancien ministre de la Guerre, le maréchal Bronsart von Schellendorf : « Nous déclarons que notre peuple a droit, non seulement à la mer du Nord, mais encore à la Méditerranée et à l'Atlantique. Nous annexerons peu à peu le Danemark, la Hollande, la Belgique, la Franche-Comté, le nord de la Suisse, Trieste, Venise, enfin le nord

de la France depuis la Somme jusqu'à la Loire... N'oublions pas la mission civilisatrice qui nous est échue par un décret de la Providence ! »

Mais ce sont les historiens surtout, Treitschke et Mommsen en tête, qui ont prêché à l'Allemagne son nouvel évangile, cet « Évangile des Hohenzollern » que le prince Henri de Prusse se chargeait d'imposer jusqu'au bout du monde « avec un poing ganté de fer ». La guerre de conquête, qui doit assurer aux Allemands l'empire universel, n'est pas seulement un droit pour eux, nous le savons, mais encore le plus sacré des devoirs, la forme la plus saine et la plus haute de la civilisation. Quant aux principes à suivre dans les hostilités, c'est toujours à « l'immortel » Clausewitz qu'il faut les emprunter : « Toute idée de philanthropie à la guerre est une erreur pernicieuse ; celui qui emploie la force physique dans toute son étendue, sans épargner le sang, acquerra toujours la prépondérance sur l'adversaire qui n'agira pas de même, et il lui dictera la loi. » Nous ne saurions donc nous étonner de voir appliquer aujourd'hui cette doctrine. On nous a prévenus, dans *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts* (1900), par exemple (p. 212) : « Même une coalition de la France et de la Russie peut être vaincue avec nos seules forces, si, sans hésitation et sans scrupules, nous nous élevons dans

la guerre à un usage plus grand de la violence. »

La ligue pangermaniste, à laquelle appartiennent tant de professeurs, se charge de maintenir le peuple allemand à la hauteur de cette morale tudesque et de la faire prévaloir peu à peu dans les conseils de la nation, dans les Parlements comme dans les ministères. L'Empereur, nous l'avons vu, en est le premier apôtre. N'a-t-il pas été jusqu'à donner pour modèle à ses soldats « les Huns d'Attila » ! Encore est-ce là trop de modestie de sa part : la Belgique et tout le nord de la France en témoignent aujourd'hui.

En attendant cet heureux moment, comme la danse devait commencer par nous, les professeurs d'université profitaient de la moindre occasion, même la plus invraisemblable, pour tenir en éveil chez leurs auditeurs la haine et le mépris de la France. Dans sa première leçon du semestre d'hiver 1892-1893, un linguiste proposait en ricanant l'explication suivante : « A l'appellation exacte *Indo-Germains* les Français substituent *Indo-Européens,* tant le seul nom de Germains leur donne la frousse ! » Plus tard, traitant des mots hybrides, il citait narquoisement cet exemple : « Au radical américain *Panama* on ajoute le suffixe grec *iste,* et l'on obtient ainsi le mot très français, on ne peut

plus français, *panamiste.* » Où l'expression de la haine va-t-elle se nicher ! Quant au premier discours rectoral que j'aie eu le plaisir d'entendre, — une torche à la main, dans la nuit, sous le balcon de « Sa Magnificence », — c'était, après une allusion aux « idéals fumeux » de 1848, un hymne à l'aube de 1864, à l'aurore de 1870, qui annonçaient la dispersion finale des puissances de ténèbres, des puissances welches, par les rayons dévorants, mais pacificateurs et féconds du soleil allemand. Le chant national, « L'Allemagne au-dessus de tout au monde », s'éleva ensuite des rangs de notre nombreux cortège, se déchaîna en tempête dans la nuit sereine. Derrière ces paroles orgueilleuses, derrière le cri de « Vive l'Allemagne », — de même qu'après avoir regardé une couleur on aperçoit la couleur complémentaire, — il me semblait, comme toujours, entendre : « A bas la France ! »

« L'Allemagne au-dessus de tout au monde ! » Ils ne disent pas vrai. Il y a un sentiment qui l'emporte chez eux sur l'amour de l'Allemagne : la haine de la France. Le jour qu'ils ont choisi comme fête nationale, ce n'est pas l'anniversaire du 19 décembre 1870, où l'Allemagne a été ressuscitée comme nation : c'est l'anniversaire du 2 septembre 1870, où ils croyaient avoir abattu pour toujours « l'ennemi héréditaire », la France.

Je n'ignore pas qu'en ce moment, juste à l'inverse de ce qui avait lieu jusqu'au mois d'août, les Allemands prétendent qu'ils n'en veulent pas le moins du monde à la France, mais seulement, sans parler de la Russie, à la Belgique et surtout à l'Angleterre. Ils s'exagèrent un peu trop notre « crédulité gauloise ». S'ils en veulent à la Belgique et à l'Angleterre, n'est-ce pas d'avoir arrêté leur marche sur Paris, d'être venues à notre aide ? Qui donc, alors, est la proie convoitée, l'ennemi qu'on voulait « écraser », « l'ennemi héréditaire » ? Et puis, si nous ne sommes pas convaincus par les singulières preuves d'affection qu'ils nous prodiguent, à Senlis comme à Gerbéviller, à Arras et à Soissons comme à Reims, nous sommes vraiment bien difficiles !

VI

Deutsche Treue... (1).

Mais comment croire que les Allemands aient tenu avec tant de furie à nous faire la guerre, surtout une guerre d'extermination, puisqu'ils ont tardé si longtemps à nous la déclarer ? Nous ne la connaissons que trop, cette rengaine de l'Empire de la paix, du « Prince de la Paix ». Nous ne savons que trop qu'il a été question, en Suède au moins, de décerner à Guillaume II le prix Nobel de la paix. « Pendant quarante-quatre ans, malgré la puissance irrésistible de son armée et de sa flotte, l'Allemagne, paraît-il, aurait sauvegardé la paix. »

Allons donc ! Sans la Russie et l'Angleterre, elle se serait jetée sur la France, en 1875, en 1878, pour achever la blessée, encore mal guérie, de 1870. Afin de contrebalancer l'intervention possible de ces deux nations, elle s'est associé l'Autriche et l'Italie. Mais cette Triple

---

(1) « Fidélité allemande », « foi tudesque » : *fides prussica !* — Prosateurs et poètes d'outre-Rhin ne cessent de la prôner comme l'apanage, la vertu par excellence de leur « race ».

Alliance n'était que défensive. Il fallait donc nous provoquer à l'offensive, comme en 1870. Combien de fois ne l'a-t-elle pas essayé, depuis l'affaire Schnæbelé jusqu'à l'envoi du *Panther* à Agadir ! Au moment de l'affaire Schnæbelé, les officiers de réserve, à Heidelberg, avaient reçu leur feuille de route. Au moment d'Agadir, la population du village où se trouvait alors ma famille, près de Heidelberg, est restée debout trois jours et deux nuits, dans l'attente de la mobilisation, à chanter des chansons antifrançaises, — toute la population, les socialistes comme les autres. Nous avons cédé alors, par amour de la paix, comme nous avons cédé, avec la Russie, quand on nous a menacés de la guerre si nous protestions contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, comme nous aurions cédé cette année si l'Allemagne n'avait pas elle-même déclaré la guerre au milieu d'un enthousiasme unanime.

Cette fois, en effet, elle était sûre de l'Autriche et croyait pouvoir se passer de l'Italie. Elle comptait sur la neutralité bienveillante de l'Angleterre et sur nos dissensions intestines. Elle savait que nous n'étions pas prêts, tandis qu'elle s'était préparée, ouvertement et davantage encore en secret, jusque dans les moindres détails : mortiers de 420, ces infaillibles démolisseurs des forts les plus modernes, plates-

formes bétonnées pour les recevoir aux portes de nos villes, tas de cailloux enduits de phosphore pour indiquer le bon chemin à travers les marais de Saint-Gond, carrières de Tracy-le-Mont aménagées pour servir de forteresses naturelles, autos-pétroleuses et pastilles inflammables pour incendier en un clin d'œil nos villages et nos villes, — que sais-je encore ! — dans l'implacable acharnement de sa haine, elle avait songé à tout. Elle escomptait, sans le moindre doute, une victoire rapide, foudroyante. Elle allait donc enfin assouvir cette haine, la haine de la France, et imposer du même coup son hégémonie à l'Europe, au monde entier.

Leurs intellectuels ont beau protester : il importe peu à la nation allemande de susciter la haine. Elle en est plutôt fière : n'est-ce pas là une preuve de sa force ? Parmi mes *commilitones* de 1884, il y en avait un de très doux, de très paisible, « incapable de faire du mal à une mouche » : aux yeux de ses camarades, il passait pour un patriote vraiment par trop tiède. Un jour que j'étais chez lui, son père demanda s'il était vrai que les Danois n'aimaient pas les Allemands. « Nous aimer ! s'exclama le brave garçon : mais s'ils pouvaient, ils nous mangeraient ! » Et il rayonnait de joie. Voilà pourquoi, sans doute, dans les provinces annexées, les Allemands oppriment à tort et à travers, afin

d'entretenir cette haine, qui est pour leur orgueil le plus suave des encens. Voilà pourquoi ils bravent, sans la moindre hésitation, la haine du monde entier.

Tant, du moins, qu'elle ne peut leur nuire dans leurs entreprises commerciales ou militaires. « Pour de l'argent, dit un proverbe danois, les Allemands feront tout. » Aussi pour apprendre votre langue, ou pour surprendre vos secrets industriels, ou simplement pour se faire bien recevoir, pour ne pas s'attirer d'ennuis. Ceux qui sont bien élevés, d'ailleurs, se piquent de courtoisie dans leurs relations individuelles, de courtoisie parfois très serviable. Aussi les Français n'ont-ils jamais, pour la plupart, remarqué chez eux cette haine de la France. Tout au plus se plaignent-ils de leur manque de tact dans leurs allusions à la guerre de 1870, dans certaines de leurs critiques à notre endroit. « Ah ! ce manque de tact ! me disait en souriant mon ami Ludwig Nohl : est-ce que vous y croiriez, vous aussi ? Si vous saviez comme c'est amusant de faire monter peu à peu un Français à l'échelle, comme ça, tout bonnement, sans avoir l'air d'y toucher ! D'abord, il se tortille sans oser répondre, — par politesse, bien entendu ! — jusqu'à ce qu'enfin il éclate. Ce que c'est drôle ! Alors, on s'excuse, d'un air surpris, innocent, et ça devient encore plus

drôle. » Et mon ami Nohl souriait de plus belle, en se remémorant ses « manques de tact ».

En France, d'ailleurs, les Allemands passent d'ordinaire le sourire aux lèvres, « le sourire de Sedan », comme l'appelle le romancier norvégien Alexander Kielland.

Leur manque de tact ! J'en ai entendu un, par une soirée d'été, qui, dans le parc solitaire de Versailles, chantait à gorge déployée : « *Deutschland, Deutschland über alles !* » Des étudiants allemands, en casquette de couleur, sont venus un jour se planter en rang devant le lion de Belfort, à Belfort, pour vociférer cet hymne insultant pour nous et la non moins insultante *Wacht am Rhein*. Expulsés à la suite de cette algarade, ils s'en sont plaints avec une indignation étonnée. Braves cœurs !

Qu'on ne se méprenne pas sur mes sentiments personnels à l'égard de nos voisins. Personne n'admire plus que moi leurs indéniables qualités, leur énergie disciplinée, l'essor prodigieux de leur industrie et de leur commerce, leur activité en tous sens. Dans le domaine de la philologie, le seul où j'aie eu l'occasion de les suivre, ils ont accompli des merveilles de travail probe et acharné, d'exactitude méticuleuse, de méthode. Je garderai toujours à mes maîtres de Heidelberg la plus sincère et la plus vive gratitude pour leur enseignement. Si mes amis,

mes camarades, mes connaissances d'outre-Rhin entretiennent chez eux-mêmes et chez autrui la haine de la France et des ambitions nationales insensées, ils n'en sont pas moins,

Au demeurant, les meilleurs fils du monde.

Je les ai trouvés, en général, très accueillants et très obligeants à mon égard. En dehors des manifestations chauvines dont j'ai parlé, c'est à peine s'ils me faisaient parfois sentir mon incurable infériorité de Français.

Pour notre bon sens latin, il y a là, dans le caractère allemand, une contradiction inexplicable. Elle peut s'expliquer. La qualité foncière de l'Allemand, — qualité ou défaut, suivant l'occurrence, — c'est une orgueilleuse volonté, une volonté de fer. Là où il voit son droit, à tort ou à raison, il ira jusqu'au bout, sans dévier d'une semelle, sans peur et sans pitié, la conscience calme et le cœur serein, dût le monde entier s'effondrer, devant ses pas, dans la souffrance et la ruine. Il s'est persuadé que c'était son droit de dominer le monde, par là même son devoir de remettre la France à sa place, au-dessous de lui, et, si elle ne se résignait pas, de l'écraser. Plus la guerre sera féroce, plus elle sera brève et par conséquent humaine, — brève en même temps que décisive. Aussi ne recule-t-il devant aucun moyen pour nous terroriser. Il

s'indigne vertueusement de la résistance des Belges, il les en châtie avec une « juste sévérité ». Sans remords aucun, il déchaîne sur eux, comme sur nous, ses primitifs instincts de destruction.

Dans le manifeste où les intellectuels d'outre-Rhin affirment que le militarisme allemand et la science allemande ne font qu'un, — une même culture sous deux espèces, — ils invoquent l'autorité de Kant, de Beethoven et de Goethe. Pourquoi nous en étonner? C'est un « impératif catégorique », une mission qu'ils accomplissent, celle de prendre notre place ou de faire de nous leurs serfs, voire même de nous exterminer, et pendant ce temps-là chante dans leur âme la « symphonie héroïque ». « Derrière Bismarck, dit le Danois germanophile Joh. V. Jensen, il y a le grand Goethe, celui qui a su amener à perfection l'esprit allemand », celui, enseignait Kuno Fischer, qui a prédit dans son *Faust* l'Allemagne actuelle.

Voilà comment on en vient à idéaliser les crimes les plus épouvantables. « En cas d'hésitation, chante un poète d'outre-Rhin, n'écoute que ton cœur allemand : il te montrera le droit chemin. » On a le cœur placé plus ou moins haut. Le cœur allemand, en l'occurrence, c'est la haine allemande de la France, l'appétit allemand, la rapacité allemande. Ce cœur allemand,

les soldats de Guillaume II l'écoutent aujourd'hui, avec quelle ardeur, avec quelle discipline, nous ne le savons que trop ! Historiens et philosophes s'ingénient en même temps à en justifier les monstrueuses aspirations par des sophismes non moins monstrueux.

La « bonhomie allemande » nous a toujours trompés. « Bonhomie sournoise et froidement féroce », complète Augustin Thierry. Pour nous, au contraire, elle respire, avec la simplicité d'âme, la droiture et l'honnêteté naïves. Personne, en ce sens, ne la représentait mieux, à mes yeux aveuglés, que l'empereur Guillaume Ier : caporal inintelligent, soit ! me disais-je, mais franc, loyal, — humain même, par comparaison avec Bismarck. En novembre 1892, comme j'étais seul dans une petite brasserie, près de Heidelberg, j'avais trouvé sur la table l'année 1870 de je ne sais quel journal illustré, et, par désœuvrement, je la feuilletais au hasard. Je tombai sur le discours de Guillaume Ier au Reichstag après la déclaration de guerre de la France. J'admirais, non sans attendrissement, avec quelle noblesse le vieux roi de Prusse s'était plaint de voir troubler la paix de son peuple par l'injustifiable agression de Napoléon III. « Ce n'est pas, me disais-je, notre gueux d'Empereur qui aurait parlé ainsi ! » Quelques jours après, je lisais, dans la *Neue*

freie Presse, de Vienne, la fameuse interview où Bismarck a raconté, si jovialement, la falsification de la dépêche d'Ems. Cette falsification, le « royal maître » du chancelier de fer, et de sang, et de boue, la connaissait et l'approuvait : quelle hypocrisie, alors, dans ces paroles si élevées qui m'avaient tant ému ! Hypocrisie envers lui-même, peut-être, autant qu'envers autrui : peu importe ! Toutes les fois que je pense à « la bonhomie allemande », je vois apparaître la figure de « Guillaume le Grand » — *der grosse Heuchler und Meuchler* « le grand hypocrite et le grand assassin » — moins grand, cependant, à ce double point de vue, que son digne petit-fils, l'émule avoué d'Attila.

Guillaume Ier, Guillaume II, Bismarck, — le père, le petit-fils et leur malin esprit — puisque le peuple allemand regarde ces trois héros du massacre et de la fourberie comme la trinité sainte en qui s'incorpore son génie, puis-je mieux faire, pour conclure, que de résumer en ces trois noms mes impressions d'Allemagne ?

NOTA

Une partie des pages précédentes a d'abord paru dans *Foi et Vie* (16 novembre 1914, 1er et 15 janvier 1915).

NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — AVRIL 1915

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1915

6e Série b

Paroles Allemandes

PRÉFACE DE M. L'ABBÉ E. WETTERLÉ

ANCIEN DÉPUTÉ DE RIBEAUVILLÉ (HAUT-RHIN) AU REICHSTAG

PAROLE DE ROI DE PRUSSE
PAROLES DE CHANCELIERS IMPÉRIAUX
PAROLES DE PHILOSOPHES, D'HISTORIENS, DE PROFESSEURS, DE POETES
LE CHANT DE LA HAINE
PAROLES DE CHEFS MILITAIRES — PAROLES DE PUBLICISTES
PAROLES D'EMPEREUR ALLEMAND — PAROLES DE PASTEURS, DE PRÊTRES
LE MANIFESTE DES 93
MANIFESTE DES UNIVERSITÉS — PAROLES DE TÉMOINS

DEUXIÈME MILLE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

40

Prix : 90 centimes.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

PAGES D'HISTOIRE, 1914-1915

Série de fascicules in-12, brochés.

1. **Le Guet-apens.** *23, 24 et 25 juillet* . . . . . 40 c.
2. **La Tension diplomatique.** *Du 25 juillet au 1er août* . . . . . 60 c.
3. **En Mobilisation.** *2, 3 et 4 août* . . . . . 60 c.
4. **La Journée du 4 août** . . . . . 60 c.
5. **En Guerre.** *Du 5 au 7 août.* . . . . . 60 c.
6. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — I. *Du 5 au 14 août* (4e au 13e jour de la mobilisation). . . . . 60 c.
7. — II. *Du 15 au 31 août* . . . . . 60 c.
8. — III. *Du 1er au 30 septembre* . . . . . 60 c.
9. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — I. **Les Premiers-Paris.** *Du 15 août au 3 septembre.* . . . 60 c.
10. — II. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 4 septembre au 21 octobre.* 60 c.
11. **A l'Ordre du Jour.** — I. *Du 8 août au 18 septembre* . . . . . 60 c.
12. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — IV. *Du 1er au 31 octobre* . . . . . 60 c.
13. **A l'Ordre du Jour.** — II. *Du 19 au 29 septembre* . . . . . 60 c.
14. — III. *Du 2 au 14 octobre* . . . . . 60 c.
15. **Le Livre bleu anglais** (*23 juillet-4 août*). . . . . 60 c.
16. **A l'Ordre du Jour.** — IV. *Du 15 au 26 octobre* . . . . . 60 c.
17. — V. *Du 28 octobre au 1er novembre* . . . . . 60 c.
18. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — V. *Du 1er au 30 novembre* . . . . . 60 c.
19. **A l'Ordre du Jour.** — VI. *Du 6 au 10 novembre.* . . . . . 60 c.
20. **Le Livre gris belge** (*24 juillet-29 août*) . . . . . 60 c
21. **Le Livre orange russe** (*10/23 juillet-24 juillet/6 août*) . . . . 60 c.
22. **Le Livre bleu serbe** (*16-29 juin-3/16 août*) . . . . . 60 c.
23. **La Séance historique de l'Institut de France** . . . . . 60 c.
24. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — III. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 24 octobre au 9 décembre.* 60 c.
25. **Le Livre blanc allemand** (*24 juillet-2 août*) . . . . . 60 c.
26. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — VI. *Du 1er au 31 décembre.* . . . . . 60 c.
27. **L'Allemagne et la Guerre**, par Emile Boutroux, de l'Académie Française . . . . . 40 c.
28. **La Folie allemande.** *Documents allemands,* par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne . . . . . 30 c.
29. **La Journée du 22 décembre** (*Rentrée des Chambres*) . . . . . 60 c.
30. **La Chronologie de la Guerre** (*31 juillet-31 décembre*), par S. R. 40 c.
31. **A l'Ordre du Jour.** — VII. *Du 11 au 21 novembre.* . . . . . 60 c.
32. **Le « 75 ».** *Notions sur le canon de 75,* par Th. Schloesing Fils, membre de l'Institut. . . . . 40 c.
33. **A l'Ordre du Jour.** — VIII. *Du 22 au 25 novembre* . . . . . 60 c.
34. **Les Allemands en Belgique (Louvain et Aerschot).** *Notes d'un témoin hollandais,* par L.-H. Grondijs . . . . . 60 c.
35. **Les Communiqués officiels.** — VII. *Du 1er au 31 janvier 1915.* 60 c.
36 et 37. **Voix américaines sur la guerre de 1914.** Chacun . . 60 c.
38. **Le second Livre orange russe** (*Guerre avec la Turquie*) . . . 60 c.
39. **Le Front.** *Atlas dépliant de 32 cartes en six couleurs.* Préface du général Cherfils . . . . . 90 c.

Paroles Allemandes

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

3

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1915

Paroles Allemandes

PRÉFACE DE M. L'ABBÉ E. WETTERLÉ

ANCIEN DÉPUTÉ DE RIBEAUVILLÉ (HAUT-RHIN) AU REICHSTAG

137610
12/1/16

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1915

AVANT-PROPOS DES ÉDITEURS

On ne trouvera, dans ce petit volume, que des citations empruntées à des ouvrages, des carnets de route ou des journaux allemands, — sans commentaires. Nous avons voulu laisser la parole aux seuls Allemands et, pour la préface elle-même, nous nous sommes adressés au grand patriote alsacien l'abbé Wetterlé, que l'autorité allemande a continué jusque maintenant à considérer, officiellement, comme député de Ribeauvillé au Reichstag.

Notre rôle s'est borné à grouper les citations d'après les fonctions ou professions de leurs auteurs respectifs. Le volume s'ouvre par « Parole de rois de Prusse » : les principaux articles des conditions signées par les prédécesseurs de Guillaume II, garantissant la neutralité de la Belgique et du Luxembourg ; puis, les Paroles de chanceliers impériaux, de philosophes, de professeurs, d'écrivains militaires, font voir, d'une manière générale, ce que les Allemands se disent entre eux, comment ils ont formé l'esprit de leurs armées ; ensuite ce sont les paroles que disent les Allemands aux étrangers : Paroles d'empereur allemand, Paroles de chefs militaires, Paroles de théologiens, Paroles d'intellectuels.

Enfin, une troisième partie : Paroles de témoins, montre par des témoignages, tous allemands, ce que sont la véracité et l'humanité produites par la Kultur.

Les paroles ou écrits donnés dans ce volume ont été, les uns, puisés dans les ouvrages allemands originaux, les autres, dans des citations faites dans des ouvrages

d'auteurs français : Opinions allemandes sur la guerre moderne (*3 volumes — Berger-Levrault, éditeurs*); La Belgique à jamais indépendante, *par le colonel Arthur Boucher* (*Berger-Levrault, éditeurs*); L'Allemagne et le droit des gens, *par le Marquis de Dampierre* (*Berger-Levrault, éditeurs*); Les Crimes allemands d'après des témoignages allemands, *par J. Bédier* (*Armand Colin, éditeur*).

Nous avons emprunté d'autres citations intéressantes aux remarquables articles de MM. Lavisse et Andler dans la Revue de Paris; *de M. Nothomb dans la* Revue des Deux-Mondes; *du professeur Verrier dans le journal* Foi et Vie; *du pasteur W. Monod dans la* Revue chrétienne.

Nous avons aussi fait des emprunts à la presse quotidienne, du reste en indiquant toujours les sources de nos citations.

Nous n'avons pas la prétention d'être complets : les événements journaliers et les difficultés de correspondance nous ont apporté des entraves inévitables; mais nous espérons qu'une prochaine édition nous permettra d'ajouter tout ce qui manque encore au présent volume.

LES ÉDITEURS.

PRÉFACE

L'idée est heureuse. Nous vivons à une époque où l'on oublie si vite ! Et comment en serait-il autrement, puisque chaque jour nous apporte une gerbe d'impressions nouvelles que les plus vastes greniers cérébraux ne sauraient toutes emmagasiner.

Et pourtant, il est certains documents qu'il faut à tout prix conserver et cataloguer pour pouvoir les feuilleter chaque fois que notre ardeur se ralentit ou que l'inévitable lassitude menace de nous paralyser.

Demain, quand ils verront fléchir leurs bataillons, quand leur territoire jusqu'ici inviolé sera menacé par les armées alliées, les Allemands se transformeront en quémandeurs. Ils en appelleront à la générosité de leurs ennemis et à la pitié des neutres. Et les pacifistes, que les horreurs de la guerre présente n'ont pas encore

guéris de leurs utopies dangereuses, mêleront leurs voix dolentes aux supplications du vaincu.

Il faut qu'alors les esprits réfléchis puissent opposer à ces palinodies pleurnichardes les déclarations officielles du Chancelier et des savants allemands. Depuis vingt ans, la presse pangermaniste affolait d'orgueil le peuple germanique et lui prédisait les plus glorieuses destinées. Contrairement à ce qui se passait ailleurs, les intellectuels de Berlin, d'Iéna, de Munich ne rêvaient que de conquêtes et imposaient leurs chimères à la nation. Cette folie collective trouva, depuis le début de la guerre, son expression dans quelques-unes des « Paroles allemandes » qui sont réunies dans ce volume.

Qu'on les relise avec attention, qu'on les collationne, qu'on en extraie le suc et la moelle, c'est toujours la même pensée qu'on y retrouvera : l'hégémonie allemande sur tout l'univers, la domination universelle de la race choisie. Et c'est également toujours la même méthode qu'on y préconise pour réaliser ce plan monstrueux : le mensonge, le mépris du droit des gens, le dédain pour la parole donnée, le culte de la force brutale.

L'Allemand, au moment où il pensait que la victoire serait fidèle à ses étendards, ne croyait

plus devoir dissimuler ses intentions. Il parlait librement et, avec cet épais orgueil qui le rend si insupportable, il avouait cyniquement qu'il voulait asservir le monde après l'avoir épouvanté par ses crimes.

Bientôt il essaiera de démentir, de nier; car il est passé maître dans l'art de la fourberie. Raison de plus pour lui opposer dès maintenant des textes authentiques, qu'on ne sera plus obligé de chercher péniblement dans de vieilles collections de journaux, mais que des mains habiles et patientes auront réunis en un seul volume.

Jamais réquisitoire aussi écrasant n'aura été formulé par les accusés eux-mêmes. A le parcourir, surtout à cette heure où l'édifice des ambitions germaniques s'apprête à crouler sous la formidable poussée de toute l'Europe, on en vient à se demander comment les criminels ont pu se laisser aller à des aveux si compromettants.

Que voulez-vous ? Les Allemands étaient sûrs de réussir dans l'entreprise qu'ils avaient si longuement préparée. Pourquoi, dès lors, se seraient-ils gênés de crier leurs espoirs, et puis leurs menaces, suivies de tant et de si sinistres attentats, ne devaient-elles pas contribuer à briser les dernières résistances ?

Le calcul avait heureusement été mal établi;

mais les paroles imprudentes restent. Elles sont les pierres immortelles du monument que les artisans de la plus grande Allemagne ont élevé à la morgue impertinente et à la sotte suffisance d'un peuple de déments.

E. Wetterlé,

Ancien Député de Ribeauvillé (Haut-Rhin) au Reichstag.

PAROLES ALLEMANDES

Je commence par prendre, je trouverai ensuite des savants pour démontrer mon bon droit [1].

FRÉDÉRIC II.

(1) A rapprocher de cette citation, souvent rappelée, celle ci-dessous :

L'article de droit est l'affaire des ministres, c'est le vôtre ; il est temps d'y travailler en secret, car les ordres aux troupes sont donnés.

FRÉDÉRIC II.

(*Correspondance politique*, 7 novembre 1740.)

CHAPITRE I

PAROLE DE ROIS DE PRUSSE

S'il y a à gagner à être honnête homme, nous le serons, et s'il faut duper, soyons des fourbes.

FRÉDÉRIC II.

(*Lettre au Ministre d'État Podzwill.*)

LA NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE

Après la Révolution qui sépara la Belgique de la Hollande, l'Angleterre et la France amenèrent les autres grandes puissances à reconnaître la neutralité du nouveau royaume. Tel est l'objet du traité de Londres du 15 novembre 1831, traité en vingt-quatre articles, signé, conjointement avec l'Angleterre et la France, par l'Autriche, la *Prusse* et la Russie ; les deux articles essentiels en sont les suivants :

ART. 7. — **La Belgique, dans les limites indiquées aux articles 1, 2-§ 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres États.**

ART. 25. — **Les cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie**

garantissent à Sa Majesté le Roi des Belges l'exécution de tous les articles qui précèdent.

Ont signé cet acte les plénipotentiaires suivants :

Lord Palmerston, pour la Grande-Bretagne; Sylvain Van de Weyer, pour la Belgique; Frédéric von Gentz, pour l'Autriche; comte Sébastiani, pour la France; baron von Bulow, POUR LE ROI DE PRUSSE (1); Pozzo di Borgo, pour la Russie.

Les engagements contenus dans ce traité furent renouvelés par celui de 1839, qui établit définitivement la situation de la Belgique et reconnaît que tous les articles du traité de 1831 sont placés sous la garantie de cinq puissances.

LA NEUTRALITÉ DU LUXEMBOURG

Le grand-duché du Luxembourg se trouve, au point de vue de la neutralité, dans une situation analogue à celle de la Belgique.

Le traité de Londres du 11 mai 1867 a fait du Luxembourg, *à la demande de la Prusse elle-même,* un État *perpétuellement neutre,* sous la garantie de l'Europe. L'article 2 de ce traité s'exprime ainsi : « *Le grand-duché du Luxembourg dans les limites déterminées par l'acte*

(1) Le 4 août 1914, les troupes du roi de Prusse actuel ont envahi la Belgique.

annexé au traité du 19 avril 1839 sous la garantie des cours de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie, formera désormais un État perpétuellement neutre. Il sera tenu d'observer cette même neutralité envers tous les autres États. *Les Hautes Parties contractantes s'engagent* (1) *à respecter le principe de neutralité stipulé par le présent article. Ce dernier est et demeure placé sous la sanction de la garantie collective des Puissances signataires du présent traité, à l'exception de la Belgique, qui est elle-même un État neutre.* »

(1) Le 2 août 1914, les troupes du roi de Prusse actuel ont envahi le Luxembourg.

CHAPITRE II

PAROLES DE CHANCELIERS IMPÉRIAUX

La force crée le droit; la guerre est une loi naturelle.

BISMARCK.

Déclaration de Bismarck à la Diète de l'Allemagne du Nord, dans la séance du 27 septembre 1867 :

En échange de la forteresse de Luxembourg, nous avons obtenu une compensation consistant dans la neutralisation du pays et dans une garantie qui se maintiendra — je garde cette conviction, malgré toutes les ergoteries — *le jour de l'échéance suprême.* Au point de vue militaire, cette garantie est pour nous une entière compensation pour la renonciation au droit d'occupation.

Déclaration de Bismarck au Reichstag, en 1888 :

Si nous voulons faire une guerre, il faut que ce soit une guerre populaire. Or, si nous en

venions à attaquer, tout le poids des impondérables, qui pèsent beaucoup plus que les poids matériels, sera du côté de nos adversaires. La sainte Russie sera exaspérée de notre attaque. La France, jusqu'aux Pyrénées, se dressera en armes.

LA FALSIFICATION DE LA DÉPÊCHE D'EMS

Récit de Bismarck, publié par la « Nouvelle Presse libre » de Vienne, du 20 novembre 1892, traduction française du « Temps », 23 novembre :

La légende vient toujours orner comme d'une couronne les grands événements, et cela est souvent très bien. Il y a des légendes qu'on ne devrait pas détruire. Le Roi était à Ems, j'étais à Varzin, lorsqu'à Paris éclata le bruit relatif à la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne. Les Français agirent complètement comme des hommes qui ont perdu la tête ; je parle avant tout du Gouvernement, avec Émile Ollivier en tête. Ollivier n'était, en aucune façon, à la hauteur de la situation, et il ne se doutait pas du mal qu'il faisait au Corps législatif avec ses bravades imprudentes.

La situation était alors extrêmement favorable pour nous. Nous étions réellement provoqués, et comme depuis longtemps nous étions

convaincus qu'il fallait vider notre querelle avec la France, le moment actuel nous paraissait tout désigné pour faire blanc de notre épée. Je quittai donc Varzin pour m'entretenir, à Berlin, avec Moltke et Roon, de toutes les questions importantes. En route, je reçus la communication télégraphique suivante : « Le prince Charles-Antoine de Hohenzollern a retiré, par amour de la paix, la candidature de son fils Léopold. Tout est en ordre. »

J'étais tout surpris de cette solution inattendue, car je me posais cette question : Se présentera-t-il jamais une occasion aussi favorable ?

Arrivé à Berlin, je fis envoyer chez moi un télégramme disant que je reviendrais dans trois jours. En même temps, dans une dépêche adressée à Sa Majesté à Ems, je donnai ma démission de président du ministère et de chancelier de la Confédération. En réponse, je reçus un télégramme par lequel le Roi m'appelait à Ems. Je m'étais fait depuis longtemps des idées claires sur la situation, et je me disais : Si je vais à Ems, tout ira à vau-l'eau. Dans le cas le plus favorable, nous arriverons à faire un compromis pourri et alors la seule solution possible, la seule solution favorable, la seule grande solution nous échappera. Il faut que je fasse tout ce qui est en mon pouvoir pour faire arriver Sa Majesté à Berlin. Là, le Roi sentira,

mieux qu'il ne pourrait le faire à Ems, le pouls de la nation. J'exposai donc de la façon la plus respectueuse les motifs pour lesquels je ne pouvais me rendre à Ems : ma présence à Berlin était en ce moment absolument indispensable.

Heureusement, les Français, myopes et arrogants, firent à ce moment-là tout ce qu'ils purent pour embourber de nouveau le char. Ils firent inviter le Roi à signer une lettre qui équivalait à une profonde humiliation. Le Roi me demanda mon avis par voie télégraphique. Je lui répondis en bonne conscience : « Il est impossible de signer. »

J'avais invité Moltke et Roon à dîner chez moi, la nuit du 14 juillet, et nous parlâmes de toutes les éventualités. Nous partagions tous l'espoir que le procédé insensé de la France, que l'invitation inouïe qui était adressée à notre roi écarteraient le danger d'une issue faiblette et sans gloire. Alors — nous étions encore à table — arriva la dépêche d'Ems.

La dépêche commençait ainsi :

« La nouvelle de la renonciation du prince héritier de Hohenzollern ayant été communiquée officiellement par le Gouvernement espagnol au Gouvernement français, l'ambassadeur français à Ems a encore adressé à Sa Majesté une demande tendant à être autorisé à télégraphier à Paris que Sa Majesté le Roi prenait à tout jamais

l'engagement de refuser son consentement dans le cas où les Hohenzollern reprendraient leur candidature. »

Suivait un long exposé. Le sens de cet exposé était que le Roi s'en était rapporté à ce qu'il avait déjà dit au comte Benedetti, que Benedetti avait reçu avec gratitude cette réponse et qu'il la communiquerait à son Gouvernement.

Là-dessus Benedetti fit demander une nouvelle audience au Roi, ne fût-ce que pour recevoir encore une fois de la bouche de Sa Majesté la confirmation de ce qui lui avait été dit à la promenade. Puis la dépêche ajoutait :

« Toutefois Sa Majesté refusa de recevoir l'ambassadeur français et lui fit dire par l'adjudant de service que Sa Majesté n'avait plus rien à communiquer à l'ambassadeur. »

Quand j'eus donné lecture de cette dépêche, Roon et Moltke laissèrent tomber d'un même mouvement couteau et fourchette sur la table et reculèrent leur chaise. Il y eut un long silence. Nous étions tous profondément abattus. Nous avions le sentiment que l'affaire se perdait dans les sables.

Je m'adressai alors à Moltke et lui posai cette question : l'instrument dont nous avons besoin pour la guerre, notre armée, est-il assez bon pour que nous puissions commencer la guerre en comptant avec la plus grande proba-

bilité sur le succès? Moltke avait ma confiance inébranlable comme un roc : « Nous n'avons jamais eu de meilleur instrument qu'en ce moment », fit-il. Roon, en qui j'avais, il est vrai, moins de confiance, confirma pleinement ce qu'avait dit Moltke.

« Eh bien, alors, continuez tranquillement à manger », dis-je à mes deux camarades. Je m'assis à une petite table ronde placée à côté de la table où l'on mangeait ; je relus attentivement la dépêche, je pris donc un crayon et je rayai délibérément tout le passage où il était dit que Benedetti avait demandé une nouvelle audience, etc. Je ne laissai subsister que la tête et la queue. Maintenant, la dépêche avait un tout autre air. Je la lus à Moltke et à Roon dans la nouvelle rédaction que je lui avais ainsi donnée.

Ils s'écrièrent tous deux : « Magnifique ! Cela va produire son effet ! »

Nous continuâmes à manger avec le meilleur appétit.

J'ordonnai immédiatement de faire envoyer le plus rapidement possible, par le bureau des télégraphes, la dépêche à tous les journaux et à toutes les missions. Et nous étions encore réunis que déjà nous recevions les renseignements désirés sur l'effet que la dépêche avait produit à Paris. Elle y avait éclaté comme une bombe. Alors qu'on avait adressé à notre roi une de-

mande humiliante, la dépêche fit croire aux Français que son représentant avait été brusqué par notre roi. Tous les badauds du boulevard étaient d'avis qu'on ne pouvait supporter cela. Le cri de « A Berlin ! A Berlin ! » fut poussé par les braillards de la foule. Il était là, l'effet cherché.

Et l'effet était le même ici que là-bas. Le Roi qui, cédant à mes pressantes instances, avait interrompu sa cure à Ems et était revenu à Berlin, fut tout surpris par la joie bruyante que le peuple faisait éclater partout sur son passage. Il ne comprenait pas encore ce qui s'était passé. L'enthousiasme indescriptible qui éclatait à Berlin avec fureur saisit et ébranla profondément notre vieux maître. Ses yeux s'humectèrent. Il reconnut que c'était vraiment une guerre nationale, une guerre populaire que le peuple demandait et qu'il lui fallait.

Même avant notre arrivée à Berlin, nous avions reçu du Roi l'autorisation de mobiliser au moins une partie de notre armée. Lorsque le Prince royal quitta le train, il parla à dessein, très haut, dans la gare, de la mobilisation imminente, et alors l'enthousiasme éclata encore plus longuement. Lorsque nous arrivâmes au château, Sa Majesté était déjà disposée à mobiliser toute l'armée.

La suite des choses, vous la connaissez.

J'ajoute que j'étais autorisé à faire les ratures qui me paraissaient absolument nécessaires. On m'avait laissé libre de publier la dépêche *in extenso* ou par extraits. Je n'ai pas regretté d'avoir fait des extraits.

Propos de Bismarck rapporté par son historiographe Moritz Busch :

« Je me sens l'âme triste. Je n'ai jamais dans ma longue vie rendu personne heureux, ni ma famille, ni mes amis, ni moi-même. J'ai fait du mal, beaucoup de mal : c'est moi qui suis la cause de trois grandes guerres ; c'est moi qui ai, sur les champs de bataille, fait tuer quatre-vingt mille hommes qui, aujourd'hui encore, sont pleurés par leurs mères, leurs frères, leurs sœurs, leurs veuves !... Mais tout cela c'est affaire entre moi seul et Dieu ! Je n'en ai jamais retiré aucune joie et je me sens aujourd'hui l'âme anxieuse et troublée. »

Busch ajoute : « Nous sommes tous restés silencieux et j'ai pu observer une larme qui coulait lentement le long de la joue du Chancelier. »

Déclaration du chancelier von Caprivi au Reichstag (séance du 4 mars 1892) (1) :

Plus un pays dépend du commerce maritime, plus il est nécessaire de couper toutes ses communications en cas de guerre sur mer. Ce pays pourrait, en effet, avoir besoin de ce commerce pour sa propre nourriture et pour les matières premières nécessaires à son industrie. Je suis d'avis qu'interrompre la navigation de l'ennemi restera un moyen indispensable de lutte ; celui qui fait la guerre veut en atteindre le but, et lorsqu'il en possède l'énergie, il réussit, en se servant de tous les moyens, y compris dans la guerre sur mer celui d'interrompre tout le commerce de l'ennemi ; personne ne peut renoncer à cette arme suprême. C'est, du reste, ce que l'on fait dans la guerre sur terre. Si quelqu'un, pendant le siège de Paris, avait envoyé un train de vivres vers la capitale française, ce train aurait été arrêté. Il en est de même sur mer.

Déclaration du chancelier de Bulow, en 1907 (Lois d'expropriation des Polonais) :

Quand on a recours à une loi d'exception, à

(1) Citation de *l'Homme enchaîné*, 27 février 1915.

un moyen dur, je le concède, il faut être sûr du plein succès, et il ne faut pas affaiblir cette mesure de telle sorte que l'odieux en reste, mais que l'effet utile soit manqué.

Extrait du discours du chancelier de Bethmann-Hollweg (séance du Reichstag du 4 août 1914) :

. . . . . .

Le jour où nous devons tirer l'épée est arrivé, contre notre volonté, malgré nos efforts sincères.

La Russie a allumé la torche incendiaire. (*Bruyantes approbations.*) On nous a forcés à la guerre avec la Russie et la France.

. . . . . .

Voilà la vérité. **Nous sommes dans la nécessité, et nécessité ne connaît point de loi.** (*Applaudissements répétés.*)

Nos troupes ont occupé le Luxembourg et ont peut-être déjà foulé le territoire belge. (*Mouvement général et applaudissements.*)

C'est contre le droit des gens. Le Gouvernement français a, il est vrai, déclaré à Bruxelles qu'il respecterait la neutralité de la Belgique, tant que l'adversaire la respecterait. Nous savions, cependant, que la France était prête à

l'agression. La France pouvait attendre ; nous, pas. Une attaque française sur notre flanc, dans le Bas-Rhin, eût pu nous être fatale. Ainsi nous avons été contraints de passer outre aux protestations fondées du Luxembourg et du Gouvernement belge. Nous les dédommagerons du tort que nous leur avons ainsi causé, aussitôt que nous aurons atteint notre but militaire. (*Applaudissements prolongés.*)

Quand on est aussi menacé que nous le sommes et qu'on combat pour ce qu'on a de plus sacré, on ne doit penser qu'à une chose, c'est à s'en tirer coûte que coûte. (*Applaudissements nourris et prolongés.*)

. . . . . .

Je répète les paroles de l'Empereur : « ***C'est la conscience pure que l'Allemagne va au combat.*** » (*Approbation générale et applaudissements.*)

. . . . . .

L'heure tragique de l'épreuve a sonné pour notre peuple, mais c'est avec assurance que nous la voyons venir. (*Approbation bruyante.*) **Notre armée est en marche, notre flotte est prête au combat** et derrière elles se tient le peuple allemand tout entier. (*Tonnerre d'applaudissements qui durent plusieurs minutes.*)

. . . . . .

Extraits d'un télégramme envoyé le 8 août 1914, par l'ambassadeur d'Angleterre à Sir Edward Grey (1) :

J'ai trouvé le Chancelier très agité. S. Exc. a commencé tout de suite une harangue qui a duré environ vingt minutes. Il a dit que la mesure prise par le Gouvernement de S. M. Britannique était terrible au dernier point; juste pour un mot : « neutralité », un mot dont en temps de guerre on n'a si souvent tenu aucun compte, juste pour un morceau de papier, la Grande-Bretagne allait faire la guerre à une nation à elle apparentée, qui ne désirait rien tant que d'être son amie. Tous ses efforts en ce sens ont, a-t-il continué, été rendus inutiles par cette dernière et terrible mesure ; la politique à laquelle, comme je le savais, il s'était voué depuis son arrivée au pouvoir, était tombée comme un château de cartes. Il s'est écrié que ce que nous avons fait est inconcevable; c'est comme frapper par derrière un homme au moment où il défend sa vie contre deux assaillants. Il tient la Grande-Bretagne pour responsable de tous les terribles événements qui pourront se produire.

J'ai protesté avec force contre cette déclaration

---

(1) On trouvera le texte complet de ce télégramme dans le fascicule 15 des *Pages d'Histoire* (Livre bleu anglais).

et ai dit que, de même que lui-même et Herr von Jagow désiraient me faire comprendre que, pour des raisons stratégiques, c'était pour l'Allemagne une affaire de vie ou de mort d'avancer à travers la Belgique et de violer la neutralité de cette dernière, de même je désirais qu'il comprît que c'était pour ainsi dire une affaire de « vie ou de mort » pour l'honneur de la Grande-Bretagne que de tenir l'engagement solennel pris par elle de faire en cas d'attaque tout son possible pour défendre la neutralité de la Belgique. Il est, ai-je insisté, tout simplement nécessaire de tenir ce pacte solennel, sans quoi quelle confiance n'importe qui pourrait-il avoir à l'avenir dans les engagements pris par la Grande-Bretagne. Le Chancelier a repris : « Mais à quel prix ce pacte aura-t-il été tenu ? Le Gouvernement britannique y a-t-il songé ? » J'ai insinué à S. Exc., avec toute la clarté qui me fut possible, que la crainte des conséquences ne pouvait guère être considérée comme une excuse pour la rupture d'engagements solennels ; mais S. Exc. était dans un tel état d'excitation, il était si évidemment démonté par la nouvelle de notre action et si peu disposé à entendre raison, que je m'abstins de jeter de l'huile sur le feu en argumentant davantage.

. . . . . .

CHAPITRE III

PAROLES DE PHILOSOPHES ET D'HISTORIENS

> O mes frères, je place au-dessus de vous cette table nouvelle : *Devenez durs !*
>
> NIETZSCHE.

> O mes frères ! il est sage qu'il y ait beaucoup de fange dans le monde.
>
> NIETZSCHE.

Du philosophe Kant, « Esquisse philosophique d'un projet de paix perpétuelle », sixième règle :

On ne doit pas se permettre, dans une guerre, des hostilités qui seraient de nature à rendre impossible la confiance réciproque, quand il sera question de la paix. Il faut qu'il reste, même dans la guerre, une sorte de confiance dans les principes de l'ennemi ; autrement on ne pourrait jamais conclure la paix, et les hostilités dégénéreraient en une véritable guerre à outrance, tandis que la guerre n'est au fond que la triste ressource à employer dans l'état de nature pour défendre ses droits, la force y tenant lieu de tri-

bunaux juridiques... Une guerre à outrance, avec l'anéantissement de tout droit, ne permettrait la conclusion de la paix perpétuelle que dans le vaste cimetière de l'espèce humaine. Une pareille guerre, aussi bien que les moyens qui y conduisent, est donc absolument illicite. Et certains moyens aboutissent si bien à une telle fin que les artifices infâmes, déjà condamnables en soi, ne cessent pas de longtemps après la guerre, quand une fois ils ont été mis en pratique. Tel est par exemple l'usage des espions, l'assassinat, l'empoisonnement, les faux bruits.

. . . . . .

Il est permis d'imposer à l'ennemi vaincu des fournitures et des contributions, mais non de piller le peuple, c'est-à-dire d'enlever aux particuliers leurs biens, si ce n'est par des réquisitions sur quittances, afin qu'après la paix le fardeau en soit convenablement réparti sur le pays ou la province; autrement il y aurait brigandage.

Les troupes permanentes (*miles perpetuus*) doivent être abolies avec le temps. En effet, étant toujours prêtes à agir, elles menacent sans cesse d'autres États et les excitent à augmenter indéfiniment le nombre des hommes dans les armées. Cette rivalité, source inépuisable de dépenses qui rendent la paix plus onéreuse qu'une courte guerre, fait même entreprendre quelquefois des

hostilités dans la seule vue de se délivrer par là d'une si pénible charge.

. . . . . .

Si petit que soit l'objet d'une injustice, l'injustice elle-même peut être très grande.

(*Principes métaphysiques du droit*, § LVII.)

De Hegel, dans « Naturrecht und Staatswissenschaft » :

L'état de guerre montre l'omnipotence de l'État dans son individualité.

De Nietzsche, dans « Ainsi parla Zarathoustra » :

Vous devez aimer la paix comme un moyen de guerre, et la courte paix plus que la longue.

Vous dites que ce sont les bonnes causes qui sanctifient même la guerre. Je vous dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toute chose.

La guerre et le courage font de plus grandes choses que l'amour du prochain.

. . . . . .

Ne parlez pas de « terre de mes pères » : notre barque doit gouverner pour la terre de nos fils. O mes frères! Je vous consacre et vous conduis

à une nouvelle noblesse; vous serez pour moi les auteurs, les dresseurs et les semeurs de la race future.

Conseil de Mommsen aux Allemands d'Autriche :

Surtout, soyez durs ! La raison n'entre pas dans un crâne tchèque, mais il est sensible aux coups.

De Hirschel (cité par Buchner) :

Il n'y a pas d'absurdité qu'un Allemand n'ait mise en théorie.

De Treitschke :

L'État est la chose la plus élevée dans la société extérieure de l'homme ; il n'y a rien au-dessus de lui dans l'histoire du monde.

. . . . . .

Un État ne peut lier sa volonté pour l'avenir vis-à-vis d'autres États.

. . . . . .

Les grands progrès de civilisation de l'humanité ne peuvent se réaliser complètement, malgré la résistance de la barbarie et de la

déraison, que par l'épée. Et, même parmi les peuples civilisés, la guerre demeure la forme du progrès, qui rend valables les droits des États.

. . . . . .

Prendre soin de sa puissance est le plus haut devoir moral de l'État. De toutes les débilités politiques, la faiblesse est la plus abominable et la plus méprisable : c'est un péché contre l'Esprit saint de la politique.

. . . . . .

Peu de personnes saisissent tout le ridicule qu'il y a à ce que la Belgique puisse se considérer comme l'asile de la loi internationale. Un État dans une situation anormale ne peut avoir qu'une vue anormale de la loi internationale. La Belgique est neutre ; elle est tronquée (*verstümmelt*) ; elle ne peut élaborer une loi internationale saine.

. . . . . .

Il serait ridicule de conseiller à un État en compétition avec un autre État de débuter en prenant le catéchisme en mains.

. . . . . .

... Si un État n'est pas en situation de défendre sa neutralité, il est oiseux de parler de ladite neutralité.

Du Dr Quidde, en 1895 (1) :

La folie des Césars résulte d'un état de choses qui ne peut se produire que par la dégénéressence morale des peuples monarchistes, ou dans l'ambiance d'une classe d'aristocrates qui entoure le souverain. L'illusion du pouvoir sans bornes fait oublier au monarque toutes les limites de l'ordre et de la justice ; la théorie du droit divin ne peut que troubler les idées des malheureux qui y croient véritablement...

Persuadés qu'ils possèdent tous les droits, ils prétendront avoir une mission ; ils s'imagineront qu'ils entretiennent avec la divinité des rapports particuliers, qu'ils sont prédestinés par elle pour de grandes actions... Si le peuple ne sait pas les empêcher de nuire, s'il ne leur fait pas opposition ou s'il ne les supprime pas, malheur à lui !

De Thomas Mann, Pensées de guerre (« Neue Rundschau », novembre 1914) :

La Kultur est une organisation spirituelle du monde qui n'exclut pas « la sauvagerie san-

(1) Citation de la *Revue Chrétienne*, décembre 1914.

glante ». Elle « sublimise le Démonique ». Elle est « au-dessus de la morale, de la raison, de la science »...

De Gumplowicz, sociologue autrichien :

La guerre est une nécessité naturelle ; les sociétés humaines n'ont pas de conscience ; tout moyen est bon qui conduit au but.

CHAPITRE IV

PAROLES DE PROFESSEURS

La force prime le droit.
HÆCKEL, *Anthropogénie*.

Du professeur Lasson, sur « la Guerre et l'Idéal de la culture », 1868 (1) :

L'État est essentiellement force de guerre. Il a tous les droits.

Un État ne saurait logiquement admettre au-dessus de lui, sans disparaître par le fait, aucun tribunal dont il doive accepter les décisions. Entre les États ne peut régner que la guerre. Le conflit est l'essence même et la règle des relations entre États ; l'amitié n'est que hasard et exception (p. 11).

« Tant qu'il y aura des hommes doués de libre arbitre, la contrainte seule pourra assurer l'exécution du droit... Lorsque, en cas de litige, la force de résistance de l'adversaire sera brisée, le

---

(1) Citation du *Temps*, du 4 décembre 1914.

nouvel état de choses ainsi créé sera aussi digne de respect que le précédent » (p. 12).

D'État à État, il n'y a pas de loi. Une loi n'étant qu'une force infiniment supérieure, un État qui en reconnaîtrait avouerait sa faiblesse. « Il ne serait qu'une communauté tolérée, affectant grotesquement d'être un État sans en pouvoir exercer la fonction essentielle, qui est de repousser la contrainte par la force. » (p. 13). « Un petit État n'a droit à l'existence qu'en proportion de sa force de résistance..... Entre États, il n'y a qu'une force de droit : le droit du plus fort... Il est donc parfaitement raisonnable que des guerres aient lieu entre les États » (p. 14).

On ne doit demander à un État ni pitié ni bienveillance. Seulement la prudence ordonne « de ne causer à autrui que le dommage dont résulte pour l'agresseur un avantage considérable et permanent » (p. 14).

« Un État ne saurait commettre de crime... Ce n'est pas une question de droit, c'est une question d'intérêt d'observer les traités » (p. 16). « Qui a la force peut créer un nouvel état de choses qui sera aussi bien le droit que le précédent. Le faible est, malgré tous les traités, la proie du plus fort, aussitôt que ce dernier le veut et le peut. » (p. 17.) « Cet état de choses peut même être qualifié de moral, puisqu'il est rationnel » (p. 18).

« Entre les États envisagés comme êtres intelligents, les litiges ne peuvent être résolus que par la force matérielle... Pour supprimer la guerre, il faudrait supprimer l'État, c'est-à-dire organiser le despotisme et l'esclavage universels » (p. 26).

« **L'État qui n'est organisé que pour la paix n'est pas un véritable État**; il ne manifeste toute sa signification que par sa préparation à la guerre... La loi est l'amie du faible » (p. 29).

« La guerre est un phénomène fondamental dans la vie de l'État, et sa préparation assure dans l'édifice de la vie nationale une place prépondérante » (p. 31). « Elle est la partie principale du devoir de l'État » (p. 32).

De la guerre.

« L'honneur du guerrier est l'admission par ses camarades du fait qu'il mène une vie conforme à son état, et que sa mentalité est identique à celle de ses compagnons » (p. 35).

« L'absence de préparation à la guerre est chez un peuple signe de décadence physique et morale » (p. 37).

« La technique de la guerre n'est pas du travail perdu. Le canon est la partie la plus efficace du métier à tisser » (p. 41).

« Quels que soient les progrès de l'intelligence, des conditions matérielles ou de la mora-

lité d'un peuple qui n'aurait pas la possibilité de se défendre et d'assurer les résultats acquis, tout le travail serait vain, et ce peuple ne servirait que de fumier sur le champ de la culture d'autrui » (p. 46).

La culture dans la paix et dans la guerre.

« La civilisation est le progrès commun de la civilisation sur la barbarie. La « culture » est la forme individuelle que prend cette civilisation chez tel ou tel peuple. Les diverses formes de culture s'opposent mutuellement à l'autre. Chacune menace l'autre, car chacune se croit vraie et parfaite et veut étendre son influence » (p. 54). « Toute guerre raisonnable est une guerre à propos des formes de culture » (p. 55).

« Lorsqu'une fois la guerre a éclaté, tout est en jeu, car toute guerre est question de vie ou de mort... Il serait aussi faible de garder des ménagements que misérable d'en attendre » (p. 56).

Développement de l'État par la guerre.

« La liberté d'un État, c'est la possibilité pour lui de se développer d'une manière conforme, de s'indigner contre une guerre de conquête. Le seul point intéressant est l'objet de cette conquête » (p. 60).

« Une guerre peut être faite pour des intérêts

politiques, jamais pour une « idée ». Ce serait le renversement de toutes les saines bases de la vie de l'État. » (p. 61.)

L'État national, qui réalise la plus haute forme de culture de la race, ne peut se constituer « *que par la destruction des autres États, qui ne peut logiquement s'effectuer que par la violence* » (p. 66).

Des neutres.

« Le patriotisme le plus ignoble est celui qui ne s'applique même pas à un véritable État, mais à une fausse caricature d'État qui n'a jamais eu la force d'exister et de se défendre par ses propres moyens, qui n'existe que par la grâce d'autrui, qui n'est donc pas réellement un État » (p. 67).

« Le droit à l'indépendance n'est pas un droit inné chez un peuple, il doit être acquis à grand'peine... Un peuple de haute culture, mais de culture peu favorable à la concentration et à l'action militaire de l'État, doit en toute justice obéir au barbare dont l'organisation politique et militaire est supérieure » (p. 71).

« Cela n'a rien d'illogique. La valeur morale d'une forme de culture est dans sa force. La culture existe pour se manifester sous forme de force » (p. 72). « Personne n'est forcé d'accepter l'esclavage. Si la force ne suffit pas à

assurer la liberté, il reste comme ressource la mort » (p. 75).

« La civilisation mène à la concorde. Mais la civilisation n'est pas la culture. Entre formes de culture, il ne peut y avoir que conflit et haine » (p. 79).

« Demander un développement paisible des diverses formes de culture, c'est demander l'impossible, renverser l'ordre de la nature, mettre une fausse idole à la place de la véritable moralité... Cet état paradisiaque... n'est qu'une phrase dans la bouche des simples ou un mensonge hypocrite et conscient » (p. 79).

De l'indépendance et des traités.

L'intervention dans les affaires d'autrui est un droit qui n'est limité que par la force d'autrui.

« Si le succès est assuré, elle n'est pas seulement justifiée ; elle peut devenir un devoir de l'État vis-à-vis de lui-même » (p. 82).

« Le faible se flatte volontiers de l'inviolabilité des traités, qui lui assure sa misérable existence. Mais la guerre est justement là pour lui montrer qu'un traité a pu être mauvais, que les circonstances ont changé. Il n'y a qu'une garantie : une force militaire suffisante » (p. 98).

Les citoyens de certains États non militarisés se prétendent « libres » puisqu'ils n'ont pas de devoirs à remplir.

« Ces soi-disant États n'existent que par une fiction et n'ont pour eux que la rage hargneuse du petit vis-à-vis du grand dont il voudrait occuper le siège » (p. 99).

Il y a des gens qui parlent « d'un soi-disant droit des peuples de disposer d'eux-mêmes... Laisser un peuple ou à plus forte raison une fraction de peuple décider de questions internationales, par exemple son attribution à tel ou tel État, équivaudrait à faire voter les enfants d'une maison sur le choix de leur père... C'est le mensonge le plus frivole que jamais tête welche ait inventé » (p. 100).

« Le poète ne saurait incarner le caractère d'une époque, d'un peuple... mieux que dans le guerrier, qui donne une expression visible à ce qu'il est, dont chaque pas ébranle un monde, dont les décisions se manifestent par la complexité de mouvements d'une armée, et dont chaque pensée incendie les villes, prosterne les peuples dans la poussière, dévaste les pays et chasse devant soi les armées » (p. 105).

On peut, en politique, ajourner bien des choses ; « mais, si l'occasion s'en présente, que celui qui a la force et se sent prêt tranche les questions par l'épée : c'est pour les grandes questions historiques la seule solution rationnelle et durable » (p. 130).

Du Dr Hasse, professeur de Leipzig :

La morale de l'amour du prochain, qui peut s'admettre entre individus, ne doit pas se tolérer entre nations.

Du professeur Théobald Ziegler :

Il nous faut vaincre, coûte que coûte. Le respect des œuvres d'art ne vient qu'en seconde ligne, et même disparaît totalement, quand notre victoire est en cause. Voilà dans quel sens nous sommes et voulons être des barbares. Pour nous, cela s'appelle être humain.

Les lettres du professeur Lasson (2) :

Les lettres du professeur Lasson ont paru dans l'*Amsterdammer*, revue hebdomadaire hollandaise. Elles ont été publiées dans le numéro du 11 octobre 1914 (n° 1946, page 7, colonne 123), anonymement, comme émanant d' « un professeur de philosophie de l'enseignement supérieur très connu en Allemagne ».

---

(1) Citation du *Temps* du 24 novembre 1914.

Voici la première lettre :

Berlin, 29 septembre.

Cher Monsieur et ami,

Depuis des mois je n'ai pas écrit à un seul étranger : un étranger est un ennemi jusqu'à preuve du contraire. On ne saurait rester neutre vis-à-vis de l'Allemagne et du peuple allemand. Ou bien on considère l'Allemagne comme la création politique la plus parfaite que l'Histoire ait connue, ou bien on approuve sa destruction, son extermination. Un homme qui n'est point Allemand ne sait rien de l'Allemagne. Nous sommes moralement et intellectuellement supérieurs à tous : hors de pair. Il en est de même de nos organisations et de nos institutions.

Guillaume II, *deliciæ generis humani* (en latin dans le texte allemand), a toujours protégé la paix, le droit et l'honneur, bien qu'il lui eût été possible, par sa puissance, de tout anéantir. Plus ses succès furent grands, plus il devint modeste. Son chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, le plus éminent des hommes actuellement vivants, ne connaît pas de plus hauts soucis que celui de la vérité, de la loyauté et du droit. Notre armée est pour ainsi dire une image réduite de l'intelligence et de la moralité du peuple allemand. Nous devons sacrifier les meilleurs et les plus nobles d'entre nous dans une guerre contre les

brutes russes, les mercenaires anglais et les fanatiques belges. Les Français sont ceux qui se rapprochent encore le plus de nous. Nous n'aurons point de paix tant que ces trois trouble-fête européens ne seront point abattus. Nous voulons avoir la paix et la sécurité et nous la garantirons ensuite aux autres. Nous voulons pouvoir poursuivre notre œuvre civilisatrice. Nous n'avons à nous excuser de rien. Nous ne sommes pas un peuple de violents, nous ne menaçons personne tant qu'on ne nous attaque point. Nous faisons du bien à tous. Louvain n'a point été détruit. On y a brûlé seulement les maisons des meurtriers. Les contes qu'on rapporte sur les espions allemands en Belgique sont de méchantes calomnies. Nous autres Allemands, nous ne portons un jugement qu'après l'avoir établi par une enquête. Ce sont les Français qui provoquèrent le dommage qu'on lui causa. L'Angleterre a une politique qui fait songer à celle des États d'Europe au dix-huitième siècle. L'Allemagne, au contraire, a enseigné au monde à diriger la politique avec conscience et à faire la guerre avec loyauté. L'Angleterre va à sa ruine. La France peut encore être sauvée. Quant à la Russie, elle ne doit plus être notre voisine. Nous ferons cette fois-ci table rase. Notre véritable adversaire est l'Angleterre. Malheur à toi, Albion : Dieu est avec nous et défend notre juste cause !

Voici la seconde lettre :

Berlin, 30 septembre.

Cher Monsieur et ami,

Permettez-moi de vous donner encore quelques indications complémentaires afin que vous sachiez ce que pense un Allemand cultivé. Nous autres Allemands, nous sommes puissamment armés, en partie pour protéger la Hollande. Si nous n'étions pas aussi forts, la Hollande eût été depuis longtemps annexée. Elle est incapable de se protéger elle-même. Ce petit royaume mène une existence tranquille à nos dépens, il vit de sa vieille gloire et de son argent amassé depuis longtemps. La Hollande n'est qu'un appendice de l'Allemagne. Sa vie est confortable, c'est une vie en robe de chambre et en pantoufles qui coûte peu de peine, peu d'efforts et peu de pensées. Si cette existence vous suffit, tant mieux. L'Allemand, lui, a de plus hauts devoirs et de plus hautes aspirations.

Aujourd'hui, la Hollande peut penser ce qu'elle veut ; mais toute action hostile à l'Empire allemand aurait les conséquences les plus graves. Pour cette Hollande d'aujourd'hui nous n'avons, nous autres Allemands, que peu de respect et de sympathie. Sauf l'appui que nous leur donnons, nous devons remercier Dieu que les Hollandais ne soient point nos amis. Nous respirons à pleine

poitrine le large souffle de l'histoire et nous ignorons cette misérable existence bourgeoise.

Nous n'avons point d'amis. Tous nous craignent et nous regardent comme dangereux, parce que nous sommes intelligents, actifs et moralement supérieurs. Nous sommes le peuple le plus libre de la terre, car nous savons obéir. Notre loi est la raison, notre force est la force de l'esprit, notre victoire la victoire de la pensée. C'est pour cela que nous pouvons lutter contre de nombreux ennemis comme autrefois Frédéric II.

Une conspiration européenne a tissé tout autour de nous des mensonges et des calomnies ; nous, nous sommes véridiques, nos caractéristiques sont l'humanité, la douceur, la conscience, les vertus chrétiennes. Dans un monde de méchanceté, nous représentons l'amour et Dieu est avec nous. Vous pouvez faire de cette lettre l'usage qui vous conviendra.

Je vous salue très cordialement, et vous souhaiterai très sincèrement de vivre dans un « État de violents », tout comme moi.

LASSON.

Déclarations du professeur Ostwald (1) :

Le professeur allemand Ostwald, lauréat du prix

(1) Citation du *Temps*, du 26 novembre 1914.

Nobel pour la chimie, promoteur du mouvement en faveur de la langue universelle ido, qui est un des agents les plus actifs de la propagande allemande en Suède, a accordé à deux journaux de Stockholm des interviews que nous donnons ci-dessous :

Interview accordée au « Dagen ».

Nous ne haïssons pas les Français. Je crois, abstraction faite des raisons de fait qui ont été les causes de la guerre, que la cause la plus profonde réside dans la crainte qu'ont nos ennemis de la force inouïe avec laquelle l'Allemagne a su jusqu'ici réaliser sa grande pensée organisatrice de l'Allemagne. Or, l'Allemagne, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La guerre, un jour, les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. Parmi nos ennemis, les Russes, en somme, en sont encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement culturel que nous-mêmes avons quitté il y a plus de cinquante ans. Cette étape est celle de l'individualisme. Mais, au-dessus de cette étape, se trouve l'étape de l'organisation. Voilà où en est l'Allemagne d'aujourd'hui.

Vous me demandez ce que veut l'Allemagne. Eh bien, l'Allemagne veut organiser l'Europe, car l'Europe jusqu'ici n'a pas été organisée.

L'Allemagne veut s'engager dans une voie nouvelle pour réaliser l'idée du travail collectif. Comment l'Allemagne se propose-t-elle de réaliser ses projets d'organisation à l'ouest ? Elle exigera que les Allemands et les Français soient accueillis dans les deux pays respectifs ; qu'on leur permette de travailler et d'acquérir des biens exactement dans les mêmes conditions que les habitants du pays même ; à l'est, l'Allemagne créera une confédération d'États, une sorte de confédération Baltique, qui comprendrait les États scandinaves, la Finlande et les provinces baltiques. Finalement, on arrachera la Pologne à la Russie et on en fera un nouvel État indépendant. Je crois le moment venu de remanier la carte de l'Europe.

D. — Que pensez-vous du rôle de plus en plus marqué que jouent les différentes Églises dans les pays qui ont eu à souffrir jusqu'ici de l'invasion ?

R. — C'est là une conséquence qu'il n'a pas été possible d'éviter. La situation présente évoque nécessairement dans bien des domaines les instincts ataviques. ***Je dirai cependant que Dieu le Père est réservé chez nous à l'usage personnel de l'Empereur*** (*sic*). ***Une fois on a parlé de lui dans un rapport du grand État-major général, mais, remarquez-le bien, il n'y a plus reparu.***

D. — Quel est le but de votre visite en Suède ?

R. — Les savants qui ont signé le manifeste sont en train de constituer une organisation de propagande dans le but de défendre la culture allemande contre les attaques de nos ennemis. J'ai cru devoir venir en Suède afin de chercher à décider, au nom de ce comité, quelques personnalités de marque à visiter l'Allemagne pour se rendre compte que, même pendant la tourmente actuelle, nous continuons à poursuivre dans tous les domaines nos travaux intellectuels. Voilà pourquoi je suis ici. L'Allemagne, pour beaucoup de Suédois, c'est Berlin; mais en réalité, il est tout aussi juste de dire que l'Allemagne est tout autant le contraire, Munich par exemple. Qu'entendez-vous ici par notre « terrible militarisme » ? Est-ce que les autres grandes puissances n'ont rien d'analogue ? Au surplus, ce militarisme nous va très bien. Aucun pays, si ce n'est la Hollande, n'a recueilli autant de prix Nobel que nous. Je vais maintenant vous expliquer le grand secret de l'Allemagne.

Nous, ou peut-être plutôt la race germanique, avons découvert le « facteur de l'organisation ». Les autres peuples vivent encore sous le régime de l'individualisme alors que nous sommes sous celui de l'organisation. Chez nous, tout tend à tirer de chaque individu un maximum de rendement dans le sens qui est le plus favorable pour

la société. C'est là pour nous la liberté sous sa forme la plus élevée, c'est-à-dire la liberté qui sauvegarde toutes les forces en les faisant concourir à un même but.

D. — Et quel est ce but ? Est-ce de conquérir le monde entier dès que cette organisation sera assez forte ?

R. — Non, nous n'allons rien conquérir. Vous savez que je suis un pacifiste et un internationaliste. Je ne saurais donc approuver un programme de conquêtes. En France, nous allons conquérir le droit de concurrencer librement les Français, c'est-à-dire, entre autres choses, le droit d'acquérir et de posséder des terrains, etc...

D. — Les Français auront-ils le même droit chez vous ?

R. — Parfaitement ; seulement, vu notre immense force d'expansion, l'organisation de notre coopération et de nos échanges sera si forte, nous profiterons tellement de ce droit d'acquérir et de nos relations avec nos voisins, que la guerre deviendra impossible à l'avenir. C'est sous cette forme-là que nous envisageons la conquête.

Du Dr Schmoller, professeur à l'Université de Berlin :

Derrière nos marchands, derrière notre flotte de commerce, il faut qu'il y ait, en cas de besoin, cet *ultima ratio regum :* la force des armées.

Du professeur H. von Pfister Stein (Darmstadt, 1877) :

Dans toute vie française, il y a environ 30 °/₀ de notre race, qui, après avoir conquis la masse gallo-romaine, a fusionné avec elle. Il nous demeure éternellement interdit de retirer notre sang de là par voie de séparation des sèves, mais ces 30 °/₀ signifient pour nous, en chiffre rond, vingt-cinq départements.

Du géographe Daniel :

Le peuple allemand a, dans le caractère, de merveilleux contrastes... L'Allemand est une sorte de bicéphale. Il pense et rêve avec une tête ; il se conduit et agit avec une autre.

Du professeur Eucken, professeur de philosophie à l'Université de Berlin :

Des travaux de la paix, auxquels elle se livrait tout entière, l'Allemagne s'est vue soudain précipitée dans les misères et les souffrances de la guerre...

De toute part se lèvent nos ennemis.

Tout ce qu'il y avait de haine et d'envie contre nous, tout cela s'avance en rampant et s'acharne de toutes ses forces à nous nuire...

. . . . . .

Nous ne voulions pas la guerre : on nous l'a imposée. Les quarante années qu'a duré jusqu'ici notre empire ont été uniquement consacrées à la paix. Toute pensée de conquête nous était absolument étrangère. Cette année-ci, précisément, nous étions absorbés tout entiers par la question d'un nouveau développement de notre culture. Mais « le plus paisible des hommes ne peut vivre en paix quand cela ne plaît pas à un méchant voisin ».

. . . . . .

La lutte pour la conservation de notre peuple est en même temps une lutte pour l'humanité tout entière, pour la profondeur et l'âme de sa vie. Car c'est au peuple allemand — comme à aucun autre peuple dans toute la durée de

l'histoire — qu'a été confié le soin de veiller sur les sentiments intimes et la valeur intrinsèque de l'existence humaine... Ainsi donc, nous ne combattons pas seulement pour nous, nous combattons en même temps pour l'avenir de l'espèce humaine.

CHAPITRE V

PAROLES DE PUBLICISTES LITTÉRATEURS ET JOURNALISTES

> J'ai souvent ressenti une douleur profonde en pensant à cette nation allemande qui est estimable dans chacun de ses individus et si misérable dans son ensemble.
>
> La comparaison du peuple allemand avec les autres peuples éveille des sentiments douloureux auxquels j'ai cherché à échapper par tous les moyens possibles.
>
> GOETHE.
>
> (*Entretiens avec Eckermann.*)

AVANT LA DÉCLARATION DE GUERRE

Des « Neueste Nachrichten », à propos de la falsification de la dépêche d'Ems :

L'Allemagne tout entière en remercie son Bismarck. Et tous ceux qui sentent dans leur sein battre un cœur véritablement allemand, n'oublieront jamais cet acte de Bismarck.

Bismarck adressa la dépêche d'Ems à tous les représentants de la Prusse à l'étranger, afin de mettre la France dans son tort vis-à-vis du monde civilisé. Et il a parfaitement réussi là-

dedans. A ce point de vue également il a droit à notre reconnaissance éternelle.

Du professeur Hans Delbruck :

Bénie soit la main qui a falsifié la dépêche d'Ems !

De « Die Zukunft » (7 septembre 1901) :

Après tout, c'est visiblement le sens de l'histoire que la race blanche, sous la conduite des Germains, arrive à la domination réelle et définitive du monde.

Extrait de « La plus grande Allemagne et l'Europe centrale en 1950 » :

Deux groupes territoriaux seront constitués en Europe centrale. L'un politique, ou Confédération germanique, englobera l'Empire allemand, le Luxembourg, la Belgique, la Hollande, la Suisse allemande, l'Autriche-Hongrie ; l'autre sera un vaste Zollverein embrassant, outre la Confédération, les provinces baltiques, le royaume de Pologne, le pays ruthène, la Roumanie et la Serbie agrandie. Les Allemands auront alors, comme au Moyen-Age, le sentiment d'être un peuple de maîtres.

Extrait du « Catéchisme pangermaniste » :

En reniant leur germanisme, les Alsaciens ne font que prouver à quel point ils sont de véritables Allemands (*sic*).

Extrait du « Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts 1900 » (p. 212) :

Même une coalition de la France et de la Russie peut être vaincue avec nos seules forces si, sans hésitation et sans scrupule, nous nous élevons dans la guerre à un usage plus grand de la violence.

Extrait de l'ouvrage « Si j'étais l'Empereur », de Daniel Frymann (Leipzig, 1912. 30.000 exemplaires) (1) :

La monarchie des Habsbourg sera l'amie de l'Allemagne, ou elle ne sera pas... La guerre fratricide de 1866 était nécessaire à la fondation de l'Empire allemand ; pourquoi la reconnaissance de notre situation mondiale nous serait-elle assurée, sans combattre avec notre cousin anglais ? En ce qui regarde la Belgique et la

(1) Citation de la *Revue Chrétienne* de décembre 1914.

Hollande, les petits États ont perdu par leur petitesse même le droit d'exister, car un État ne saurait faire valoir ses droits à l'indépendance que s'il peut les défendre, le glaive à la main... Quant à nous-mêmes? En cas de guerre, le peuple allemand, victorieux, peut exiger que la menace française cesse à tout jamais : la France doit donc être écrasée. Rares seront les Allemands qui ne regretteront pas l'abaissement définitif de la nation française, mais ils ne pourront faire autrement qu'ajouter, non sans pitié : « Tu l'as voulu, Georges Dandin ! »

LES PRODROMES DE LA GUERRE ACTUELLE

De Maximilian Harden, dans la « Zukunft » :

Hâtez-vous, somnolents gardiens de l'État, de conclure un traité qui assure à l'Autriche la route de la mer Égée. Le sort de l'Europe dépend de vous...

N'a-t-on plus à Berlin, comme à Vienne, le courage de vouloir?...

Il faut dire d'une voix plus énergique qu'en 1909 que, si l'on en vient au combat, il aura pour but un intérêt allemand et non un caprice viennois...

L'Autriche ne demanderait pas mieux que de

régler ses différends d'une manière pacifique, mais quiconque la pousse à la condescendance gaspille un trésor germanique...

La Prusse est aujourd'hui responsable du sort de toute l'Allemagne, et déjà nous devons craindre d'avoir laissé s'enfuir une heure qui ne reviendra plus...

L'Autriche n'est au sud-est de l'Europe que le promoteur de la cause allemande (1).

. . . . . .

Les plaintes du peuple sont unanimes : jamais Bismarck n'aurait commis la faute de demander à son pays un armement qui doit suffire contre l'Angleterre, la France et la masse des Slaves, pour le maintenir inutilisé pendant de longues années de paix.

. . . . . .

C'est par leur propre force que les descendants des vieux Cimbres sortirent victorieux du combat, et non pas avec le secours de Dieu, comme Guillaume II vient de le dire dans un discours prononcé à l'Université de Berlin sur l'intervention divine dans l'histoire. Il n'est pas vrai que Dieu refuse la victoire aux impies. Frédéric II était franchement athée, il disait que la religion est une machine de laquelle on s'est

(1) Écrit en 1913, au moment des menaces de l'Autriche contre la Serbie.

de tout temps servi pour soumettre les hommes, et il jurait que Dieu est toujours avec les plus forts escadrons.

De la « Post » :

Si notre extension nécessaire est contenue, nous serons obligés de tirer l'épée ; et alors... malheur aux vaincus [1] !

De Max. Harden, dans « Die Zukunft » :

De quel côté est le droit ? Oui, s'il ne s'agissait pas d'autre chose, on pourrait se contenter de suivre le conseil des sots et traîner les grandes controverses internationales devant un tribunal qui, de sa hauteur, laisserait couler à travers l'Europe, comme de l'eau de source, une sentence aux articles méticuleusement pesés. La raison, dans le cas présent, n'est que démence. Demandez au hêtre qui lui a donné le droit d'élever sa cime plus haut que le pin et le sapin, le bouleau et le palmier. Citez-le devant l'aréopage que président les mâchoires édentées et pendantes. Dans le feuillage du hêtre retentira comme une tempête : « Mon droit, c'est ma

(1) Citation de la *New-York Nation*, 9 juillet 1914.

force! » Le droit qu'à son baptême chaque peuple a reçu de vivre, de se développer, de pousser vers le ciel, ne relève d'aucun juge.

De quel côté est le droit? Du côté où se trouve la force. Droit ou non : nous tiendrons ou nous tomberons pour la patrie. Nous voulons vaincre. Il faut que nous vainquions! Inutile de broder, inutile de démontrer, diplomates en redingote et en lunettes, que nous sommes d'honnêtes gens à l'humeur pacifique. Cecil Rhodes — un grand homme, un géant en souliers vernis et au poumon tuberculeux! — l'a rugi à la face ratatinée des pédants : « Cette guerre est juste, parce qu'elle sert à mon peuple, parce qu'elle accroît la puissance de mon pays. » Enfonçons cette maxime à coups de marteau dans tous les cœurs. Elle l'emporte sur des centaines de Livres Blancs. Affichons-la sur tous les murs, sur les hôtels de ville, au coin des rues — de grandes affiches rouge sang! Écrivons au-dessous : « Les hordes veulent nous exterminer. Un bâtard (1) se rengorge dans la folle illusion qu'il pourra écraser le petit-fils du

(1) Le « bâtard », c'est le Français, « Gaulois mâtiné de Romain et de Germain », suivant la formule enseignée partout outre-Rhin. Les Allemands, eux, se croient de race pure. Douce illusion! Foncièrement Slaves à l'est de l'Elbe et même en deçà, en partie Celtes dans l'ouest, rattachés dans le sud à des populations primitives et sans nom, c'est par la langue surtout qu'ils sont Germains — comme nous sommes Latins.

grand vainqueur. Sabre au clair! L'impudent ennemi outrage du pied notre sol. Tuons-le! L'histoire ne nous demandera pas nos raisons.

Du « Lokal-Anzeiger », de Berlin (24 juillet) :

Avec la remise de la note autrichienne, la tension qui, depuis les événements de Serajevo, pèse sur l'Europe, prend un caractère d'acuité grave. On a toujours fait ressortir que la démarche de l'Autriche serait polie, mais résolue. Reste à savoir ce qu'au Ballplatz on a le plus accentué, la politesse ou la fermeté. Il existe certains pays dont on n'obtient rien par la courtoisie si on ne l'accompagne pas d'une mesure suffisante d'énergie.

Des « Berliner Neueste Nachrichten » (25 juillet) :

L'Autriche-Hongrie désire être libérée de cet éternel danger de guerre qui a son origine en Serbie. L'Europe entière ne pourra qu'approuver la disparition d'une telle source de fléaux. L'Europe entière a souffert de l'éternel danger de guerre dont l'auteur principal est la Serbie. Nous avons l'espoir que l'Angleterre s'abstiendra de toute intervention dans le conflit austro-serbe et

aussi dans la collision éventuelle entre la Triplice et la Duplice. Quant à la Russie, elle ne peut guère reculer et nous croyons qu'elle mobilisera.

Du « Berliner Tageblatt » (25 juillet) :

Ce que nous avons vu à Berlin ce soir n'avait pas été vu depuis 1870. C'était alors en juillet aussi. Le 15 juillet, il y a quarante-quatre ans, le roi était revenu à Berlin, l'ordre de mobilisation était lancé, et le soir, lorsque tomba la nuit, la plus vive agitation régna dans la ville.

Aujourd'hui, la fièvre qui s'empare de la foule fait songer au passé. Les cafés et les rues de Berlin regorgent de monde; on s'arrache les éditions spéciales des journaux.

Du « Vorwærts » (25 juillet) :

De quelque façon que l'on considère la situation, une guerre européenne est à la porte. Et pourquoi? Parce que le gouvernement autrichien qui est une minorité aussi infime que les chauvins allemands, veulent enfin se donner de l'air par un coup de force.

Extrait de la « Frankfurter Zeitung » (31 juillet) :

. . . . . .

Avant tout, l'Allemagne s'est efforcée d'agir en médiatrice dans le conflit austro-russe, en quoi elle fut appuyée par l'Angleterre, la France et l'Italie, parce que toutes ces puissances, comme il résulte clairement de l'attitude de leurs Gouvernements et aussi de l'opinion publique, voulaient éviter une grande guerre européenne. Mais il paraît que la localisation du conflit entre l'Autriche et la Serbie ne peut être obtenue et que nous sommes à la veille de cette grande guerre européenne dont on a beaucoup parlé, mais à laquelle on n'a pas cru sérieusement jusqu'à ce jour. On poursuit les négociations, il est vrai, et le Gouvernement russe vient encore d'affirmer, à la dernière heure, son amour de la paix ; mais il n'en continue pas moins à mobiliser une grande partie de ses forces. Comme la Russie mobilise bien plus lentement que l'Empire allemand, celui-ci lui concède ainsi une avance qui peut devenir dangereuse pour lui ; mais l'Allemagne veut essayer de tous les moyens pour conserver la paix. Si cela n'est pas possible, si la Russie veut la guerre, il faudra se conduire en conséquence.

Une aggravation de la présente crise ne peut

signifier que la guerre. La nuit dernière, à Berlin, a eu lieu un Conseil des ministres en présence de sommités militaires ; on ne sait quelles décisions il a arrêtées, mais la sérieuse signification de cette conférence n'est méconnue de personne. En même temps on mande de Saint-Pétersbourg que la situation y est considérée comme extrêmement critique et qu'on s'attend aux résolutions les plus graves. On ne peut vraiment pas attendre, en Allemagne, jusqu'à ce que la Russie ait terminé sa mobilisation. Il est vrai qu'elle a déclaré ne pas vouloir attaquer l'Allemagne ; mais il ressort de toute la situation politique, des relations de l'Allemagne avec son alliée, qu'une mobilisation dirigée contre l'Autriche atteint aussi l'Allemagne.

. . . . . .

Comment finirait cet incendie du monde, personne, bien entendu, ne le peut prévoir, mais une chose est sûre : il rejetterait l'Europe civilisée de dizaines d'années en arrière, que le résultat soit favorable à la Triple Alliance ou à la Triple Entente. Et c'est pourquoi nous aussi, comme auprès d'un tombeau on plante encore l'espérance, nous voulons, à cette heure critique, ne pas abandonner complètement la croyance en la possibilité d'une solution pacifique du conflit.

. . . . . .

DEPUIS LA DÉCLARATION DE GUERRE

Du professeur von Harnack, dans le « Berliner Tageblatt » :

L'histoire du monde devait donc avoir à enregistrer que le jour où la puissance russo-asiatique s'est ruée sur la civilisation de l'Europe occidentale, l'Angleterre s'est crue obligée de seconder la Russie, et pourquoi? parce que la souveraineté de la Serbie, cette nation d'assassins, se trouvait menacée.

. . . . . .

Une violation du droit! Il n'y en a pas eu, même dans la forme. Nous nous trouvions dans une situation où il ne s'agit plus de forme, mais de devoir moral. Tel David quand il a pris sur la table du Seigneur les pains de proposition.

Du « Lokal-Anzeiger » :

La Belgique nous revient comme une pièce de gibier que nous avons abattue. Il faut l'annexer à l'Allemagne. Ce n'est pas pour le plaisir d'octroyer à cette racaille l'honneur d'appartenir à l'Empire allemand ! Mais nous pouvons nous

servir de la Belgique comme d'un poing fermé sous le nez de la perfide Albion.

De la « Zukunft », sous la signature de son rédacteur en chef, Max. Harden :

Renonçons à nos misérables efforts pour excuser l'action de l'Allemagne, cessons de déverser de méprisables injures sur l'ennemi. Ce n'est pas contre notre volonté que nous nous sommes jetés dans cette aventure gigantesque. Elle ne nous a pas été imposée par surprise. Nous l'avons voulue ; nous devions la vouloir. Nous ne comparaissons pas devant le tribunal de l'Europe ; nous ne reconnaissons pas semblable juridiction.

Notre force créera une loi nouvelle en Europe. C'est l'Allemagne qui frappe. Quand elle aura conquis de nouveaux domaines pour son génie, alors les prêtres de tous les dieux vanteront la guerre bénie. Nous sommes au début d'une lutte dont personne ne peut prévoir la marche ni la durée et dans laquelle, jusqu'à présent, aucun des adversaires n'a été écrasé.

L'Allemagne ne fait pas cette guerre pour punir des coupables ou pour libérer des peuples opprimés et se reposer ensuite dans la con-

science de sa magnanimité désintéressée. Elle le fait en raison de la conviction immuable que ses œuvres lui donnent droit à plus de place dans le monde et à de plus larges débouchés pour son activité.

L'Espagne et les Pays-Bas, la France et l'Angleterre ont saisi, colonisé de grands territoires, les plus fertiles du monde. L'heure de l'Allemagne a maintenant sonné, et elle doit prendre sa place de puissance dirigeante dans le monde.

. . . . . .

Quel territoire l'Allemagne pourrait-elle prendre à la France et à la Russie qui pût être un bénéfice particulier pour le peuple allemand ? Non, ce que l'Allemagne veut, ce ne sont pas des provinces françaises, polonaises, ruthènes, lithuaniennes, ce ne sont pas des milliards d'indemnité. Son but est de hisser le pavillon de tempête de l'Empire sur les rives de l'étroit canal qui est à la porte de l'Atlantique.

. . . . . .

Voyons, l'Allemagne est-elle forte ? Oui. Que nous chantez-vous donc là, professeurs en lunettes et théologiens en pantoufles ? Est-ce que le droit existe ? Est-ce que les nobles idées valent quelque chose ? Quelles chimères allez-vous défendre ? Un principe seul compte, un seul, qui résume et qui contient tous les autres : la force. Réclamez-vous d'elle, et nargue aux billevesées !

La force, voilà qui sonne haut et clair, voilà qui a du style et de l'allure. La force : un poing, c'est tout !

. . . . . .

Pour la vieille Rome malade à mort, les Germains qui creusaient sa fosse étaient des barbares. Votre civilisation, compères ! n'envoie pas de bonnes odeurs. Habituez-vous à l'idée qu'en terre allemande vivent des barbares et des guerriers qui n'ont pas le temps de conter sornettes. Quand Tanger et Toulon, Anvers et Calais seront assujettis à la Barbarique Puissance, alors nous converserons quelquefois gracieusement avec vous.

De Walter Bloem, dans la « Kölnische Zeitung » du 10 février 1915 :

Ce genre de guerre affreux était le seul auquel notre armée n'était pas préparée. L'interminable et minutieuse instruction, le dressage par lequel nous avions formé nos officiers et nos hommes, en vue de toutes les éventualités imaginables des hostilités, n'avaient pas considéré ce cas-là, n'y avaient pas pourvu.

Ce que doivent être dans une semblable occurrence, le droit et le devoir du soldat, personne ne l'avait établi ; aucun principe

constant ne fixait l'attitude du chef et de la troupe. Il devait en résulter une image chaotique. L'instinct de chaque chef, de chaque troupe, de chaque homme devait décider en dernier ressort.

. . . . . .

Nous avons tous adopté pour principe que, pour la faute d'un seul, la collectivité entière à laquelle il appartient doit expier. Le village d'où les habitants ont tiré sur nos troupes sera incendié. Si le coupable n'est pas découvert, quelques représentants seront choisis dans la population, qui seront exécutés en vertu de la loi martiale... Les innocents doivent expier avec les coupables, et si ceux-ci ne peuvent être désignés, les innocents doivent payer à leur place, non pas parce qu'un crime a été commis, mais pour qu'un crime ne soit plus commis dans la suite. Chaque fois qu'un village est incendié, que des otages sont exécutés, que les habitants d'une commune sont décimés où on aura pris les armes contre les troupes envahissantes, ce sont là des avertissements pour le pays non occupé. Il n'en faut pas douter : c'est comme avertissements qu'ont agi les incendies de Battice, Herve, Louvain, Dinant. La mise à feu, le sang versé des premiers jours de guerre a détourné les grandes villes belges d'attenter contre les faibles con-

tingents avec lesquels nous avons pu les occuper.

. . . . . .

La guerre n'est pas un jeu de société. La guerre est un feu d'enfer. Celui qui, « sans y être appelé », y met le doigt, s'y brûle la main, l'âme, la vie. C'est le sort qui est échu à ce pauvre peuple belge, aveuglé et abusé.

Du député Erzberger, l'un des leaders du parti du Centre allemand, dans le « Tag » :

. . . . . .

La guerre doit être un instrument dur et rude. *Elle doit être aussi impitoyable que possible.* C'est là, d'ailleurs, un principe de « plus grande humanité ». Si l'on trouvait le moyen d'anéantir Londres tout entier, ce serait plus humain que de laisser « saigner » un seul Allemand sur le champ de bataille, attendu qu'un moyen aussi radical amènerait une prompte paix.

. . . . . .

C'est pourquoi l'Allemagne est autorisée à user de tous les moyens de guerre existants pour abattre son adversaire. Qu'on fasse donc marcher à fond les sous-marins allemands ! Que nuit et jour ces monstres, qui sont maîtres sous

les eaux, inquiètent le commerce et la navigation britanniques! Lorsque l'Allemagne aura décrété le blocus effectif de l'Angleterre, tout navire marchand anglais devra être impitoyablement coulé.

Puisque nous sommes maîtres sous les mers — sinon sur les mers — affirmons hautement cette supériorité. Et que nos dirigeables et que nos aéroplanes agissent de concert avec nos sous-marins pour frapper, sans répit, notre perfide ennemie! L'Angleterre nous a pris quatre cents navires marchands. Notre réponse doit être : pour chacun de ces navires volés, une ville ou un village anglais seront détruits. Semons, à l'aide de nos dirigeables, la terreur et la mort parmi les populations britanniques. Tous les moyens doivent nous être bons, et si même nous possédions le secret de déverser une pluie de feu sur le sol anglais, pourquoi ne nous en servirions-nous pas?

Mieux vaut que l'Angleterre et ses dignes alliés nous appellent les « barbares »; tout vaut mieux que la compassion que nos ennemis pourraient éprouver pour nous, au cas où nous serions vaincus.

Du professeur von Seyden, dans la « Frankfurter Zeitung » :

On ne saurait admettre un seul instant que des relations amicales puissent jamais être rétablies avec les Anglais, ces ennemis acharnés de l'Allemagne.

Les Anglais se sont placés en dehors de l'humanité [1]. Ils ont déployé la bannière de la brutalité et du crime. Ce sont des barbares dans toute la force du terme et ils ne peuvent, par suite, être admis dans la société des Allemands civilisés.

Lorsque la paix sera rétablie, aucun Allemand qui se respecte ne pourra jamais consentir à demeurer dans aucune pièce où se trouverait un Anglais. Il ne saurait y avoir de compromis sur ce point. Nous devons jurer une vendetta nationale contre les Anglais et ne jamais nous reposer, ne jamais cesser nos préparatifs pour une autre guerre, ne négliger aucun effort jusqu'à ce que nous ayons détruit pour l'éternité la moindre trace de la puissance anglaise.

Les Russes devront être boycottés presque au même degré. Ils partagent avec les Anglais abhorrés la responsabilité de cette guerre. Ils

---

(1) Voir le discours du chancelier von Caprivi, page 24.

sont du complot visant à miner la puissance allemande et à détruire la culture allemande. Ce sont les barbares de l'est tout comme les Anglais sont les barbares de l'ouest. Il faut que tout Russe soit banni d'une société policée.

A l'égard des Français nous ne ressentons peut-être pas la même haine violente, mais ils doivent avoir leur part du mépris que nous font éprouver leurs alliés, les Anglais et les Russes. Tout Français doit donc être exilé aussi des cercles où se meuvent des hommes et des femmes respectables.

Il y a enfin les nations neutres. La plupart manifestent leur sympathie pour les Anglais, les Russes et les Français et nourrissent des sentiments hostiles à l'égard des Allemands. Nous n'avons pas besoin d'elles, soit pour notre bonheur moral, soit pour notre prospérité matérielle. Que les citoyens de ces nations soient également bannis de nos foyers, qu'ils sachent que nous les méprisons !

L'Allemagne doit et veut rester seule. Les Allemands sont le peuple élu de la terre. Ils accompliront leur destinée qui est de gouverner le monde et de diriger les autres nations pour le bonheur de l'humanité.

QUELQUES YEUX COMMENCENT A S'OUVRIR

Annonce parue dans le « Journal de la Librairie allemande » du 16 février 1915 :

L'idée de l'empire du monde, l'impérialisme dans le sens propre du mot, n'est pas née sur le sol allemand ; elle y a été importée. La préconiser s'appelle exercer une trahison contre la substance la plus intime de l'esprit allemand.

Conseiller intime Fr. von Liszt.

Il est hors de doute que la cause décisive de la plus terrible guerre que le monde ait jamais vue, est l'impérialisme, qui dans tous les grands États européens est devenu l'ambition courante. En Allemagne il a trouvé en P. Rohrbach, dont le livre, *L'idée allemande dans le monde,* est très répandu, un zélé représentant.

En concordance avec son titre, l'auteur démontre que l'idée impériale a son origine en Angleterre et qu'elle prendra un jour une cruelle revanche contre ce pays.

Le but de ce livre est de dissuader le peuple allemand de s'engager dans la voie de cette politique anglaise. Il montre en même temps comment l'Allemagne, par une action pacifique à l'intérieur, peut assurer son propre progrès et la paix générale.

Il n'est pas de question qui par son importance puisse se mesurer avec celle de l'impérialisme, car elle découvre l'origine de la guerre actuelle et le germe des guerres de l'avenir.

De Klara Zetkin, dans le journal « Die Gleichheit », 27 novembre 1914 (édition saisie par la police) :

Plus la guerre dure, et plus tombent les masques. Elle apparaît nue, dans sa laideur, comme une guerre de conquête capitaliste et de domination mondiale.

LA PROTESTATION DE KARL LIEBKNECHT (1)

Extrait du journal socialiste suisse « Berner Tagwacht » :

Voici le texte intégral de la protestation de Karl Liebknecht contre le vote des crédits au Reichstag. Cette protestation n'a pas été lue. Le président ne l'a pas voulu, sous prétexte que cette lecture eût entraîné un rappel à l'ordre. La protestation a été communiquée aux journaux allemands. Aucun ne l'a publiée. Le 4 août, quatorze membres s'étaient, au

(1) Reproduit par l'*Humanité* du 12 décembre 1914.

sein du groupe socialiste parlementaire allemand, prononcés contre les crédits. Le 2 décembre, dix-sept se sont prononcés dans le même sens, mais seul Karl Liebknecht, cette fois-ci, publiquement a voté contre.

Je motive ainsi qu'il suit mon vote sur le projet qui nous est soumis aujourd'hui.

Cette guerre, qu'aucun des peuples intéressés n'a voulue, n'a pas éclaté en vue du bien-être du peuple allemand ou de tout autre peuple. Il s'agit d'une guerre impérialiste, d'une guerre pour la domination politique de contrées importantes où pourrait s'installer le capital industriel et bancaire. Au point de vue de la surenchère des armements, c'est une guerre préventive provoquée solidairement par le parti de guerre allemand et autrichien dans l'obscurité du demi-absolutisme et de la diplomatie secrète.

C'est aussi une entreprise de caractère bonapartiste tendant à démoraliser, à détruire le mouvement ouvrier grandissant. C'est ce qu'ont démontré, avec une clarté sans cesse accrue et malgré une cynique mise en scène destinée à égarer les esprits, les événements des derniers mois.

Le mot d'ordre allemand : « Contre le tsarisme », tout comme le mot d'ordre anglais et français : « Contre le militarisme », a servi de moyen pour mettre en mouvement les instincts

les plus nobles, les traditions et les espérances révolutionnaires du peuple au profit de la haine entre les peuples. Complice du tsarisme, l'Allemagne, jusqu'à présent pays modèle de la réaction politique, n'a aucune qualité pour jouer le rôle de libératrice des peuples.

La libération du peuple russe comme du peuple allemand doit être l'œuvre de ces peuples eux-mêmes.

Cette guerre n'est pas une guerre défensive pour l'Allemagne. Son caractère historique et la succession des événements nous interdisent de nous fier à un gouvernement capitaliste quand il déclare que c'est pour la défense de la Patrie qu'il demande les crédits.

Une paix rapide et qui n'humilie personne, une paix sans conquêtes, voilà ce qu'il faut exiger. Tous les efforts dirigés dans ce sens doivent être bien accueillis. Seule, l'affirmation continue et simultanée de cette volonté, dans tous les pays belligérants, pourra arrêter le sanglant massacre avant l'épuisement complet de tous les peuples intéressés.

Seule, une paix basée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière et sur la liberté de tous les peuples peut être une paix durable. C'est dans ce sens que les prolétariats de tous les pays doivent fournir, même au cours de cette guerre, un effort socialiste pour la paix.

Je consens aux crédits en tant qu'ils sont demandés pour les travaux capables de pallier à la misère existante, bien que je les trouve notoirement insuffisants.

J'approuve également tout ce qui est fait en faveur du sort si rude de nos frères sur les champs de bataille, en faveur des blessés et des malades pour lesquels j'éprouve la plus ardente compassion. Dans ce domaine encore, rien de ce que l'on pourra demander ne sera de trop à mes yeux.

Mais ma protestation va à la guerre, à ceux qui en sont responsables, à ceux qui la dirigent; elle va à la politique capitaliste qui lui donna naissance; elle est dirigée contre les fins capitalistes qu'elle poursuit, contre les plans d'annexion, contre la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, contre la dictature militaire, contre l'oubli complet des devoirs sociaux et politiques dont se rendent coupables, aujourd'hui encore, le Gouvernement et les classes dominantes.

Et c'est pourquoi je repousse les crédits militaires demandés.

Berlin, le 2 décembre 1914.

Karl Liebknecht.

MANIFESTE DE SOCIALISTES DISSIDENTS (1)

Chers Camarades,

A la veille du jour de l'an qui s'ouvre sur des scènes de crimes odieuses et inhumaines, sans précédent même dans les annales des massacres perpétrés par les infâmes complices de notre nation à Constantinople, nous faisons appel à nos frères du continent européen et des États-Unis d'Amérique, pour qu'ils ne s'abritent pas derrière un paravent de neutralité.

Nous sommes face à face avec les ennemis de l'humanité. La nation allemande, poussée dans une guerre malfaisante par le Kaiser et son entourage militaire, bernée au Reichstag par des hommes d'État parjures et par de fausses informations répandues dans tous les États, en vue de tromper nos compatriotes, s'est précipitée étourdiment, un bandeau sur les yeux, contre des forces qui, soutenues par des considérations morales indiscutables, ne manifestent aucun signe de faiblesse dans leur détermination de chasser de Belgique des troupes qui ont couvert leurs habitations de sang et blessé d'une manière irréparable une nation innocente que nos dirigeants avaient fait le serment de protéger.

---

(1) Citation du *Morning Post*.

Nous vous demandons de vous souvenir que le territoire d'aucun État allemand n'a été menacé par les alliés, qui sont en train de défendre légitimement et avec honneur les pleins droits des Belges si cruellement traités.

Camarades Travailleurs,

Pouvez-vous demeurer plus longtemps spectateurs inactifs et silencieux de ces crimes inouïs? Resterez-vous toujours muets devant ces scènes atroces de carnage dont les Flandres, le Brabant, l'Alsace, la Lorraine sont le théâtre? Ne croyez-vous pas que par ces mutilations et ces boucheries de victimes innocentes : vieillards sans armes, femmes, enfants, bébés au sein, que le Kaiser a couvert notre nation d'une honte ineffaçable, et que la rançon de la guerre consiste dans le sacrifice d'existences précieuses de travailleurs, de salariés, dans une campagne infernale et barbare en ses méthodes, sur terre et sur mer?

Déjà, en cinq mois, nos foyers, notre commerce, nos entreprises sont ruinés pour au moins cinquante ans, et, si la guerre continue, les pertes de vies et le désastre économique frapperont notre patrie pour un siècle. Nous savons, par les renseignements authentiques qui nous parviennent, que la force est impuissante à restreindre les protestations énergiques d'une démocratie

abusée et indignée, souffrant actuellement de privations et accumulant les griefs, et nous faisons l'appel le plus pressant à tous les camarades soucieux de la sauvegarde des engagements internationaux, pour qu'ils fassent tous les efforts pour écraser et balayer à jamais d'Allemagne la domination du militarisme prussien qui, par sa conspiration contre l'humanité, a déshonoré et couvert de honte notre nation aux yeux du monde civilisé.

Karl Bernstein, Jacob Mamdisdorf,
Emil Gott, Conrad Schwabe,
Gustav Ochs, Ernst Schuster,
Franz Gausen, Albrecht Zettel.

CHAPITRE VI

PAROLES DE POÈTES

> Les Prussiens ?... la nature les a faits bêtes, la science les a rendus méchants.
>
> HENRI HEINE.

> Les dieux eux-mêmes combattent vainement contre la bêtise.
>
> SCHILLER.

LE CHANT DE LA HAINE

Par Heinrich VIERORDT.

« Hais, Allemagne ! »

Il fut un temps où les hordes d'un souverain mongol nous envahissaient dans un grand bruit d'épées ; et l'on fit au souverain un piédestal pour son trône, en accumulant les crânes des guerriers germains.

Il fut un temps où les bandes de la Révolution française s'avançaient de l'Ouest pour nous attaquer ; la moquerie gauloise les accompagnait et la main des pillards brandissait la torche incendiaire au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité.

Il fut un temps où les armées des Normands du Nord nous envahissaient en semant par tout le pays la mort, l'incendie et l'épouvante ; ils remontaient les fleuves, la nuit, au clair de lune, pour courir à la bataille comme des dragons sortis de la mer.

Et maintenant tous t'attaquent en même temps comme des vautours cherchant le pillage ; ils t'assaillent à trois comme des brigands, ma pauvre Allemagne, si calme sous tes grands sapins, le Gaulois phraseur, l'Anglais voleur, le Russe barbare. O mon Allemagne, il faut graver dans ton âme une haine profonde et ineffaçable ;

cette haine t'a manqué longtemps, très longtemps. Cela crie vengeance, revanche, fureur; étouffe en toi tout sentiment humain et cours à la bataille.

O Allemagne, hais! Égorge tes millions d'adversaires et édifie un monument de cadavres fumants qui monte jusqu'aux nuages.

O Allemagne, hais maintenant! Cuirasse-toi d'airain et perce de ta baïonnette le cœur de chaque ennemi; pas de prisonniers! rends-les tous muets; transforme en déserts les pays voisins.

O Allemagne, hais! Le salut viendra de ta colère; enfonce leurs crânes à coups de crosse ou de hache; ces brigands sont des bêtes fauves, ce ne sont pas des hommes; que ton poing exécute le jugement de Dieu.

O Allemagne, le moment est venu de haïr! Et frappe et pousse ferme! Bataillons, batteries, escadres, tous en avant! Après tu te dresseras sur les ruines du monde, guérie pour toujours de ton ancienne folie, de ton amour pour l'étranger.

Le quotidien suisse-allemand *Basler Nachrichten,* reproduisant un extrait de ce factum, émit l'avis que l'auteur avait perdu tout sentiment humain.

M. Vierordt adressa alors à ce journal la lettre ouverte ci-après (*Basler Nachrichten,* n° 493, 15 octobre 1914) :

Karlsruhe, automne 1914.

Messieurs,

Il y a peu de temps, j'ai publié une poésie intitulée : « Allemagne, hais! » Cette poésie a fait un certain tapage en Allemagne et à l'étranger. J'y avais ajouté amicalement et libéralement la remarque : reproduction autorisée, et je supposais tout naturellement que ceux qui en feraient usage auraient assez de tact littéraire et artistique pour reproduire la poésie complète.

Mais vous, Messieurs, et après vous toute une série de journaux, vous en avez extrait deux strophes et vous les avez reproduites avec commentaire. Je suis fâché d'avoir à employer une très vilaine expression :

« Vous avez agi comme des voleurs qui forcent les tiroirs et qui en sortent ce qui leur convient, en laissant le reste par terre. »

Si vous supprimez certains passages de ma poésie, vous risquez d'en fausser complètement le sens. *Vous agissez exactement à la façon d'un vandale qui briserait sans nécessité bras et jambes à une statuette, ou démolirait une cathédrale à coups de canon. Cela vous semble comique! Mais qu'il s'agisse d'une œuvre architecturale ou littéraire, c'est la même chose.* Une poésie de forme parfaite est une œuvre d'art architecturale, elle aussi, et, *seuls, les doigts malhabiles d'un amateur osent la défigurer.*

Certains vers séparés de l'ensemble de mon œuvre font un effet quelque peu brutal ; il en est ainsi pour les deux strophes citées par vous dans l'article où vous me comparez, moi, prétendu incendiaire, à un autre Allemand défenseur de Louvain, et vous avez le front de prétendre que nos deux mentalités sont séparées par plusieurs siècles.

Au reste, pour intervenir en faveur des œuvres d'art de Louvain, il n'est pas nécessaire d'être

bien particulièrement courageux. La voix plastique et pittoresque de la poésie qui, seule, a le pouvoir d'interpréter les idées fortes et de les exprimer comme à coups de marteau, est différente de la simple prose descriptive. En poésie, je ne puis indiquer les exceptions à faire, les monuments à épargner, comme ferait Bædeker. Moi-même je suis — cela dit en passant — un des plus grands amateurs d'art de l'Allemagne. Au cours de nombreux pèlerinages esthétiques, j'ai éprouvé les plus grandes jouissances à visiter presque toutes les cathédrales et tous les hôtels de ville de France et de Belgique. Mais mon amour de l'art n'est pas de nature à me faire oublier le reste. S'il s'agissait de procurer la victoire à mon pays, je détruirais de sang-froid toutes les cathédrales et tous les hôtels de ville de la terre. De même, en écrivant ma poésie, je n'ai pas le moins du monde — comme vous l'observez finement — perdu tout sentiment humain. Bien au contraire. Si le trésor de la langue allemande contenait des expressions de haine et de colère encore mille fois plus fortes, je les aurais lancées à la face du monde. Existât-il une chose encore mille fois pire que la mort, je la souhaiterais aux ennemis maudits de ma patrie !

Vous, honorable Monsieur, vous êtes d'un pays neutre, vous ne pourrez jamais vous mettre dans la peau d'un Allemand excité au dernier

point par l'attaque perfide de l'Europe contre l'Allemagne. C'est pourquoi je n'ai pas le courage de vous en vouloir. Mais je dois m'élever avec grande colère contre les journaux allemands qui n'ont pas cité ma poésie *en entier*. Ces vers isolés qu'on me reproche trop violents sont extraits d'un hymne enflammé à la gloire de notre défense contre l'ennemi perfide. Et dire que pas un de ces tristes copistes n'a eu l'air de s'en douter !

Les derniers vers :

Après tu te dresseras sur les ruines du monde,
Guérie pour toujours de ton ancienne folie,
De ton amour pour l'étranger

répondent à un désir éprouvé depuis longtemps par tout véritable Allemand. Les pires moyens sont bons pour atteindre ce but. Voilà la quintessence de ma poésie, le sens profond de cette œuvre poétique basée sur l'histoire !

Et que dirai-je de ce pasteur wurtembergeois qui a osé contrecarrer mes vues en écrivant sur mon œuvre un article sottement intitulé : « Graine de monstre ! », qui ose me traiter de poète dont la langue s'est allumée au feu de l'enfer ? Moi, l'un des poètes les plus patriotes et *les plus religieux de notre pays !*

Et mieux encore, il souhaite qu'on ne me laisse pas plus longtemps proclamer ma rage en public, et il atteint au comble du ridicule en prévenant

ses ouailles qu'il faudra faire pénitence, sous peine de voir Dieu, outragé, punir son peuple !

Il paraîtrait donc que je suis un monstre aux yeux de ce monsieur. Je ne m'en doutais pas. Merci du renseignement.

Ce pasteur et ses collègues de l'Allemagne du Nord n'ont pas même pris la peine d'aller aux sources et de lire la poésie en entier. Ou sinon ils n'auraient pas *cité votre journal suisse, mais bien un vrai journal,* un journal allemand.

Celui qui se met en colère sans aller au fond des choses n'est qu'un esprit *superficiel !*

Quoi qu'il en soit, je répondrai simplement ceci à ceux qui me trouvent trop violent :

C'est Dieu qui m'a poussé, qui m'a ordonné d'écrire cette œuvre avec des mots vigoureux ! Il y a encore un Dieu de la force, de l'orgueil, qui prend plaisir à voir le Michel allemand enfin réveillé ; mais tu as encore besoin d'être éperonné, Michel !... Ce Dieu-là a élu son peuple allemand pour en faire un instrument de destruction, pour le lancer contre un autre peuple toujours excité qui ne veut pas nous laisser vivre et travailler en paix, et dont la folle ambition se montre barbare en amenant contre nous des peuples barbares. Quand il s'agit de combattre ces ennemis, ces Kabyles, ces Marocains, ces Indous, ces Cosaques, alors plus de loi de la guerre. *Un seul moyen : tuez, tuez, tuez-les tous !*

Notre grand poète Heinrich von Kleist écrivait déjà : *Tuez-les, le tribunal du monde ne vous demandera pas vos raisons.*

Oui, il y a un Dieu qui aime l'attaque sauvage et qui, en sa qualité de créateur de l'univers, aime aussi les paroles qui frappent dur. Ce Dieu-là, les appels puissants lui sont plus agréables que des gémissements de vieilles femmes.

. . . . . .

CHANT DE HAINE CONTRE L'ANGLETERRE

Que nous importent Russes et Français,
Balle pour balle, coup pour coup !
Nous ne les aimons pas,
Nous ne les haïssons pas.
Nous défendons la Vistule et les cols des Vosges !
Nous n'avons qu'une seule haine
Nous sommes unis dans notre amitié, unis dans la haine,
Nous n'avons qu'un seul ennemi.

Car tous vous savez, car tous vous savez,
Qu'il est à l'affût derrière le flot gris,
Plein d'envie, de rage, de finesse et de ruse ?
Séparé par des eaux plus épaisses que le sang.
Nous allons tenir un congrès
Pour y prêter un serment, les yeux dans les yeux.
Un serment d'airain, qu'aucun souffle n'efface
Un serment pour nos fils et les fils de nos fils ;
Entendez cette parole, répétez cette parole,
Qu'elle porte à travers toute l'Allemagne :
« Nous n'abandonnerons rien de notre haine,

« Nous n'avons qu'une seule haine
« Nous sommes unis dans notre amitié, unis dans la [haine,
« Nous n'avons qu'un seul ennemi :
L'Angleterre. »

Prends de la terre les peuples à ta solde
Élève des remparts de lingots d'or,
Couvre les flots de navires sans nombre
Tu calculas prudemment, mais pas assez cependant.
Que nous importent Russes et Français.
Balle pour balle, coup pour coup !
Nous menons le combat par le bronze et l'acier,
Et conclurons bien une fois la paix en quelque lieu,
Mais toi, nous te haïrons d'une haine éternelle
Nous n'abandonnerons rien de notre haine,
Haine sur mer, haine sur terre,
Haine du cerveau, haine de la main,
Haine des masses, haine des couronnes,
Haine sacrée de soixante-dix millions d'hommes
Qui aiment et haïssent ensemble.
Tous n'ont qu'un seul ennemi :
L'Angleterre.

ERNST LISSAUER.

LA CROIX DE FER

Nous avons à porter une croix, — Une croix dure comme le fer, — Si lourde qu'aucune épaule n'est assez forte, — Qu'aucun fardeau n'est si accablant.

Cette croix, c'est le cruel danger — Que courent l'existence et la vie de l'Allemagne ; — Un monde en armes menace de lui tisser — Sa chemise mortuaire.

Nous la porterons, si lourde soit-elle, — Si durement qu'elle nous pèse, — Et plutôt que de nous laisser étouffer par lui, — Nous réduirons le monde en bouillie.

Nos héros, nous les décorons — D'une croix de fer. — Ainsi se paraient nos vaillants ancêtres — Des temps héroïques.

EN CAMPAGNE

En avant, guerriers allemands, — Pour la sanglante bataille ! — L'épouvante allemande vous précède, — Vous avez, pour vous, le bon droit.

Ils ont voulu nous fouler aux pieds, — Parce qu'ils étaient plus nombreux. — Apprenez-leur à prier Dieu, — Pour les punir de leur bassesse.

Faites-les mettre à genoux, — Battez-les comme plâtre. — Et qu'une floraison de stries sanglantes — Suivent les coups qu'ils reçoivent !

Les Russes et les Français, — La canaille belge, — Les maigres rejetons de la vieille Angleterre, — Faites-leur suer le sang !

Que l'épouvante allemande les paralyse pour toujours, — Et que, tel des chiens, — Ils lèchent le poing qui les aura domptés !

En avant, guerriers allemands, — Pour la sanglante bataille ! — L'épouvante allemande vous précède, — Vous avez, pour vous, le bon droit !

CHAPITRE VII

PAROLES D'ÉCRIVAINS MILITAIRES

> Toute idée de philanthropie à la guerre est une erreur pernicieuse; celui qui emploie la force physique dans toute son étendue, sans épargner le sang, acquerra toujours la prépondérance sur l'adversaire qui n'agirait pas de même, et il lui dictera la loi.
>
> CLAUSEWITZ.

Du général von Clausewitz :

N'oublions pas la tâche civilisatrice qui nous incombe aux termes des décrets de la Providence. De même que la Prusse a été fatalement le noyau de l'Allemagne (*Kern Deutschlands*), de même l'Allemagne régénérée sera le noyau du futur empire d'Occident.

Et afin que nul n'en ignore, nous proclamons, dès à présent, que notre nation continentale a droit à la mer, non seulement à la mer du Nord, mais encore à la Méditerranée et à l'Atlantique. Nous absorberons donc, l'une après l'autre, toutes les provinces qui avoisinent la Prusse, nous nous annexerons successivement le Dane-

mark, la Hollande, la Belgique, la Franche-Comté, le nord de la Suisse, la Livonie, puis Trieste et Venise; enfin le nord de la région gauloise, de la Somme à la Loire.

. . . . . .

La guerre est un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à accomplir notre volonté... Dans l'emploi de cette violence il n'y a pas de limites... Tant que je n'ai pas abattu l'adversaire, il me faut craindre d'être abattu par lui... Si nous voulons abattre l'adversaire, il nous faut proportionner notre effort à sa résistance. Il nous faut augmenter nos efforts jusqu'à ce qu'ils maîtrisent l'ennemi, et les faire aussi grands que possible. Mais l'adversaire en fait autant, il s'ensuit une intensification des deux côtés qui tend d'elle-même à l'absolu.

. . . . . .

Quiconque se sert de la force, sans égard aucun, et sans épargner le sang, a tôt ou tard la prépondérance, si l'ennemi ne procède pas comme lui-même. On ne saurait introduire dans la philosophie de la guerre un principe de modération, sans commettre une absurdité.

. . . . . .

Il faut diriger nos entreprises, surtout vers des objectifs qui seront de nature à augmenter les dommages infligés à l'ennemi.

La première de ces méthodes est l'invasion

des provinces ennemies, non pas avec l'intention de les garder, mais pour y lever des contributions de guerre, voire simplement pour les dévaster.

. . . . . .

Le droit de réquisition n'a pas d'autres limites que l'épuisement, l'appauvrissement et la destruction du pays.

. . . . . .

La guerre ne connaît qu'un moyen : la force. Il n'en est pas d'autre ; c'est la destruction, les blessures, la mort, et cet emploi de la force brutale est de règle absolue. Quant à ce droit des gens, dont tous les avocats ont la bouche pleine, il n'impose au but et au droit de la guerre que des restrictions insignifiantes, autant dire nulles.

Du général Bronsart von Schellendorf, ancien ministre de la Guerre prussien :

Le style du vieux Clausewitz est bien mou. C'était un poète qui mettait dans son encrier de l'eau de rose. Or, ce n'est qu'avec du sang qu'il faut écrire sur les choses de la guerre. Elle sera d'ailleurs atroce, la prochaine guerre ! Entre l'Allemagne et la France, il ne peut s'agir que d'un duel à mort. *To be or not to be,* telle est la question qui sera posée et ne se résoudra que par la ruine de l'un des deux antagonistes.

. . . . . .

Nous annexerons le Danemark, la Hollande, la Belgique, la Suisse, la Livonie, Trieste et Venise, et le nord de la France, de la Somme à la Loire. Ce programme que nous exposons sans peur n'est pas l'œuvre d'un fou ; cet empire que nous voulons fonder ne sera pas une utopie : nous avons dès maintenant en mains les moyens de réalisation.

Du grand État-major allemand, dans les « Lois de la guerre continentale » :

Le principe de faire la guerre aux États et non aux particuliers est aujourd'hui incontesté :

Le vainqueur n'est pas fondé à se couvrir des frais de guerre, même si celle-ci lui est imposée par l'adversaire, au moyen d'empiétements sur la propriété privée (1).

. . . . . .

La plus extrême nécessité, le devoir de conservation personnelle et la sécurité de l'État, peuvent seuls justifier le meurtre des prisonniers.

. . . . . .

Moyen rigoureux (2) et cruel, qui mettait en

---

(1) Citation de la *Revue de Paris*, 15 janvier 1915. Ch. ANDLER, *La Doctrine allemande de la guerre*.

(2) Otages civils placés devant les troupes.

sérieux danger la vie d'habitants pacifiques, sans qu'il y eût faute de leur part. Aussi toute la doctrine non allemande l'a dénoncé comme une infraction au droit des gens... Il faut répondre à ces appréciations défavorables que ce moyen dans les circonstances données était le seul dont on pût attendre quelque effet... Il se justifie par le fait qu'il a obtenu un plein succès...

. . . . . .

C'est en creusant l'histoire des guerres que l'officier se défendra contre les idées humanitaires exagérées et qu'il se rendra compte que la guerre comporte forcément une certaine rigueur; et, bien plus, que la seule véritable humanité réside souvent dans l'emploi dépourvu de ménagements de ces sévérités.

. . . . . .

Peut être employé tout moyen de guerre sans lequel le but de la guerre ne pourrait être atteint... Il résulte de ces principes généraux qu'il n'est apporté au libre arbitre et à la volonté du commandement que des limites fort vagues.

Du général von Blume, dans « Vom Kriege » (1) :

Les traités que les belligérants ont conclus

(1) Citations de la *Revue de Paris*, 15 janvier 1914.

entre eux perdent leur valeur juridiquement astreignante, dès que la guerre a éclaté.

. . . . . .

Il n'y a pour l'emploi des moyens violents à la guerre d'autres limites que celles tracées par les considérations d'utilités et par le droit des gens, c'est-à-dire par des considérations généralement reconnues de moralité et d'humanité.

Du général von Hartmann (1) :

Sévir contre des hommes désarmés est un crime.

. . . . . .

Le meurtre et les mauvais traitements, le vol et le pillage, demeurent des crimes à la guerre comme dans la paix. Mais en fait, il ne sera pas toujours possible de distinguer s'il y a crime ou acte licite.

. . . . . .

Plus la nation elle-même, dans sa totalité, est reconnue comme prenant part à la guerre, et est effectivement appelée à y contribuer, plus ses moyens de guerre sont compréhensifs, riches et variés... Ce sont des moyens personnels et des moyens matériels...

---

(1) Reproduit par la *Revue de Paris*.

Le système des réquisitions dépasse infiniment le simple droit de recueillir des approvisionnements dans le pays où a été portée la guerre ; il implique l'exploitation intégrale de ce pays, en toute matière, et quelle que soit l'aide que l'on puisse s'en promettre pour l'armée d'opération, soit pour faciliter et faire progresser son action, soit pour la faire durer et pour en assurer la sécurité.

On affirme par là, notamment, que les nécessités militaires n'ont à établir aucune distinction entre la propriété publique et la propriété privée, et qu'elle revendique le droit de prendre ce qu'il faut partout, et de quelque façon qu'elle puisse se l'approprier.

. . . . . .

La détresse, la misère profonde de la guerre ne doivent pas être épargnées à l'État ennemi. Il faut que le fardeau soit et demeure écrasant. La nécessité de l'imposer résulte de l'idée même de la guerre nationale...

Que des particuliers soient atteints durement, quand on fait sur eux un exemple destiné à servir d'avertissement, cela est assurément déplorable pour eux. Mais, pour la collectivité, c'est un bienfait salutaire que cette sévérité qui s'est exercée contre des particuliers. Quand la guerre nationale a éclaté, le terrorisme devient un principe militairement nécessaire.

. . . . . .

Le combattant a besoin de passion... Tout effort militaire est personnel avant tout. Il suppose l'affirmation totale du caractère individuel. Il exige que le combattant qui fournit cet effort soit affranchi totalement des entraves d'une légalité gênante et de toutes parts oppressive... Violence et passion, voilà les deux leviers principaux de tout acte belliqueux et, disons-le sans crainte, de toute grandeur guerrière.

. . . . . .

La discipline d'une armée souffre gravement par le pillage, par les massacres et les incendies dont elle prend l'habitude.

. . . . . .

La liberté absolue de l'action militaire est, à la guerre, une condition indispensable du succès; voilà le principe que les milieux exclusivement militaires devront opposer à toute tentative d'entraver cette action par un droit de guerre international.

Une dureté et une rigueur apparentes se changent en leur contraire quand elles ont pu produire chez l'adversaire la résolution de demander la paix.

. . . . . .

Le réalisme militaire exige absolument, dans son intérêt exclusif, qu'on lui donne le pas sur toutes les exigences qu'un droit international

scientifiquement constitué pourrait désirer faire valoir... Toute restriction aux actes de guerre, une fois qu'on en est venu aux moyens militaires, conduit à affaiblir l'action d'ensemble du belligérant... **Le droit des gens devra se garder de paralyser l'action militaire en lui imposant des entraves...**

. . . . . .

La détresse et le dommage de l'ennemi sont les conditions nécessaires pour ployer et briser sa volonté. Dans l'efficacité de ces moyens réside leur indiscutable justification, dès qu'on peut atteindre par eux avec certitude une fin militaire exactement définie.

. . . . . .

Il s'agit d'équilibrer les nécessités militaires et les exigences de l'humanité. Tantôt les unes l'emporteront, tantôt les autres... Quand elles se trouveront en conflit toutefois, c'est toujours la pensée d'atteindre le but militaire qu'on s'est proposé qui décidera en dernier ressort.

Ce serait de gaieté de cœur s'adonner à une chimère que de méconnaître que la guerre du temps présent devra être conduite avec une rigueur plus dénuée de scrupules, avec plus de **violence et une violence plus générale que jamais dans le passé...** La guerre moderne emploie des moyens trop colossaux, en matériel et en personnel ; elle soumet à une trop violente épreuve

tout le bien-être national, et elle exige une main-mise trop absolue sur toute l'économie des États, pour ne pas exiger impérieusement, comme une conséquence inéluctable, l'usage sans restriction de toute la puissance armée qu'elle met en ligne.

Du général von Bernhardi (1) :

La guerre est un instrument de progrès, un régulateur dans la vie de l'humanité, un facteur indispensable de civilisation, une puissance créatrice.

Notre population est de 65 millions d'habitants et elle augmente de 1 million par an. Il est impossible que l'agriculture et l'industrie parviennent à procurer à cette masse humaine, sans cesse croissante, des moyens d'existence suffisants. Nous sommes donc acculés à la nécessité de déverser dans des colonies le trop-plein de notre population. Mais, si nous ne voulons pas augmenter la puissance de nos rivaux par le flot de nos émigrants, il nous faut prendre des terres nouvelles, dont nous avons besoin, aux États voisins, ou bien les acquérir d'accord avec eux.

Nous devons devenir une puissance coloniale.

---

(1) *Deutschland und der nächste Kriege.* Citation extraite de *La Belgique à jamais indépendante,* par le colonel Arthur Boucher, chapitre II (Berger-Levrault, éditeurs).

Ce que nous voulons, il nous faut l'obtenir par la force, même au risque d'une guerre.

A cet effet, le Deutschtum doit affirmer, avant tout, sa position de force au cœur de l'Europe et développer tous ses moyens d'action de manière à jeter dans la balance le poids entier d'une nation de 65 millions d'habitants.

C'est une erreur de penser qu'il ne faille jamais provoquer ou rechercher une guerre. Il ne faut pas voir, dans la guerre, les calamités physiques qu'elle entraîne, pas plus qu'il ne faut déplorer le mal que fait un chirurgien sans penser aux conséquences d'une haute portée qu'aura l'opération.

C'est à la diplomatie d'arranger les questions épineuses où la morale semble menacée.

. (1) . . . . . .

Le caractère général de la guerre dépendra donc d'ordinaire des circonstances politiques d'où elle est sortie. Quand il s'agit de vie ou de mort pour un peuple, il est naturel que ce peuple accomplisse les efforts les plus extrêmes « et conduise les opérations avec toute la dureté encore permise par les lois de l'humanité » (*Vom heutigen Kriege*). D'autres cas, au contraire, n'exigent pas plus qu'une démonstration hostile.

---

(1) *Vom heutigen Kriege.* Citation extraite des *Opinions allemandes sur la guerre moderne,* 3e fascicule, chapitre I, page 2; chapitre V, pages 50-51 (Berger-Levrault, éditeurs).

. . . . . .

Si on écarte toutes les circonstances politiques, on peut très bien imaginer une offensive allemande contre la France conduite de manière que l'aile nord des forces allemandes s'avance à travers la Hollande et la Belgique au moyen d'armées échelonnées en avant, l'extrême droite appuyée à la mer, tandis qu'au sud les Allemands éviteraient le choc en reculement de l'Alsace et de la Lorraine vers le nord-est et en abandonnant à l'ennemi l'Allemagne du Sud. La progression échelonnée de l'aile offensive allemande forcerait l'aile gauche des armées françaises à un grand changement de front, et cela placerait déjà celles-ci dans une situation défavorable. Mais à l'autre aile, les Français seraient également forcés d'exécuter un changement de front à gauche stratégique et de se placer ainsi dans une position défavorable par rapport à leur base.

Un succès des Allemands, en Belgique, les amènerait immédiatement sur Paris et sur les artères nourricières de l'armée française beaucoup plus tôt que celle-ci ne saurait remporter dans l'Allemagne du Sud des succès décisifs. En ce cas, la situation des troupes françaises ayant pénétré dans l'Allemagne du Sud deviendrait extrêmement critique, car elles verraient leur ligne de retraite gravement menacée.

L'armée allemande n'aurait pas à exécuter dans cette manœuvre de mouvements particulièrement compliqués ni difficiles.

. . . . . .

Le mouvement en avant de l'aile droite allemande devra s'effectuer en échelons d'armées partant du Rhin inférieur, l'armée de tête étant renforcée.

Du maréchal von der Goltz :

La première chose indispensable pour réaliser le but de la guerre est d'enlever à l'ennemi l'espoir de vaincre.

. . . . . .

Le but de la guerre est si important, il exerce une influence tellement durable sur les efforts que feront les peuples pour l'atteindre, qu'à cause de lui seul nous serions tentés d'assigner à la politique le premier rang parmi les conditions du succès. Cela ne diminue en rien l'importance de la guerre, cela n'amoindrit pas son indépendance, pourvu que le généralissime et l'homme d'État qui dirige les affaires soient tous deux bien convaincus qu'en tout état de cause la guerre sert le mieux la politique en amenant la défaite complète de l'ennemi.

. . . . . .

Celui qui peut soutenir longtemps une guerre

possède une sérieuse garantie du succès final. La possession de l'argent, il est vrai, n'entre pas seule en ligne de compte, mais bien aussi la plus ou moins grande facilité qu'on a d'en faire usage. Les États qui, en cas de guerre, gardent ouvertes les communications par mer, ont, pour user de leur crédit, des voies tout autres que ceux dont tous les ports seront immédiatement bloqués. **Ceux-là pourront, en outre, avoir recours à l'industrie étrangère pour l'armement et l'équipement de nouvelles armées...** La domination des mers contribue donc indirectement à fortifier un État, même si ses flottes ne sont pas en état de prêter un appui direct aux armées de terre.

Déclaration du général von Dithfurt au journal « Der Tag », de Berlin :

Je trouve bien peu digne de vouloir protéger nos troupes contre des accusations venant de l'intérieur ou du dehors. Pas plus qu'elles, nous n'avons à rendre compte au monde de nos responsabilités. Nous n'avons *rien* à justifier, *rien* à défendre, *rien* à excuser (1). Tout ce que nos troupes font pour vaincre l'ennemi, pour attacher la victoire à leurs drapeaux, tout cela est justifié

(1) Voir p. 108, art. 3.

ou doit être tenu pour justifié. Point n'est besoin de nous soucier le moins du monde des jugements de l'étranger, neutres ou non, et si tous les monuments qui séparent nos armées de l'ennemi devaient être réduits en poussière... nous aurons tout le temps de le déplorer une fois la paix signée.

Aujourd'hui, inutile de perdre un mot à ce sujet. Aujourd'hui, c'est Mars qui est le maître de nos destinées, et non pas l'Apollon Musagète. Le petit tertre qui recouvre le cadavre d'un de nos vaillants nous est plus sacré que toutes les cathédrales, tous les joyaux artistiques du monde entier, et si l'on nous traite de barbares, tant pis, nous nous en soucions fort peu, nous nous en moquons.

Tout au plus, devons-nous nous demander s'il ne serait pas plus indiqué pour nous de justifier cette qualification. Pourquoi ne rendrions-nous pas avec usure à l'ennemi le mal qu'il nous a fait ? Songeons aux pièges traîtreusement tendus à nos troupes par une population fanatisée, à la Prusse Orientale ravagée par les Russes, à nos blessés horriblement mutilés (1) ! Pourquoi ne pas rendre à l'ennemi la monnaie de sa pièce ?

On a prétendu que nous étions avides de guerres et de conquêtes. Ce n'était pas vrai (2),

(1) Voir p. 158, 159 et 160.
(2) Voir p. 52, 56, 59, 60, 93, 95, 102.

nous ne l'étions pas, mais maintenant nous le sommes et nous le resterons jusqu'à la glorieuse victoire finale.

On nous traite de barbares ! C'est faux, nous ne le sommes pas encore, mais nous pourrions le devenir, et alors nous aurions le droit de crier à nos ennemis : Vous l'avez voulu ! Les occasions n'ont pas manqué, elles ne manqueront pas non plus dans la suite ; il nous suffira de les saisir. *Nous n'en sommes pas encore là. Nous n'avons pas encore péché contre le droit des gens, malgré les provocations de nos ennemis, sauf quand notre légitime défense l'exigeait.* Nos soldats ne jouent pas un rôle de barbares, ce rôle ne convient pas à notre manière de vivre, à notre culture si avancée; mais aucune culture ne doit nous faire oublier que, seules, les vies de nos frères et de nos pères qui se battent ont de la valeur pour nous et passent bien avant les destinées de vieux bâtiments inertes. Qu'on nous épargne donc enfin ces vaines paroles sur la cathédrale de Reims et toutes les églises et les palais qui partageront son sort ; nous ne voulons plus rien entendre (1). Qu'on nous reparle de Reims quand nos troupes victorieuses y seront rentrées ; nous nous moquons de tout le reste.

(1) Voir p. 110, art. 27, et p. 112, art. 53 et 56.

CHAPITRE VIII

PAROLES D'EMPEREUR ALLEMAND

La Providence a voulu que nous fussions son instrument.

GUILLAUME Ier, *Discours du 3 mars 1871.*

EXTRAITS DE LA CONVENTION DE LA HAYE

Convention signée au nom de l'empereur Guillaume II par le baron Marschall von Bieberstein, ministre plénipotentiaire.

ART. 1. — Les puissances contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront conformes au règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la présente convention.

ART. 3. — La partie belligérante qui violerait les dispositions dudit règlement sera tenue à indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les hommes faisant partie de sa force armée.

ANNEXE A LA CONVENTION

Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre.

SECTION I. — DES BELLIGÉRANTS.

Chapitre I. — De la qualité de belligérant.

ART. 1. — Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais

encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour ses subordonnés;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance;

3° De porter les armes ouvertement, et

4° De se conformer dans leurs opérations aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la domination d'armée.

Art. 2. — La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour combattre les troupes d'invasion sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 1, sera considérée comme belligérante si elle porte les armes ouvertement et si elle respecte les lois et coutumes de la guerre (1).

Art. 3. — Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non-combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre.

Art. 4. — Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du Gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés.

Ils doivent être traités avec humanité (2).

Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.

Art. 7. — Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien.

A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourri-

---

(1) Voir p. 162, 163, 166.

(2) Voir p. 112, 129, 130, 170, 171, 172.

ture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.

Art. 22. — Les belligérants n'ont pas un droit illimité quant au choix des moyens de nuire à l'ennemi (1).

Art. 23. — Outre les prohibitions établies par des conventions spéciales, il est notamment interdit :

c) De tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ;

d) De déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier (2) ;

e) D'employer des armes, des projectiles ou des matières propres à causer des maux superflus ;

f) D'user indûment du pavillon parlementaire, du pavillon national ou des insignes militaires et de l'uniforme de l'ennemi, ainsi que des signes distinctifs de la Convention de Genève ;

g) De détruire ou de saisir des propriétés ennemies, sauf les cas où ces destructions ou ces saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre (3) ;

Il est également interdit à un belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même dans le cas où ils auraient été à son service avant le commencement de la guerre.

Art. 25. — Il est interdit d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus.

Art. 26. — Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vive force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités.

Art. 27. — Dans les sièges et bombardements, toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour épargner,

---

(1) Voir p. 125 et suivantes.
(2) Voir p. 112, 129.
(3) Voir p. 125, 126, 129, 161 à 169.

autant que possible, les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance, les monuments historiques, les hôpitaux et lieux de rassemblement de malades ou de blessés, à condition qu'ils ne soient pas employés en même temps à un but militaire.

Art. 28. — Il est interdit de livrer au pillage une ville ou localité même prise d'assaut (1).

Art. 44. — Il est interdit à un belligérant de forcer la population d'un territoire occupé à donner des renseignements sur l'armée de l'autre belligérant ou sur ses moyens de défense (1).

Art. 45. — Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie.

Art. 46. — L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés (1).

La propriété privée ne peut pas être confisquée (1).

Art. 47. — Le pillage est formellement interdit (1).

Art. 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables (1).

Art. 52. — Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par

---

(1) Voir p. 161 à 169.

des reçus, et le paiement des sommes dues sera effectué le plus tôt possible.

Art. 53. — L'armée qui occupe un territoire ne pourra saisir que le numéraire, les fonds et les valeurs exigibles appartenant en propre à l'État, les dépôts d'armes, moyens de transport, magasins et approvisionnements et, en général, toute propriété mobilière.

Art. 56. — Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'État, seront traités comme la propriété privée.

Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de sciences, est interdite et doit être poursuivie.

Proclamation de Guillaume II au corps expéditionnaire de Chine :

Ne donnez pas de quartier ; soyez aussi terribles que les Huns d'Attila.

Allocution aux recrues de Potsdam :

Recrues, rappelez-vous toujours que l'armée allemande doit être prête à combattre les ennemis qui pourraient surgir au milieu des nôtres aussi terribles que ceux de l'étranger. Aujourd'hui l'incrédulité et le mécontentement rampent dans le pays à un degré inconnu jusqu'alors. En conséquence, vous pouvez être appelés d'un moment à l'autre à tirer sur les membres de

votre propre famille ou à sabrer père, mère, frères ou sœurs. Mes ordres à ce sujet doivent être exécutés avec entrain et sans murmurer, comme tout ordre que je donne. Vous devez faire votre devoir sans écouter la voix de votre cœur. Et maintenant, allez vers vos nouvelles obligations !

Extrait du discours de Guillaume II partant pour Tanger (1906) :

Le bon Dieu ne se serait jamais donné tant de peine pour notre patrie allemande s'il ne nous réservait pas une grande destinée. Nous sommes le sel de la terre... Dieu nous a faits pour civiliser le monde.

En octobre 1911, l'empereur Guillaume s'entretint avec le général belge Heimburger et avec M. Delvaux de Fenffe, gouverneur de la province de Liége, venu pour le saluer au nom du roi des Belges. Il dit à ce dernier :

Vous êtes gouverneur d'une province avec laquelle nous avons toujours vécu en bon voisinage. Vous avez eu, je pense, ces derniers temps (on était au lendemain du coup d'Agadir), dans votre pays, des angoisses. Croyez-moi, ces angoisses étaient inutiles.

Et au déjeuner qui suivit, l'Empereur, répondant au général Heimburger, dit :

Vous avez bien fait d'avoir confiance en nous.

Proclamation de Guillaume II à ses peuples (7 août). Édition spéciale du *Moniteur de l'Empire :*

Depuis la fondation de l'Empire allemand nous nous sommes toujours efforcés, moi et mes prédécesseurs, de maintenir la paix dans le monde et de profiter de cette paix pour le progrès du pays.

Mais des adversaires étaient jaloux des résultats de nos efforts.

Conscients à la fois de notre responsabilité et de notre force, nous avons jusqu'à présent supporté patiemment ces manifestations ennemies, qu'elles se soient produites à l'est, à l'ouest ou au delà des mers.

Aujourd'hui, on veut nous humilier ; on nous demande de diminuer nos forces militaires alors que nos ennemis s'arment pour une attaque sournoise. On ne veut pas nous permettre de marcher résolument et loyalement aux côtés de notre alliée, qui lutte pour sauvegarder sa dignité de grande puissance, et pourtant, si notre

alliée est abaissée, c'en est fait de notre puissance et de notre honneur.

L'heure est venue de tirer l'épée. L'ennemi nous attaque en pleine paix.

Debout, aux armes !

Toute hésitation, tout retard est une trahison envers la patrie. Il s'agit de la vie ou de la mort de notre empire, de la vie ou de la mort de la puissance allemande.

Nous nous défendrons jusqu'au dernier soupir et jusqu'au dernier homme. Nous pouvons avoir un monde d'ennemis, nous combattrons quand même. L'Allemagne n'a jamais été vaincue quand elle a su rester unie.

En avant avec Dieu, car Dieu sera avec nous comme il l'était avec nos pères.

Télégramme de Guillaume II à M. W. Wilson, président des États-Unis d'Amérique :

Monsieur le Président,

J'estime de mon devoir de vous informer, en votre qualité de représentant des principes humanitaires, qu'après la conquête de la forteresse française de Longwy mes troupes ont trouvé des milliers de balles dum-dum, fabriquées spéciale-

ment dans un atelier de l'État (1). Des projectiles identiques ont été trouvés sur des morts, sur des blessés et des prisonniers, autant dans les troupes françaises que dans les troupes anglaises. Vous savez quelles horribles et quelles atroces souffrances ces balles provoquent, et que leur emploi est sévèrement interdit par des principes reconnus de droit international (2).

En conséquence, je vous adresse une protestation solennelle contre cette manière de faire la guerre qui, grâce aux méthodes de nos adversaires, est devenue une des plus barbares que l'Histoire ait connues. Non seulement nos ennemis ont employé des armes nouvelles, mais encore le Gouvernement belge a encouragé la participation de la population civile de Belgique au combat. Il l'a même préparée depuis longtemps. Des actes de cruauté, commis même par des femmes et des prêtres, dans cette guerre de guérillas, à l'égard des soldats blessés (3) et des médecins et même des infirmiers (les médecins ont été blessés et le lazaret attaqué à coups de feu), ont été tels, que mes généraux ont été finalement contraints de prendre les mesures les

(1) Il y a lieu de rappeler que l'enquête faite en Suisse a établi qu'il s'agissait de cartouches de tir réduit destinées aux stands.

(2) Voir p. 130.

(3) Voir p. 158, 159 et 160.

plus sévères pour punir les coupables et, par un exemple terrible, empêcher une population avide de sang de continuer ses meurtres et ses odieuses atrocités.

Comme mesure de défense, et pour protéger mes troupes, quelques villages et même l'antique cité de Louvain, à l'exception de son bel hôtel de ville, ont été détruits.

Mon cœur saigne quand je vois que de telles mesures sont devenues inévitables et quand je pense aux innombrables innocents qui ont perdu leur foyer et leurs biens à la suite de la conduite barbare de ces criminels.

Communiqué adressé, le 2 septembre 1914, par le Chancelier de l'Empire, aux représentants de l' « United Press » et de l' « Associated Press » en Amérique :

. . . . . .

Déjà l'Angleterre commence à s'apercevoir de son erreur. Elle voit que l'Allemagne va vaincre ses ennemis. C'est pourquoi elle a recours à tous les moyens pour nuire à l'Allemagne, le plus possible au moins, dans son commerce et dans ses colonies. En même temps, elle ne craint pas, sans prendre garde aux conséquences de ses actes pour la civilisation des races blanches, de

lancer le Japon contre Kiao-tchéou et les nègres d'Afrique contre les Allemands des colonies. Elle a interrompu le service des nouvelles entre l'Allemagne et le reste du monde et elle ouvre contre nous une campagne de mensonges.

C'est ainsi qu'on raconte à vos concitoyens que les troupes allemandes ont incendié des villes et des villages en Belgique, mais on leur tait que des jeunes filles belges ont arraché les yeux, sur les champs de bataille (1), à des blessés allemands sans défense. Des fonctionnaires des villes belges ont invité nos officiers à dîner et les ont abattus à coups de fusil. Ils ont excité toute la population civile de la Belgique, qui auparavant nous accueillait amicalement, à tirer dans le dos de nos soldats. Des femmes belges ont coupé la gorge à des soldats allemands logés dans leurs demeures.

L'Angleterre ne parlera pas non plus des balles dum-dum employées par les Anglais comme par les Français, au mépris de tous les traités et de toutes les lois de l'humanité (2). Ces balles ont

(1) Voir p. 158, 159 et 160.

(2) Dans l'ouvrage actuellement sous presse, *Comment l'Allemagne fait la guerre,* figure la reproduction photographique d'un ordre signé par le commandant du VIIIe corps d'armée allemand, ordre prescrivant de ne plus utiliser les balles explosives (*dum-dum*) et de détruire *autant que possible* les cartouches spéciales des approvisionnements des troupes du corps d'armée. Nous en donnons un extrait page 130.

pourtant été trouvées sur les blessés et sur les prisonniers dans l'emballage original.

L'Empereur m'a autorisé à dire tout cela et à déclarer qu'il a pleine confiance dans les sentiments de justice du peuple américain, lequel ne se laissera pas induire en erreur par la campagne de mensonges menée contre nous par nos adversaires. Celui qui a vécu en Allemagne depuis l'ouverture des hostilités a pu constater la grande énergie morale des Allemands. Attaqués de toutes parts, ils accourent joyeusement sous les drapeaux pour défendre leurs droits à l'existence.

Ceux qui connaissent l'Allemagne savent que les Allemands ne sont pas capables de commettre une cruauté inutile, de se rendre coupables d'aucune dureté. Nous vaincrons, grâce à la valeur morale de nos troupes, qui savent combattre pour une cause juste, et finalement les calomnies les plus grossières devront disparaître devant notre victoire et devant notre droit reconnu.

Ordre du jour de Guillaume II, à Aix-la-Chapelle (19 août 1914) (1) :

C'est mon commandement impérial et royal, que vous concentriez vos énergies pour le pré-

(1) Cité par le *Times*, 2 octobre 1914.

sent vers la poursuite d'un but unique, à savoir, que vous mettiez en œuvre votre habileté et toute la valeur de mes soldats pour exterminer tout d'abord l'Anglais félon et bousculer et annihiler la méprisable petite armée du général French.

Allocution de Guillaume II aux troupes du quartier général à Dortmund (1) :

Camarades, je vous ai rassemblés autour de moi pour me réjouir de l'admirable victoire que nos camarades ont remportée en différents jours dans des combats ardents. Des troupes venues de toutes les parties de l'Empire contribuèrent à ce grand succès par une irrésistible vaillance et une inébranlable fidélité. Sous la direction du fils du roi de Bavière, des troupes de tout âge, active, réserve et landwehr, se trouvèrent réunies et combattirent avec la même ardeur.

Nous devons avant tout notre victoire à notre vieux Dieu (*unserm alten Gott*). Il ne nous abandonnera pas, car nous combattons pour une sainte et juste cause. Beaucoup de nos camarades viennent de tomber dans le combat. Ils tombèrent en héros pour la patrie. Ayons une pensée en leur honneur et poussons un triple

---

(1) Citation du *Temps*, 4 septembre.

hourra en l'honneur des héros qui se trouvent là-bas.

Nous avons encore maintes batailles devant nous et nous espérons avoir de nouveaux succès, égaux aux précédents. Nous ne céderons pas et nous serrerons l'ennemi botte à botte.

Télégramme de Guillaume II au roi de Saxe (7 octobre) :

L'esprit des troupes est excellent. Avec une telle armée nous pourrons achever victorieusement notre tâche difficile, dans laquelle Dieu nous donnera son appui.

Télégramme de Guillaume II au Sultan, le 18 novembre 1914 :

Je tiens à exprimer à Votre Majesté toute la confiance que j'éprouve dans le succès de nos armées, qui se sont unies pour combattre dans le même but pour le droit, la liberté et la justice.

Extrait de l'ordre du jour du 31 décembre 1914 aux armées de terre et de mer :

Il s'est passé beaucoup de choses pendant l'année qui finit. Mais les ennemis ne sont pas abattus. Toujours de nouvelles troupes s'avancent contre nos armées et celles de nos fidèles alliés. Cependant leur nombre ne nous effraie pas, et si les temps sont graves et la tâche qui nous incombe difficile, nous devons regarder vers l'avenir, pénétrés d'une ferme confiance.

Discours de Guillaume II prononcé le jour de Noël 1914 :

J'aurais désiré de tout mon cœur pour nous tous, pour chacun de vous, que nous puissions célébrer la fête sacrée au foyer familial dans la paix et dans la joie. S'il ne peut pas en être ainsi, Dieu m'est témoin que je n'en suis en aucune façon responsable. Je n'ai pas voulu la guerre. Elle nous a été imposée ; mais, maintenant, nous voulons, avec l'aide de Dieu, la mener à une fin glorieuse.

Proclamation de Guillaume II à son armée de l'Est :

. . . . . .

Rappelez-vous que vous êtes le peuple élu ! L'Esprit du Seigneur est descendu sur moi, parce que je suis Empereur des Germains !

Je suis l'instrument du Très-Haut.

Je suis son glaive, son représentant.

Malheur et mort à tous ceux qui résisteront à ma volonté ! Malheur et mort à ceux qui ne croient pas en ma mission ! Malheur et mort aux lâches !

Qu'ils périssent, tous les ennemis du peuple allemand !

Dieu exige leur destruction, Dieu qui, par ma bouche, vous commande d'exécuter sa volonté !

Télégramme de Guillaume II à la Diète prussienne (février 1915) :

Le peuple des poètes et des philosophes transformé en un peuple en armes peut avoir confiance dans la ferme résolution de vaincre tous les ennemis de la Kultur et de la mentalité allemandes. Dieu est avec nous et avec notre juste cause.

CHAPITRE IX

PAROLES DE CHEFS MILITAIRES

La guerre est sainte ; elle a été instituée par Dieu.

MOLTKE.

Lettre du feld-maréchal de Moltke à Bluntschli :

Le soldat ne peut se contenter de prendre seulement en proportion des ressources du pays. Il faut qu'il prenne tout ce qui est nécessaire à sa subsistance.

Déclaration du maréchal von Hæsseler (1) :

Faut-il que la civilisation élève ses temples sur des montagnes de cadavres, sur des mers de larmes, sur des râles de morts ? Oui, elle le doit. Si un peuple a droit de domination, son pouvoir de conquête constitue la plus haute loi

(1) D'après l'ouvrage *Les vraies causes de la guerre,* par le lieutenant KUHN, professeur à l'Académie technico-militaire de Berlin.

morale devant laquelle le vaincu doit s'incliner. Malheur aux vaincus !

Déclaration du Kronprinz dans la préface de « l'Allemagne aux armes » :

Il faut veiller à ce que le vieil esprit militaire ne soit pas contaminé par la pâleur de la pensée.

Proclamation affichée à Liége, le 22 août 1914 :

C'est avec mon consentement que le général en chef a fait brûler toute la localité et que cent personnes environ ont été fusillées.

Le Commandant de la IIe armée,
VON BÜLOW (1).

Proclamation affichée à Namur, le 25 août 1914 :

Les soldats belges et français doivent être livrés comme prisonniers de guerre avant 4 heures, devant la prison. Les citoyens qui n'obéiront pas seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité en Allemagne. L'inspection sévère des

(1) Voir p. 108 et 109, art. 1, 2, 3, 4, et p. 110, art. 22.

immeubles commencera à 4 heures. Tout soldat trouvé sera immédiatement fusillé.

Armes, poudre, dynamite, doivent être remis à 4 heures. Peine : fusillade.

Toutes les rues seront occupées par une garde allemande qui prendra dix otages dans chaque rue. Si un attentat se produit dans la rue, les dix otages seront fusillés.

Le Commandant de la IIe armée,
VON BÜLOW (1).

Lettre au bourgmestre de Wavre, le 27 août 1914 :

La ville de Wavre sera incendiée et détruite si le paiement d'une contribution de 3 millions de francs ne s'effectue pas à terme utile, sans égards pour personne ; les innocents souffriront avec les coupables !

Le Général : VON VIEBER (2).

Affiche placardée à Hasselt, le 17 août 1914 :

Dans le cas où des habitants tireraient sur

(1) Voir p. 110, art. 23.
(2) Voir p. 110, art. 23, et 111, art. 50, 52, 53 et 56.

des soldats de l'armée allemande, le tiers de la population mâle serait passé par les armes [1].

Proclamation du général von Gœringer (28 août 1914) à la population de Lunéville :

Seront punies de la peine de mort toutes les personnes :

1° Qui prendront les armes contre les personnes appartenant aux troupes allemandes ou faisant partie de leur suite [2] ;

2° Qui détruiront les ponts, endommageront les lignes téléphoniques ou télégraphiques, les chemins de fer, les munitions ou les quartiers des troupes, rendront les chemins impraticables ;

3° Qui arracheront ces affiches ;

4° Qui entreront en communication avec les troupes françaises.

Il est défendu pour tous les habitants :

1° Tout attroupement dans les rues ;

2° De se promener dans les rues après 7 heures du soir (heure française) ;

3° De quitter la ville, après 7 heures du soir et avant 5 heures du matin, sans laissez-passer de l'autorité allemande.

---

(1) Voir p. 111, art. 50.
(2) Voir p. 109, art. 2.

Les autorités allemandes ont l'intention de prendre soin de la subsistance des troupes, de même que des habitants.

Extrait d'une autre affiche du même général :

Quiconque essaye de quitter la ville, de nuit ou de jour, sous quelque prétexte que ce soit, sera fusillé.

Arracher les pommes de terre ne peut se faire qu'au consentement du commandant et à la surveillance militaire.

Les troupes allemandes ont l'ordre d'exécuter strictement ces dispositions, par des sentinelles et des patrouilles, qui sont autorisées à tirer sur quiconque manque à cette disposition.

Extrait d'une proclamation du major-commandant Dieckmann, affichée à Grivegnée (Belgique), le 8 septembre 1914 :

Celui qui n'obtempère pas de suite au commandement : « Levez les bras ! » se rend coupable (*sic*) de la peine de mort.

Proclamation affichée dans toute la Belgique occupée, le 5 octobre 1914 :

Dans la soirée du 25 septembre, la ligne de chemin de fer et le télégraphe ont été détruits sur la ligne Lovenjoul—Vertryck. A la suite de cela, les deux localités citées ont eu, le 30 septembre au matin, à en rendre compte et ont dû livrer des otages.

A l'avenir, les localités les plus rapprochées de l'endroit où de pareils faits se sont passés — peu importe qu'elles soient complices ou non — seront punies sans miséricorde !

Le Feld-Maréchal gouverneur de Belgique,
VON DER GOLTZ (1).

Ordre du jour du général Stenger, commandant de la brigade 58 :

A partir d'aujourd'hui, il ne sera plus fait aucun prisonnier. Tous les prisonniers seront mis à mort.

Les blessés avec ou sans armes seront mis à mort (2).

Les prisonniers, même en grandes unités

(1) Voir p. 111, art. 50.
(2) Voir p. 109, art. 4, et 110, art. 23.

constituées, seront mis à mort. Aucun homme vivant ne doit rester derrière nous.

Cet ordre a été exécuté. Des interrogatoires de prisonniers allemands de cette brigade prouvent que de nombreux blessés français ont été achevés à coups de fusil.

Ordre trouvé sur les champs de bataille de la Marne (1) :

Notification par le Commandant du 8e corps d'Armée d'un ordre du Grand Quartier Général daté de Luxembourg, 15 septembre.

Pour notification :

1° à l'inspection des étapes.

Il y a lieu de prendre des mesures pour qu'aucune munition explosible ne parvienne sur le front.

2° aux 6e et 8e corps d'Armée et 8e et 18e corps d'Armée de réserve :

Autant que possible les munitions explosibles existantes chez les troupes sont à détruire.

Par ordre du Général commandant l'armée.

Signature : Von Luttwitz.

---

(1) Extrait de l'ouvrage *Comment l'Allemagne fait la guerre*, Berger-Levrault, éditeurs.

Déclaration du général von Hindenburg :

Le pays souffre. Lodz est affamée. Cela est déplorable, mais cela est bien. On ne fait pas la guerre avec de la sentimentalité. Plus la guerre est faite impitoyablement [1], plus elle est humaine au fond ; car elle prendra fin d'autant plus vite. Les méthodes de guerre qui amènent la paix avec le plus de promptitude sont et demeurent les méthodes les plus humaines.

---

(1) Voir p. 110, art. 22.

CHAPITRE X

PAROLES DE THÉOLOGIENS, PRÊTRES ET PASTEURS

> Je suis l'instrument du Très-Haut...
> Qu'ils périssent, tous les ennemis du peuple allemand !
> Dieu exige leur destruction, Dieu qui, par ma bouche, vous commande d'exécuter sa volonté !
> (*Proclamation de Guillaume II à son armée de l'Est.*)

Témoignage du pasteur Stœcker, premier prédicateur de la cour de Guillaume Ier, sur les conséquences morales de la guerre de 1870 (1) :

J'arrivai dans la capitale en 1874, et voici ce que je dus constater, pendant une dizaine d'années : sur cent mariages, dix-neuf seulement demandaient la bénédiction nuptiale, et sur cent nouveau-nés, presque la moitié restait sans baptême. D'où vient, après la guerre, cette décadence soudaine ? Je crois pouvoir exprimer une opinion sur ce point, car j'étais au milieu du flot croissant de la perdition.

---

(1) Citation empruntée à la *Revue Chrétienne* de décembre 1914.

Déclaration du pasteur Wurm :

La paix européenne sera d'autant mieux garantie qu'une nation forte et paisible obtiendra une telle prépondérance que les chicanes deviendront impossibles.

Déclaration du pasteur Rode :

Malheureusement il n'a pas été donné à notre vaillant chancelier de révéler à temps l'accroc au principe de neutralité que la Belgique et la France avaient combiné d'avance et déjà commencé à réaliser. Voilà ce que l'Allemagne a voulu prévenir.

Appel du Bureau des secours aux Missions évangéliques, aux chrétiens protestants de l'étranger (1) :

Si la fraternité chrétienne est rompue, si les peuples qui commençaient à évangéliser ensemble au dehors, en viennent à s'endurcir dans la haine et l'amertume à la suite d'une guerre meurtrière... la faute en est à ceux qui ont, depuis longtemps, tissé en secret et avec astuce le

(1) Citation de la *Revue Chrétienne*, décembre 1914.

filet de la conspiration universelle qu'ils viennent de jeter sur l'Allemagne pour l'étouffer [1].

D'un prêtre catholique député au Reichstag, dans la « Gazette de Voss » :

Il est vrai que nos soldats ont fusillé, en France et en Belgique, tous les brigands, hommes, femmes, enfants, et qu'ils ont détruit leurs habitations. Mais voir là une contradiction avec la doctrine chrétienne, c'est prouver qu'on n'a pas la moindre compréhension du véritable esprit du Christ.

Extrait du manifeste des Jésuites allemands, publié par la « Reichspost » :

L'Allemagne et l'Autriche sont unies pour la guerre la plus juste... que l'histoire ait jamais vue ; mais il manque un bataillon à la mobilisation. Nous voulons en être, nous, les enfants bannis de l'Allemagne.

(1) Voir p. 56, 59, 60, 67, 93, 95, 102.

Sermon imprimé en langues française et allemande et distribué aux troupes allemandes :

La guerre actuelle est le rachat de guerres sanglantes : c'est une guerre sainte. Nous ne l'avons pas voulue (1) ; Dieu lui-même nous a mis l'épée dans la main. Nous devons combattre, que nous le voulions ou non... Nous combattons pour notre empereur, qui fut pendant vingt-cinq ans un prince de la paix et qui a su maintenir l'ordre d'une main si ferme... Notre combat est un combat de la sincérité et de la loyauté contre la rancune et la sournoiserie russes, un combat de la vérité contre le mensonge, un combat de la conscience allemande qui se sait responsable de ses actes devant Dieu, contre l'esprit mercantile anglais qui, par avarice et cupidité, joue avec le sang et la vie de millions d'hommes.

Dieu vous conduit à la victoire.
Parcourez votre route avec Dieu.
Dieu est avec vous.
Dieu vous donne la paix.

HŒFFLER,

Aumônier des troupes allemandes.

(1) Voir p. 56, 59, 60, 67, 93, 95, 102.

Extrait d'un sermon du pasteur Franck (1) :

Le sang de femmes innocentes et d'enfants colle aux sabres allemands.

Déclaration des pasteurs Dryander, Lahusen et Axenfeld (2) :

. . . . . .

Il nous est tout à fait impossible de donner en ce moment à ces propositions un assentiment qui fasse d'elles un engagement pour nous-mêmes et une exhortation pour autrui. Cela dit en laissant de côté la question de savoir si la démarche que vous nous proposez aurait une utilité quelconque. Nous les rejetons parce qu'il ne doit pas y avoir la plus lointaine apparence que, d'après nous, on ait besoin en Allemagne d'un avertissement ou d'un effort quelconque pour que la guerre soit conduite en accord avec ses principes chrétiens et suivant les exigences de la miséricorde et de l'humanité (3).

---

(1) *Évangile et Liberté*, 5 décembre 1914. Le pasteur Franck a été poursuivi devant le conseil de guerre de Stettin pour crime de haute trahison.

(2) Le 4 août 1914, M. Babut, le vénérable pasteur de Nîmes, adresse à son confrère M. le pasteur Ernest Dryander, prédicateur à la Cour de Berlin, une lettre à laquelle ce dernier répondit par la missive ci-dessus, parue dans le *Journal de Genève*.

M. Babut proposait que les chrétiens des deux pays emploient leur influence pour adoucir les rigueurs de la guerre.

(3) Voir p. 161 à 174.

Pour notre peuple tout entier comme pour notre état-major, il va de soi que la lutte ne doit être conduite qu'entre soldats, en épargnant soigneusement les gens sans défense et les faibles, et en prenant soin des blessés et des malades sans distinction (1). Nous sommes convaincus, en pleine connaissance de cause, que cette règle est celle de notre armée tout entière, et que, de notre côté, on combat avec une maîtrise de soi, une conscience et une douceur dont l'histoire universelle n'offre peut-être pas d'exemple jusqu'ici (2). Nulle part nous n'avons, comme les incendiaires russes, détruit des villages et des villes paisibles, en martyrisant les habitants ou en les fusillant sans raison. Quand l'inqualifiable conduite de populations odieusement égarées par leurs gouvernements a rendu indispensables la destruction de propriétés privées ou l'exécution de francs-tireurs, nos chefs ont considéré cela comme un pénible devoir qui les obligeait à faire souffrir aussi des innocents pour préserver nos blessés, nos médecins, nos infirmières d'attaques scélérates. Nous n'avons pas employé ces balles dum-dum (3) dont on a confisqué à Longwy et à Maubeuge des dépôts entiers soigneusement empaquetés dans leurs enveloppes originales et

(1) Voir p. 161 à 174.
(2) Voir p. 158, 159, 160.
(3) Voir p. 130.

officielles, prêts à être distribués aux troupes et qu'on a trouvées sur les champs de bataille par milliers entre les mains des Français et des Anglais. Notre empereur lui-même a mis au jour cette honte et le fait est indiscutable.

Nous pourrions en dire plus long sur ce chapitre, mais nous nous en abstenons. Certes, une protestation de la conscience chrétienne s'impose ici. Mais ce n'est pas à nous à la faire entendre, comme si notre peuple et notre armée étaient en cause. C'est le devoir des peuples sur lesquels pèse cette honte. Puissent les chrétiens n'y pas manquer !

Ceci nous amène à la principale raison pour laquelle il nous est impossible de signer votre déclaration. Pardonnez-nous si, en l'exposant, il nous échappe des mots qui vous sont personnellement douloureux.

Depuis l'Empereur jusqu'au plus modeste journalier, on n'aurait pas trouvé en Allemagne cent hommes conscients qui — je ne dis pas cherchassent, mais voulussent la guerre avec nos voisins (1). Nous sommes, nous autres Allemands, le peuple le plus ami de la paix qui soit, et aujourd'hui encore nous n'aspirons à rien autre qu'à conserver et à augmenter pour notre empire ce que Guillaume Ier appelait les bienfaits

(1) Voir p. 56, 59, 60, 67, 93, 95, 102.

et les bénédictions de la paix. Jusqu'au dernier moment, alors que déjà les filets d'une coalition sacrilège des peuples et des intérêts les plus disparates se resserraient sur nous, l'Empereur et le Chancelier ont poussé jusqu'aux dernières limites imaginables leurs efforts pour le maintien de la paix. Nous vous soumettons les explications de notre chancelier; elles sont, dans leur claire et simple vérité, grandioses. Et, en hommes qui avons été assez près des acteurs et des événements pour porter un jugement assuré, nous affirmons que ces explications renferment, selon notre conviction, la vérité; des publications anglaises les ont d'ailleurs confirmées depuis lors. Ainsi nous ressemblions, nous autres Allemands, à un homme paisible qui serait assailli en même temps par trois hyènes altérées de sang. Que si hypocritement l'Angleterre nous reproche la violation brutale de la neutralité belge, la réponse à ce prétexte cousu de fil blanc va de soi : quand on lutte pour sa vie, on ne se demande pas si l'on enfonce dans le combat le portail de son voisin. L'histoire dira jusqu'à quel point cette neutralité avait déjà été violée par d'autres; après ce qui a déjà été mis au jour, notamment après le rapport du ministre belge à Saint-Pétersbourg, on peut être certain que la France n'aurait pas respecté cette neutralité. Nous renonçons à critiquer ici la politique

de brigands mongolo-asiatiques des Russes, de même que cette soif de revanche, qui, entretenue malgré toutes les tentatives de rapprochement que nous avons faites, a poussé la France à une alliance contre nature. Mais il faut que nous le disions, en face de la politique de l'Angleterre et de ses représentants, nous ne pouvons éprouver qu'un sentiment de profonde colère et de mépris. Ils avaient le moyen d'empêcher la guerre. Sans même l'apparence d'une raison idéale, par seul amour du penny, ils sont, comme un assassin, tombés dans le dos d'une nation que la communauté de race, de foi et de culture unissait à la leur ; ils ont foulé au pied leur dignité morale jusqu'à exciter au pillage les païens japonais et à amener en bataille contre nous des nègres d'Afrique. Ce que les chrétiens d'Allemagne pensent de cette conduite, vous le verrez par la déclaration ci-jointe des amis de nos missions.

Si nous devions en notre qualité d'Allemands signer une déclaration comme celle que vous nous proposez, ce ne pourrait être qu'après que des chrétiens anglais, français et russes auraient d'abord flétri publiquement l'infamie de l'attaque, le crime sacrilège qui seul a rendu cette guerre possible. Quelques professeurs anglais l'ont fait. Mais nous n'avons rien appris de semblable de nos amis d'Angleterre, dont nous mettons très haut la personnalité chrétienne et

avec lesquels, depuis des années, dans le Comité ecclésiastique, nous travaillons à l'entente et au rapprochement des nations; nous avons cependant des raisons de croire qu'ils ne sont pas en accord absolu avec la politique de leur ministre. Mais tant que les chrétiens des pays avec lesquels nous sommes en guerre n'ont pas protesté contre la politique de leurs ministres que nous tenons pour criminelle, nous ne sommes pas en état de faire avec eux acte de communion fraternelle pour adresser ensemble aux nations des requêtes et des avertissements.

Une chose encore. En face d'un monde d'ennemis, nous avons prouvé que nous étions sans peur. Quand un peuple offre le spectacle d'une unité sans exemple, d'un enthousiasme qui arrache des larmes, d'un amour qui unit toutes les classes, d'un élan de foi qui nous émerveille, d'une force morale et d'une décision qui sacrifient tout, il est invincible, c'est notre ferme conviction. Nous combattons pour notre existence, aussi combattrons-nous tant que nous existerons.

Cependant il est un ennemi en face duquel nous sommes désarmés : la puissance inouïe du mensonge sous des formes tantôt ridicules, tantôt méchantes, mais qui toujours nous calomnie, nous abaisse, nous déshonore (1). Si nous devons éle-

(1) Voir p. 160.

ver la voix en notre qualité de chrétiens au nom de la charité de notre Sauveur, ce ne peut être qu'à la condition que nos frères chrétiens luttent au nom du même maître pour la vérité et contre le mensonge et qu'ils protestent contre les honteuses tromperies qui cherchent à égarer l'opinion publique et à la remplir contre l'Allemagne d'une haine sans cause, dont pâtissent les innocents. Ici encore il nous faut le dire : signer votre déclaration, à moins d'une énergique action de ce genre, ce serait de notre part renoncer à notre honneur chrétien et à notre dignité morale.

Nous comprenons les sentiments douloureux que doivent éprouver les patriotes français en voyant s'évanouir les espérances qu'ils avaient conçues, au commencement de la guerre. Nous respectons leur chagrin. Nous apprécions aussi les efforts que font l'État-major français pour cacher le plus longtemps possible les pertes subies, et le Gouvernement de la France pour présenter les choses d'une manière conforme aux intérêts de la nation. Nous croyons devoir pourtant, pour justifier notre attitude, joindre à cette lettre quelques déclarations officielles de notre Gouvernement qui font voir la situation sous son vrai jour. Peut-être contribueront-elles à vous éclairer et à vous faire comprendre notre façon de penser.

Vous aurez été peiné, très honoré Monsieur et cher frère, par la manière dont nous avons motivé notre refus. Nous regrettons de n'avoir pu vous épargner ces impressions douloureuses. Mais nous tenons encore à ajouter quelque chose. Notre sainte colère et la condamnation morale que nous portons devant Dieu sur la politique de nos ennemis s'adressent aux peuples et aux gouvernements. Quelle part de responsabilité incombe à chacun des membres de la nation, Dieu seul le sait. Mais de par la loi de la solidarité, chacun porte la faute de son peuple et les conséquences de cette faute, comme il aurait part à l'honneur de son pays. Rien ne nous empêche pourtant de dire que nous considérons tous les hommes comme des frères en Christ, à quelque nation qu'ils appartiennent, et que nous les traiterions comme tels, si l'occasion s'en présentait. C'est ce qui nous est arrivé déjà avec des Anglais et des Russes, et ils nous en ont remercié.

Pour nous aussi, c'est un devoir de conscience de prier pour nos ennemis, et si nous implorons le triomphe de notre juste cause, nous ne le faisons pas sans la contrition qui convient à l'homme pécheur et qui nous fait voir et adorer, derrière les crimes et les scélératesses des hommes qui nous ont imposé cette guerre, la main puissante du Dieu qui juge.

. . . . . .

Nous vous autorisons à faire de cette lettre l'usage qui vous semblera bon.

Unis à vous en Jésus-Christ, nous vous tendons une main fraternelle.

Signé : Dr. theol. Ernest Dryander,
Premier prédicateur de la Cour,
Vice-Prés. du Conseil ecclés. supér.

Dr. th. Lahusen,
General superintendant de Berlin.

Lic. th. K. Axenfeld,
Directeur de la Mission berlinoise.

Lettre pastorale du cardinal-archevêque de Cologne (1) :

Dieu a été et il est avec nos héroïques soldats, à l'est et à l'ouest, sur mer et dans l'air.

Il a été et il est avec notre peuple allemand, qu'embrasent la détermination de tenir jusqu'au bout et la confiance dans la victoire finale.

Cette guerre est pour tous une épreuve extrêmement rigoureuse. Chacun fait courageusement les sacrifices nécessaires. Tous les Allemands manifestent une puissante confiance en Dieu.

---

(1) Citation du *Temps*, 10 février.

C'est avec Dieu que nos soldats sont partis pour cette guerre, qui nous a été imposée, et dans laquelle nous combattons pour l'existence et la liberté de notre patrie bien-aimée, ainsi que pour les trésors sacrés du christianisme et de son bienfait : la Kultur.

Que d'exploits héroïques ont déjà été accomplis sous la protection de Dieu, avec notre glorieux chef, l'Empereur, et les princes allemands à notre tête !

Nous devons considérer la guerre à la lumière de notre foi.

CHAPITRE XI

PAROLES D'INTELLECTUELS

> En prévision de ma mort, je fais cette confession, que je méprise la nation allemande à cause de sa bêtise infinie, et que je rougis de lui appartenir.
>
> SCHOPENHAUER, *Memorabilien*.

LE MANIFESTE DES 93

Appel au monde civilisé.

En qualité de représentants de la science et de l'art allemands, nous, soussignés, protestons solennellement devant le monde civilisé contre les mensonges et les calomnies dont nos ennemis tentent de salir la juste et bonne cause de l'Allemagne dans la terrible lutte qui nous a été imposée et qui ne menace rien de moins que notre existence. La marche des événements s'est chargée de réfuter cette propagande mensongère qui n'annonçait que des défaites allemandes. Mais on n'en travaille qu'avec plus d'ardeur à dénaturer la vérité et à nous rendre odieux. C'est contre ces machinations que nous protes-

tons à haute voix : et cette voix est la voix de la vérité.

Il n'est pas vrai que l'Allemagne ait provoqué cette guerre. Ni le peuple, ni le Gouvernement, ni l'empereur allemand ne l'ont voulue. Jusqu'au dernier moment, jusqu'aux limites du possible, l'Allemagne a lutté pour le maintien de la paix. Le monde entier n'a qu'à juger d'après les preuves que lui fournissent les documents authentiques. Maintes fois pendant son règne de vingt-six ans, Guillaume II a sauvegardé la paix, fait que maintes fois nos ennemis mêmes ont reconnu. Ils oublient que cet Empereur qu'ils osent comparer à Attila, a été pendant de longues années l'objet de leurs railleries provoquées par son amour inébranlable de la paix. Ce n'est qu'au moment où il fut menacé d'abord et attaqué ensuite par trois grandes puissances en embuscade, que notre peuple s'est levé comme un seul homme.

Il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité. De la part de notre patrie, c'eût été commettre un suicide que de ne pas prendre les devants.

Il n'est pas vrai que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen

belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une défense légitime. Car, en dépit de nos avertissements, la population n'a cessé de tirer traîtreusement sur nos troupes, a mutilé des blessés et a égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable. On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer à crime aux Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à des bandits.

Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain. Perfidement assaillies dans leurs cantonnements par une population en fureur, elles ont dû, bien à contre-cœur, user de représailles et canonner une partie de la ville. La plus grande partie de Louvain est restée intacte. Le célèbre Hôtel de Ville est entièrement conservé : au péril de leur vie, nos soldats l'ont protégé contre les flammes. — Si dans cette guerre terrible, des œuvres d'art ont été détruites ou l'étaient un jour, voilà ce que tout Allemand déplorera sincèrement. Tout en contestant d'être inférieurs à aucune autre nation dans notre amour de l'art, nous refusons énergiquement d'acheter la conservation d'une œuvre d'art au prix d'une défaite de nos armes.

Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du droit des gens. Nos soldats ne

commettent ni actes d'indiscipline ni cruautés. En revanche, dans l'Est de notre patrie la terre boit le sang des femmes et des enfants massacrés par les hordes russes, et sur les champs de bataille de l'Ouest les projectiles dum-dum de nos adversaires déchirent les poitrines de nos braves soldats. Ceux qui s'allient aux Russes et aux Serbes, et qui ne craignent pas d'exciter des mongols et des nègres contre la race blanche, offrant ainsi au monde civilisé le spectacle le plus honteux qu'on puisse imaginer, sont certainement les derniers qui aient le droit de prétendre au rôle de défenseurs de la civilisation européenne.

Il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la protéger que ce militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. C'est dans ce sentiment d'union que fraternisent aujourd'hui 70 millions d'Allemands sans distinction de culture, de classe ni de parti.

Le mensonge est l'arme empoisonnée que nous ne pouvons arracher des mains de nos

ennemis. Nous ne pouvons que déclarer à haute voix devant le monde entier qu'ils rendent faux témoignage contre nous. A vous qui nous connaissez et qui avez été, comme nous, les gardiens des biens les plus précieux de l'humanité, nous crions :

Croyez-nous ! Croyez que dans cette lutte nous irons jusqu'au bout en peuple civilisé, en peuple auquel l'héritage d'un Goethe, d'un Beethoven et d'un Kant est aussi sacré que son sol et son foyer. Nous vous en répondons sur notre nom et sur notre honneur.

Ce document porte la signature, par ordre alphabétique, des quatre-vingt-treize personnalités allemandes dont voici les noms :

Adolf von Baeyer, Excellence, professeur de chimie à Munich.
Professeur Peter Behrens, à Berlin.
Emil von Behring, Excellence, professeur de médecine à Marbourg.
Wilhelm von Bode, Excellence, directeur général des musées royaux de Berlin.
Aloïs Brandl, professeur, président de la Société Shakespeare à Berlin.
Lujo Brentano, professeur d'économie nationale, à Munich.
Professeur Justus Brinkmann, directeur du musée de Hambourg.
Johannès-Ernst Conrad, professeur d'économie nationale à Halle.
Franz von Defregger, à Munich.
Richard Dehmel, à Hambourg.

Adolf Deissmann, professeur de théologie protestante à Berlin.
Professeur Friedrich-Wilhelm Dœrpfeld, à Berlin.
Friedrich von Duhn, professeur d'archéologie à Heidelberg.
Professeur Paul Ehrlich, Excellence, à Francfort-sur-le-Mein.
Albert Ehrhard, professeur de théologie catholique à Strasbourg.
Carl Engler, Excellence, professeur de chimie à Carlsruhe.
Gerhart Esser, professeur de théologie catholique à Bonn.
Rudolf Eucken, professeur de philosophie à Iéna.
Herbert Eulenberg, à Kaiserswerth.
Heinrich Finke, professeur d'histoire à Fribourg.
Emil Fischer, Excellence, professeur de chimie à Berlin.
Wilhelm Fœrster, professeur d'astronomie à Berlin.
Ludwig Fulda, à Berlin.
Eduard von Gebhardt, à Dusseldorf.
J.-J. de Groot, professeur d'ethnographie à Berlin.
Fritz Haber, professeur de chimie à Berlin.
Ernst Hæckel, Excellence, professeur de zoologie à Iéna.
Max Halbe, à Munich.
Professeur Gustav-Adolf von Harnack, directeur général de la Bibliothèque royale de Berlin.
Gerhart Hauptmann, à Agnetendorf.
Karl Hauptmann, à Schreiberhau.
Gustav Hellmann, professeur de météorologie à Berlin.
Wilhelm Herrmann, professeur de théologie protestante à Marbourg.
Andreas Heusler, professeur de philologie norvégienne à Berlin.
Adolf von Hildebrand, à Munich.
Ludwig Hoffmann, architecte municipal à Berlin.
Engelbert Humperdinck, à Berlin.
Léopold, comte Kalckreuth, président de la Ligue allemande des artistes, à Eddelsen.
Arthur Kampf, à Berlin.
Fritz-August von Kaulbach, à Munich.
Theodor Kipp, professeur de jurisprudence à Berlin.

Félix Klein, professeur de mathématiques à Gœttingue.
Max Klinger, à Leipzig.
Aloïs Knœpfler, professeur d'histoire ecclésiastique à Munich.
Anton Koch, professeur de théologie catholique à Tubingue.
Paul Laband, Excellence, professeur de jurisprudence à Strasbourg.
Karl Lamprecht, professeur d'histoire à Leipzig.
Philipp Lenard, professeur de physique à Heidelberg.
Maximilian Lenz, professeur d'histoire à Hambourg.
Max Liebermann, à Berlin.
Franz von Listz, professeur de jurisprudence à Berlin.
Ludwig Manzel, président de l'Académie des Arts de Berlin.
Joseph Mausbach, professeur de théologie catholique à Munster.
Georg von Mayr, professeur de sciences politiques à Munich.
Sebastian Merkle, professeur de théologie catholique à Wurtzbourg.
Eduard Meyer, professeur d'histoire à Berlin.
Heinrich Morf, professeur de philologie romane à Berlin.
Friedrich Naumann, à Berlin.
Albert Neisser, professeur de médecine à Breslau.
Walter Nernst, professeur de physique à Berlin.
Wilhelm Ostwald, professeur de chimie à Leipzig.
Bruno Paul, directeur de l'École d'art industriel de Berlin.
Max Planck, professeur de physique à Berlin.
Albert Plohn, professeur de médecine à Berlin.
Georg Reicke, à Berlin.
Professeur Max Reinhardt, directeur du Théâtre allemand à Berlin.
Aloïs Riehl, professeur de philosophie à Berlin.
Karl Robert, professeur d'archéologie à Halle.
Wilhelm Rœntgen, Excellence, professeur de physique à Munich.
Max Rubner, professeur de physique à Berlin.
Fritz Schaper, à Berlin.

Adolf von Schlatter, professeur de théologie protestante à Tubingue.
August Schmidlin, professeur d'histoire ecclésiastique à Munster.
Gustav von Schmoller, Excellence, professeur d'économie nationale à Berlin.
Reinhold Seeberg, professeur de théologie protestante à Berlin.
Martin Spahn, professeur d'histoire à Strasbourg.
Franz von Stuck, à Munich.
Hermann Sudermann, à Berlin.
Hans Thoma, à Carlsruhe.
Wilhelm Trubner, à Carlsruhe.
Karl Vollmœller, à Stuttgart.
Richard Voos, à Berchtesgaden.
Karl Vossler, professeur de philologie romane à Munich.
Siegfried Wagner, à Bayreuth.
Wilhelm Waldeyer, professeur d'anatomie à Berlin.
August von Wassermann, professeur de médecine à Berlin.
Félix von Weingartner.
Théodor Wiegand, directeur du musée de Berlin.
Wilhelm Wien, professeur de physique à Wurzbourg.
Ulrich von Wilamowitz-Mœllendorff, Excellence, professeur de philologie à Berlin.
Richard Willstæter, professeur de chimie à Berlin.
Wilhelm Windelband, professeur de philosophie à Heidelberg.
Wilhelm Wundt, Excellence, professeur de philosophie à Leipzig.

MANIFESTE DES UNIVERSITÉS ALLEMANDES (1)

Vingt-deux universités allemandes ont envoyé une adresse aux universités étrangères pour protester contre les accusations dont l'Allemagne est l'objet à cette heure. Voici le texte de cette adresse :

Vous tous qui savez que notre armée n'est point une armée de mercenaires, qu'elle comprend toute la nation, du premier au dernier homme, qu'elle est conduite par les meilleurs fils du pays, qu'à cette heure des milliers de professeurs et d'élèves tombent comme officiers ou soldats sur les champs de bataille de France ou de Russie ; vous tous qui avez lu et entendu en quel esprit et avec quel succès la jeunesse est chez nous instruite et élevée, qui savez combien nous inculquons le respect et l'admiration des chefs-d'œuvre de l'esprit humain, quel que soit le pays auquel ils appartiennent, nous vous prions d'être nos témoins et de dire si ce que nos ennemis rapportent est vrai et qu'il est exact que l'armée allemande soit une horde de barbares et une bande d'incendiaires qui trouvent plaisir à détruire les innocents, les villages, et à détruire les monuments d'art et d'histoire ; et si vous voulez rendre honneur à la vérité, vous

(1) Extrait du journal *Le Temps*, du 28 octobre 1914.

serez convaincus avec nous que là où les troupes allemandes durent accomplir une œuvre de destruction, elles cédèrent aux impitoyables lois de la défense dans le combat.

A tous ceux qui lisent les rapports mensongers de nos ennemis et qui ne sont pas encore complètement aveuglés par la passion, nous adressons une pressante prière au nom de la vérité et de la justice, nous vous supplions de fermer les oreilles à ces insultes adressées au peuple allemand et de ne point vous laisser dicter vos jugements par ceux qui espèrent vaincre par le mensonge.

Si, dans cette terrible guerre, dans laquelle notre peuple ne lutte pas seulement pour sa puissance, mais pour son existence et toute sa civilisation, l'œuvre de destruction devait être plus grande que dans la guerre précédente, et si les trésors d'art devenaient la proie de la fatalité destructrice, il ne faut pas oublier que la responsabilité de cette calamité incombe tout entière à ceux qui ne se contentèrent point de déchaîner cette guerre abominable, mais encore n'hésitèrent pas à donner des armes à la population pacifique pour qu'elle tende des embûches à nos troupes confiantes, contre toutes les lois de la guerre et les coutumes des peuples civilisés.

Ils sont les seuls et uniques coupables. Si les

biens des civilisations souffrent des dommages durables, ce sont ces hommes qu'atteindra la malédiction de l'Histoire.

Ce manifeste porte les signatures des recteurs des universités de Tubingue, Berlin, Bonn, Breslau, Erlangen, Francfort, Fribourg, Giessen, Gœttingue, Greifswald, Halle, Heidelberg, Iéna, Kiel, Kœnigsberg, Leipzig, Marbourg, Munich, Munster, Rostock, Strasbourg et Wurzbourg.

CHAPITRE XII

PAROLES DE TÉMOINS

Ah ! les braves gens (1) !
GUILLAUME Ier.

Témoignage de Max Nordau :

. . . . . .

L'attitude des habitants de Paris après la déclaration de guerre fut diamétralement opposée à celle des habitants de Berlin, où les passions furent par trop déchaînées.

Un certain nombre de sujets allemands, dont je faisais partie, furent amenés au commissariat. Dans la rue, la foule était excitée, mais correcte. Elle voulait voir les Autrichiens et les Allemands. Personne ne s'est permis aucune parole hostile, aucun regard mauvais. J'ai entendu dire sur notre passage : « Pauvres gens ! »

Les femmes nous offrirent de l'eau et du vin. Elles refusèrent tout argent en disant : « Nous sommes Françaises, notre pitié ne se paie pas ! »

---

(1) Paroles prononcées par le roi de Prusse à la bataille de Sedan, en voyant charger la cavalerie... française.

Lettre adressée à la « Kölnische Zeitung » :

Aix-la-Chapelle, le 26 novembre

Monsieur le Directeur,

Une des tâches les plus ingrates à cette heure, est de défendre la vérité contre les bruits absurdes qui circulent dans le pays. La *Gazette populaire de Cologne* du 30 septembre 1914 a déjà publié une lettre de moi, où je vous déclarais qu'après enquête je n'avais point trouvé dans les trente-cinq hôpitaux d'Aix-la-Chapelle un seul blessé allemand à qui on eût crevé les yeux. Vous m'avez fait savoir, depuis, que ma lettre n'avait point mis fin aux racontars ; vous m'avez envoyé à cet effet un article de la *Gazette de Cologne* du 31 octobre, tout à fait propre à ranimer la croyance en ces histoires fantastiques. Il est dit, dans cet article de la *Gazette de Cologne*, qu'un médecin, M. Sæthre, a visité les hôpitaux de Cologne.

Dans la traduction de son rapport, on lit le passage suivant : « On ne saurait avoir aucun doute sur les cruautés commises par les francs-tireurs. J'ai vu moi-même, à Aix-la-Chapelle, une sœur de la Croix-Rouge à qui les francs-tireurs avaient coupé un sein, et un chef d'escadron à qui on creva les yeux, tandis qu'il gisait sur le champ de bataille. »

Vous m'avez prié de vous écrire ce que je pensais de ce rapport. Je me suis donc adressé aux milieux officiels compétents pour savoir si les faits mentionnés par le Dr Sæthre étaient exacts.

Le directeur de l'hôpital m'a écrit en date du 25 novembre : « Les atrocités dont vous me parlez n'ont pas été commises, du moins en ce qui concerne Aix-la-Chapelle. Nous n'avons point vu la sœur de la Croix-Rouge dont il est question, non plus que le chef d'escadron. »

Je ne sais où le médecin dont parle la *Gazette de Cologne* a puisé ses informations. Je crois nécessaire de constater ici, à nouveau, qu'il ne se trouve dans les hôpitaux d'Aix-la-Chapelle aucun blessé dont on ait crevé les yeux et aucune sœur de la Croix-Rouge qui ait subi la mutilation dont il est question plus haut.

FR. KAUFMANN,
Archiprêtre.

Déclaration de la Direction des hôpitaux de Hanovre :

Après enquête auprès des médecins des différentes sections de l'hôpital n° 3, nous sommes en mesure de vous faire savoir que nous n'avons actuellement à l'hôpital aucun blessé

dont les yeux aient été crevés. Nous n'en avons jamais eu.

Déclaration de la Direction de l'hôpital de la Charité, à Berlin :

L'hôpital de la Charité n'a point hospitalisé de blessés qui aient eu les yeux crevés.

Aveu de la « Kölnische Zeitung », du 28 décembre 1914 :

Sous l'absolue nécessité des circonstances, nous sommes forcés de nous éloigner souvent du droit chemin, mais lorsque les bras de nos soldats auront jeté à terre ceux qui mentent aussi, nous reviendrons avec joie à nos habitudes de franchise.

Témoignage de la « Frankfurter Zeitung » (1) :

Les marchandises de différentes sortes saisies dans les pays ennemis (2) sont en si grande quantité que la difficulté de savoir où les mettre

(1) Citation du *Temps*, 5 janvier 1915.
(2) Voir p. 111 et 112, art. 28. 46, 47, 52, 58.

augmente tous les jours. A la demande du ministre prussien de la Guerre, toutes les chambres de commerce ont été priées de donner tous les renseignements possibles relativement aux magasins, hangars, etc..... qui pourraient serrer temporairement les dépouilles ou propose de partager les marchandises à travers tous les pays d'empire, excepté dans les provinces de la Prusse orientale et occidentale et de Posen, dans les districts dont Breslau, Oppel, Dusseldorf, Cologne, Trèves et Aix-la-Chapelle sont les villes centrales, et en Alsace et en Lorraine.

EXTRAITS DE CARNETS MILITAIRES

D'un officier du 178e d'infanterie, 12e corps d'armée saxon :

17 août 1914.

. . . . . .

Après, visité le petit château qui appartient à un secrétaire du roi des Belges. Nos hommes se sont conduits comme des vandales. D'abord, on a pillé la cave, puis on s'est rabattu sur les chambres et on y a tout bouleversé. On a même fait des tentatives d'effraction sur le coffre-fort. Tout est pêle-mêle : de magnifiques meubles, des soieries, des porcelaines brisées. Nos hommes

ont emporté un tas de choses inutiles pour le plaisir de marauder.

La brigade à laquelle appartient le 178e se dirige sur Marche. La chaleur est accablante et il y a beaucoup d'éclopés.

Le 21 août, l'officier saxon se trouve à Sovet. Alerte dans la nuit. On fusille un Belge accusé d'espionnage.

Le 23 août, dans une marche sur Lisogne, la compagnie s'égare. Elle est canonnée, se replie.

Nos hommes disent qu'ils ne peuvent plus avancer parce que les francs-tireurs les fusillent des maisons. On les place sur trois rangs pour qu'un même coup de fusil abatte trois hommes à la fois. Nous prenons position le long de la Meuse, ma compagnie entre dans le village de Bouvignes : nos hommes se sont comportés comme des vandales, tout a été bouleversé, le spectacle des cadavres de tous les habitants tués défie toute description ; il ne reste plus une seule maison debout. *Nous retirons de tous les coins les survivants, les uns après les autres, et on fusille en bloc hommes, femmes et enfants, trouvés dans un cloître qui a été incendié.*

Le 26 août, la colonne passe à Villers-en-Fagne :

La population avait averti les Français du passage de nos troupes. Aussi mettons-nous le

feu au village, après avoir fusillé le curé et quelques habitants.....

Nous franchissons la frontière française; on cantonne à Gué-d'Hossus. Le village est en feu. *Cette pittoresque petite commune a été incendiée, bien qu'innocente.* Un cycliste, en tombant, avait fait partir son fusil. Il a prétendu aussitôt qu'on avait tiré sur lui. Là-dessus, on a jeté tous les habitants dans les flammes. De telles horreurs ne se reproduiront plus, je l'espère.

A Leppes, on a tué deux cents habitants, parmi lesquels il devait se trouver des innocents. A l'avenir, on devra procéder à une enquête et établir la culpabilité des gens avant de les fusiller.

Le 29 août, combat violent à Verrière-Dommery. Les Saxons se mesurent avec les turcos qui se servent avec une admirable activité des buissons pour se dissimuler. L'instruction de l'ennemi est remarquable pour la bonne utilisation du terrain.

Au commencement de septembre, le 178e est à Rethel. L'officier saxon note :

L'intérieur des maisons est charmant. Il y a en France une classe moyenne qui possède des meubles magnifiques. *Partout des meubles de style, de belles soieries, mais dans quel état, grand Dieu! Tout en morceaux! Les Vandales n'auraient pas pu commettre plus de dégâts. Les chefs de colonnes en sont responsables, car*

ils auraient pu empêcher le pillage et les destructions. Les dégâts se chiffrent par millions. Les coffres-forts ont été forcés.

. . . . . .

Dans la maison d'un avoué, arrangée avec beaucoup de goût, on a brisé en mille morceaux une collection de vieilles faïences et d'objets d'art orientaux.

Moi-même, je n'ai pu m'empêcher d'emporter, par-ci par-là, de petits souvenirs. Je trouve un superbe imperméable et un appareil photographique que je destine à Félix.

. . . . . .

Du lieutenant Kietzmann (2e compagnie), 1er bataillon du 4e régiment d'infanterie :

18 août 1914.

Un peu en avant de Diest, se trouve le village de Schaffen. Cinquante civils environ s'étaient cachés dans la tour de l'église et, de là-haut, tiraient sur nos troupes avec une mitrailleuse. Tous les civils ont été fusillés.

D'un soldat de la Garde prussienne, Paul Spielmann (1. Kompagnie, Ersatz Bataillon, 1. Garde-Infanterie Brigade), le 1er septembre, dans un village près de Blâmont :

Les habitants ont fui par le village. Ce fut horrible. Du sang est collé contre toutes les maisons; et quant aux visages des morts, ils étaient hideux. On les a enterrés tout aussitôt, au nombre de soixante. Parmi eux, beaucoup de vieilles femmes, des vieux et une femme enceinte, le tout affreux à voir, et trois enfants qui s'étaient serrés les uns contre les autres et sont morts ainsi. L'autel et les voûtes de l'église sont effondrés. C'est qu'on avait le téléphone avec l'ennemi, et ce matin, 2 septembre, tous les survivants ont été expulsés, et j'ai vu quatre petits garçons emporter sur deux bâtons un berceau où était un enfant de cinq à six mois. Tout cela est affreux à regarder. Coup pour coup! Tonnerre contre tonnerre! Tout est livré au pillage. Et j'ai vu aussi une maman avec ses deux petits, et l'un avait une grande blessure à la tête et un œil crevé.

Du carnet, non signé, d'un soldat du 32e d'infanterie de réserve (VIIIe corps de réserve) :

3 septembre. Creil. — On a fait sauter le pont

de fer. A cause de quoi les rues sont incendiées par nous et des civils fusillés.

Du soldat Hassemer (VIIIe corps) :

3 septembre. A Sommepy (Marne). — Horrible carnage, le village brûlé jusqu'à ras du sol, les Français jetés dans les maisons en flammes, les civils et tout brûlés ensemble.

Du soldat Philipp (de Kamenz, en Saxe), 1re compagnie du 1er bataillon du 178e régiment :

Le soir, à 10 heures, le 1er bataillon du 178e descendit dans le village incendié au nord de Dinant. Spectacle triste et beau, et qui faisait frissonner. A l'entrée du village, gisaient environ cinquante bourgeois, fusillés pour avoir, par guet-apens, tiré sur nos troupes. Au cours de la nuit, beaucoup d'autres furent pareillement fusillés, si bien que nous en pûmes compter plus de 200. *Des femmes et des enfants, la lampe à la main, furent contraints à assister à l'horrible spectacle.* Nous mangeâmes ensuite notre riz au milieu des cadavres, car nous n'avions rien mangé depuis le matin.

D'un carnet non signé (en première page) :

Langeviller (*22 août*). — Village détruit par le 11e bataillon de pionniers. Trois femmes pendues aux arbres ; les premiers morts que j'ai vus.

Et, huit jours après, page 10 du même carnet :

C'est de la sorte que nous avons détruit huit maisons avec leurs habitants. Dans une seule d'entre elles furent passés à la baïonnette deux hommes avec leurs femmes et une jeune fille de dix-huit ans. La petite a failli m'attendrir, son regard était si plein d'innocence ! Mais on ne pouvait plus maîtriser la troupe excitée, car en de tels moments on n'est plus des hommes, on est des bêtes.

L'auteur d'un carnet non signé rapporte qu'à Orchies (Nord), une femme fut passée par les armes pour n'avoir pas obéi au commandement de « Halte ! » Sur quoi, ajoute-t-il, l'incendie de toute la localité.

Du réserviste Schlanter (3e batterie du 4e d'artillerie de la Garde) :

En Belgique (*25 août*). — Des habitants de la ville, on en fusilla 300. Ceux qui survé-

curent au feu de salve furent réquisitionnés comme fossoyeurs. Il aurait fallu voir les femmes à ce moment ! Mais il n'y a pas moyen de faire autrement. Dans notre marche sur Willot, les choses allèrent mieux ; on permit aux habitants qui voulaient partir de s'en aller où ils voulurent. Mais qui tirait était fusillé. A notre départ d'Owelé, les fusils crépitèrent ; mais là, incendie, femmes et le reste...

Du soldat Sébastien Reisshaupt, du 1er d'infanterie bavarois :

Parux (Meurthe-et-Moselle) est le premier village que nous avons brûlé ; après, la danse commença : les villages, l'un après l'autre ; par prés et par champs nous fûmes à bicyclette jusqu'à des fossés au bord de la route, et là, nous mangeâmes des cerises.

Le soldat Moritz Grasse, du 177e d'infanterie, après avoir raconté le sac de Dinant, termine son récit par cette phrase :

Lancement de grenades incendiaires dans les maisons. Le soir, choral militaire : *Nun danket alle Gott !* (Maintenant, remerciez tous Dieu !)

Du soldat Paul Gloede, du 9e bataillon de pionniers (IXe corps) :

12 août. *En Belgique.* — On se fait une idée de l'état de fureur de nos soldats, quand on voit les villages détruits. Plus une maison intacte. Tout ce qui peut se manger est réquisitionné par des soldats non commandés. On a vu plusieurs monceaux d'hommes et de femmes, exécutés près jugement. De petits porcs couraient à l'entour, cherchant leur mère. Des chiens à la chaîne n'avaient rien à manger ni à boire, et les maisons brûlaient au-dessus d'eux. Mais auprès de la juste colère de nos soldats grandit un pur vandalisme. En des villages déjà absolument vides, ils dressent à leur plaisir l'incendie (le coq rouge) sur les maisons. Les habitants me font peine. S'ils emploient des armes déloyales, ils ne font après tout que défendre leur patrie. Les atrocités que ces bourgeois ont commises ou commettent sont en tout cas bien vengées. Les mutilations de blessés sont à l'ordre du jour.

Citation du « Jauersches Tageblatt » (1) :

Jauer est une ville de Silésie, à 50 kilomètres

(1) Reproduit d'après la brochure *Les Crimes allemands d'après des témoignages allemands,* par J. Bédier. Colin, éditeur.

environ à l'ouest de Breslau ; deux bataillons du 154e régiment d'infanterie saxonne y tiennent garnison. Le dimanche 18 octobre, on distribua dans la petite ville paisible et dans les bourgs et villages du district le numéro du journal local, portant en manchette :

EIN TAG DER EHRE FÜR UNSER REGIMENT
24. SEPTEMBER 1914
(Une journée d'honneur pour notre régiment
24 septembre 1914.)

et c'est le titre d'un article de deux cents lignes, envoyé du front par un soldat du régiment : Unter-Offizier Klemt, 1. Komp., Infanterie-Rgt 154.

Le sous-officier Klemt y raconte comment, le 24 septembre, son régiment, parti le matin d'Hannonville et soutenu dans sa marche par des batteries autrichiennes, fut soudain reçu par un double feu d'artillerie et d'infanterie. Les pertes furent énormes. Pourtant l'ennemi restait invisible.

Enfin, dit-il, on s'aperçoit que les balles venaient d'en haut, d'arbres où des soldats français s'étaient juchés. On les descend des arbres comme des écureuils et on les accueille chaudement, à coups de crosse et de baïonnette ; ils n'ont pas besoin de médecins, nous ne combattons plus des ennemis loyaux, mais des brigands perfides. Par bonds, nous traversons la clairière. Ici, là, ils sont cachés dans les buissons, et maintenant sus à l'ennemi ! On ne fera pas de quartier. On tire debout, à volonté ; c'est

tout au plus si quelques-uns tirent à genoux; personne ne songe plus à s'abriter. Nous arrivons à une petite dépression de terrain; des pantalons rouges gisent là, morts ou blessés, en foule. Nous assommons ou transperçons les blessés, car nous savons que ces canailles, quand nous sommes passés, nous tirent dans le dos. Là est couché tout de son long un Français, face contre terre, mais il fait le mort. Le coup de pied d'un robuste fusilier lui apprend que nous sommes là. Se retournant, il demande quartier, mais on lui dit : « C'est bien ainsi que travaillent vos outils? » et on le cloue au sol. A côté de moi j'entends des craquements singuliers; ce sont des coups de crosse qu'un soldat du 154e assène vigoureusement sur le crâne chauve d'un Français; très sagement, il s'est servi pour ce travail d'un fusil français, de peur de briser le sien. Les hommes à l'âme particulièrement sensible font la grâce aux blessés français de les achever d'une balle, mais les autres distribuent tant qu'ils peuvent des coups d'estoc et de taille. Nos adversaires s'étaient battus bravement; c'étaient des troupes d'élite que nous avions devant nous; ils nous avaient laissés approcher jusqu'à 30 et 10 mètres, trop près. Des sacs et des armes jetés en masse attestent qu'ils ont voulu fuir; mais à la vue des « fantômes gris », l'épouvante leur a paralysé les pieds, et sur le sentier étroit qu'ils

prenaient, la balle allemande leur a porté l'ordre de « Halte ! » A l'entrée de leurs abris de branchages, les voilà couchés, gémissants et qui demandent quartier. Mais qu'ils soient blessés légèrement ou grièvement, les braves fusiliers économisent à la patrie les soins coûteux qu'il lui faudrait donner à de nombreux ennemis.

Le récit, très orné, très littéraire, continue. L'écrivain rapporte comment S. A. R., le prince Oscar de Prusse, averti des exploits (peut-être, à vrai dire, d'autres exploits) du 154e et du régiment de grenadiers qui fait brigade avec le 154e, les déclara tous deux dignes du nom de *Kœnigsbrigade,* et termine enfin sur cette phrase :

Le soir venu, une prière d'action de grâces sur les lèvres, nous nous endormîmes dans l'attente du jour suivant.

Puis, ayant rimé par surcroît, en guise de post-scriptum, une petite pièce de vers, *Heimkehr vom Kampf,* il porte le tout, prose et vers, à son lieutenant, qui y met son contreseing :

Certifié exact :

De Niem, Leutnant und Kompagnie-Führer.

Citation du journal « Münchner Neueste Nachrichten », du 7 octobre 1914 (1) :

27 août. — Nous avons arrêté trois civils, et voici que me vient une bonne idée. On les campe sur des chaises et on leur fait comprendre qu'il leur faut aller s'asseoir sur ces chaises au milieu de la rue. Supplications d'une part, quelques coups de crosse d'autre part. On devient peu à peu terriblement dur. Enfin ils sont assis dehors, dans la rue. Combien de prières angoissées ont-ils dites, je l'ignore ; mais ils ont tenu tout le temps leurs mains jointes et crispées. Je les plains, mais le moyen est d'une efficacité immédiate. Le tir en enfilade dirigé des maisons sur nous diminue aussitôt ; nous pouvons maintenant occuper la maison en face et nous devenons par là les maîtres de la rue principale. Tout ce qui, désormais, se montre dans la rue est fusillé. L'artillerie, elle aussi, a travaillé vigoureusement pendant ce temps, et lorsque vers 7 heures du soir la brigade s'avance à l'assaut pour nous délivrer, je puis faire le rapport : « Saint-Dié est vide d'ennemis. »

Comme je l'ai appris plus tard, le ...e régiment de réserve, qui est entré à Saint-Dié plus au nord,

---

(1) *Les Crimes allemands d'après des témoignages allemands*, par J. Bédier. Colin, éditeur.

a fait des expériences tout à fait semblables aux nôtres. Les quatre civils qu'il avait également fait asseoir dans la rue ont été tués par les balles françaises. Je les ai vus moi-même, étendus au milieu de la rue, près de l'hôpital.

Lieutenant A. Eberlein.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Avant-propos des Éditeurs 5

Préface 7

Chapitre I. — Parole de rois de Prusse 13

Chapitre II. — Paroles de chanceliers impériaux. 16

Bismarck, von Caprivi, Bulow, Bethmann-Hollweg.

Chapitre III. — Paroles de philosophes et d'historiens. 29

Kant, Hegel, Nietzsche, Mommsen, Hirschel, Treitschke, Quidde, Thomas Mann, Gumplowicz.

Chapitre IV. — Paroles de professeurs 36

Lasson, Hasse, Théobald Ziegler, Ostwald, Schmoller, von Pfister Stein, Daniel, Eucken.

Chapitre V. — Paroles de publicistes, littérateurs et journalistes 55

Avant la déclaration de guerre 55

Les prodromes de la guerre actuelle. 58

Depuis la déclaration de guerre 66

Quelques yeux commencent à s'ouvrir. . . . 75

Chapitre VI. — Paroles de poètes. 83

Chapitre VII. — Paroles d'écrivains militaires . . 92

Clausewitz, Bronsard von Schellendorf, Blume, Hartmann, Bernhardi, von der Goltz, von Dithfurt.

Chapitre VIII. — Paroles d'empereur allemand. . 108

Pages.

CHAPITRE IX. — Paroles de chefs militaires . . . 124

Moltke, Hæsseler, le Kronprinz, von Bulow, von Vieber, Dieckmann, von der Goltz, Stenger, von Luttwitz, von Hindenburg.

CHAPITRE X. — Paroles de théologiens, prêtres et pasteurs 132

Stœcker, Wurm, Rode, Hœffler, Franck, Dryander, Lahusen et Axenfeld ; archevêque de Cologne.

CHAPITRE XI. — Paroles d'intellectuels 146

Le Manifeste des 93 146

Manifeste des Universités allemandes 154

CHAPITRE XII. — Paroles de témoins 157

Max Nordau, Kaufmann.

Extraits de carnets militaires. 161

Lettres d'officiers en campagne, reproduites par des journaux allemands 169

NANCY-PARIS, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT. — MARS 1915

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

6e Série c

ADRIEN BERTRAND

LA CONQUÊTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE PAR L'ALLEMAGNE

UNE NOUVELLE FORME DU PANGERMANISME

LE « ZOLLVEREIN »

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

99

Prix : 60 centimes

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

LÉGISLATION DE GUERRE 1914-1916

Collection publiée sous la direction de A. SAILLARD ✻, ✻ I, C ✻

ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL
CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Série de volumes in-12 brochés

1. **Les Loyers et le Moratorium.** *Guide complet pour les propriétaires et les locataires,* par A. SAILLARD. — Brochure de 64 pages. **75** c.
2. **Les Baux à ferme, les Métayages et le Moratorium,** par A. SAILLARD. — Brochure de 32 pages. . . . . **40** c.
3. **Les Affaires, la Bourse, les Banques et la Guerre.** *Étude complète,* par F.-J. COMBAT, chef de portefeuille, expert-comptable judiciaire. — Brochure de 96 pages. . . . . **1** fr. **25**
4. **Les Finances publiques et la Guerre.** *Étude d'ensemble (France et Étranger),* par F.-J. COMBAT. — Brochure de 96 pages. . . . . **1** fr. **25**
5. **Le Séquestre des biens des Allemands et des Austro-Hongrois.** *Guide juridique et pratique,* par A. SAILLARD, en collaboration avec un Administrateur-Séquestre. — Brochure de 96 pages . . . . **1** fr. **50**
6. **Condition civile des mobilisés.** — *Actes de l'état civil, Mariage par procuration, Obligations et droits civils,* par H. FOUGEROL, docteur en droit et lauréat de la Faculté de Paris, avocat à la Cour, attaché au cabinet du sous-secrétaire d'État à la Guerre. — Volume de 132 p. **2** fr.
7. **Décès et Disparitions aux armées.** *Constatation, Formalités, Successions, Renseignements pratiques et Formules,* par H. FOUGEROL. — Brochure de 64 pages . . . . . **75** c.
8. **Les Droits des Veuves et des Orphelins des militaires tués à l'ennemi.** *Renseignements pratiques et Textes,* par A. SAILLARD et H. FOUGEROL. — *2e édition.* Brochure de 166 pages . . . . . **2** fr.
9. **Les Blessés de guerre.** *Prothèse et Rééducation professionnelle,* par Paul RAZOUS, actuaire du Contrôle au Ministère du Travail. — Brochure de 64 pages. . . . . **1** fr.
10. **Les Allocations aux familles des Mobilisés,** *avec les solutions des cas d'espèces les plus fréquents, d'après les instructions administratives,* par A. SAILLARD et H. FOUGEROL. — Brochure de 112 pages . . **1** fr. **25**
11. **Les Dommages de guerre.** *Constatation et Évaluation. Catégories de dommages. Formalités à remplir. Textes officiels. Tableaux et Formules.* — Brochure de 112 pages . . . . . **1** fr. **25**
12. **Les Assurances et la Guerre,** avec commentaire juridique et pratique, par F.-J. COMBAT. Brochure de 80 pages . . . . . **1** fr.
13. **L'Application de l'Impôt sur le Revenu.** *Historique. Barèmes. Déclarations,* par F.-J. COMBAT. — Brochure de 60 pages . . . . **1** fr. **25**
14. **La Croix de Guerre et les Décorations militaires,** par H. FOUGEROL et A. SAILLARD. — Brochure de 90 pages . . . . . **1** fr. **25**
15. **Le Travail des Femmes à domicile.** *Nouvelle réglementation avec Commentaire,* par F.-J. COMBAT. Brochure de 85 pages. . . . . **1** fr. **2**
16. **Mesures douanières, Prohibitions et Contrebande de guerre** (*En préparation.*)
17. **L'Alcool et les Débits de boissons.** . . . . . (*En préparation.*)
18. **La Propriété industrielle et la Guerre,** par P. LAINÉ. (*En préparation.*)
19. **L'Appel des classes** . . . . . (*En préparation.*)
20. **Les Pensions militaires.** . . . . . (*En préparation.*)

LA

CONQUÊTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

PAR L'ALLEMAGNE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (N° 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

Copyright by Berger-Levrault 1916

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

Souscriptions du Ministère de l'Instruction publique et du Gouvernement Belge

6e Série c

ADRIEN BERTRAND

LA CONQUÊTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE PAR L'ALLEMAGNE

UNE NOUVELLE FORME DU PANGERMANISME

LE « ZOLLVEREIN »

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS — 5-7, RUE DES BEAUX-ARTS | NANCY — RUE DES GLACIS, 18

1916

LA
CONQUÊTE DE L'AUTRICHE-HONGRIE
PAR L'ALLEMAGNE

I

LE PLAN DE L'ALLEMAGNE

L'Allemagne est en train d'achever la conquête de l'Autriche-Hongrie. Ainsi, l'un des deux empires de proie est la première victime de l'autre. Guillaume II, dont les soldats occupent Noyon, Nich et Varsovie, n'a vraiment établi sa domination que sur Vienne et sur Budapest. C'est pour la possession de l'héritage des Habsbourg que les troupes prussiennes et bavaroises ont fait rougir de leur sang les cours de la Marne, de l'Yser ou de la Meuse et qu'elles ont semé de leurs cadavres les immenses plaines polonaises.

C'est un fait : l'Empereur allemand règne en Autriche-Hongrie.

Et la réalité du fait s'accorde avec son désir et ses plans : la domination de l'Autriche-Hongrie est l'avantage qu'il compte retirer de l'incendie qu'il a déchaîné sur le monde : une « union douanière », disons le mot, un *Zollverein* réalisera le projet : la domination d'une Autriche-Hongrie, plus ou

moins vaste, suivant l'issue de la guerre ; réduite, si les puissances centrales sont battues, des peuples tchèques, polonais, roumains, yougo-slaves, italiens, qui s'affranchiront ; augmentée au contraire de populations serbes et russes si, au Congrès européen, Guillaume II peut parler en maître.

Telle est la situation.

Ce sont ces projets de l'empereur Guillaume que nous allons étudier en détail. Nous allons voir que celui-ci les caressait avant l'agression de 1914 et dès le lendemain d'Agadir, après sa « conversion » au parti de la guerre. Nous allons voir comment, au cours de la tragédie européenne, ils durent évoluer, s'adapter aux événements : ce n'est qu'en ces derniers temps que l'idée s'est précisée, dans toutes ses modalités, de la constitution d'une *Mitteleuropa*, d'un empire de l'Europe Centrale ; ce n'est que récemment que le Kaiser allemand a été assez fort pour proposer la chose au Kaiser autrichien. Mais l'idée venait de loin. Elle était la conséquence de la *Weltpolitik,* la « politique mondiale » inaugurée par Guillaume II dès la chute de Bismarck. Et celle-ci n'était que la conséquence inéluctable de la *Deutsche Politik,* « politique allemande » du Chancelier de fer, laquelle n'était plus modeste qu'en apparence seulement, mais en réalité semait le vent qui a fait moissonner la tempête par le successeur de Bismarck, ce pauvre M. de Bethmann-Hollweg. Les pangermanistes, désespérant de voir leurs ambitions territoriales réalisées par l'écrasement de leurs ennemis, veulent prendre leur revanche en asservissant leurs alliés, par le truchement d'une convention économique. Le *Zollverein* est la nouvelle forme du pangermanisme.

Notre tâche est de la dénoncer.

Nous verrons enfin dans quelle mesure nous pourrions éviter la menace ou, tout au moins, la rendre moins pesante sur les destinées de l'Europe. Nous n'empêcherons pas sans doute l'Allemagne de conquérir l'Autriche-Hongrie, puisque l'Allemagne veut dominer et puisque l'Autriche-Hongrie veut être conquise. Il est impossible de défendre, malgré elle, une femme qui désire être battue. Ne nous faisons pas d'illusions à cet égard. Tout ce qu'on peut faire, c'est de prendre des précautions judicieuses pour que les coups ne tombent pas également sur nous.

II

LE PACTE DE KONOPICHT

Le 12 juin 1914, l'empereur Guillaume II était à Konopicht, la résidence de l'archiduc héritier François-Ferdinand en Bohême. C'était un mois et demi avant la guerre. Or, dans cette entrevue historique furent arrêtés la guerre européenne et le plan qui, après la lutte, bouleverserait la carte de l'Europe.

Quand Guillaume II rentra à Berlin il venait de décider l'héritier de la monarchie austro-hongroise à accepter, sous l'apparence d'une union douanière, la domination de l'Allemagne. Il avait jeté les bases d'un empire de l'Europe Centrale et établi l'hégémonie de sa maison sur le monde.

Le *Nineteenth Century and after* a publié, le 1er février 1916, un article sensationnel : il éclaire les origines de la guerre. Il nous fait comprendre les desseins actuels de Guillaume II.

L'article est de M. Henry Wickham Steed. M. H. W. Steed est un rédacteur du *Times*. Son autorité, son esprit critique et sa connaissance de la politique étrangère sont incontestables. Il faut sa signature en bas de son article pour que les révélations que celui-ci contient n'aient pas l'air d'un roman-feuilleton. Il les tient, lui, d'un correspondant dont il garantit les assertions en raison de son caractère, de ses antécédents et de la situation qu'il occupait.

L'archiduc François-Ferdinand, dont l'assassinat à Serajevo, le 23 juin 1914, fut le prétexte de la guerre, avait fait un mariage d'amour. On s'en souvient : il avait épousé la comtesse Sophie Chotek. Scandale à la cour de Vienne. Toute la vie de l'archiduc héritier avait été consacrée à élever sa femme jusqu'à son rang ; peine inutile : l'étiquette est implacable. On ne compte plus les affronts que la comtesse Chotek, devenue duchesse de Hohenberg, subissait. Elle était « la Chotek ». Les relations les plus banales étaient rompues entre François-Ferdinand et la famille impériale ; on le craignait, car il était l'Empereur de demain ; on ne cédait pas. Quand il mourut, l'étiquette eut sa revanche. Le prince de Montenuovo, grand maréchal de la cour, faisait transporter les cadavres dans un caveau du château d'Arstetten, sans cérémonie, sans honneurs, presque honteusement. François-Joseph répondait à l'indignation des Autrichiens et des Allemands en approuvant son maître des cérémonies.

On se rappelle ces faits : c'est de l'histoire.

Ils n'auraient que l'importance d'une comédie de famille, dans un pays moderne, en France ou en Angleterre. En Autriche, ils ont pris une importance historique. Ce pays-là vit sous le régime féodal. La comédie bourgeoise est devenue un drame.

Car, si la comtesse Sophie Chotek n'était point reçue par les archiduchesses, ses fils ne pouvaient pas succéder à leur père. François-Ferdinand avait renoncé pour eux à leurs droits à la couronne : le Parlement autrichien et la loi constitutionnelle hongroise avaient enregistré sa renonciation.

Jamais François-Ferdinand n'avait accepté en

son for intérieur cet état de choses. Il aimait sa femme. Celle-ci participait à sa vie et inspirait ses actes. Il voulait faire d'elle une reine. Il voulait faire de ses fils des rois. Il lui suffisait de leur partager son empire. Les souverains et les princes du Moyen Age ne faisaient pas autrement. Tel avait été le sort de l'empire de Charlemagne.

Guillaume II roulait à cette époque de grands projets dans son cerveau. Il s'était rallié au parti de la guerre devenue économiquement nécessaire. Il profita de la situation.

Le 12 juin 1914, il rendait visite, au château de Konopicht, à l'archiduc héritier. L'amiral von Tirpitz l'accompagnait. Dans cettre entrevue, on conclut un pacte qui satisfaisait les plus vastes ambitions de Guillaume II et les plus chers projets de François-Ferdinand.

On décida le démembrement de l'Autriche, à la mort de François-Joseph ; ni plus ni moins.

Et ici, nous laisons parler M. H. W. Steed :

« On provoquerait la Russie à une guerre pour laquelle l'Allemagne et l'Autriche étaient prêtes. La France serait réduite à l'impuissance. L'abstention de l'Angleterre était considérée comme certaine.

« La victoire assurée aurait comme conséquence une transformation de la carte de l'Europe. »

Nous résumons :

La monarchie austro-hongroise serait démembrée en trois parties :

1° La Pologne reconstituée, avec la Lithuanie et l'Ukraine, la Pologne des Jagellons, s'étendrait de la Baltique à la Mer Noire. La Russie, refoulée vers l'est, ne devenait plus qu'une puissance asiatique. François-Ferdinand serait roi de ce royaume allant

des brumes des mers du nord au soleil oriental des mers balkaniques. Et ce serait l'héritage de son fils aîné, Maximilien-Charles, né en 1902;

2° La Hongrie avec la Bohême arrachée de l'Autriche, la Serbie, la Bosnie, les pays croates et yougo-slaves, tout cela formerait un second royaume dont les mers seraient l'Adriatique avec ses côtes dalmates et albanaises et la mer Égée avec Salonique. Ce serait le royaume de son second fils, le prince Ernest, né en mai 1904. Sophie Chotek, reine, serait mère de deux rois;

3° L'Autriche ainsi diminuée? c'était le lot de l'archiduc Charles-François-Joseph, second héritier présomptif, qui eût dû, après la mort de François-Ferdinand, hériter de toute la monarchie dualiste, et qui est à l'heure actuelle l'héritier présomptif de François-Joseph. Justement l'archiduc avait épousé la princesse Zita de Bourbon-Parme. Il avait un fils. La transmission régulière des trônes serait dès lors assurée. Mais l'Autriche entrait dans l'Empire allemand comme État confédéré. L'Allemagne avait Trieste et Pola sur l'Adriatique, ports de commerce et de guerre, comme elle avait sur les mers du Nord Hambourg et Kiel. Son hégémonie était incontestable. Les Habsbourg étaient soumis aux Hohenzollern, comme de simples Wittelsbach. L'Autriche n'était plus qu'une autre Bavière.

Et ce n'est pas tout.

Citons notre confrère britannique :

« *Entre l'Empire allemand agrandi, le royaume de Pologne reconstitué et le nouveau royaume bohémien-hongrois-slave méridional, une alliance militaire et économique, étroite et perpétuelle, devait être conclue.* »

C'est le *Zollverein* d'aujourd'hui.

Poursuivons :

« Cette alliance deviendrait l'arbitre de l'Europe et commanderait les Balkans ainsi que la route de l'Orient. »

Et voilà. Mlle Chotek pouvait être contente. Sans doute ; mais Guillaume II également.

Quant à François-Ferdinand, il sacrifiait les intérêts de son peuple à ceux de sa famille et de son amour. Voilà qui était féodal comme lui-même et bien digne d'un Habsbourg.

Tel était le pacte de Konopicht.

Il fut conclu le 12 juin 1914. Guillaume II l'avait préparé par ses cajoleries depuis 1908. Il avait vu alors François-Ferdinand à Eckartsau. C'est là, puis à Potsdam, en 1909, où la duchesse de Hohenberg avait été reçue avec de grands honneurs, que s'était ébauché ce qui s'est décidé à Konopicht.

A peine Guillaume II a-t-il quitté François-Ferdinand que le comte Berchtold, ministre commun des Affaires étrangères, arrive en Bohême. C'était un sous-d'Aehrenthal ; et d'Aehrenthal était un sous-Bismarck. Sans doute ne sut-il rien.

Quelques jours après, le 28 juin, l'archiduc était assassiné à Serajevo.

Le comte Tisza l'avait détourné de ce voyage. Il l'avait prévenu d'un danger. Car Tisza, âme damnée de l'Empereur allemand, était sans doute au courant du pacte. Étrange assassinat. Police inerte. Les archives de l'archiduc sont saisies à Konopicht par une commission impériale. Le général Potiorek prend sur le corps de François-Ferdinand des papiers et les envoie à Vienne. L'enterrement a lieu comme en cachette... « Tout est à recommencer, déclare Guillaume II en apprenant, à Kiel, le meurtre de son complice. »

Tout est à recommencer !

Et tout recommença.

Il fallait brusquer les événements. Tisza était là. La guerre éclata.

En effet, Guillaume II était bien résolu à la guerre. Nous verrons, au cours de cette étude, que s'il l'avait décidée c'est que la surproduction commerciale de l'Allemagne la lui imposait comme une nécessité. On fabriquait tant qu'une domination économique sur l'Europe, un ordre de choses nouveau fondé sur de nouveaux traités de commerce rendaient seuls possible l'écoulement des articles manufacturés, permettaient seuls d'éviter la banqueroute, ouvraient seuls de belles perspectives d'avenir. Comme ce bouleversement économique ne pouvait avoir lieu que par la guerre, délibérément l'empereur Guillaume l'avait résolue : à Agadir il avait envoyé un coup de sonde. Notre réponse avait été le traité du 4 novembre 1911. La France ne voulait pas traiter, ni comprendre, ni entrer dans son système et ses vues : on aurait recours à la force des armes.

Dès lors, on ne songea plus qu'à la guerre. L'Allemagne mit au point ses préparatifs. Ce n'était pas difficile. Depuis un demi-siècle tout était tellement organisé pour la guerre que l'état de paix y semblait une période d'attente anormale. L'Autriche-Hongrie aussi se prépara. Les usines Krupp contrôlèrent les usines Skoda : les Autrichiens eurent la meilleure artillerie lourde du monde. L'archiduc héritier renvoyait les généraux incapables. Tisza, aidé de son complice, le comte Forgatch, préparait les événements sur le terrain politique et préméditait les provocations à la manière de Bismarck qui amèneraient le conflit.

Cependant l'Angleterre restait indifférente. La Russie demeurait, malgré sa diplomatie hardie, en cet état de désorganisation, dénoncé depuis à la Douma, qui a amené ses revers de 1915. Et la France, où l'esprit public se chauffait et acceptait de plus en plus l'éventualité d'une guerre, où les hommes au pouvoir reculaient de moins en moins devant cette éventualité, ignorait — on le savait bien à Berlin — que les facteurs essentiels de cette guerre seraient les tranchées et les canons lourds.

On ne compte plus les incidents qui marquèrent les relations des deux systèmes d'alliances de 1911 à 1914, soit au Maroc, soit en Serbie, soit dans les Balkans, soit même en France où atterrit un zeppelin sur le terrain de manœuvre de Lunéville. Guillaume II était prêt. Il voulait la guerre. Il venait de décider de la faire à Konopicht. L'assassinat de l'archiduc remettait tout en question — à moins de se saisir de ce prétexte et de se lancer dans l'aventure. C'est le parti que prit l'Empereur allemand.

III

« MITTELEUROPA »

L'EMPIRE DE L'EUROPE CENTRALE

On voit mieux à présent les origines de la guerre, et comment Guillaume II a pu compter établir sur l'Europe, par les armes, sa domination.

Voici la partie manquée : la France a vaincu sur la Marne et sur l'Yser. Il y a la Russie, l'Italie, l'Angleterre. Le plan de Guillaume II évolue alors légèrement, au gré des événements : « On ne peut s'agrandir aux dépens de ses adversaires. Soit, on s'agrandira aux dépens de ses amis. Une bonne union douanière — et c'est quand même l'hégémonie de l'Allemagne sur l'Europe Centrale. »

Telle est la nouvelle formule.

Les territoires qu'on n'aura pu occuper en Belgique, en Lorraine, dans le nord de la France, on les occupera en Autriche et en Hongrie. Il n'y aura pas d'opposition de la part des Autrichiens, chez qui le Kaiser de Berlin est plus populaire que le Kaiser de Vienne et qui ne demandent que leur asservissement. Il y en aurait un peu plus du côté des Magyars, s'ils ne considéraient déjà l'Autriche comme la raison de leur faiblesse, l'Allemagne comme leur force et leur salut, et s'ils ne préféraient, moyennant certaines garanties d'indépendance, une union avec l'Allemagne qui a chassé les Russes des Carpathes à une fusion avec l'Autriche

qui laissait ces mêmes Russes menacer d'une invasion les plaines hongroises.

Ainsi, du consentement unanime des intéressés, Guillaume II réaliserait quand même son rêve d'hégémonie : et ce serait en créant un nouvel empire, *Mitteleuropa,* dont M. Friedrich Naumann a trouvé le nom en un livre retentissant, paru en octobre 1915.

Voilà bien pour nous le danger. Mais il est aussi facile à exposer que difficile à écarter.

Et même, il est puéril de penser que nous pourrons empêcher Allemands et Austro-Hongrois de s'unir.

On nous a dit : « Le fait est d'une gravité capitale. Si l'Allemagne obtenait la paix, si même elle rendait bénévolement la liberté à la Belgique, l'Alsace-Lorraine à la France, des colonies ou des zones d'influence aux Anglais et aux Russes, mais qu'elle fît le *Zollverein,* l'union douanière avec l'Autriche-Hongrie, nous aurions devant nous, à brève échéance, une puissance beaucoup plus formidable que celle qui, en 1914, osait attaquer l'Europe entière, un État dont les frontières iraient de la mer du Nord à l'Adriatique, des sables de Pologne au Rhin, des forêts roumaines au Limbourg hollandais. »

C'est exact. Mais à quoi sert de se lamenter? Le péril est là. Et il ne saurait être évité.

Il nous faut dire d'abord qu'il ne change pas beaucoup l'état de choses existant. L'Autriche-Hongrie n'est-elle pas déjà docilement asservie à l'Allemagne? Le fait existe. C'est Guillaume II qui commande à Vienne et à Budapest. Sans l'intermédiaire du *Zollverein* il est maître, et, bien avant 1914, l'Europe Centrale ne formait qu'un bloc.

Mais, au contraire, nous devons chercher à rendre le danger moins grave : pour cela il faudra tâcher non d'empêcher le *Zollverein* — nos efforts seraient vains — mais de diminuer autant que nous le pourrons le territoire dont les Allemands veulent l'adjonction.

Autrement dit, c'est de nouveau le problème du démembrement de l'Autriche-Hongrie qui se pose.

Que Guillaume II s'annexe, pour compenser son rêve de domination manqué, l'Autriche et la Hongrie, soit ; nous ne pouvons nous y opposer.

Mais que l'Autriche et la Hongrie ne soient que l'ombre de ce qu'elles étaient et qu'autour de cette *Mitteleuropa* se groupent des États libérés du joug, c'est là notre politique et l'œuvre que devront réaliser notre diplomatie — ne comptons pas trop sur elle — et nos armées : fions-nous plutôt à celles-là.

Une Autriche-Hongrie diminuée des provinces du Trentin, de l'Istrie et de la Dalmatie devenues italiennes, de la Bosnie et de la Croatie, des régions roumaines du Banat, de la Transylvanie et de la Bukovine, de la Pologne reconstituée en État indépendant, de la Bohême, ne serait pas, avec l'Allemagne, cette puissance formidable contre laquelle ne pourrait rien l'union des puissances latines et des puissances slaves.

Tout l'intérêt de l'Allemagne est donc dans le maintien intégral de l'Autriche-Hongrie pour s'en annexer les peuples asservis. Tout notre intérêt est dans la libération, par nos armes et au nom de cet éternel principe des nationalités, de ces peuples soumis.

L'histoire de cette idée du *Zollverein* est fort simple. Nous avons dit déjà son origine. Depuis des années cette nouvelle conception de la rédemp-

tion autrichienne se faisait jour. Elle avait ses théoriciens : Julius Wolf à l'Université de Berlin, Philippovitch à l'Université de Vienne.

Ce n'était, du reste, guère nouveau : l'Allemagne ne faisait que reprendre le système qui avait permis à la Prusse de l'asservir.

Avant la guerre, l'idée fait peu de progrès. Les milieux dirigeants allemands, commerçants de Hambourg ou hobereaux poméraniens, rêvent d'une autre domination : celle qu'ils ont voulu établir par leur attaque d'août 1914. Puis on laisse l'idée mûrir d'elle-même. Il faut attendre la mort du vieux François-Joseph. Quant à l'Autriche, elle se laisse vivre sans songer à des problèmes si compliqués. Sa haine pour la Serbie lui suffit, à elle, comme politique.

Pendant la guerre, tout change. L'Allemagne est amenée, vaincue économiquement, prévoyant sa défaite militaire ou tout au moins l'impossibilité de vaincre, à réaliser son idée d'union douanière, vague jusque-là. Les journaux lancent l'idée. Elle n'est pas née que l'accord douanier (*Zollverband*) est déjà devenu la fusion douanière (*Zollverein*) et qu'il apparaît comme un fait accompli.

Mackensen, Hindenburg et Falkenhayn sur le front russe, Mackensen encore en ravageant la Serbie ont accompli le miracle, tant la solution, en cette guerre, de toute question économique, dépend uniquement de la décision des armes. L'Allemagne domine son alliée. Et son alliée ne demande qu'à se laisser faire.

Il en sera dès lors de l'Autriche-Hongrie comme de la Bavière ou de la Saxe. L'union politique suivra l'union douanière. C'est la réalisation pratique des dogmes de *Welthandel*, commerce mon-

dial, aboutissant à la *Weltpolitik,* politique mondiale, des universités allemandes : la concurrence économique est devenue telle qu'une nation faible est écrasée, qu'une nation forte est impuissante, que la puissance est à l'union d'États dans un but commercial — cette union commerciale amenant tôt ou tard une union politique.

Nous avons vu comment Guillaume II avait été amené à désirer cette domination économique, comment, à Konopicht, il croyait l'avoir réalisée. Au cours de la guerre, ses théories et ses conceptions se modifièrent avec la situation militaire.

Mais quand il fut résolu à proposer à François-Joseph, sous des termes plus discrets, ce qu'il osait proposer à François-Ferdinand, il se rendit à Vienne.

C'est la raison de son voyage inattendu du mois de décembre 1915. Quelques semaines plus tard, au début de février 1916, son ministre des Finances, le Dr Helfferich, se rendait aussi dans la capitale des Habsbourg. Il s'agissait de régler les grandes lignes du projet dont le plan avait été arrêté entre les deux kaisers. Rappelons-nous le voyage de Guillaume II à Vienne.

C'était à la suite de l'occupation de la Serbie par les troupes autrichiennes et bulgares, grâce à Mackensen et ses 100.000 soldats prussiens.

Ce voyage donna lieu aux hypothèses les plus contradictoires. Quel en était le but? A présent, les choses commencent à se dessiner.

On aborda sans doute de nombreux problèmes. Guillaume II ne vit pas seulement François-Joseph, mais encore et surtout ses ministres. Il ne vit pas le comte Tisza, Bismarck austro-hongrois et dictateur de la monarchie, mais il vit le baron Burian, son homme de paille.

Quelques jours après, trois ministres autrichiens se retiraient : résultat du voyage de Guillaume II. Ils étaient suspects de faire à Vienne une politique autrichienne. On les remplaça par des germanophiles notoires, qui, au moins, feraient une politique allemande.

En réalité, deux questions venaient d'être résolues dans leur principe, l'une dépendant de l'autre : la question du *Zollverein* et la question polonaise.

On pouvait, dès cette époque, le prévoir. Les événements le démontrent clairement à présent. Il en a été fait selon la volonté de Guillaume II.

Le Kaiser, du reste, pouvait parler haut : ses généraux venaient de libérer la Galicie et d'écraser la Serbie. L'Autriche voyait réalisées ses ambitions et atteints les buts de la guerre.

Or, il se montra magnanime : « Nous avons vaincu ensemble, dit-il, nous devons rester unis. Nous allons préparer une union douanière. Pour moi, je vous abandonne la Pologne conquise. »

Ainsi cette grave question polonaise était réglée. Il n'est point question, bien entendu, de la Pologne prussienne. Cela, c'est la Prusse. Il n'est question que de la Galicie rendue à l'Autriche et de la Pologne russe occupée par les Austro-Allemands. Les deux provinces séparées sont réunies en une seule. Et le nouveau royaume est mis sous le sceptre de François-Joseph.

C'était une nouvelle édition du premier projet élaboré à Konopicht avec l'archiduc héritier François-Ferdinand, il y a deux ans.

A cette combinaison chacun trouve son compte.

L'Autriche d'abord. Elle ne s'aperçoit que d'une chose : elle y gagne un accroissement territorial.

La Hongrie ensuite. Elle a mieux raisonné : au

fond, cette adjonction diminue l'Autriche. Car si l'Empereur-Roi devient souverain d'une monarchie trialiste (le trialisme, ainsi, se réalise, mais la Pologne remplace la Bohême), c'est en arrachant la Galicie à l'Autriche. L'Autriche, de ce fait, perd quelque 8 millions d'habitants sur 30. Déjà plus grande par son territoire que l'Autriche, la Hongrie, désormais aussi peuplée et plus riche en possibilités, sera la dominatrice incontestée dans la nouvelle Union. Tisza, Hongrois et Prussien tout à la fois, jubile. L'opposition même le soutient. Le comte Andrassy écrit : « *L'allié naturel des Hongrois, c'est l'élément allemand d'Autriche,* et, *par delà celui-ci, l'Empire allemand.* » (*Neue Freie Presse* du 7 novembre.)

Les Polonais d'Autriche sont eux aussi enchantés. Sous la domination autrichienne ils ont eu une liberté relative, une Diète, des représentants. Ils savent les souffrances de leurs frères sous la domination brutale de la Prusse. Ils ont peur de la Russie : le 8 août 1915, trois jours après l'entrée des Allemands à Varsovie, le Comité suprême polonais a proclamé son désir de voir les Pologne autrichienne et russe réunies à la couronne des Habsbourg.

Enfin l'Allemagne — la dernière intéressée en la matière, mais la plus puissante — après ample réflexion adopte la même manière de voir. Elle a d'abord hésité. En septembre, la *Gazette de Cologne* a écrit des articles violents contre les prétentions autrichiennes sur la Pologne. Puis elle a changé d'avis. Guillaume II peut se montrer généreux à bon marché, il cédera la Pologne — que du reste il ne possède pas encore — en échange du *Zollverein.* Bonne plaisanterie, puisque le *Zollve-*

rein est précisément le moyen de reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre, de faire rentrer sous sa domination économique, puis politique, cette même Pologne — et avec elle l'Autriche tout entière et la Hongrie !

Ainsi l'idée du *Zollverein,* vague d'abord, s'est désormais précisée dans le domaine des réalisations pratiques. Tous les publicistes allemands dès lors brodent sur ce thème. Le livre de Friedrich Naumann, homme politique et pasteur, *Mitteleuropa,* devient la Bible nouvelle. Quel rêve ! Il ne s'agit plus de détacher de l'Autriche quelques provinces de sang et de langue germaniques, il s'agit de rendre vassales les deux monarchies des Habsbourg.

Ce sera une source énorme de revenus. Nous ne le savons pas assez en France. Il n'a manqué à l'Autriche que la puissance de travail et d'organisation. Mais dès que l'Allemagne s'en est mêlée, on a retrouvé des hommes, on les a armés, on les a équipés, les munitions ont abondé, la diplomatie a été clairvoyante : et nous avons vu les effets de tout cela, à nos dépens, aux frontières de Russie et dans les Balkans. Il en sera de même après la paix. Il y a là un pays au sous-sol fécond : que l'Allemagne y impose ses méthodes, et la puissance économique de cet État deviendra étonnante.

Voilà le vrai moyen de retrouver des régions agricoles, alors que l'Allemagne souffre précisément de n'en plus avoir et redoute pourtant de se laisser aller à n'être plus qu'un comptoir.

En un mot, l'Allemagne sera l'instrument de la prospérité de l'Autriche après la paix comme elle a été l'instrument de sa résistance pendant la guerre. L'Autriche pourra garder le simulacre de son indé-

pendance politique. Mais n'est-ce point un mot vide de sens que l'indépendance politique s'il y a un asservissement économique et militaire absolu? Le docteur Helfferich parachèvera l'œuvre de Mackensen.

En Autriche, nous l'avons dit, chacun accepte cela de bon cœur. Les Autrichiens se jettent dans les bras de Guillaume II.

Quant aux peuples indépendants de la monarchie, on les dompte d'une main de fer : une ordonnance du gouverneur de Bohême vient d'imposer l'emploi de l'allemand à tous les fonctionnaires de Bohême et de Moravie, où l'on compte à peu près 7 millions de Tchèques contre 2 millions de Germains.

Enfin la Hongrie elle-même se soumet de bon ou de mauvais gré. Tisza a la poigne solide. Il y a là un territoire immense, dont les ressources seront inestimables quand il sera méthodiquement exploité. La *Deutsche Bank* va prêter 100 millions pour exploiter des mines et des usines en Transylvanie ; le comte de Henkel-Donnersmarck, dont on sait les attaches avec le Kaiser, donne 20 millions à une banque de Budapest; les armateurs de Brême et de Hambourg, MM. Ballin et Heineken, conseillers et familiers de Guillaume II et créateurs de cette marine marchande à laquelle l'Allemagne doit son essor commercial, sont allés à Budapest : c'est pour créer une ligne de navigation partant de Fiume, seul port hongrois, c'est pour commencer l' « exploitation » de la Hongrie.

Le docteur Friedrich Naumann a bien vu cela : la différence s'accentue entre l'Allemagne, pays neuf, méthodique, épris de technique et d'unité, capitaliste, commercial, plus urbain que campa-

gnard, et l'Autriche, adonnée surtout à la vie des champs, naturellement riche, inexploitée. « *L'Autriche,* écrit le député allemand, *a plus de passé et plus d'avenir que l'Allemagne ; mais elle n'a pas de présent. Une alliance est moins un devoir sentimental qu'une nécessité pressante de convention réciproque.* »

Et qu'on comprenne bien l'idée de M. Naumann. Il spécifie. « Il ne s'agit plus ici de l'alliance telle qu'elle résulte des contrats de la Duplice inaugurée le 16 octobre 1879 : cette alliance-là ne visait pas le cas de défense militaire. » Celle qu'il préconise est « *une assimilation d'intérêts économiques et politiques destinée à assurer dans le monde la prédominance d'un empire germanique* ».

Voilà donc ce qu'a proposé l'Allemagne en échange de la Pologne.

Les associations économiques austro-hongroises ont été enchantées, proclamant leur désir, criant aussi fort que les pangermanistes d'Autriche, les ministres intéressés à la réussite du projet prussien, les officiels comme le maire de Vienne, M. Weisskirchner, les députés atteints de germanisme aigu par haine du Slave et du Tchèque, tous jusqu'aux chrétiens sociaux.

L'Autriche est ainsi trahie par les hommes mêmes qui eussent pu la défendre. Le peuple n'a pas voix au chapitre et se déclare enchanté : Bismarck, vainqueur de Sadowa, est devenu le grand homme d'Autriche-Hongrie. Hindenburg et Mackensen sont les anges d'un paradis où Guillaume II est dieu et où François-Joseph n'est plus grand'chose.

Tel est le plan allemand : la domination de son alliée, de ses alliés, des peuples neutres.

La Serbie et la Bulgarie, entrant par la vertu du *Zollverein* sous la dépendance directe des Empires centraux, sont la large voie ouverte à l'expansion allemande vers les régions immenses de l'Orient.

Il y a là, à l'horizon, la Turquie déjà soumise, Constantinople et Salonique, l'Asie Mineure, la Perse, les Indes, l'Extrême-Orient.

Les ambitions les plus fantastiques sont réalisables dans le domaine de la pensée. Cette puissante masse économique aura une puissance d'attraction qui soumettra la Grèce et ses îles, la Hollande et ses ports. Voilà, pour les navires de Guillaume II et de M. Ballin, les havres souhaités, Amsterdam et Rotterdam, au débouché des voies d'eau germaniques, près de houillères, havres larges et profonds, à l'entrée même des océans ouverts sur les Amériques.

IV

POUR VAINCRE LES RÉSISTANCES AUSTRO-HONGROISES

« *Un pont solide est jeté entre les Empires du Centre indissolublement liés. Quand la paix sera rétablie, ce pont ne servira plus aux bataillons en marche : il servira aux œuvres de la paix et de la civilisation.* »

On n'a pas assez souligné ces paroles de M. de Bethmann-Hollweg à la fameuse séance du Reichstag où il répondit à l'interpellation des social-démocrates.

Voilà donc officiellement annoncé ce projet d'une union économique qui soude ensemble l'Autriche et l'Allemagne.

Les paroles du chancelier allemand proclamaient ce danger du haut d'une tribune de parlement.

A Vienne, personne ne protesta contre elles. Et du reste le Reichsrath n'a pas été convoqué depuis la guerre. Seule, l'opposition hongroise montra quelque fureur : protestation de façade, ne nous y trompons pas.

— Assez de sang versé, nous voulons la paix à tout prix, a crié le comte de Rakovzsky au Parlement hongrois, le lendemain du discours de M. de Bethmann-Hollweg.

— Le moment de la paix est venu, a dit — ce sont les *Dernières Nouvelles de Munich* mêmes qui

le racontent — le comte Karolyi. Et celui-ci est un des chefs de l'opposition et un véritable homme d'État conscient de la gravité des paroles qu'il prononce.

— Nous ne voulons pas être inféodés à l'Allemagne, crie le comte Andrassy.

Et cela est plus grave encore. Car le comte Andrassy est le chef de l'opposition hongroise, ministre d'hier et ministre de demain.

Ou du moins ce serait vrai s'il n'avait, dans l'article de la *Neue Freie Presse*, que nous avons cité, écrit le contraire. Mais ses amis, son groupe ont dû lui dire qu'il avait tort, que tout au moins il allait trop vite. C'est pour cela qu'il se rétracte — rétractation de forme — qu'il proteste au Parlement de Budapest et, trois jours plus tard, dans la même *Neue Freie Presse* où il avait, quelques semaines avant, proclamé la nécessité de l'union austro-allemande.

« Pas de ce *Zolleverein*, dit-il, qu'on s'apprête à établir entre les Empires allemand et austro-hongrois : ce serait là le commencement de la politique des impérialistes de Berlin et l'asservissement définitif de la monarchie dualiste. »

Et le comte Andrassy continue :

« L'indépendance militaire et diplomatique de l'Autriche-Hongrie est morte. Nous sommes des mineurs placés sous la tutelle de l'Allemagne. Depuis un an nous avons perdu le droit d'avoir une diplomatie et une armée indépendantes : l'Allemagne nous dicte tout. »

C'est un fait.

Aussi ces protestations sont-elles trop tardives. Sans cela, du reste, elle n'auraient pas eu lieu ou la censure les aurait interdites : les quelques ad-

versaires de l'union, membres de l'opposition hongroise, quelques rares industriels autrichiens, les représentants des populations opprimées de la monarchie — ne peuvent rien devant la volonté des financiers de Berlin et celle du Kaiser qui a sauvé l'Autriche.

Dès le lendemain de sa visite à Vienne où l'accord fut conclu de la façon que nous avons indiquée, et avant le voyage du Dr Helfferich, on put remarquer que le complot prenait vie. Tous les hommes d'État autrichiens, fidèles au passé, opposés à cet avenir, sont évincés : on leur demande de quitter leur poste. C'est le cas de M. von Bonnot, ministre du Commerce autrichien, qui vient d'être remplacé par M. Spitzmuller, Prussien de tempérament. M. Spitzmuller doit préparer la fusion économique.

Le nouveau ministre de l'Intérieur, M. de Hohenlohe, poursuivra une politique de prussification absolue.

Jamais François-Joseph n'a aussi docilement joué le rôle de guillotiné par persuasion.

Notons que le ministre des Finances aussi a été changé. Le ministre était M. Engel. Celui-ci n'a pas hésité à dénoncer le péril. Dans un conseil des ministres — et la chose s'est sue — il a affirmé que l'Autriche courait à la banqueroute. Sa dette, avant la guerre, était de 21 milliards de couronnes. Les dépenses depuis la guerre se sont montées à 23 milliards. Que la guerre dure encore un an et la monarchie dualiste se trouvera en présence d'une dette de plus de 60 milliards — c'est-à-dire dans l'impossibilité de verser les intérêts d'une pareille somme et de pourvoir au budget annuel du pays.

Devant la banqueroute, M. Engel a préféré partir.

On l'a remplacé par M. Leith, gouverneur de la Caisse d'épargne, qui est Prussien et n'a pas tant de scrupules. Il ne peut rien faire que de mener tranquillement les finances de son pays à l'inévitable faillite.

Mais il le fait d'un cœur léger. On dirait que c'est ce qu'il désire et ce que désire Guillaume II. Une banqueroute de l'Autriche est sans doute agréable à Berlin. Là, on s'imagine que l'Autriche ruinée demandera son salut financier à l'Allemagne, comme elle l'a fait quand elle était vaincue. Et comme cela l'Autriche sera toute à la merci du grand empire de proie.

Ainsi s'explique le remplacement aux Finances de M. Engel par M. Leith; au Commerce, de M. von Bonnot, Autrichien de vieille race, par M. Spitzmuller; à l'Intérieur, de M. Heinold, fidèle aux traditions aristocratiques de l'Autriche, ami des Tchèques, adversaire de l'Allemagne, par le prince de Hohenlohe.

Voilà maintenant trois ministres prussiens aux ministères qui auront à réaliser le *Zollverein*.

En outre, comme la Prusse était déjà seule maîtresse aux autres ministères — Guerre, Marine, Affaires étrangères — on peut dire que la mainmise de la Prusse sur l'Autriche-Hongrie est un fait accompli.

M. Weisskirchner, bourgmestre de Vienne, vient de déclarer dans une réunion publique, d'après la *Neue Freie Presse :*

« Nous voulons qu'après les combats qu'ont livrés côte à côte les Allemands de l'Empire et les fils de la monarchie danubienne, l'alliance poli-

tique devienne plus profonde et qu'un rapprochement économique des deux Empires du Centre facilite notre victoire après et dans la paix. »

Ainsi, M. Weisskirchner, maire de Vienne, n'est déjà plus du côté de l'Autriche. Il est avec l'Allemagne : *Deutschland über Alles*. L'impérialisme prussien apparaît chaque jour plus dangereux pour le monde, et pour les alliés même de la Prusse.

Les financiers, les industriels d'Autriche, Allemands et dépendant de l'Allemagne, attendent l'union douanière. Il y a encore des résistances. Les complices du Kaiser n'osent accéder trop vite à ses désirs, puisqu'il s'agit d'accepter la suprématie des Hohenzollern, l'entrée de l'Autriche-Hongrie dans l'immense Confédération germanique, dont la capitale est Berlin.

Sans doute, on dit bien que les apparences seraient sauvées, que l'indépendance politique subsisterait d'un État que ne peut plus commander le vieillard qui descend du trône ou l'enfant qui va y monter.

Pour hâter le zèle des uns et des autres, le correspondant viennois de la *Gazette de Francfort* envoie une importante correspondance à son journal (19 décembre 1915) :

« *Dès le début de la guerre, dit-il, on s'est montré favorable dans la monarchie dualiste à une entente économique ainsi qu'à la conclusion d'une convention militaire et politique. Ce sont les milieux officieux qui paraissent combattre avec assez de vigueur cette inclination populaire.*

« *Il y a quelques mois, le* Fremdenblatt, *journal officieux autrichien, a déclaré dans un article retentissant qu'il fallait mettre fin pour le moment à toute discussion d'une entente douanière.*

« *Il y a quelque temps, ce journal est revenu sur cette idée à propos de la brochure de Naumaun sur l'*Europe *Centrale. Le journal officieux a dit qu'en allant trop vite on pourrait provoquer des chocs en retour qui porteraient le plus grand préjudice à l'idée d'un rapprochement.* »

Et le correspondant du journal de Francfort de s'emporter contre cette opposition d' « une douzaine de personnalités influentes », de dire que l'heure est venue de « balayer ces gens-là ».

Il écrit :

« *Quel sera l'esprit des soldats autrichiens qui reviendront des tranchées?*

« *La colère du peuple pourrait bien balayer comme un vent d'orage ce petit groupe d'une douzaine de personnes qui s'opposent obstinément à la conclusion de l'entente douanière.*

« *D'ailleurs, ces personnes comprendront qu'il n'y a pas moyen de régler certaines questions telles que celle de Pologne, si on ne suppose l'union faite entre les deux Empires de l'Europe Centrale. Les officieux de Vienne, pour cette raison, seront bien obligés de modifier leur point de vue.* »

On ne peut plus violemment faire chanter un empire allié en le menaçant d'une révolution.

Et l'Autriche et son empereur ont cédé.

V

LE « ZOLLVEREIN »
DOCTRINE PANGERMANISTE

Nous avons dit que cette idée du *Zollverein* n'a pas germé subitement dans le cerveau de Guillaume II, soit au cours de la guerre, soit avant, pendant qu'il rêvait à ce plan qui prit forme à Konopicht. Depuis longtemps les pangermanistes en caressaient l'idée. C'était l'aboutissement nécessaire de leur volonté de domination. La guerre l'a rendu possible, voilà tout. Car de tels bouleversements ne peuvent s'accomplir pacifiquement. Les enfantements n'ont lieu qu'au prix des larmes et du sang.

Le *Zollverein* n'est donc qu'une manifestation nouvelle du pangermanisme : il est même sa mise au point. Il est la forme pratique, réalisable, du rêve germain.

M. Charles Andler, professeur à la Sorbonne, qui avait le premier, socialiste pourtant, dénoncé en pleine paix la fureur pangermaniste des socialistes du Kaiser, M. Charles Andler a fait paraître plusieurs volumes de documents sur le pangermanisme. Et c'est là que nous allons trouver l'origine de l'idée du *Zollverein*.

En cherchant sa réalisation, Guillaume II met en pratique une doctrine exposée par Fritz Bley, un des fondateurs du célèbre *Alldeutscher Verband,*

la Ligue pangermanique. Le premier, Fritz Bley a vu ce que pourrait être une immense union douanière des États de l'Europe Centrale. Il écrit — et c'est M. Charles Andler qui cite le document :

« *Si l'on examine toute notre histoire et la situation économique du monde moderne, on en déduit avec nécessité cette conséquence irréfutable que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, les Balkans, la Hollande, la Belgique et la Suisse, et si possible encore les pays scandinaves, devraient, eux et leurs colonies, se joindre dans une* Union douanière *commune, libre-échangiste ou mitigée au dedans, fortement protectionniste au dehors, si tant est qu'ils veuillent préserver contre les gigantesques empires russe, anglais et panaméricain leur existence économique et le pain quotidien de leur peuple...* »

Voilà donc l'idée clairement exposée : l'union douanière des Empires du Centre.

C'est la meilleure réalisation, et la plus prompte, et la plus pratique du pangermanisme.

Fritz Bley jette un coup d'œil sur l'avenir. Trois empires, à ses yeux, vont se disputer le monde économique : l'Angleterre, la Russie, les États-Unis.

La Grande-Bretagne représente 17 °/₀ — presque le cinquième — de la surface de la terre. L'Angleterre et les terres du Royaume-Uni de toutes les latitudes et de toutes les longitudes vont être nécessairement amenées, à cause de l'âpreté des luttes commerciales, à former un empire fermé par des barrières douanières.

La même évolution amènera les États-Unis et d'autres États d'Amérique, peut-être tous les États de l'Amérique du Nord et du Sud, à former un

empire représentant 22 °/₀ de la surface terrestre unie dans une entente économique : pas de droits entre les États de l'union, des droits exclusifs pour les étrangers.

De même enfin pour la Russie qui embrasse à elle seule 16 °/₀ du globe et qui entraînera fatalement avec elle la Chine et ses provinces du nord et sans doute le Japon.

Et Fritz Bley de s'écrier :

« *Que peuvent faire les Etats de l'Europe Centrale contre le poids écrasant de ces gigantesques empires, si ce n'est de s'unir de leur côté* — avec ou sans la France — *et de rassembler autour d'eux tous les États plus petits qui servent de complément, de débouchés ou d'escales à l'activité économique de l'Europe Centrale, et qui sont, par la race, trop différents de l'Angleterre ou de la Russie, pour se joindre à ces deux empires géants?*

« *Tant que le peuple français, hypnotisé par l'idée de revanche, restera aveugle et sourd, il est inutile de compter les Français, en matière de politique future, comme un facteur sérieux ni pondérable.*

« *Les puissances de la Triplice, au contraire, sont poussées par leur passé à rouvrir de force la vieille route commerciale de Byzance et de l'Asie Mineure, que les Turcs ont strangulée au dix-septième siècle. Tout le territoire de la Turquie actuelle et les pays balkaniques forment l'hinterland indispensable de la Triplice et sont propres à accueillir une part de l'excès de population allemande et autrichienne. On peut y ajouter, comme territoires exotiques, les colonies allemandes et, ce qui est plus important, les colonies hollandaises et l'Afrique du Sud; bref, nous réussirions ainsi à*

former un groupe de peuples et de pays qui pourrait poursuivre son développement dans une paix relative et vivre sa vie intellectuelle et matérielle... Dans les Pays-Bas, la nécessité reconnue de ce groupement économique de l'Europe Centrale est un des facteurs les plus agissants du mouvement pangermanique. »

On ne peut pas plus nettement prévoir la nécessité, pour l'Allemagne, du grand *Zollverein* s'étendant progressivement sur toute l'Europe Centrale et assurant le triomphe de la domination germanique sur l'Europe.

Guillaume II a adopté le programme.

Et maintenant il tente le premier pas sur ce chemin. Le premier pas, c'est l'union avec l'Autriche-Hongrie, — malgré elle et malgré nous !

VI

LA POLITIQUE DE BISMARCK « DEUTSCHE POLITK » CONDUIT AU « ZOLLVEREIN »

Ainsi Fritz Bley, doctrinaire du pangermanisme, a proclamé la théorie de cette union douanière qui est en train de se réaliser.

Mais ce qu'il faut bien voir, c'est que cette réalisation a commencé depuis longtemps à se dessiner dans le domaine pratique : elle est la conséquence de la politique de Bismarck.

Tout remonte à Bismarck. Il ne s'en est pas douté. Mais c'est lui qui est à l'origine de cette évolution économique et politique. Il ne l'a pas prévue. Et même, s'il l'eût prévue, il eût tâché de l'arrêter : un tel développement de la puissance allemande eût effrayé le rude homme d'État.

Mais nous devons bien nous rendre compte que Bismarck a jeté sans le savoir les fondements de l'édifice que construisent ses successeurs. Bismarck croyait pouvoir arrêter son pays sur la pente où il l'engageait. Chimère. L'élan était irrésistible. Bismarck a été balayé. Et Guillaume II a été l'homme de la politique nouvelle.

C'est indiscutable. Les faits le prouvent. Et le fameux livre du prince de Bülow les met en lumière. M. Victor Bérard a publié récemment

dans la *Revue des Deux-Mondes* des pages savantes que nous allons résumer et discuter. Il croit mettre en opposition les conceptions de Guillaume II et celles, plus modestes, du Chancelier de fer. En réalité, son étude prouve bien que les conceptions de l'un ne sont pas la suite normale des idées de l'autre et que Guillaume II n'a fait que réaliser, dans l'inévitable développement qu'ils subissaient avec les années, les projets économiques et politiques du chancelier qu'il avait renvoyé.

Tout au long de son ministère, Bismarck n'eut en vue que l'hégémonie économique de la Prusse. L'hégémonie militaire et politique était atteinte : elle n'était qu'un moyen; la domination économique était une fin.

« La Prusse régnant sur l'Allemagne et l'Allemagne sur l'Europe Centrale », telle était la formule de Bismarck. *Deutsche Politik :* il faisait de la politique allemande.

« L'Allemagne régnant sur l'Europe Centrale, et l'Europe Centrale germanisée, sur le monde », telle fut la formule de Guillaume II. *Weltpolitik :* politique mondiale.

En 1871, la suprématie prussienne était établie au point de vue politique. Il fallait l'établir économiquement. Ce fut dès lors le rôle du Chancelier de fer. L'agriculture d'abord : et les plaines prussiennes, du Hanovre à la Silésie, étaient les nourrices de l'Empire : pommes de terre, céréales, betteraves, voilà qui valait mieux que les vins ou les houblons de Bavière. Les hobereaux, agriculteurs prussiens, furent les maîtres de l'Empire. Ils étaient en effet l'armature de la volonté prussienne. Ils gardaient la force agricole du pays — et donnaient leurs fils aux armées royales.

L'industrie naissait. C'est la seconde branche de l'économie politique moderne. Bismarck la favorisa : la Prusse devait en tirer une nouvelle force : les houilles de Westphalie et de Silésie étaient prussiennes, et les seuls débouchés pour communiquer par mer avec le monde — Hambourg, Brême, Lubeck, vieilles cités de la Hanse — étaient sous la dépendance de la Prusse : tout le trafic de toute l'Allemagne du Sud traverserait la Prusse pour atteindre ces ports.

En 1880, Bismarck qui, depuis dix ans, poussait à cet essor agricole et industriel, prit le portefeuille du Commerce. Son œuvre fut formidable : un protectionnisme permettant aux hobereaux de s'enrichir par leurs fermes, assez de liberté économique pour que se développât l'industrie et que le fabricant vît grandir partout ses usines. Tous les traités de commerce de Bismarck étaient combinés pour atteindre ce double but.

Bismarck tombe en 1891, et l'ère de Guillaume II commence alors.

L'Empereur prend le contre-pied de toutes les mesures de son chancelier. Dès cette année 1891, les traités Marschall-Caprivi, au lieu d'être des traités défensifs pour la Prusse et l'Allemagne, sont des traités offensifs qui organisent l'agression du commerce allemand sur le monde. La *Weltpolitik* commence.

C'est un fait. Il semble bien, en apparence, que Guillaume II ait voulu s'opposer à Bismarck ; M. Victor Bérard le dit ; le prince de Bülow le proclame ; Bismarck l'a cru ; Guillaume II même l'a voulu.

En réalité, il n'en est rien. Guillaume II, malgré lui, était entraîné par le courant. L'essor imprimé

à la vie économique allemande se poursuivait; l'accélération suivait les lois de la vitesse. Elle les a suivies jusqu'en 1914.

« La politique douanière Marschall-Caprivi, écrit dans son ouvrage le prince de Bülow, offrit à l'étranger une réduction des droits sur les céréales. L'agriculture dut payer les frais de ces traités : il lui fallut travailler dans des conditions beaucoup plus défavorables. Cela équivalait, au dire de Bismarck, à un saut dans l'inconnu. »

En effet, l'appauvrissement des hobereaux agriculteurs, c'était l'appauvrissement de la Prusse aux dépens de l'Allemagne. Mais Bismarck, effrayé par le courant qui emportait l'Empire, ne pouvait plus rien arrêter. Guillaume II sacrifiait la ferme prussienne à l'usine allemande.

Bismarck n'avait rêvé que la domination économique sur Vienne et sur Petrograd. Ses vues n'allaient pas au delà. L'Allemagne au sous-sol pauvre avait remédié par son génie patient et son labeur méthodique à cette terre ingrate. Les engrais chimiques, et surtout les sels de potasse, lui avaient permis la culture intensive de la pomme de terre et des betteraves. L'Allemagne avait le monopole du sucre et de l'alcool.

L'Autriche et la Russie étaient bien plus riches. Mais elles ne savaient pas exploiter leur richesse. L'Allemagne avait l'avance. Elle se suffisait à elle-même pour l'agriculture.

Et, transformée en usine par Bismarck, elle écoulait ses produits chez elle, en Autriche, en Russie. Là se bornaient ses ambitions. Le fécond sous-sol de ces pays, au lieu de lui nuire, lui servirait. Il y avait là un immense réservoir de matières premières. Ces deux empires allaient rester

les fournisseurs des produits bruts et l'Allemagne les leur rendrait manufacturés.

L'usine allemande serait ainsi invincible.

Et si, par hasard, il le fallait, l'usine allemande irait se transporter sur le sol même où se trouvaient les matières premières. La Russie et l'Autriche — sans parler de la France — ont connu cette invasion des commerçants prussiens.

Pour aider à ce mouvement, voici qu'un immense et nouveau domaine naquit : celui de l'électricité ; un autre encore : celui des produits chimiques.

L'un et l'autre permettaient à l'Allemagne savante, patiente, méthodique, riche en laboratoires, de triompher. Elle triompha.

L'Angleterre gardait sa suprématie dans le travail du fer, de la vapeur, dans l'emploi des grosses machines et des manufactures encombrantes. L'Allemagne s'appliquait à être maîtresse dans l'industrie de demain.

Voici donc que, par le cours fatal des choses et la transformation de l'industrie moderne, l'usine devient la force essentielle de l'Allemagne. Elle détrône la ferme.

Et, immédiatement, le commerce doit aussi se développer pour écouler les produits de l'industrie.

Mais ce commerce, à peine né, est déjà formidable. Le commis voyageur allemand rayonne par toute l'Autriche, la Russie, la Scandinavie. Les produits de ses usines ne suffisent pas à ses clients, Il se fait courtier et place les produits anglais.

Par habitude ce sont, du reste, les produits anglais qu'on préfère. Le voyageur allemand les vend, les offre. Il a le temps pour lui. Il sait bien que peu à peu on en viendra à sa camelote *made in Germany*. Le temps d'être vraiment maître de

sa clientèle et de laisser aux usines le moyen de grandir assez pour satisfaire à toutes les commandes.

Peu à peu le commissionnaire ou le courtier, à côté de la marchandise anglaise, présenta la marchandise allemande. Au besoin, on la présentait comme d'origine britannique. Les couteaux de Solingen étaient censés venir de Sheffield. Aucune concession, aucune platitude ne coûte à un Allemand. Quand il veut placer du linge de luxe faux ou des robes clinquantes à New-York ou à Rio, il leur épingle sans vergogne des étiquettes françaises !

Chaque maison anglaise avait un « volontaire » allemand qui s'instruisait. A l'abri du pavillon britannique le commerce allemand se forma.

Au bout de quarante années, ce commerce et cette industrie étaient devenus formidables. Qu'on en juge par le bilan des usines Krupp d'Essen dont les bénéfices avaient été en 1914 — avant la guerre — de 42 millions de francs.

Examinons de près ce bilan.

Les seuls immeubles dépassent, en valeur — valeur dont on assure l'amortissement — la somme de 236 millions de francs (189 millions de marks).

Plus de 200 millions représentent les usines d'Essen et d'Annen, de Magdebourg et de Kiel, ateliers et chantiers, bâtiments d'administration, maisons ouvrières, hôpitaux, économats. Car, donnant une impulsion nouvelle à l'industrie contemporaine, les Krupp ont vraiment été les premiers à faire de leur usine une cité géante, bâtissant pour leur personnel — qu'ils tiennent en main de cette façon — sa demeure dans la cité.

Depuis, les Américains et les Anglais ont fait plus et mieux. Et Pittsburg l'emporte sur Essen, et Carnegie — admirateur de l'Allemagne — sur Krupp.

Six ouvriers, il y a cent ans, formaient le personnel de la petite entreprise westphalienne. En juillet 1914, en pleine paix préparant la guerre, il y avait 89.000 ouvriers aux usines d'Essen. C'étaient, en comptant les enfants, 300.000 sujets dépendant de cet empire du fer.

Effort méthodique et tenace, magnifique organisation de toute l'Allemagne depuis vingt ans.

Le machinisme moderne, l'introduction de tous les nouveaux procédés de fabrique, mais aussi l'exploitation commerciale de ses fabrications, l'administration moderne de l'industrie et du commerce : voilà ce qui fut sa force, ce qui a été son triomphe en temps de paix.

Tout résidait pour elle dans l'ordre et dans l'organisation. L'édifice aurait croulé si l'armature n'avait été solide. Elle était précise et méthodique : l'édifice a tenu.

En attendant, de ce bond prodigieux des usines Krupp — qui voient leur personnel passer en un siècle de six hommes à 89.000 ouvriers — retenons ce qu'a pu une volonté d'organisation patiente et méthodique, et poursuivons l'étude du bilan.

Il y a l'outillage de l'usine et son matériel roulant. Mais là les estimations sont confuses et compliquées. Il y a les questions d'amortissement qui rendent les chiffres plus obscurs. Enfin les estimations cotent tout cela bien au-dessous de leur valeur : 625 millions de francs (500 millions de marks).

C'est peu. Un exemple : il y a là 206 kilomètres

de voies ferrées et 120 kilomètres de rails à voie étroite, 55 locomotives, 1.500 wagons, et, pour les voies étroites, 58 locomotives avec 3.203 fourgons.

L'installation de télégraphe et de téléphone est évaluée à 13 millions de francs. Est-ce trop si l'on songe que le réseau télégraphique comporte 128 kilomètres de fils avec 26 stations à l'intérieur des usines, et le réseau téléphonique 1.280 kilomètres de fils et 1.600 postes de réception ?

Tous les frais sont énormes, malgré l'indépendance de cette cité qui a ses organes propres et jusqu'à sa banque, la *Essener Bank,* où se traitent ses affaires commerciales et celles des commerçants de cette région de la Westphalie. Ce fut là également une des raisons du développement des usines d'Essen et de toute l'industrie allemande que d'avoir compris qu'une société puissante devait être une organisation indépendante, complète, se suffisant à elle-même, ayant son télégraphe, ses wagons, sa banque, et jusqu'à son journal.

Oui, son journal. Le vieux Krupp avait fondé sa feuille. C'est la puissante *Rheinische Westfälische Zeitung.* Feuille conservatrice à deux usages : elle est l'âme de cette campagne de chauvinisme pangermanique qui animait tous les journaux et provoquait commandes de canons sur commandes de canons et lancement de cuirassés sur lancement de cuirassés. En même temps elle créait pour les ouvriers qui la lisaient une sage mentalité. Sans doute, la plupart préféraient le socialiste *Vorwärts,* mais cela ne les empêchait pas de lire la gazette de Krupp qu'ils avaient pour rien et qui contient les nouvelles de ce petit monde et donne des nouvelles fraîches avant un journal de Berlin.

Si bien que les ouvriers trompés dans la façon

dont on présente les faits, ne connaissent pas l'esprit de révolte et d'indépendance d'où naît la grève — et, quand le grand conflit mondial éclate, ils ont tous la conviction que c'est l'Allemagne de Krupp qui est attaquée !

L'usine Krupp n'est qu'un exemple du développement de l'industrie et du commerce allemands. Six ouvriers il y a cent ans, 16.000 il y a quarante-cinq ans, 89.000 aujourd'hui. Ce sont les étapes de la période qui a précédé Bismarck, de l'époque bismarckienne, du temps où la politique du chancelier produisait, grâce à Guillaume II, ses effets.

Oui, Vienne, Petrograd et Paris, telles étaient les villes vers lesquelles tendaient les désirs de Bismarck. Il rêvait d'une domination continentale sur l'Europe, par le moyen d'une union douanière. C'est par ce moyen que la Prusse avait fini par dominer l'Allemagne.

Tel était son grand projet avant la guerre de 1870. L'Angleterre ? on la négligeait ; elle serait évincée du continent et aurait pour elles les mondes par delà les océans. L'accord aurait peut-être pu se faire sans heurt, peu à peu. Mais Bismarck vint à Compiègne et quelques jeunes poseurs de la cour rirent des grands pieds de Mme de Bismarck. Le chancelier fut ulcéré et bouleversé. Du coup, sa politique à l'égard de la France changea. Un grain de sable dans la vessie de Cromwell ou la longueur du nez de Cléopâtre décident ainsi des destinées du monde.

La France fut écrasée. L'unité allemande se fit. Bismarck, dès lors, songea plus que jamais à l'hégémonie commerciale de la Prusse sur la Russie et sur l'Autriche. Nous avons vu le mouvement qu'il

déclenchait. Le chancelier tomba. L'œuvre continua toute seule son chemin.

Mais Guillaume II se laissa plus facilement déborder et vit plus grand : c'est le commerce mondial qu'il voulait. C'est à l'Angleterre qu'il s'attaqua.

VII

LA POLITIQUE DE GUILLAUME II « WELTPOLITIK » ET LA DOMINATION COMMERCIALE DU MONDE

Ainsi, la nécessité de la lutte économique dans laquelle s'engageait l'Allemagne était en germe dans l'œuvre de Bismarck. Sous son règne, les premiers engagements eurent lieu. Sous le règne de Guillaume II, elle éclata et devint de plus en plus violente jusqu'en 1914, jusqu'au moment où elle cessa pour laisser la place au canon.

Bismarck part du *Zollverein* entre les États de l'Allemagne pour arriver à établir sa puissance économique sur l'Europe, sans se heurter à l'Empire britannique : il y a place pour deux, sur ce globe terrestre.

Guillaume II part du *Zollverband* entre les États de l'Europe pour établir sa domination commerciale sur le monde, quitte à devoir écraser la Grande-Bretagne et ses possessions.

Le point de départ, c'est ce *Zollverband* établi par les traités Marschall et Caprivi, ratifiés le 18 décembre 1891 par le Reichstag. La Triplice se liait plus intimement par un traité commercial auquel adhéraient successivement jusqu'en 1894 la Belgique, puis la Suisse, puis la Russie.

Pour la lutte, elle ne pouvait s'engager sans marine. Dès lors Guillaume II voulut une formidable flotte de commerce et de guerre. Les usines qui achetaient trop de matières et en fabriquaient trop avaient besoin de navires. Ce n'est que grâce à des paquebots allemands qu'on réaliserait une politique d'expansion mondiale et que les produits germaniques remplaceraient les produits britanniques.

En quelques années, en effet, la flotte commerciale allemande fut innombrable et rayonna partout. Elle écoula dans les lointains comptoirs des marchandises allemandes. Mais, toujours plus importante, elle ramenait toujours une plus grande quantité de matières premières. Les usines de Guillaume II faisaient lancer chaque année des paquebots plus énormes et plus nombreux. Et ces paquebots faisaient surgir de nouvelles usines et croître celles qui existaient déjà.

C'était un cercle vicieux.

Des chiffres? En 1871 l'Allemagne a 2.437 navires à vapeur représentant 532.000 tonneaux. Il lui faut pour cela 21.000 marins.

En 1891, à la chute de Bismarck, à l'avènement de Caprivi et de la politique d'expansion mondiale, elle n'a pas plus de paquebots : 2.412 seulement. Bismarck n'a voulu qu'une politique continentale. Le tonnage a doublé : on atteint 1 million de tonnes et l'on a 29.000 marins. C'est que la marine a suivi les progrès du machinisme moderne et l'Allemagne a suivi le mouvement. Les voiliers, du reste, représentaient, en 1871, 449.000 tonneaux, presque autant que ses vapeurs. En cette année 1891 ils n'atteignent plus qu'un tonnage total de 335.000 tonneaux.

Vingt ans se passent— l'ère du développement commercial de Guillaume II. En 1913, l'Allemagne a dès lors 3.900 paquebots, 2.800.000 tonnes, 69.000 matelots. En 1914, à la veille de la guerre, le pavillon impérial flottait sur 4.000 paquebots. Ces paquebots jaugeaient 3 millions de tonnes. Ils avaient des équipages formant une armée de 80.000 marins.

Et voilà. Pendant ce temps, les voiliers qui n'étaient plus que 843, jaugeant en tout 223.000 tonnes en 1901, remontent au chiffre de 950, représentant 318.000 tonneaux.

En même temps les navires devenaient énormes. L'Allemagne donnait l'exemple. Les plus grands paquebots en 1891 avaient 2.000 tonneaux. Les derniers paquebots de la Hamburg-America sont les fameux monstres marins de 50.000 tonneaux.

Il y a un moment où la dépense ne correspond plus au rendement. Ces paquebots devenaient trop grands et trop chers pour que le capital englouti fût rémunérateur.

Ce qui était vrai de chaque monstre l'était de toute la flotte. Comment trouver un trafic qui alimentât d'une façon productive 5.000 voiliers ou vapeurs jaugeant 3.500.000 tonnes et occupant 90.000 matelots?

Et ce qui était vrai de la marine allemande le devenait aussi de tout son commerce. L'Allemagne était débordée. Elle devenait semblable à ces moteurs qu'on épuise en les faisant chauffer par un travail au-dessus de leurs forces. Elle devenait pareille à cet homme qui, pour travailler plus, se ruine la santé, et pour avoir voulu par son labeur gagner plus d'argent, ne peut résister et meurt d'épuisement.

A cette époque la lutte maritime et commerciale contre l'Angleterre arrivait à son point critique.

Nous avons vu sous Bismarck les volontaires allemands s'instruire dans les maisons anglaises, les négociants germains donner à leurs produits l'apparence des produits anglais pour les remplacer, les courtiers teutons parcourir l'Europe puis le monde en offrant d'abord des marchandises anglaises puis, leur clientèle une fois assurée, écouler peu à peu à cette clientèle leur camelote nationale. Guillaume II se démasquait. Il envoyait son télégramme à Krüger. Il profitait des embarras où la hautaine Angleterre isolée se trouvait après la guerre du Transvaal. Il proclamait, en 1900, sur le pavillon allemand de l'Exposition : « Notre avenir est sur les flots. » (*Unsere Zukunft liegt auf dem Wasser.*)

Résultat :

Les importations allemandes ont sagement progressé sous Bismarck, de 1872 à 1890, de 3 milliards 257 millions de marks à 4 milliards 145 millions. Les exportations, pendant cette même période, ont passé de 2 milliards 318 millions à 3 milliards 226 millions. En 1913, les importations ont atteint 10 milliards 770 millions, et les exportations 10 milliards 96 milions.

Les pays germaniques allaient devenir les grands fournisseurs de l'univers.

Tout était donc pour le mieux. L'Allemagne arrivait à posséder le plus énorme commerce extérieur, les plus nombreux débouchés, les plus puissantes maisons d'exportation, une formidable marine de guerre pour protéger tout cela, et enfin et surtout, la colossale marine de commerce qu'elle

avait rêvée. Il n'y avait plus qu'un obstacle : elle n'avait point de ports.

Les côtes brumeuses et plates et peu découpées de la Baltique et de la mer du Nord, éloignées des grands débouchés ouverts sur les mers intercontinentales, sont de médiocres voies d'accès.

Rotterdam et Anvers sont à la bouche du Pas-de-Calais. Les houilles de Belgique et de Westphalie sont voisines et, toutes proches, sont transportées sans frais par les canaux et les cours de l'Escaut et du Rhin.

Londres, en face de ces ports, commande l'autre entrée du canal. Et, en face la mer libre, construite sur un bloc de houille, face à l'Amérique, les bras tendus vers toutes les grandes routes maritimes, il y a Liverpool.

De par la nature du sol, de par les réalités géographiques, Hambourg et Brême, malgré la science, l'industrie, l'or et la méthode, ne pouvaient lutter, à l'âge de la vapeur et du charbon et des hautes traversées, contre les ports anglais et flamands creusés là où les mines abondent, là où les rivages regardent les chemins qu'ont à parcourir les paquebots.

C'est ainsi que s'expliquent pour l'Allemagne sa folie des armements, sa froide préméditation d'une guerre mondiale, la violation de la Belgique. Il lui faut un des ports flamands. Elle a Anvers. L'invasion de notre petite alliée s'explique pour des motifs permanents d'économie politique autant que pour des raisons immédiates de stratégie.

La guerre était impérieusement nécessaire à l'Allemagne pour achever l'édifice.

On a dit : « La guerre a été une folie de la part du Kaiser; si l'Allemagne avait attendu encore

quelques années elle eût, par son infiltration pacifique et sa germanisation commerciale, conquis le monde entier. »

C'est un raisonnement par trop superficiel.

En réalité, l'Allemagne en était arrivée à cet instant où il ne lui manquait plus qu'une chose pour parfaire son œuvre : un port comme Amsterdam, Liverpool ou Anvers. Non seulement le *Zollverband* européen ne pouvait être établi qu'à cette condition, mais encore à cette condition seulement le commerce teuton pouvait échapper à la plus formidable banqueroute de l'histoire.

Et délibérément, Guillaume II déclencha la campagne de 1914.

Nous avons ainsi plus de lumière sur les origines de cette guerre. Elle avait été décidée par Guillaume II, on le voit désormais, pour l'établissement du *Zollverein*. C'était son projet. C'était ce qu'il avait décidé à Konopicht avec l'archiduc son complice. C'était pour l'Allemagne, étant données ses conditions économiques intérieures, une nécessité inéluctable.

Cette nécessité s'imposait plus pesamment chaque année. Elle était devenue évidente du jour où, à la chute de Bismarck, les traités Marschall-Caprivi permirent la marche du commerce allemand vers la conquête du monde, mais en sacrifiant l'agriculture protégée jusque-là par le Chancelier de fer.

Ces traités étaient, en effet, sinon la ruine, du moins l'appauvrissement de ces hobereaux prussiens qui avaient été la solide armature de l'État. Les seigles et les avoines, le bétail, le fourrage, entraient à des taux tels que la lutte était ruineuse. Les sucres de betterave passaient de 64,9 en 1880,

à 20,7 en 1900. Les ouvriers agricoles désertaient la terre, attirés par les salaires des usines.

Et en même temps, l'Europe, apprenant de l'Allemagne l'usage méthodique des engrais chimiques et la culture rationnelle, se mettait à produire plus facilement qu'elle sur des terrains plus riches.

Il fallait donc prendre un parti énergique : ou revenir à la politique de Bismarck par un protectionnisme plus rigoureux que celui de Chamberlain; adopter franchement une politique économique de réaction; par des barrières douanières, ramener l'aisance chez les agriculteurs; ou, au contraire, n'être plus qu'une immense usine et qu'un vaste entrepôt comme l'Angleterre, sacrifiant tout à fait l'agriculture qui était la force vive de l'Allemagne.

L'Angleterre avait pris ce parti. Le *gentleman-farmer* avait été sacrifié au *businessman*.

M. de Bülow, chancelier, ne sut pas se résoudre.

Il n'osa diriger les événements et laissa les choses dérouler leur cours.

En 1902, il établissait des lois douanières. « Je pris ce chemin, dit-il, par intime conviction qu'une agriculture prospère nous est indispensable au point de vue économique, mais plus encore au point de vue national et social. »

Mais le tarif n'était pas suffisant : il gêna l'industrie sans protéger l'agriculture.

Les matières premières montèrent : assez pour gêner l'ouvrier, pour empêcher le directeur d'usine de réaliser des bénéfices suffisants, pas assez pour satisfaire le hobereau poméranien.

En même temps, l'industrie étrangère faisait des progrès qui mettaient l'Allemagne commerciale en

péril. On avait appris à son école l'agriculture et les pays plus fertiles la dépassaient. De même, on apprenait à son école l'industrie et le commerce contemporains.

« La moindre usine à l'allemande transportée sur la houillère anglaise, disait M. Bérard dans l'article que nous avons déjà cité, sur la cuivrière et la cotonnière américaines, sous les chutes de la Lombardie ou dans les champs pétrolifères des Alleghanys, était comme la semence d'un arbre tiré d'un sol ingrat et implanté dans le terrain le plus propre à sa vigoureuse constitution. »

La situation, certes, n'était pas tragique. Dans le monde, il y a place pour plusieurs. Mais si l'Allemagne allait encore profiter de l'élan donné, elle allait se heurter à l'Angleterre qui s'était mise à ses méthodes de travail, à l'Amérique de Wright et d'Edison, et même à la France de l'automobile et des avions.

La situation était donc sérieuse : il fallait lutter plus que jamais.

Le gouvernement de M. de Bülow et celui, plus effacé, de M. de Bethmann-Hollweg, n'étaient guère de taille à entrer en lutte avec ces phénomènes économiques.

L'Allemagne laborieuse se mit à la lutte elle-même. Elle crut pouvoir triompher en écrasant des concurrents sous le poids de choses colossales. Le *kolossal* devait tout sauver.

M. Ballin fit construire des paquebots de 50.000 tonnes. Chaque usinier consacra tous ses bénéfices à agrandir chaque année l'usine. Toute installation vieillie était immédiatement remplacée. On ne s'occupait pas de la dépense, ou à peine si les améliorations représentaient un progrès théo-

rique. Il fallait faire mieux; il fallait produire plus : tel était le dogme.

« Quand l'étude d'un procédé nouveau, a écrit M. Victor Cambon dans son livre sur l'*Allemagne au travail,* a démontré que son application donnera un résultat supérieur à 10 °/₀ du capital nécessaire, on peut être sûr qu'il est adopté, et l'exécution suit immédiatement la résolution. Il ne faut pas attendre que cette nouveauté ait vieilli. »

Un revenu de 10 °/₀! Sans doute, théoriquement, voilà qui est rémunérateur.

On trouvait avant la guerre de l'argent à 4 ou 4 1/2 °/₀. Mais dans les affaires industrielles se contenter d'un bénéfice de 10 °/₀ avec tous les risques, tous les amortissements mal calculés, toutes les crises qui menacent, est une folie.

Ainsi l'argent étant engagé, tous les bénéfices servant à agrandir encore l'usine, il fallait vendre, vendre à tout prix. Par tout le monde une nuée de commis voyageurs germains, prêts à tous les sacrifices, à toutes les audaces et au plus dur travail, était à la recherche de la clientèle. La puissance diplomatique de l'Allemagne les aidait. Il y avait là une autorité morale qui secondait singulièrement l'activité des consuls allemands.

En Allemagne on ne pensait qu'à fabriquer.

Au dehors de l'Allemagne, on ne pensait qu'à vendre.

Et tout étant sacrifié à cela, à mesure que les ventes doublaient, triplaient, les bénéfices devenaient moindres.

C'est compréhensible. Si tel marchand de parfum chimique vendait en 1880 dix mille bouteilles avec 5 francs de bénéfice, il avait gagné 50.000 francs. Si ce même marchand, en 1913, vendait cent mille

bouteilles, ayant décuplé sa production, avec 50 centimes de bénéfice, il n'avait pas augmenté sa richesse : son gain n'était également que de 50.000 francs. Cependant les soucis sont énormes. Cependant il s'expose à la ruine, le bénéfice par flacon vendu étant minime, si les cent mille flacons ne sont pas vendus. Cependant il doit vivre dans une activité qui est tuante. Cependant il doit consentir des crédits de plusieurs mois à ses gros clients. Cependant il s'est appauvri, car, de 1880 à 1913, au lieu de mettre de côté les 50.000 francs de bénéfices qu'il faisait chaque année, il les engageait dans son usine qu'il agrandissait. De sorte qu'il est sans un centime devant lui au lieu d'avoir presque un million d' « économies » qu'aurait réalisées un négociant français.

Il n'y avait que deux issues à cette situation : le *Zollverein* ou la guerre.

Le *Zollverein?* c'était le contrôle économique de l'Allemagne sur l'Europe continentale, sa domination sur elle pour commercer outre-mer. La réunion des grands métallurgistes à Dusseldorf en 1914 réclamait, comme unique moyen d'apurer les dettes de l'Allemagne, la mise du marché continental sous le contrôle des *Kartells* allemands.

Si, pour obtenir ce contrôle, il fallait la guerre, que la guerre fût !

VIII

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

C'est dans ces conditions que la guerre éclata.

Elle a donc été déclenchée pour des raisons économiques : il la fallait sous peine de ruine, à cause de la surproduction commerciale d'outre-Rhin. Il la fallait pour établir sur l'Europe dominée ce *Zollverein* qui permettrait, dans l'avenir, à l'Allemagne d'être riche et de commander au monde.

Guillaume II avait compris cela. Entre lui et l'archiduc héritier d'Autriche, la guerre était décidée ainsi que le *Zollverein* qu'on réaliserait après la paix. L'archiduc assassiné, Guillaume II ne se lança pas moins dans la grande aventure. Et maintenant il impose son plan à l'Autriche vaincue et conquise par lui.

Ainsi se conclut l'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, conséquence de leur union militaire et prélude de leur fusion politique. Et avec la conclusion de cette union nous pouvons saluer à nos côtés l'avènement d'un empire de l'Europe Centrale, de cette *Mitteleuropa* de Friedrich Naumann, où dominent l'Allemagne, la Prusse, les Hohenzollern.

Nous avons signalé le danger.

Là se borne notre rôle. C'est celui de l'écrivain. Il revient à l'homme d'État de conjurer le péril.

Or, en France, la vie politique est ainsi faite

qu'on ne peut être un homme d'État que si on est d'abord au Parlement. Mais la guerre qui a fait surgir l'héroïsme des masses, qui a rendu les humbles soldats aussi grands que les événements mêmes, ne semble point avoir fait surgir du sein des gouvernants quelque génie qui soit à la taille des circonstances et qui dépasse les médiocres politiciens dont le rôle est d'expédier les affaires courantes, dont le souci est de tirer du pouvoir un profit personnel.

Le remède au mal ne peut être que de deux sortes : ou une union économique des Alliés après la guerre, ou une diminution, par la défaite de l'Allemagne, de cette Autriche qu'elle veut s'incorporer.

Il y aurait tout un livre à écrire pour étudier l'un ou l'autre système. Pour le premier, nous ne sommes pas seuls. Il se réalisera sans doute avec l'Italie et la Russie : mais l'Angleterre semble devoir adopter un protectionnisme rigoureux qui ne s'étend guère qu'à elle et à ses colonies.

Que les alliés d'aujourd'hui soient, après la guerre, en guerre encore avec l'Allemagne sur le terrain économique — ou qu'au contraire une entente surgisse du traité de paix — nous aurons toujours intérêt à ce que l'Austro-Allemagne ou, si l'on préfère, l'Europe Centrale, soit la moins forte possible, afin que notre hégémonie s'atteste ou afin que, dans le concert harmonieux d'un accord, notre voix soit respectée et redoutée en raison de sa puissance.

L'affranchissement des nationalités opprimées, tout est là.

Les provinces italiennes doivent revenir à l'Italie. Les Croates et les Slovènes, tous les Yougo-Slaves

doivent s'unir à la Serbie pour former aux frontières méridionales de l'Autriche ce grand royaume slave du sud qui ira de l'Adriatique au Danube. Les Roumains affranchis du joug hongrois à la Roumanie. L'immense Pologne immortelle reconstituée. Les Tchèques de Bohême et de Moravie, libérés de la servitude autrichienne, formant eux aussi un Etat nouveau.

Après cela, que l'Allemagne étende sa domination sur les Autrichiens qui y aspirent et sur les Hongrois qui y consentent : un réseau de peuples libres et vainqueurs à ses frontières, des marches de la Russie, à l'est, aux bords atlantiques de la France, à l'ouest, veillera sur ses velléités d'expansion et de domination mondiale.

Là est notre seul salut. Nous avons fait la guerre pour le principe des nationalités. Ne l'oublions pas : c'est notre fierté, notre force et notre intérêt.

TABLE DES MATIÈRES

		Pages
I.	— Le plan de l'Allemagne	5
II.	— Le pacte de Konopicht	8
III.	— « Mitteleuropa », l'Empire de l'Europe centrale.	15
IV.	— Pour vaincre les résistances austro-hongroises	26
V.	— Le « Zollverein », doctrine pangermaniste. .	32
VI.	— La politique de Bismarck, « Deutsche Politik », conduit au « Zollverein »	36
VII.	— La politique de Guillaume II, « Weltpolitik », et la domination commerciale du monde. .	46
VIII.	— Le principe des nationalités.	56

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — AVRIL 1916

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

6e Série

LEURS BUTS DE GUERRE

CHOIX DE DOCUMENTS SUR LA PAIX ALLEMANDE

RÉUNIS ET PUBLIÉS PAR

G. PARISET

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE NANCY

TROISIÈME MILLE

5-0334
19/5/19

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

137

Prix : 1 fr. 50

LEURS BUTS DE GUERRE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires ***numérotés, dont :***

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Copyright by Berger-Levrault 1917.

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

LEURS

BUTS DE GUERRE

CHOIX DE DOCUMENTS SUR LA PAIX ALLEMANDE

RÉUNIS ET PUBLIÉS PAR

G. PARISET

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE NANCY

IBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1917

TABLE DES MATIÈRES

DOCUMENTS SUR LES CONDITIONS DE LA PAIX ALLEMANDE

CHAPITRE I

Pages

Les rêves du début de la guerre (1914-1915). 7

I. Perspectives glorieuses 7
II. Programme de victoire 10
III. L'Europe sous la direction allemande 13
IV. Les conquêtes futures 15

CHAPITRE II

Premiers projets de paix allemande (1915) . 18

I. Les mémoires des six associations économiques 18
II. Le mémoire des MCD sommités 27
III. Considérants des mémoires 36
IV. Déclaration des partis bourgeois 39

CHAPITRE III

Contre-projets de paix allemande (1915). . 41

I. Le mémoire de la Nouvelle Patrie 41
II. Le mémoire des CXL sommités 46
III. Les mémoires des pacifistes 51
IV. Mémoire et manifeste des socialistes 55
V. Annexionistes et expansionistes 58
VI. Déclarations gouvernementales 61

CHAPITRE IV

Pages

Discussions sur les buts de la guerre (1916). 65

I. Nouvelles déclarations gouvernementales. 65
II. Eclaircissements et commentaires 68
III. Considérations sur la « principale ennemie ». 72
IV. Déclaration de la Ligue de la Hanse 75
V. Le manifeste des sept professeurs berlinois. 77
VI. Le comité national allemand pour une paix honorable. . 79
VII. Le comité indépendant pour une paix allemande 87
VIII. Outranciers et avisés. 91

CHAPITRE V

Les invites à la paix (1916-1917) 94

I. La suggestion aux Alliés. 94
II. Invites à la Russie 100
III. Les trois formes de « paix allemande » 107

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES 111

LEURS BUTS DE GUERRE

CHAPITRE I

LES RÊVES DU DÉBUT DE LA GUERRE

(1914-1915)

I

PERSPECTIVES GLORIEUSES

En 1914, l'Allemagne, ivre d'orgueil et sûre de vaincre vite, se ruait à la guerre, vers l'éblouissante vision de la gloire culturelle, de la prépondérance germanique et des convoitises satisfaites.

Quand la guerre a éclaté, il m'a été donné d'entendre le kaiser parler à la foule immense qui se pressait sous les murs du château. L'impression faite par les paroles de Guillaume a été prodigieuse. On avait le sentiment d'assister à un des grandioses spectacles de l'histoire du monde. Les uns poussaient des acclamations. D'autres pleuraient d'émotion. Il m'a semblé que la déesse de l'Histoire nous ouvrait une ère nouvelle et glorieuse de merveilleuse splendeur allemande et que Dieu, bénissant du haut de son ciel le chef de la nation allemande, lui criait : « Tu as tenu le sceptre de la paix aussi « longtemps que ce fut ma volonté, et maintenant que tu obéis à mon

« appel, César allemand ! je veux ceindre ton impérial front du laurier « des batailles, de la victoire et de la grandeur la plus sublime (1) ! »

Nous ne faisons point la guerre pour châtier des pays ni pour délivrer des peuples opprimés et nous rôtir à la conscience d'un noble sentiment désintéressé. Nous faisons la guerre avec la solide conviction que l'Allemagne peut exiger et doit obtenir un plus large espace de terre et de plus larges possibilités d'action. Les puissances auxquelles elle a imposé son essor vivent encore et quelques-unes se sont remises de leur faiblesse. L'Espagne et les Pays-Bas, Rome et les Habsbourg, la France et l'Angleterre ont possédé, occupé, colonisé de grands espaces des terres les plus riches. Maintenant a sonné l'heure de la prépondérance allemande. Le traité de paix qui ne la consacrerait pas, ne paierait pas nos frais... Quand Calais aura été conquis après Ostende, je m'imagine que le chef de guerre d'Allemagne pourra dire à l'ennemi, en lui montrant à l'est et à l'ouest les troupes et les flottes : Ce que peuvent la force et la volonté allemandes, vous le voyez maintenant, et, à l'avenir, vous réfléchirez longtemps avant de vous y attaquer. L'Allemagne ne vous demande plus rien, même pas le remboursement de ses frais de guerre ; elle est assez indemnisée par la salutaire terreur qu'elle a suscitée dans ces combats d'automne. Si vous voulez quelque chose de nous, nous ne refuserons pas la lutte. Nous restons dans les Pays-Bas belges, auxquels nous joignons le littoral jusqu'au delà de Calais... De Calais à Anvers, la Flandre, le Limbourg, le Brabant : prussiens ! Plus de marchandages entre princes allemands, plus d'envie entre races allemandes ! Le triangle méridional avec l'Alsace-Lorraine et le Luxembourg, si celui-ci le veut, sera constitué en une nouvelle Lotharingie, État confédéré de l'Empire allemand, avec une dynastie princière catholique. Alors l'Allemagne saura pourquoi elle a versé son sang (2) !

Nous avons la certitude que l'aigle allemand, repoussant d'une serre les barbares en Asie, rejetant de l'autre les chaînes indignes dont on a voulu l'accabler, prendra son vol par-dessus les mers, très haut, dans l'air pur et frais, où librement il pourra déployer ses ailes. Et nous espérons que l'Allemagne forte, unie, purifiée, deviendra comme la fontaine de Jouvence pour la culture vieillissante de l'Europe entière (3).

---

(1) *Die wahren Ursachen des Weltkrieges 1914* dans l'*Aktuelle Bibliothek*, n° 10, Berlin, (fin août) 1914, par le lieutenant Karl-August Kuhn, professeur d'histoire à l'Académie technico-militaire instituée près la Haute École technique de Charlottenbourg-Berlin.

(2) Maximilien Harden, dans la *Zukunft* du 17 octobre 1914.

(3) *Wir Deutschen und der Krieg* (*Deutsche Reden in schwerer Zeit*, n° 1, 3 septembre 1914), par le conseiller intime de Gouvernement, professeur

Quand l'Allemand est debout, appuyé sur son épée de géant, cuirassé d'acier du chef au talon, pourra danser qui voudra autour de ses pieds... De même que l'aigle, l'oiseau allemand, survole tous les animaux terrestres, de même l'Allemand doit se sentir élevé par-dessus tous les autres peuples qu'il regarde au-dessous de lui à une incommensurable profondeur. Mais noblesse oblige : le mot est vrai. L'idée que nous sommes le peuple élu nous impose de lourds devoirs, et rien que des devoirs, envers nous-mêmes. Avant tout, nous devons nous maintenir dans le monde comme un peuple fort. Nous ne pretendons pas faire la conquête du monde : rassurez-vous, chers voisins, nous ne vous avalerons pas !... Mais nous voulons être et rester un peuple allemand fort, donc un État allemand fort et donc aussi nous accroître dans les limites de l'organique. Et quand il est nécessaire que nous augmentions notre possession territoriale pour donner au corps agrandi de notre peuple l'espace de son développement, nous prendrons autant de pays qu'il nous paraîtra nécessaire. Nous nous établirons aussi là où il nous paraîtra stratégiquement utile, pour maintenir notre force inviolable (1).

Une fois nos ennemis terrassés, il ne restera plus en face de nous une seule puissance militaire de force équivalente : nous nous trouverons en condition d'exercer cet empire mondial qu'en leur temps Alexandre et Napoléon ont vainement cherché à réaliser... Devant nous s'ouvrent des horizons dont la beauté, la grandeur et l'excellence sont faits pour éblouir (2).

Dr Gustave Roethe (né en 1859), « ordinaire » de philologie germanique à l'Université de Berlin et cosecrétaire perpétuel de l'Académie royale prussienne des Sciences.

(1) *Händler und Helden, Patriotische Besinnungen*, Munich et Leipzig, (février) 1915, VII-145 pages in-8. Né en 1863, professeur d'économie nationale à l'École supérieure de commerce de Berlin, l'auteur, Werner Sombart, est un publiciste socialisant fort connu en Allemagne et au dehors. « Le tort matériel et moral qu'il a fait à son peuple par sa brochure carnavalesque est très grand », écrivaient les germanophiles *Basler Nachrichten* (13 août 1915), mais Sombart n'avait fait que traduire les sentiments de ses compatriotes et sa brochure eut grand succès.

(2) Ostwald, *Monistische Sonntagspredigten*, nos 11-12 du 15 septembre 1914, p. 185 et 187.

II

PROGRAMME DE VICTOIRE

Les professeurs d'Université, qui représentent le cerveau de l'Allemagne pensante, ont proclamé l'hégémonie mondiale du germanisme. Ils ont annoncé la liberté : la liberté des mers et des terres ; la liberté des mers contre « Albion » dont la « tyrannie » avait apparemment empêché le commerce allemand de prospérer ; la liberté du continent où les peuples affranchis du panslavisme oriental et de l'individualisme occidental pourraient « librement » recevoir la seule « culture » qui subsisterait en Europe : celle de l'Allemagne toute-puissante.

Ils ont promis l'équilibre entre les empires mondiaux (anglais ou américains) et l'Europe centrale germanisée (du cap Nord à la Méditerranée avec l'Italie, et du Dniéper à l'est jusqu'aussi loin que possible à l'ouest). Ils ont prédit la régénération culturelle du continent et les États-Unis d'Europe sous la direction de l'Allemagne et la présidence du kaiser : une confédération d'États vassaux et alliés au nord et à l'est, avec la Scandinavie tricéphale accrue de la Finlande enlevée au tsar, avec les Provinces baltiques réunies à l'Empire allemand, la Pologne ci-devant russe et la Roumanie accrue de la Bessarabie, tandis qu'à l'ouest, la France et les pays latins resteraient ouverts sans défense à toutes les entreprises germaniques, et que la Hollande et le Luxembourg, admis avec l'Allemagne au partage de la Belgique, entreraient dans la confédération impériale.

Ayant ainsi remanié la carte de l'Europe, ils ont

porté plus loin leurs regards et ils ont vu se dessiner l'« appétissante image » d'un puissant empire économique, de la mer du Nord au Golfe Persique » (1), sans même parler des anciennes colonies belges et françaises. Ils ont décrit par avance la marche victorieuse des Turcs et des musulmans au delà du Caucase (2), le long de la Mer Noire et jusqu'à la Crimée, pour « émanciper » l'Ukraine et rejeter la Russie en arrière. Ils se sont représenté le bassin oriental de la Méditerranée et la Mer Noire comme deux lacs germaniques, l'un sous la raison sociale austro-grecque, l'autre sous l'étiquette turco-musulmane.

Ils ont rappelé que la guerre de 1870-1871 leur ayant donné l'empereur et l'empire, a rendu possible le magnifique essor du peuple allemand et ils ont prophétisé que la présente guerre, plus fructueuse encore, vaudrait à l'Allemagne l'importance universelle due à sa grandeur et à la force de sa culture militaire et économique. « De notre victoire naîtra une alliance de peuples qui ne sera pas fondée sur l'arrogance et le mensonge, mais où l'on pourra dire avec le Psalmiste (LXXV, 10) : La bonté et la vertu se sont rencontrées, la justice et la paix se sont entre-baisées (3). »

Il n'est pas indispensable de reproduire ici les déclarations des professeurs Delitzsch, W. Foerster, Gierke, Herkner, Kampffmeyer, von Lichtenberg, Schaefer,

---

(1) Expression du conseiller intime de Gouvernement, professeur Dr Heinrich HERKNER (né en 1863), « ordinaire » de science politique et d'économie nationale à l'Université de Berlin, dans *Krieg und Volkswirtschaft,* no 19 des *Deutsche Reden in schwerer Zeit* (26 février 1915).

(2) L'auteur de cette prédiction est l'un des islamisants les plus compétents d'Allemagne, le professeur Dr Georg KAMPFFMEYER (né en 1864), qui enseigne l'arabe au séminaire berlinois des langues orientales : *Deutschland im Bunde mit dem Islam,* dans la collection intitulée : *Die Vernichtung der englischen Weltmacht und des russischen Zarismus,* no 3, p. 46.

(3) *Psalmworte für die Gegenwart,* no 13 des *Deutsche Reden in schwerer Zeit* (15 décembre 1914), par le conseiller intime de Gouvernement, professeur Dr Friedrich DELITZSCH (né en 1850), « ordinaire » de philologie orientale à l'Université de Berlin.

Sering et de tant d'autres. Les rêves allemands des six premiers mois de guerre sont tous individuels (aucun à notre connaissance n'émane d'un groupement), mais ils se ressemblent tellement dans leur variété, ils traduisent si bien l'unanimité populaire qu'ils peuvent passer pour anonymes. « Il n'y a pas de héros parmi nous, disait le philosophe Eucken, parce que nous sommes le peuple des héros » (1) et les héros voient grand. Ils ont les yeux grossissants ; pour eux, la consigne est de gonfler. Quelques exemples suffiront. Le célèbre naturaliste Haeckel, l'une des plus anciennes illustrations de la science allemande (il est né en 1834), formule ainsi ses espérances :

D'après ma conviction personnelle, les fruits de la victoire les plus désirables pour l'avenir de l'Allemagne et en même temps de l'Europe continentale fédérée sont :

1° Affranchissement de la tyrannie anglaise ;

2° A cet effet, invasion de l'État britannique des écumeurs de mer et occupation de Londres ;

3° Partage de la Belgique : la plus grande partie, occidentale, jusqu'à Ostende-Anvers, deviendra État confédéré allemand ; la partie nord-est sera attribuée à la Hollande ; la partie sud-est avec le Luxembourg, également État confédéré allemand ;

4° L'Allemagne reçoit une grande partie des colonies britanniques ainsi que l'État du Congo ;

5° La France cède à l'Allemagne une partie de ses provinces frontières du nord-est ;

6° La Russie est rendue impuissante par la reconstitution d'un royaume de Pologne soudé à l'Autriche-Hongrie ;

7° Les Provinces allemandes de la Baltique font retour à l'Empire allemand ;

8° La Finlande devient un royaume indépendant uni à la Suède (2).

---

(1) Cité dans les *Débats* du 7 mars 1915.

(2) *Das monistische Jahrhundert*, numéro du 16 novembre 1914, cité dans le *Petit Parisien*, le *Journal* et autres journaux français du 2 décembre 1914 et jours suivants ; autre traduction, avec quelques variantes, dans Maurice Muret, *L'Orgueil allemand*. Paris, 1915, in-16, p. 245-246.

III

L'EUROPE SOUS LA DIRECTION ALLEMANDE

Haeckel est le pontife d'une secte philosophico-religieuse à prétentions scientifiques qui s'appelle le « monisme » et qui n'est d'ailleurs que le rhabillage à une mode déjà surannée d'une très vieille philosophie, bien connue des anciens, le matérialisme. L'un des plus notoires de ses disciples monistes est le conseiller aulique professeur Dr Wilhelm Ostwald (né à Riga, en Russie, en 1853), de l'Université de Leipzig, prix Nobel de chimie, célèbre en France, avant la guerre, pour ses idées philosophiques, internationalistes et pacifistes. Il a défini, avec précision, la future hégémonie germanique :

Puisque les peuples de l'Europe n'ont pu être amenés à la paix par la voie du consentement raisonnable, l'Allemagne, après cette guerre victorieuse, sera de taille à les y contraindre par la force. Nous ne devrons conclure qu'une paix qui exclura désormais toute guerre européenne et nous devrons imposer à nos adversaires — qui, après tout, sont nos semblables non seulement au sens chrétien du mot, mais aussi en ce qu'ils doivent être considérés par nous comme des collaborateurs dans l'œuvre de culture commune — des conditions telles que d'ici au moins cinquante ans la situation ne puisse être troublée.

Les moyens qui mènent à ce but sont variés. Il faut d'abord empêcher l'Angleterre, le plus grand ennemi de la paix en Europe, de nuire et cela de façon durable, en mettant fin, une bonne fois, à sa suprématie jusqu'ici incontestée sur les mers. Le fondement de sa puissance, savoir sa flotte militaire, devra être supprimé ou réduit à un minimum qui écarte tout danger futur.

Quant aux armées de terre, nous serons désormais tellement supérieurs à l'Angleterre et à tous nos autres voisins que, pour longtemps, tous renonceront vraisemblablement à en entretenir pour

leur propre compte et s'en remettront à nous du soin de les protéger du côté de l'Orient.

De même qu'il est important que le centre de gravité militaire soit dorénavant placé en Allemagne, de même il faut également y placer le centre de gravité économique. Les événements qui ont révélé l'infériorité d'organisation, en dépit d'une situation générale bien plus favorable, des banques d'Angleterre et de France en regard de la Banque d'Empire allemand, établissent la nécessité de retirer à Londres, qui le détient, le marché monétaire de l'Europe et de le confier à l'Allemagne. Hambourg, qui compte des personnalités qualifiées et réunit les conditions voulues, paraît la mieux assurée pour assumer cette fonction. L'impossibilité d'une nouvelle guerre sera assurée mieux encore probablement par des moyens financiers que par des moyens militaires.

Des considérations du même genre s'appliquent au problème de l'internationalisme, en apparence supprimé par la guerre présente, avec autant de force qu'au problème de la future paix universelle. En fait, ces diverses tâches pourront être reprises, avec plus de chances de succès que jamais, sous la direction de l'Allemagne, lorsque cette guerre prendra fin de la manière que nous espérons et attendons.

Nous ne songeons pas un instant à imposer au reste du monde la langue allemande, la mentalité allemande, pas davantage l'esthétique ou la littérature allemandes. Outre que ce serait pratiquement impossible, du moins dans un délai appréciable, ce serait contraire à l'esprit de la culture allemande qui s'est toujours considérée comme un élément, à la vérité très essentiel, de la culture mondiale internationale.

Cependant, une fois établie la prédominance du germanisme en Europe, les obstacles que les manifestations particulières des peuples opposaient au progrès de la culture, tomberont... Les entreprises scientifiques internationales, interrompues par la guerre et qui, même après la guerre, semblaient devoir pour longtemps rester impossibles, seront au contraire bientôt rétablies, sitôt que les États-Unis d'Europe, étant constitués sous la direction de l'Allemagne avec l'empereur allemand comme président de la Confédération européenne des États, pourront se vouer à nouveau, après en avoir fini des difficultés de la guerre, aux tâches éternelles de culture de l'humanité (1).

---

(1) *Europa unter deutscher Führung*, n° 11-12 des *Monistische Sonntagspredigten* (du 15 septembre 1914), article écrit le 20 août 1914, p. 188 à 192, analysé dans le *Temps* du 22 octobre, traduit dans la *Semaine littéraire* de Genève du 16 octobre, en extraits par Maurice Millioud dans la *Bibliothèque universelle* de Lausanne d'octobre-décembre, p. 223-224, par Lavisse dans

IV

LES CONQUÊTES FUTURES

Le conseiller intime de Gouvernement Dr Dietrich Schaefer (né en 1845), professeur d'histoire à l'Université de Berlin, a été l'un des premiers à tracer en Allemagne, pendant la guerre, un plan de revendications territoriales, principalement contre la Russie :

A l'avenir, nous n'attendrons pas le moment que les ennemis dont nous sommes entourés jugeront opportun pour nous attaquer. Le seul moyen d'empêcher que toutes les guerres futures se transforment pour nous en guerres pour l'existence, c'est de renforcer d'une façon permanente la position de l'Allemagne au centre de l'Europe.

La question principale n'est pas de savoir s'il est nécessaire pour nous de reculer nos frontières à l'est ou à l'ouest, ou des deux côtés à la fois aux dépens de nos ennemis. Le point est douteux parce que nous ajouterions à notre population un élément étranger qui n'entrerait pas facilement dans le cadre de la constitution impériale ; il ne faudrait recourir à cet expédient que si cela était absolument nécessaire.

Toutefois, nous devrons étendre notre puissance d'action, et plus particulièrement vers l'est. Nous ne devons donc plus laisser l'immense force russe peser sur nous d'une façon aussi directe sur Kœnigsberg, Breslau et même Berlin. Elle doit reculer derrière le Dniéper.

Dans l'intervalle, il faut créer des organisations politiques que l'instinct de conservation même attacherait à nous, contre les désirs russes de conquête.

---

le *Temps* du 5 novembre et *in extenso* en appendice au *Journal d'une Française en Allemagne* (juillet-octobre 1914) par Altiar, publié par Ch. Vellay, Paris, Perrin, 1915, in-16, p. 267 à 286. Ostwald, dit M. Lavisse, « a condensé en quelques pages toute une énorme littérature où se révèle la pensée d'une nation. Son mérite est d'avoir brièvement défini le *Deutschtum* ; après avoir lu son manifeste, j'ai pensé que le *Deutschtum* pourrait être figuré, en vignette, par une trinité symbolique : un sabre et une férule croisés sur un billet de banque ».

Alors il sera possible de fonder, sous la conduite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie réunies, du cap Nord jusqu'à la Méditerranée, une communauté d'États qui assurerait à chacun de ses participants l'existence et la paix...

Arc-boutés sur cette vaste plate-forme continentale, nous serons à même d'employer le ton qu'il faut vis-à-vis de nos « cousins » de l'autre côté de la mer du Nord, si toutefois la guerre actuelle, déjà, ne nous en donne pas la facilité. Sans la destruction de la domination anglaise sur mer et dans le commerce, il n'y a pas de paix certaine pour l'Allemagne ni pour le monde.

Ce n'est pas que nous désirions prendre la place de l'Angleterre ; mais sans l'influence directrice de notre peuple sur les États du centre européen, on ne peut se figurer une libre émulation parmi ces derniers, pour le bien général de la paix et les fruits bénis de la culture humaine.

Les États, comme le démontre l'histoire, ne pourront jamais constituer leur vie politique sur la seule base de l'idée nationale ; mais une direction générale, ferme et circonspecte, peut satisfaire aux besoins de la communauté, sans faire tort aux droits imprescriptibles du caractère particulier de chaque peuple (1).

Le jeune professeur Dr Martin Spahn (il est né en 1875), « ordinaire » d'histoire à l'Université de Strasbourg, en Alsace, fils de l'Excellence Dr Peter Spahn, conseiller supérieur intime et effectif de justice, président de tribunal supérieur, vice-président du Reichstag, chef du parti catholique du centre, complète les indications données par Schaefer en ce qui concerne l'agrandissement de l'Allemagne du côté de l'ouest :

Il faut maintenir les frontières de l'ancienne grande et totale Allemagne. Avant tout, nous devons arriver à la Manche. Après ce qu'elle nous a fait endurer, la Belgique ne pourra plus payer sa rançon en nous cédant le Congo et en nous complétant ainsi notre empire colonial de l'Afrique centrale, comme nous le rêvions modestement dans ces dernières années si ternes. Quel que soit le degré d'autonomie que l'Empire trouve bon de lui accorder, la com-

(1) Article de Schaefer dans la revue pangermaniste *Panther* (ainsi nommée en souvenir de la canonnière *Panther* qui a servi à monter le « coup d'Agadir ») reproduit dans l'*Information* du 5 février 1915 (sauf les deux premiers paragraphes) et dans le *Temps* du 7 février (sauf le dernier paragraphe); texte souvent cité (par exemple par Chéradame : *Le Plan pangermaniste démasqué*. Paris, 1916, in-16, p. 95 et suiv.).

plète possibilité de disposer des anciens Pays-Bas méridionaux est pour nous indispensable politiquement, économiquement et militairement. Nous avons occupé la Belgique contre la France, nous en avons besoin contre l'Angleterre... La ligne frontière contre la France n'aura plus son tracé actuel, mais sera prise plus au sud, comme elle se trouvait utilisable pour la politique mondiale, sous Charles-Quint. Ainsi il n'y aura plus de détroit pour nous, que l'Angleterre pourra fermer à son bon plaisir pour nous exclure du commerce mondial et gêner le développement de notre puissance outre-mer, comme la Turquie a, conformément aux traités, fermé les Dardanelles a la Russie... Il en résultera contre la France un autre tracé de sa frontière orientale. Les anciennes limites de la Lorraine et de la Bourgogne seront ici aussi prises par anticipation, pour annexer à l'Empire au détriment de la France ce qui paraîtra aujourd'hui convenable à nos stratèges (1).

Optimistes et grandioses, les rêves allemands du début de la guerre sont à la fois affirmatifs et vagues ; ils planent sur la réalité qu'ils couvrent d'une ombre immense ; ils traduisent la pensée politique du pangermanisme en forme d'état d'âme ; ils permettent de diagnostiquer une imagination malade d'orgueilleuse folie, et le Gouvernement, comme pour mieux lâcher la bride aux espérances les plus extravagantes, s'abstient de ne rien préciser. Le chancelier déclarait au Reichstag, le 2 décembre 1914 :

Nous tiendrons jusqu'au bout, jusqu'à ce que nous ayons la certitude que personne n'osera plus troubler notre paix — une paix digne d'un peuple libre, une paix au cours de laquelle le génie allemand et la force allemande pourront se développer et prospérer à loisir (2) !

---

(1) *An den Pforten des Weltkrieges*, article de la revue catholique *Hochland*, octobre 1914, cité par Grumbach, *Das annexionistische Deutschland*, Lausanne, 1917, in-8, p. 248-249 ; cf. le *Temps* du 1er mai et du 21 octobre 1915, la *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1916, p. 730.

(2) *Sept Discours de guerre du chancelier allemand, 1914-1916*, Zurich, Orell Füssli, 1916, in-8, p. 23.

CHAPITRE II

PREMIERS PROJETS DE PAIX ALLEMANDE

(1915)

I

LES MÉMOIRES DES SIX ASSOCIATIONS ÉCONOMIQUES

Au printemps de 1915, on estima en Allemagne que la guerre avait assez duré, et la victoire, assurément incomplète à l'ouest, parut cependant garantie par l'avance germanique contre la Russie (de mai à septembre). On pensa donc à la paix, qu'on voulut de grand style ; une paix correspondante « au calibre de nos mortiers de 420 », comme disait élégamment le professeur Dr Gustav Buchholz, de l'Académie royale prussienne de Posen (1). Un de ses collègues, le Dr Arthur Kutscher, maître privé d'histoire de la littérature moderne de l'Allemagne à l'Université de Munich, un esprit fin et délicat qui se commençait une réputation méritée par ses études de critique dramatique et théâtrale lorsque la guerre l'appela sous les drapeaux, trouvait une comparaison de relent tout germanique : « Il en est de

(1) Cité par Jeanne et Frédéric Régamey, *La Guerre à l'allemande*. Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1915, in-16, p. 152.

la paix comme des latrines de campagne : si l'on en creuse de petites, on doit recommencer le travail au moins une fois par semaine ; ou bien si elles ont la profondeur de la taille humaine, elles peuvent servir longtemps (1). » Quoi qu'il en soit, la paix devait être « pleine d'honneur » et de suffisante durée (2).

Mais le Gouvernement ne partageait sans doute pas les illusions du pays. Il se doutait bien que les Alliés n'étaient pas vaincus. Il avait tout ensemble à satisfaire l'opinion en Allemagne et à la tâter en pays ennemi, sans pourtant se découvrir ni au dedans ni au dehors par l'annonce de conditions précises. Pour répondre à ces difficultés contradictoires, il imagina une procédure très astucieuse, d'un machiavélisme grossier, à son ordinaire.

La discussion publique des « buts de guerre » en Allemagne resta officiellement interdite. Mais, sous main, les groupements les plus qualifiés furent autorisés, sinon même peut-être invités à proposer au chancelier leurs projets de paix allemande. La publication n'en fut pas autorisée, mais des copies circulèrent parmi tout l'Empire, qui propagèrent le mot d'ordre dans la presse et les milieux influents. Il était à présumer que certains exemplaires franchiraient la frontière et qu'on en aurait connaissance à l'étranger. Ce fut en effet ce qui arriva. Par la Suisse et grâce à des intermédiaires qui paraissent surtout socialistes, la presse française se trouva en mesure de donner le texte des pétitions ou mémoires soumis au Gouvernement, de sorte qu'alors que ces documents restaient encore quasi secrets et confidentiels dans leur pays d'origine, ils recevaient la

(1) *Kriegstagebuch*, Munich, 1915, p. 214, cité par Pingaud dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er novembre 1916, p. 151, n. 2.

(2) La traduction usitée dans la presse française : « honorable et durable » ne rend pas exactement le premier terme de la formule *ehrenvoll* (pleine d'honneur).

plus large publicité en pays ennemi. Rien de plus paradoxal et rien de moins surprenant.

Les deux premiers des mémoires qui ont ainsi été remis au chancelier émanent de six des plus puissants groupements économiques et sociaux de l'Empire : la Ligue des agriculteurs, la Ligue des paysans allemands, le Groupement provisoire des Associations chrétiennes de paysans, actuellement Association des paysans westphaliens (1), l'Union centrale des industriels allemands, la Ligue des industriels (2) et l'Union des classes moyennes de l'Empire (3). Celle-ci est composée de consommateurs, les cinq autres associations représentent les chefs de la production agricole et industrielle, et leurs déclarations communes ont une indéniable importance. Le premier de leurs mémoires confidentiels au chancelier est daté du 10 mars 1915 (l'Association chrétienne des paysans ne figure pas parmi les signataires, mais elle a apporté ultérieurement son adhésion) :

Les associations soussignées se sont occupées de la question si souvent agitée dans ces derniers temps, qui est de savoir comment réaliser la formule d'après laquelle cette guerre doit être suivie d'une paix pleine d'honneur, digne des sacrifices faits et portant en elle la garantie de sa durée.

Pour répondre à cette question, il ne faut jamais oublier que nos ennemis annoncent sans cesse que l'Allemagne doit être anéantie et rayée de la carte des grandes puissances. Nous nous protégerons

---

(1) Les signataires sont pour le *Bund der Landwirte* (association de grands propriétaires terriens, hobereaux, ultra-agrariens, conservateurs), le docteur Roesicke, député conservateur au Reichstag ; pour le *Deutscher Bauernbund* (moyens et petits propriétaires agriculteurs, agrariens), Fritz Wachhorst de Wente, national-libéral ; pour le *Vorort der christlichen Bauernvereine, zurzeit westfälischer Bauernverein*, le baron von Twickel.

(2) *Centralverband deutscher Industriellen* (le signataire est Roetger, président du comité de direction des usines Krupp), *Bund der Industriellen* (signataire : Friedrichs) ; ces deux groupements se sont fédérés en 1916 pour constituer (avec l'Association des industries chimiques) un « Comité national industriel » dont le premier soin a été de publier un manifeste annexioniste.

(3) *Reichsdeutscher Mittelstandsverband* (signataire : Eberle).

contre ces prétentions non pas par des traités qu'on foulerait de nouveau aux pieds au moment opportun, mais par l'affaiblissement économique et militaire de nos ennemis, si complet que la paix sera assurée pour un temps suffisant.

A côté d'un *Empire colonial* qui satisfasse pleinement aux nombreux intérêts économiques allemands, à côté des garanties pour notre *avenir commercial* et *douanier*, à côté d'une *indemnité de guerre* suffisante et donnée sous une forme appropriée, nous voyons le *but principal* de la lutte qui nous a été imposée, dans une garantie et une amélioration de la *base européenne* de l'Empire allemand, dans le sens suivant :

Parce qu'il est nécessaire d'assurer notre crédit sur mer, et notre situation militaire et économique pour l'avenir, en face de l'Angleterre, parce que le territoire belge, économiquement si important, est étroitement lié à notre principal territoire industriel, la *Belgique* doit être, au point de vue monétaire, financier et postal, soumise à la législation de l'Empire. Ses chemins de fer et ses voies fluviales doivent être étroitement reliés à nos communications. En constituant un territoire wallon et un territoire flamand prépondérant et en mettant en des mains allemandes les entreprises et les propriétés économiques si importantes pour dominer le pays, on organisera le gouvernement et l'administration de telle manière que les habitants ne pourront acquérir aucune influence sur les destinées politiques de l'Empire allemand.

Quant à la *France*, toujours en raison de notre situation vis-à-vis des Anglais, *il est pour nous d'un intérêt vital*, en vue de notre avenir sur mer, que nous possédions la région côtière voisine de la Belgique à peu près jusqu'à la Somme, ce qui nous donnera un débouché sur l'océan Atlantique. L'arrière-pays, qu'il faut acquérir en même temps, doit avoir une étendue telle qu'économiquement et stratégiquement les ports où aboutissent les canaux puissent prendre leur pleine importance. Toute autre conquête territoriale en France, en dehors de l'annexion nécessaire des bassins miniers de Briey, ne doit être faite qu'en vertu de considérations de stratégie militaire. A ce sujet, après les expériences de cette guerre, il est très naturel que nous n'exposions pas nos frontières à de nouvelles invasions ennemies en laissant à l'adversaire les forteresses qui nous menacent, surtout Verdun et Belfort, et les contreforts occidentaux des Vosges, situés entre ces deux forteresses. Par la conquête de la ligne de la Meuse et de la côte française avec les embouchures des canaux, on acquerrait, outre les régions de minerais de fer déjà indiquées de Briey, les territoires charbonniers des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ces augmentations territoriales — la chose va de soi après l'expérience faite en Alsace-Lorraine — supposent que la population des territoires annexés ne

sera pas en mesure d'obtenir une influence politique sur les destinées de l'Empire allemand, et que tous les moyens de puissance économique existant sur ces territoires, y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes : la France indemnisera les propriétaires et les recueillera.

Pour ce qui est de l'*est*, la considération qui doit nous diriger est celle-ci : donner à la grande augmentation de puissance *industrielle* que nous attendons à l'ouest, un contrepoids par l'annexion d'un *territoire agricole* situé à l'est et qui soit de valeur semblable. Durant cette guerre, la situation économique actuelle de l'Allemagne a si bien montré son heureux équilibre que la nécessité de le conserver doit être, pour un avenir déterminé, considéré comme une conviction générale de notre peuple.

Il est nécessaire de renforcer la base agricole de notre économie nationale ; il faut rendre possible une colonisation agricole allemande de grande envergure, ainsi que le rapatriement en pays d'empire des paysans allemands vivant à l'étranger, notamment en Russie et actuellement mis hors la loi ; il faut enfin accroître fortement le chiffre de nos nationaux capables de porter les armes ; tout cela exige une extension considérable des frontières de l'Empire et de la Prusse vers l'est par l'annexion d'au moins certaines parties des Provinces baltiques et de territoires situés au sud de celle-ci, sans perdre de vue qu'il faut aussi rendre possible la défense militaire de la frontière allemande orientale.

Pour *reconstituer la Prusse orientale*, il est indispensable de protéger sérieusement ses frontieres en les élargissant de quelques bandes de territoire ; la *Prusse orientale*, la *Posnanie* et la *Silésie* ne peuvent rester les marches extérieures et *exposées qu'elles sont maintenant*.

Pour ce qui est des droits politiques à accorder aux habitants des nouveaux territoires et des garanties à prendre en faveur de l'influence et de l'annexion allemandes, nous nous référons à ce que nous avons dit au sujet de la France. L'indemnité de guerre à exiger de la Russie devra, dans une large mesure, consister en cessions territoriales.

Il va sans dire que la possibilité de ces revendications dépend des succès militaires. Mais d'après ce qui a été jusqu'à présent acquis, nous avons la ferme conviction que notre armée et ses chefs gagneront la victoire qui garantira l'obtention de nos buts. Il faut s'efforcer à ces buts, non par politique de conquête, mais parce que seule l'obtention de ces buts assurera la paix durable que le peuple allemand tout entier attend des sacrifices qu'il a faits, sans même tenir compte de ce fait qu'à notre avis l'abandon volontaire de territoires ennemis arrosés de tant de sang allemand, dans lesquels se trouvent les innombrables tombeaux de ceux qui sont vraiment les

meilleurs de notre peuple, ne correspondrait pas aux sentiments du peuple, ni aux idées du peuple sur une paix pleine d'honneur.

Le manque de ports directs sur la Manche gènerait à l'avenir comme par le passé notre action maritime. Une Belgique indépendante serait toujours la tête de pont de l'Angleterre et son point d'appui contre nous. La ligne naturelle de défense en France restant aux mains des Français, représenterait encore une menace constante contre notre frontière. Si la Russie sortait de cette guerre sans pertes territoriales, elle nuirait à notre capacité d'action et à notre force, pendant que, d'autre part, la non-acquisition de territoires agricoles à notre frontière orientale diminuerait la possibilité d'augmenter la force militaire de l'Allemagne par un suffisant accroissement de sa population contre la Russie.

Les considérations que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Excellence et que nous transmettons aux gouvernements des États confédérés, peuvent comporter des divergences de détail, mais elles dépassent les associations soussignées et représentent aussi l'opinion des cercles qui en Allemagne ne se sont pas encore manifestés (1).

Le deuxième mémoire confidentiel des associations économiques au chancelier est daté de Berlin le 20 mai 1915. Après un préambule général, il développe les raisons militaires et industrielles des annexions, à faire au détriment de la France :

Excellence,

Avec tout le peuple allemand, l'agriculture, l'industrie, les artisans et le commerce allemands sont fermement décidés de soutenir la lutte imposée à l'Allemagne, à la vie et à la mort, au prix de tous les sacrifices, jusqu'au bout, afin que l'Allemagne sorte de cette guerre plus forte *au dehors*, avec la garantie d'une paix durable, et, par conséquent, l'assurance d'un développement national économique et culturel *au dedans*...

Même si la situation de guerre devenait un jour moins favorable ou moins sûre, cette ferme résolution n'en devrait pas être modifiée.

---

(1) Texte publié en extrait par le journal socialiste suisse *Berner Tagwacht* (dirigé par Grimm, Allemand d'origine et agent secret du Gouvernement impérial) du 22 juin 1915 et le *Daily Telegraph*, puis plus complètement par l'*Humanité* du 11 août et le *Temps* du 12 août 1915 (sans les deux premiers et les trois derniers paragraphes, qui ont été restitués d'après le texte allemand de S. Grumbach, p. 124 à 128).

Autrement ce serait perdre de vue le but que Sa Majesté l'Empereur a elle-même fixé pour le dehors comme pour le dedans. Car ce but ne saurait être atteint sans une paix qui donne une sécurité plus grande à nos frontières de l'ouest et de l'est, élargisse les bases de notre puissance maritime, assure à nos ressources économiques la possibilité de se développer sans contrainte, bref, nous apporte aux points de vue politique, de l'armée, de la marine et de l'économie, une extension de puissance telle qu'elle garantisse l'accroissement de notre force au dehors.

Une paix qui n'aurait pas ces résultats rendrait bientôt de nouvelles luttes inévitables, mais avec des chances bien moins favorables pour l'Allemagne. Donc, pas de paix prématurée, car d'une telle paix, il est impossible d'espérer un prix suffisant de la victoire! Mais pas non plus de paix molle, pas de paix qui ne comporte pas dans le sens indiqué la complète utilisation politique des succès décisifs militaires que nous espérons!...

[Le texte du premier mémoire est ici transcrit à nouveau.]

Pour compléter ce mémoire, il convient d'ajouter expressément que les buts politiques, militaires et économiques auxquels doit s'efforcer le peuple allemand pour assurer son avenir sont en étroite liaison les uns avec les autres et ne peuvent pas être séparés... Il en résulte que telles revendications qui, au premier abord, paraissent n'avoir qu'une importance purement économique, doivent être considérées au point de vue de la pressante nécessité d'augmenter le plus possible notre puissance nationale et au point de vue militaire. Cette remarque s'applique particulièrement aux revendications formulées dans le mémoire, d'une part au sujet des territoires d'établissement agricole à l'est, d'autre part au sujet de la mainmise sur les mines de fer de Meurthe-et-Moselle et sur les charbonnages des départements du Nord et du Pas-de-Calais, à côté de la Belgique.

Des annexions comme celles des régions de minerais et de charbonnages ne doivent pas seulement étendre notre puissance industrielle; elles représentent des nécessités militaires ainsi qu'il ressort des considérations suivantes :

La production mensuelle des fers bruts, en Allemagne, est remontée depuis le mois d'août 1914, à environ 1 million de tonnes, c'est-à-dire qu'elle a presque doublé. La fabrication mensuelle d'aciers a dépassé 1 million de tonnes.

Il faut ajouter qu'il n'y a pas abondance de fer brut et d'acier ; mais si nous en manquons en Allemagne, on en manque bien plus encore chez les étrangers neutres.

La fabrication des obus nécessite des quantités de fer et d'acier dont on ne pouvait se faire une idée autrefois. Pour les obus de fonte grise seulement, qui remplacent, en qualité inférieure, les obus en fonte d'acier et les obus en acier étiré, on a eu besoin, dans les

derniers mois, de quantités de fer brut qui atteignent au moins 4.000 tonnes par jour. On n'a pas à ce sujet de chiffres exacts. Mais il est dès à présent certain que si la production de fer brut et d'acier n'avait pas été doublée depuis le mois d'août, la continuation de la guerre eût été impossible.

Comme matière première pour la fabrication de ces quantités de fer brut et d'acier, la « minette » prend une place de plus en plus importante, car ce minerai seul peut être extrait chez nous en quantités qui augmentent rapidement.

La production des autres territoires est fortement réduite, et l'importation par mer, même de minerais suédois, est rendue tellement difficile que dans beaucoup de régions, même en dehors du Luxembourg et de la Lorraine, la « minette » couvre en ce moment 60 à 80 % de la fabrication du fer brut et de l'acier.

Si la production de la « minette » était troublée, la guerre serait quasiment perdue.

Or, comment se présente la production de « minette » dans cette guerre, et comment se présenterait-elle dans une guerre future ?

Si la forteresse de Longwy, avec les nombreux hauts fourneaux français de la région, était rendue aux Français, et s'il éclatait une nouvelle guerre, avec quelques canons à longue portée, les hauts fourneaux suivants allemands et luxembourgeois seraient paralysés en quelques heures :

Rodange, 7 kilomètres de distance de Longwy ;
Diferdange, 10 kilomètres de distance de Longwy ;
Esch, 16 à 17 kilomètres de distance de Longwy ;
Ottange et Rumelange, 21 kilomètres de distance de Longwy ;
Dudelange, 25 kilomètres de distance de Longwy.

De la sorte, 20 % environ de la production de fer brut et d'acier allemands seraient supprimés.

Un coup d'œil sur la carte montre que, par exemple, Jarny (la mine de « minette » du Phœnix) est à 35 kilomètres de Verdun, et que les concessions de minerai les plus occidentales de Landres et de Conflans commencent à 26 kilomètres tout au plus de Verdun. Nous bombardons aujourd'hui Dunkerque à 38 kilomètres. Croit-on vraiment que les Français dans une prochaine guerre négligeraient de placer des canons à longue portée à Longwy et à Verdun pour nous laisser continuer à extraire notre minerai de fer et notre fer brut ?

Disons, en passant, que la production élevée d'acier étiré de la « minette » offre la seule possibilité de fournir à l'agriculture allemande, quand l'importation de phosphates est bloquée, l'acide phosphorique nécessaire.

La sécurité de l'empire d'Allemagne dans une guerre future nécessite donc impérieusement la possession de toutes les mines de « mi-

nette », y compris les forteresses de Longwy et de Verdun sans lesquelles cette région ne saurait être défendue.

La possession de grandes quantités de charbons et principalement de charbons riches en bitume, qui abondent dans le bassin du nord de la France, est au moins aussi importante que le minerai de fer pour l'issue de la guerre.

La Belgique et le nord de la France produisent ensemble plus de 40 millions de tonnes.

Déjà aujourd'hui (la défense d'exportation du charbon faite par les Anglais, le 15 mai, nous le prouve à nouveau), le charbon est un des moyens d'influence politique les plus décisifs. Les États neutres industriels sont obligés d'obéir à celui des belligérants qui peut leur assurer leur provision de charbon. Nous ne le pouvons pas suffisamment en ce moment, et nous sommes obligés dès aujourd'hui d'avoir recours à la production de charbons belges, pour ne pas laisser nos voisins neutres tomber complètement dans la dépendance de l'Angleterre.

Il est vraisemblable que le développement systématique de la production de houille belge aura déjà dans cette guerre la plus grande importance pour le maintien de la neutralité de plusieurs États voisins.

Que le charbon susceptible d'être transformé en coke ou bien en gaz soit en même temps la base de nos explosifs les plus importants, cela est connu de tout le monde, aussi bien que l'importance de la houille pour la fabrication de l'ammoniaque.

En nous donnant le benzol, la houille nous permet de remplacer la benzine qui nous manque ; elle nous fournit le goudron aussi bien que les huiles de chauffage indispensables à la marine ; par l'huile d'anthracène elle remplace, de façon jusqu'ici la plus satisfaisante, les lubrifiants ; et avec la naphtaline, elle nous donnera probablement la matière première pour le pétrole artificiel.

Nous rappelons qu'un perfectionnement des torpilleurs ou des sous-marins semble impossible sans un combustible liquide abondant. Cette guerre a montré la supériorité du chauffage à l'huile sur le chauffage au charbon pour les torpilleurs, de sorte que ce serait une impardonnable négligence de ne pas en tirer pour l'avenir toutes les conséquences.

Si les voisins avec qui nous sommes en guerre s'assurent les sources d'huile minérale, il faut que l'Allemagne s'assure la houille à gaz et la houille grasse nécessaires, et il faut qu'en temps de paix, elle les transforme en des sources d'huile de benzol, de toluol, d'ammoniaque et de naphtaline, non seulement pour l'augmentation du bien-être en temps de paix, mais pour l'indispensable préparation de la guerre.

En résumé, on peut dire que les buts que l'on se propose pour nous assurer une économie durable sont en même temps ceux qu'il

faut viser pour garantir notre force militaire, notre indépendance et notre puissance politique, d'autant plus qu'étendre nos possibilités économiques, c'est multiplier les occasions de travail et servir ainsi toute la classe ouvrière (1).

II

LE MÉMOIRE DES MCD SOMMITÉS

Le plus étudié et le plus remarquable des mémoires remis au chancelier a été élaboré dans une réunion de personnalités de choix, tenue à Berlin le 20 juin 1915. « Imprimé comme manuscrit », suivant l'expression d'outre-Rhin pour désigner les tirages non mis dans le commerce, il a été mis en circulation privée pour être revêtu de nouvelles signatures. Il portait alors les noms de quelques notabilités, encadrées par des professeurs comme l'économiste Schumacher (de Bonn), l'historien Schaefer (de Berlin) et le théologien Seeberg (de Berlin, un Balte, né sujet russe comme Ostwald). Il finit par recueillir près de 1.400 adhésions dont environ 352 professeurs d'enseignement supérieur, 252 artistes et hommes de lettres, 182 hommes d'industrie, de commerce et de banque, 158 ecclésiastiques et membres de l'enseignement inférieur, 148 juges et hommes de loi, 145 fonctionnaires administratifs ou municipaux, 52 agriculteurs, une quarantaine de députés et quelques généraux, amiraux ou diplomates en retraite ou en dispo-

---

(1) Mêmes références que pour le premier mémoire. Le quatrième paragraphe a été restitué d'après le texte allemand donné par GRUMBACH, p. 123-124 et 128-131.

nibilité. Telles sont les sommités du mémoire. Et voici le mémoire des sommités :

L'Allemagne n'a jamais pensé à élargir ses possessions territoriales en Europe par la conquête ; elle ne s'est levée que pour défendre sa culture et la culture de l'Europe contre les barbares de l'Est et la volonté de revanche et de domination des voisins de l'Ouest. Mais aujourd'hui la simple défensive ne nous suffit plus. Nous voulons nous maintenir si solidement et si largement sur un territoire agrandi que notre existence indépendante soit assurée pour plusieurs générations.

Le peuple allemand est unanime en ce qui concerne ces buts fondamentaux. C'est, à tous les égards, la vérité la plus pure : il n'y a qu'une seule crainte dans toutes les couches du peuple et surtout dans les couches les plus simples, celle qu'une paix prématurée et par suite de peu de durée, ne soit conclue par de fausses illusions de réconciliation ou même par impatience nerveuse, que la plume des diplomates puisse, comme il y a cent ans, détruire ce que le glaive a conquis victorieusement. Et cela à l'heure la plus décisive de l'histoire allemande en présence d'une grandeur et d'une unanimité comme il n'en a jamais existé dans le passé et comme on n'en reverra pas si facilement dans l'avenir.

Certes, ce n'est pas la domination mondiale que nous demandons, mais une importance mondiale conforme à la grandeur et à la force de notre culture économique et militaire. Peut-être que tous les résultats d'une assurance nationale de ce genre ne sont pas accessibles d'un seul coup devant le nombre de nos ennemis. Mais les résultats militaires de cette guerre, acquis par de si grands sacrifices, doivent être exploités jusqu'aux limites extrêmes de ce qui est possible. C'est, nous le répétons, la ferme volonté du peuple allemand.

Exprimer clairement cette volonté populaire, et la mettre à la disposition du Gouvernement pour le fortifier dans l'accomplissement de son devoir difficile, le devoir de réaliser les nécessaires revendications de l'Allemagne — malgré les voix isolées et sans confiance de l'intérieur, comme malgré les ennemis tenaces du dehors — voilà le devoir et le droit de ceux qui sont appelés par leur instruction et leur situation à être les chefs spirituels de l'opinion publique. Nous demandons l'accomplissement de ce devoir.

Sachant qu'il y a pourtant une différence entre les buts de guerre auxquels on doit aspirer et les conditions de paix définitives ; sachant que tout dépend naturellement du succès final de nos armes et qu'il ne nous appartient pas de nous occuper des intérêts de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, nous avons exprimé, par ce qui suit, brièvement, quelles sont pour l'Allemagne, d'après notre convic-

tion, les garanties d'une paix durable, les buts vers lesquels doivent nous mener les chemins sanglants de cette guerre.

1° *France.* — Nous voulons enfin faire table rase du danger français, après quelques siècles de menace française et après les cris de revanche qui de 1815 à 1870 et de 1871 à 1915 n'ont jamais cessé. Toutes les couches de notre peuple sont pénétrées de cette nécessité. Quant aux efforts de réconciliation auxquels la France a toujours opposé le fanatisme le plus extrême, nous signalons de la façon la plus pressante ce point d'erreur allemande. La France restera assoiffée de revanche, même après la leçon terrible de cette guerre, si elle conserve la force. Dans l'intérêt de notre propre existence, nous devons affaiblir ce pays politiquement et économiquement, sans aucun ménagement, et rendre notre situation militaire et stratégique plus favorable envers lui.

Nous sommes convaincus que pour cela une correction sérieuse de toute notre frontière occidentale est nécessaire, de Belfort jusqu'à la mer. Nous devons faire tout ce qu'il est possible de faire pour conquérir une partie de la côte française, de la mer du Nord au Pas de Calais et sur la Manche, afin d'être assurés contre l'Angleterre au point de vue stratégique et de posséder un meilleur débouché sur l'océan mondial.

Pour éviter que l'Empire allemand ne soit menacé dans ses frontières à la suite de ces annexions, des mesures spéciales s'imposent, qui empêcheront un état de choses analogue à celui de l'Alsace-Lorraine : les propriétés et entreprises devront être enlevées aux mains anti-allemandes pour passer entre des mains allemandes, après indemnisation des anciens propriétaires par la France. Aucune influence ne doit être accordée à la population annexée par nous.

Il est en outre nécessaire d'imposer à la France — et même parmi nos adversaires à la France en première ligne — une forte indemnité de guerre (dont nous parlerons encore à la fin), sans aucun égard envers elle, et quelle que soit la manière terrible dont elle a déjà dû payer financièrement son propre aveuglement et l'égoïsme britannique.

Nous ne devons pas non plus oublier que ce pays possède un empire colonial démesurément grand et que l'Angleterre pourrait au besoin s'en emparer si nous ne mettions pas la main dessus.

2° *Belgique.* — La Belgique, ayant été conquise par tant du plus noble sang allemand, il faut que nous la conservions politiquement, militairement et économiquement entre nos mains, quelles que soient les raisons qui semblent s'y opposer. Dans aucune question l'opinion du peuple n'est davantage unanime : garder la Belgique, c'est sans aucun doute une question d'honneur pour nous. Car il est clair que, dans l'autre cas, la Belgique deviendrait politiquement et militairement une base d'attaque pour l'Angleterre qui menacerait

l'Allemagne de la façon la plus grave et qui permettrait à nos ennemis de se réunir de nouveau contre nous.

Économiquement, la Belgique nous apporte un puissant accroissement de force; et même, au point de vue de la race, elle peut nous fortifier, si les Flamands, qui nous sont si rapprochés dans leur culture, se libèrent avec le temps de l'encerclement latin artificiel, et se souviennent de leur germanisme.

Des problèmes devant lesquels la possession de la Belgique nous placera, nous ne voulons souligner que les suivants : les habitants n'auront absolument aucune influence politique dans l'Empire et les entreprises et propriétés devront passer des mains anti-allemandes à des mains allemandes.

3° *Russie.* — A notre frontière orientale, nous constatons l'accroissement formidable (de 2.500.000 à 3.500.000 par an) de la population de l'Empire russe. Encore une génération, et cette population comptera 250 millions. En face de ce poids écrasant à notre flanc oriental et qui constitue sans doute le plus grand danger pour l'avenir allemand et européen, l'Allemagne ne pourra se maintenir que si, d'une part, nous édifions un rempart solide contre le slavisme qui, en temps de paix, gagnait déjà du terrain, et contre la menace d'une guerre, si, d'autre part, nous employons tous les moyens pour favoriser l'accroissement de notre propre force populaire.

Les territoires que la Russie sera forcée de nous céder constitueront le rempart et la base pour la garantie de l'accroissement de notre peuple. Il faut que ce soient des territoires de colonisation agricole ; des territoires qui nous donnent des paysans sains, cette source de jeunesse pour toute la force du peuple et de l'État; des territoires qui puissent absorber une partie du surcroît de notre peuple et devenir une nouvelle patrie dans la vieille patrie pour tous ceux des Allemands qui veulent quitter l'étranger ennemi ; des territoires qui augmentent l'indépendance économique de l'Allemagne en lui permettant de se nourrir elle-même ; qui constituent le contrepoids nécessaire en face de l'industrialisation et l'urbanisation continuelles de notre peuple ; qui nous garantissent la balance de nos forces économiques qui ont fait leurs preuves pendant la guerre et nous préservent du danger du caractère unilatéral anglais ; des territoires qui empêchent le recul des naissances, barrent la route à l'émigration, adoucissent la misère des logements, et dont la colonisation et la germanisation créent de nouvelles possibilités d'action pour le prolétariat intellectuel : des territoires pareils, on les trouve, pour notre santé éthique et morale, surtout à l'est.

La mesure de l'avance de notre frontière orientale dépendra de la situation militaire et surtout aussi des points de vue stratégiques. Tant qu'il s'agit du changement des frontières de la Posnanie, de la

Silésie orientale et de la Prusse orientale du Sud, il est nécessaire qu'une ceinture soit créée, n'appartenant à aucun propriétaire privé, et accessible à la colonisation allemande. Cette ceinture allemande protégera aussi les Polonais prussiens contre l'influence trop directe des Polonais russes, tendant peut-être vers l'autonomie.

En outre, nous ne nous gênons nullement de faire énergiquement allusion aux Provinces baltiques russes, cette vieille terre cultivée depuis sept cents ans par des Allemands, dont le sol fertile et faiblement peuplé constitue un terrain de colonisation plein d'avenir et dont la population de Lithuaniens, de Lettons et d'Esthoniens, étrangère aux Russes, peut devenir cette race d'ouvriers ambulants dont nous avons tant besoin.

Nous avons demandé, comme rempart et comme base pour l'accroissement de notre peuple, des territoires de colonisation de la Russie. L'indemnité de guerre russe doit également être prise en considération. Il sera probablement, après cette guerre, aussi impossible de la recevoir de la Russie en argent comptant ou en valeurs qu'après la guerre russo-japonaise. Elle pourra d'autant plus facilement être payée en nature. La Russie est plus que riche en fonds de terre, et nous demandons la cession politique de ces biens-fonds, libérés de toute propriété privée, à la place de l'indemnité de guerre. Cette revendication n'a rien d'inouï, en face de la pratique de l'administration russe. Le peuple russe n'est pas si fortement lié à son sol que celui de l'Europe occidentale et centrale. Même jusque dans la guerre, la Russie a toujours envoyé, dans la plus grande mesure, certaines parties de sa population dans des contrées très éloignées. Les possibilités ainsi créées, on ne peut pas les juger d'après les règles modestes de la culture allemande. Si la conquête politique de territoires doit augmenter dans l'avenir notre puissance, il est nécessaire que nous puissions aussi en disposer librement au point de vue économique.

Une paix avec la Russie qui n'assurerait pas la diminution du poids russe et les conquêtes territoriales nécessaires à l'Allemagne, manquerait une grande occasion de favoriser la guérison politique, économique et sociale de l'Allemagne et chargerait l'avenir de la décision finale en face de la Russie, c'est-à-dire rendrait inévitable une nouvelle guerre pour l'existence de l'Allemagne et de la culture européenne.

4° *Angleterre, Orient, Colonies et Outre-mer.* — Quoique ce soit surtout la lutte contre la Russie qui s'est développée glorieusement et quoique nous devions toujours nous rappeler que l'énorme masse russe restera en face de notre frontière orientale pendant un avenir qui peut devenir inquiétant pour nous si on ne parvient pas à déterminer sa décomposition, nous ne devons cependant pas oublier un seul moment que cette guerre, dans ses dernières origines, est une

guerre dirigée par l'Angleterre contre le développement économique de l'Allemagne sur mer et outre-mer.

Ce motif de la guerre et l'antagonisme de l'Angleterre contre nous, nous indiquent notre but de guerre en ce qui la concerne. Le voici : il faut créer notre situation mondiale, la faire valoir sur mer et outre-mer contre l'Angleterre.

Nous avouons que le fait que l'Angleterre nous a contraints à faire de l'Allemagne bloquée un État commerçant fermé nous a appris quelque chose. Nous avons vu, comme nous l'avons démontré dans les parties précédentes de ce mémoire, qu'avant tout il est nécessaire que nous nous trouvions politiquement, militairement et économiquement aussi indépendants que possible sur un territoire européen agrandi et protégé plus efficacement. En même temps, nous devons créer sur le continent, en la rattachant directement à nos frontières, donc en évitant le chemin de la mer, une zone économique aussi grande que possible, qui nous rende indépendants de l'Angleterre et de tous les empires mondiaux qui se suffisent toujours plus à eux-mêmes. A cet égard, nous devons considérer d'abord notre amitié politique avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie, qui doit nous ouvrir les Balkans et l'Asie Mineure. C'est pour cela qu'il nous faut protéger l'Autriche-Hongrie, les Balkans, la Turquie et l'Asie Mineure jusqu'au Golfe Persique contre les convoitises russes et anglaises. Les relations commerciales avec nos amis politiques sont à favoriser par tous les moyens.

Mais ensuite il s'agit de notre rentrée, malgré l'Angleterre, dans l'économie mondiale et maritime, comme de l'assurance préalable de nos racines continentales. Le changement de direction d'une bonne partie de nos relations commerciales internationales va devenir nécessaire ; de vieux rapports commerciaux et maritimes doivent être de nouveau établis. Nous allons être obligés de nous mettre sur nos propres pieds, d'éliminer par exemple l'intrusion anglaise concernant les paiements et les marchandises, les arbitrages anglais et la prépondérance anglaise sur le terrain des sociétés d'assurances pour le transport. L'Angleterre a perdu chez nous la confiance nécessaire à cet égard, et il faut qu'elle perde les profits qu'elle a jusqu'à maintenant tirés du commerce allemand.

En Afrique, nous voulons réorganiser notre empire colonial d'une façon plus unie et plus forte. L'Afrique centrale pourrait nous donner des territoires assez grands, dont les valeurs coloniales intérieures ne seraient cependant pas suffisantes. Il nous faut donc à d'autres places des acquisitions importantes. Ici ressort de nouveau l'importance de nos rapports durables avec le monde islamique et la nécessité d'une route maritime sûre. Celui donc qui demande des colonies en échange de la renonciation à notre garantie sur les côtes du Pas de Calais contre la tyrannie maritime de l'Angleterre,

celui qui réclame des colonies en échange de la Belgique, estime non seulement au-dessous de sa valeur notre base européenne plus importante que toutes les questions coloniales, mais il commet la lourde faute politique de réclamer des colonies sans une garantie de la route maritime et qui dépendraient de nouveau de la bienveillance ou de la malveillance anglaises.

Nous avons besoin de la liberté sur mer. C'est en faveur de cette liberté qui doit bénéficier à tout le monde, que nous nous battons contre l'Angleterre. Pour l'obtenir, la première des conditions est notre situation solide en face de celle-ci sur les côtes du Pas de Calais. Nous l'avons déjà dit : il faut que nous gardions la Belgique et il faut que nous gagnions une partie des côtes du nord de la France sur le détroit.

En outre, il s'agit de briser la chaîne de points d'appui maritimes anglais qui entoure la terre, ou de l'ébranler par l'acquisition proportionnée de points d'appui allemands. En ce qui concerne l'Égypte, qui relie l'Afrique anglaise et l'Asie anglaise et qui fait qu'avec l'Australie lointaine, l'Océan Indien est une mer anglaise, l'Égypte qui forme la liaison entre la mère patrie et toutes ses colonies orientales, est, d'après Bismarck, la nuque de l'empire mondial anglais, elle est le crampon par lequel l'Angleterre soumet le monde occidental et le monde oriental à son pouvoir arbitraire. C'est là-bas que le nerf vital de l'Angleterre peut être frappé. Si cela réussit, la route mondiale du canal de Suez doit être libérée de la domination d'une seule puissance et l'ancien droit de la Turquie doit être rétabli autant que possible.

La puissance de l'Angleterre est cependant basée essentiellement sur son influence supérieure auprès des gouvernements et de la presse du monde entier. Ce qui est à cet égard de la plus pressante nécessité pour nous, c'est l'abolition du monopole anglais sur le terrain des câbles et de l'information. Notre meilleure alliée contre la domination mondiale de l'Angleterre sera la liberté que nous apporterons à tous, en luttant pour notre propre libération du joug anglais. Nous ne devons pas être des dominateurs qui exploitent le monde, comme les Anglais, mais les hommes de première équipe, les pilotes de l'Europe, qui, après avoir assuré nos propres besoins, respectent et assurent la liberté du développement particulier des peuples.

5° *Indemnités de guerre.* — En ce qui concerne enfin l'indemnité de guerre, il est naturel que nous en désirions une, qui nous rembourse les frais de l'État dans cette guerre, qui nous permette la reconstruction de la Prusse orientale et de l'Alsace, la création d'un fonds de pension pour les invalides et les familles des défunts, les dédommagements aux particuliers pour les pertes injustifiées subies par eux et le rétablissement et l'achèvement de nos armements.

Cependant nous savons que cette question dépend, en dehors de

nos succès militaires, de la force financière de nos ennemis. Si nous étions en état de pouvoir octroyer à l'Angleterre, toujours avare en sacrifices de sang, une indemnité, aucune somme ne serait trop grande. C'est surtout avec son argent que l'Angleterre a excité le monde contre nous. Le porte-monnaie est le point le plus sensible de cette nation d'épiciers. C'est au porte-monnaie qu'elle doit être touchée avant tout et sans pitié, si notre force nous le permet.

Mais probablement, c'est en première ligne, sinon exclusivement, la France qui entre en considération pour l'indemnité de guerre financière. Nous ne devrons pas hésiter, par fausse pitié, à la charger le plus lourdement possible. Qu'elle se retourne, pour se soulager de cette charge qui lui sera imposée, vers son alliée de l'autre côté du détroit. Si celle-ci se refuse à remplir financièrement ses devoirs d'alliée, il en résultera un mécontentement dont nous pourrions être satisfaits.

Toutefois, nous défendons surtout le point de vue que les conditions de la paix qui ouvrent à notre peuple de nouveaux chemins pour un vigoureux développement futur, sont encore plus importantes que les mesures concernant le passé et l'adoucissement des dommages causés par la guerre. Mais, plus les indemnités financières sont difficiles à obtenir, plus les revendications concernant l'acquisition de territoires, de forces productives industrielles et de colonies, se justifient politiquement et moralement. Nous ne devons pas sortir de la lutte gigantesque — si elle se termine par notre victoire — avec des pertes. Sans cela nous apparaîtrons à la postérité, malgré toutes nos victoires, comme les vaincus.

Nous nous abstenons de trancher la question si importante des modalités de paiement; nous indiquons seulement de quelle importance il serait de nous faire payer une partie sensible de l'indemnité de guerre en valeurs dont la possession fortifierait notre situation économique dans les pays de nos amis politiques et libérerait ceux-ci de l'influence excessive de l'Angleterre et de la France.

6° *La politique de puissance condition de la politique de culture.* — Si on devait reprocher aux soussignés, aux hommes de la science, de l'art et de l'église qui se trouvent parmi eux, qu'ils ne formulent que des revendications de puissance politique, économique et sociale, en oubliant les futurs devoirs purement intellectuels de l'Allemagne, notre réponse sera triple :

La sollicitude pour l'esprit allemand n'a rien à faire avec les buts de guerre et les conditions de paix ;

Cependant, si nous devons dire un mot sur l'esprit allemand, qui certainement est pour nous la valeur parmi toutes les valeurs nationales, le bien parmi tous les biens nationaux, le sens de l'existence, du maintien et de la victoire de notre peuple dans le monde, la raison

de sa supériorité parmi les peuples, nous affirmons d'abord qu'il faut que l'Allemagne soit assurée de vivre politiquement et économiquement, avant qu'elle puisse librement accomplir sa besogne intellectuelle ;

Et puis, à ceux qui veulent l'esprit allemand sans politique de puissance, à ceux qui veulent une soi-disant politique de culture pure, nous crions : nous ne voulons pas d'esprit allemand qui soit en danger d'être décomposé ou de subir des effets de décomposition, puisqu'il serait un esprit sans racines, qui soit forcé de chercher — du reste en vain — une patrie dans tous les pays, de s'adapter partout et de falsifier son propre caractère comme celui des peuples qui lui prêtent leur hospitalité, parce que le corps sain lui manquerait. Nous voulons créer par nos revendications un corps sain pour l'esprit allemand. L'agrandissement de notre organisme national que nous demandons ne lui fera aucun tort s'il se fait avec les précautions que nous avons également fixées ; au contraire il le fortifiera en accroissant ses devoirs.

Nous avons la conscience d'avoir indiqué de grands buts qui ne pourront être satisfaits que par un esprit de sacrifice résolu et un art de négociation des plus rigoureux. Mais nous nous réclamons d'un mot de Bismarck : « S'il y a un terrain où la croyance déplace visiblement les montagnes, et où il se montre que courage et victoire ne sont pas dans le rapport de cause à effet, mais sont identiques, c'est celui de la politique (1). »

---

(1) Le texte du mémoire des sommités a été divulgué par un journal socialiste suisse, le *Berner Tagwacht*, et il est parvenu en France sous trois formes : 1° une analyse télégraphique succincte par dépêche de Lausanne du 11 août 1915 publiée dans l'*Information* du 12 ; 2° un résumé télégraphique analytique, par dépêches de Berne du 10 août et de Genève du 11, respectivement reproduites dans le *Petit Parisien* du 11 et du 12 août, dans le *Temps* du 12 (paru le 11 au soir avec des passages qui manquent dans le *Petit Parisien* du matin), ainsi que dans d'autres journaux ; 3° une traduction complète et littérale (sauf le premier paragraphe qui résume brièvement un long et verbeux préambule), envoyée par lettres de la « frontière suisse » du 9 et du 12 août et publiée dans l'*Humanité* du 12 et du 15 août. Le *Temps* du 13 et du 16 août en a reproduit des extraits. On a transcrit ici la version de l'*Humanité* avec quelques corrections, d'après le texte allemand donné par Grumbach, *op. cit.*, p. 132 à 140.

III

CONSIDÉRANTS DES MÉMOIRES

Au cours de la réunion berlinoise du 20 juin 1915, d'où sortit le mémoire des sommités, le professeur Dr Hermann Schumacher, « ordinaire » de science économique et commerciale à l'Université prussienne de Bonn, donna lecture d'un travail destiné à justifier les résolutions proposées, et qui en fournit en quelque sorte les considérants. Il jouissait alors d'une grande autorité. Né à Brême en 1868, il avait passé sa jeunesse dans les deux Amériques, fait trois longs voyages aux États-Unis, en Extrême-Orient et aux Indes néerlandaises, professé à l'Université Columbia de New-York d'où il avait rapporté le titre de docteur honoraire ; il possédait une science mondiale et, honneur suprême, il avait compté le kronprinz parmi ses étudiants à Bonn. Aussi sa parole était-elle écoutée respectueusement. Pendant le premier hiver de guerre, il conseilla aux Allemands d'abattre leur bétail : maladroite mesure de précaution qui fut plus tard vivement regrettée et reprochée au Gouvernement. Mais personne ne se doutait encore qu'un aussi éminent économiste pouvait se tromper.

Belgique. — « Nous avons besoin de la Belgique pour protéger l'Allemagne contre l'Angleterre et pour protéger le commerce mondial et colonial de l'Allemagne. » La possession de la Belgique facilitera plus tard l'attaque de l'Angleterre par l'Allemagne. « Tant que l'Angleterre sera une île, nous pourrons difficilement l'attaquer

par terre, mais sur mer, elle est vulnérable. Si nous installons à Bruges-Port (Zeebrugge) ou plus à l'ouest, à l'entrée du Canal anglais, une escadrille de sous-marins, de torpilleurs et d'avions sous pression, alors nous pourrons aussi avoir notre part de la puissance insulaire que l'Angleterre détient. »

« Pour assurer notre sécurité et étouffer l'animosité belge, il faudrait, à côté de l'autorité militaire, que tous les postes en vue soient occupés par la police, comme font les Prussiens dans les grandes villes ; il faudrait englober la Belgique et le Luxembourg dans notre réseau douanier, en établissant cependant entre eux et nous, une petite frontière douanière, afin de nous préserver des dommages que la politique commerciale belge pourrait nous causer ; il faudrait tenir fortement dans nos mains le réseau ferré de ces pays, afin qu'ils ne puissent pas nous créer une concurrence commerciale. On appliquerait en même temps nos lois sociales, qui serviraient aussi bien les intérêts des Belges que les nôtres. A part l'administration militaire, qui dépendrait de la conduite de la population, la politique intérieure serait indépendante et sous un régime parlementaire dans le genre de celui de l'Allemagne, ce qui mettrait d'accord les Flamands et les Wallons. Avec Bruxelles comme terrain neutre, comme l'est Washington dans les États-Unis, les Flamands pourraient se retirer de l'ouest romain dans lequel ils étaient englobés, pour revenir à la race germaine et lentement se rattacher à l'est. C'est par le régime institué en Belgique que nous fortifierons notre puissance contre l'Angleterre et pas autrement. »

Angleterre et Colonies. — « Le résultat de la guerre au point de vue colonial dépend de la possession de la grande route commerciale qui va des côtes anglaises par la Méditerranée, le canal de Suez et la Mer Rouge vers l'Inde, l'Australie et l'Extrême-Orient, bien plus que des possessions coloniales. L'Angleterre détient la suprématie commerciale par la maîtrise de cette grande voie commerciale où elle a posté des sentinelles. De ces points nous ne pouvons que difficilement la chasser, mais nous ne devons pas en négliger le dessein. Il n'est pas prouvé qu'avec certains ports français ou italiens et avec l'aide des ports turcs, on n'arriverait pas à corriger la suprématie de l'Angleterre et à la ramener à l'égalité de pouvoirs avec les autres puissances ; par exemple : la côte française des Somalis avec Djibouti comme entrée au sud de la Mer Rouge ; un port au nord du Maroc, en face de Gibraltar ; un point turc dans l'est de la Méditerranée, aussi près que possible du canal de Suez. Savoir si de ces points on ferait un relais pour les sous-marins et les vaisseaux de guerre, est une question à part. En tout cas, on devrait se les assurer à la première occasion, tout au moins jusqu'à ce que les points d'appui anglais soient neutralisés véritablement. »

France. — Toute notre frontière occidentale, du sud au nord,

doit être améliorée autant que les circonstances le permettront. Il n'est pas moins essentiel de prendre souci de nos industries de guerre. « Avant tout, nous devons nous assurer toutes les matières premières nécessaires aux industries de guerre et les enlever aux ennemis. D'abord, pour les gisements de fer, sans le minerai de Lorraine, nous ne pourrions pas fournir la production de fer et d'acier nécessaire à la guerre et il est plus nécessaire peut-être encore à l'avenir. Grâce à la guerre de 1870, nous sommes heureusement le pays de l'Europe le plus riche en minerai. Le traité de Francfort nous avait donné toute la Lorraine. Une erreur a été commise, car les géologues consultés par Bismarck se sont trompés. On sait en effet depuis les années 1880 que, contre les prévisions de Bismarck, le bassin de Longwy, qui continue celui de Briey, est une des plus riches parties de la France. Aujourd'hui nous pouvons corriger cette erreur, puisque nous avons occupé dès le début de la guerre et que nous tenons fortement dans nos mains cette région minière. »

« La deuxième matière première de l'industrie de la guerre, c'est le charbon. De même que nous ne pourrions pas poursuivre la guerre si nous n'avions pas la richesse du sol lorrain, de même nous ne pourrions pas non plus la conduire victorieusement si nous n'avions pas les riches charbonnages de la Belgique et du nord de la France... Aujourd'hui que nous savons ce que signifient les munitions dans une guerre et que nous sommes obligés d'utiliser le charbon belge pour nos besoins, nous pouvons et devons nous dire qu'il est contraire aux besoins vitaux de notre peuple, en guerre comme en paix, de rendre à l'ennemi ces sources de force guerrière et économique que l'épée a mises dans nos mains. »

« Si nous voulons nous rendre maîtres de ces trésors territoriaux, il ne suffit pas d'une simple cession politique. Il faut plutôt, auprès des entreprises qui sont de nature à donner la force, s'assurer, avec le droit politique de domination, la puissance de la disposition économique. Aujourd'hui, un accroissement territorial, surtout en ce qui concerne l'industrie de guerre, ne représente véritablement un accroissement de force que s'il y a libre propriété, libre usage et disposition. »

« Pour l'acquisition de ce contrôle sur les territoires ci-devant français, les dépossessions nécessaires seront mises en compte de l'indemnité de guerre à exiger de la France. Ce pays s'est souvent vanté d'être un prêteur mondial d'or ; il devra être mis en première ligne de garantie, avec sa puissance financière, pour le rétablissement de nos dommages économiques. N'hésitons pas à l'imposer jusqu'à l'extrême limite. Pour diminuer le poids de sa charge, la France pourra s'adresser à son alliée de l'autre côté de la Manche, dont nous n'atteindrions directement qu'avec difficulté les riches trésors. Ainsi nous nous proposons surtout de lever sur la France une indemnité

financière de guerre. Il en résulte que nous ne devrons garder de terre française que ce que notre sécurité nous commande [1]. »

IV

DÉCLARATION DES PARTIS BOURGEOIS

Après les sociétés économiques et les sommités germaniques, les partis politiques s'occupèrent aussi de la paix qu'il fallait donner à l'Allemagne, et dans leurs réunions, congrès et comités, ils votèrent, d'août à décembre 1915, de nombreux ordres du jour [2] qui sont tous résumés dans la déclaration solennelle que Peter Spahn, leader du centre, fit au Reichstag, le 9 décembre 1915, au nom de tous les partis « bourgeois » : conservateurs, conservateurs libres, nationaux-libéraux, progressistes et centristes catholiques :

Nous souhaitons la fin de cette guerre qui nous a été imposée. Nos regards vont, pleins d'admiration et de reconnaissance, à la marche victorieuse et ininterrompue de toutes nos troupes qui, en communauté avec nos braves alliés austro-hongrois, bulgares et turcs, ont porté leurs glorieux drapeaux loin dans l'intérieur des pays ennemis... Nos regards vont à l'inébranlable force économique et financière de notre peuple et du pays, qui nous assure en suffisance la nourriture et l'armement. Nos ennemis peuvent se conjurer à nouveau pour continuer la guerre : nous attendons en toute unité, avec une tranquille résolution, et, permettez-moi d'ajouter, avec

---

(1) L'exposé de Schumacher, tiré à petit nombre et non mis dans le commerce, a été publié par le *Berner Tagwacht* (texte reproduit partiellement par Grumbach, *op. cit.*, p. 171-173) ; la traduction, qui a été donnée par le *Temps* du 28 août 1915, est reproduite ici, avec quelques modifications, surtout dans les deux derniers paragraphes.

(2) Ces textes, qui se répètent tous, à quelques variantes près, ont été réunis par Grumbach, *op. cit.*, p. 33 et suiv.

confiance en Dieu, l'heure où seront possibles des négociations de paix par lesquelles devront être garantis de façon durable les intérêts militaires, économiques, financiers et politiques de l'Allemagne, dans toute leur ampleur et par tous les moyens, y compris les accroissements nécessaires de territoire.

Les déclarations individuelles qui datent de la même époque en Allemagne sont abondantes et variées, mais elles n'ajoutent rien d'essentiel aux documents collectifs qui viennent d'être reproduits et dont le caractère commun est nettement annexioniste. Un puissant courant d'opinion traversait tout l'Empire. La paix allemande se dessinait avec force. Il ne manquait, à la vérité, que le consentement des ennemis ; mais c'était là un détail sans importance. Et la paix victorieuse devait rendre au pays son enthousiasme d'antan, car l'opinion n'était pas absolument unanime : aux premiers projets s'opposent des contre-projets.

CHAPITRE III

CONTRE-PROJETS DE PAIX ALLEMANDE

(1915)

I

LE MÉMOIRE DE LA NOUVELLE PATRIE

Vers la fin de 1914, un vieux capitaine de cavalerie en retraite, le freiherr von Tepper-Laski, avait organisé à Berlin « une société d'hommes et de femmes d'Allemagne, unis, indépendamment de leurs opinions politiques et religieuses, pour travailler d'un commun accord à l'exécution des tâches nouvelles que la guerre européenne a imposées au peuple allemand et pour encourager tous les efforts de nature à amener un rapprochement politique et économique entre les peuples civilisés ». Ainsi s'exprimait l'article 1er des statuts de la société qui se nomma « la Ligue de la Nouvelle Patrie ». Elle groupa des professeurs comme Brentano, de Munich, Delbrück et Liszt, de Berlin, Schücking, de Marbourg, Brockhausen et Lammasch, de Vienne, Toennies, de Kiel, des publicistes comme Quidde et Wehberg, ou Rudolf Goldscheid, le président des « monistes » autrichiens, et quelques notabilités libérales

comme l'ingénieur électricien comte von Arco. Au début, la Ligue essaya de nouer des relations à l'étranger ; en Suisse, le pacifiste Otto Nippold, professeur à l'Université de Berne, correspondait avec la « Nouvelle Patrie », et de même en Angleterre, l'Union de Contrôle démocratique, une société pacifiste et socialiste qui a des accointances avec le Parti indépendant du travail. Il était évident que les prétentions annexionistes telles qu'on les trouvait formulées dans les mémoires des sociétés économiques étaient contraires au programme de la Ligue. Aussi fit-elle imprimer, vers la fin de juin 1915, une brochure de réfutation qu'elle envoya au chancelier et aux membres du Reichstag. En voici le résumé :

Les mémoires des sociétés économiques contiennent des idées dangereuses contre lesquelles il faut protester.

1° *Il est faux qu'on puisse assurer la paix par l'anéantissement de l'ennemi.* — L'histoire prouve que les peuples réagissent. Exemples : l'Allemagne il y a cent ans, la France après 1870-1871, la Russie depuis 1904-1905. — Il y a impossibilité matérielle à anéantir vraiment l'ennemi. — Mais les déclarations vagues du Gouvernement permettent de faire croire le contraire.

2° *Sur les revendications annexionistes.* — Elles comporteraient 30.000 kilomètres carrés et 7.500.000 habitants en Belgique, 20.000 kilomètres carrés et 3.500.000 habitants en France, 80.000 kilomètres carrés et 5 millions d'habitants en Russie, soit 130.000 kilomètres carrés et 16 millions d'habitants allogènes dans un empire de 67 millions d'habitants : le danger saute aux yeux, La dépossession des habitants, telle qu'elle est proposée, se heurte à des impossibilités matérielles. Le résultat serait que la coalition contre l'Allemagne subsisterait renforcée. Bismarck, qui a fait des annexions, eût condamné des annexions ainsi comprises.

3° *Sur les annexions à l'est.* — Elles n'établissent pas, comme on le dit, l'équilibre entre l'Ouest industriel et l'Est agricole, car l'Ouest serait accru des régions qui comptent parmi les plus denses et les plus industrielles de l'Europe, et même à l'est, la Pologne, qui s'industrialise, ne se suffit déjà plus au point de vue agricole. — Comment les territoires annexés à l'est seraient-ils colonisés par des agriculteurs allemands, alors qu'avant la guerre, l'Allemagne faisait déjà venir du dehors un grand nombre d'ouvriers agricoles

étrangers ? — Il suffirait d'améliorer la frontière de l'est par des rectifications stratégiques. — Il est faux que les Provinces baltiques (Courlande, Esthonie, Livonie, où l'on compte seulement 200.000 Allemands contre 2.500.000 Esthoniens et Lettons) souhaitent leur incorporation à l'Allemagne. Les Lithuaniens de Pologne, qui sont catholiques et polonisés, ne doivent pas être confondus avec les Lithuaniens de Prusse qui sont protestants et de sentiments loyalistes allemands. Enfin, l'annexion de la Pologne ne pourrait qu'accroître nos difficultés intérieures, tout en donnant un nouvel aliment au panslavisme.

4° *Sur les annexions à l'ouest.* — Les avantages économiques et commerciaux qu'on prétend y trouver sont des plus discutables. La plupart de ces avantages pourraient être obtenus par le traité de paix, sans annexion. Tout au plus certaines industries réaliseraient-elles plus aisément leurs cartels ; mais il s'agit là des intérêts du gros capitalisme et non des intérêts allemands : ce serait un crime impardonnable de prolonger la guerre d'un seul jour pour y satisfaire.

Au point de vue maritime et militaire, l'annexion de la Belgique ne serait utile qu'en cas d'offensive contre l'Angleterre, elle en décèlerait le dessein et nous vaudrait de nouvelles guerres. A la France, on enlèverait sa ceinture fortifiée de Verdun à Belfort, places qui du reste ne sont pas encore conquises. La France préparerait une autre ligne de défense. L'Allemagne ferait peser un régime de terreur sur le monde entier. Mais on pourrait réaliser de petites rectifications de frontières du côté français, principalement dans les Vosges; on pourrait aussi, dans le traité de paix, faire raser les fortifications françaises des frontières.

Politiquement, l'annexion de la Belgique et d'une partie de la France nous forcerait à compter avec une population foncièrement hostile. Il est faux qu'en Belgique nous puissions agir par les Flamands contre les Wallons. Les habitants du nord-est de la France ont des sentiments notoirement patriotiques. Ces populations belges et françaises ne sont pas comme celles qu'on annexerait à l'est, habituées à une domination étrangère, mais à la liberté de la démocratie. Notre régime démocratique, si excellent qu'il soit, leur paraîtrait une insupportable tyrannie. Si l'Allemagne annexe la Belgique, elle aura pour ennemi le monde entier, et d'abord les neutres actuels, même ceux qui sont relativement bien disposés à notre égard.

« L'annexion de la Belgique sera interprétée dans tous les pays comme une violation d'un peuple libre, maltraité, entièrement innocent de son triste sort et elle aurait forcément, partout où la population est maintenant déjà si fortement prévenue contre nous, un effet terrible et de longue durée. Certes, l'indignation ne peut pas

rester au même degré vivante pendant beaucoup d'années. Mais l'annexion créerait un état de choses durable dont sortiraient toujours de nouveaux conflits. La population des pays annexés et nos ennemis du dehors veilleraient à ce que le monde soit rempli sans cesse de plaintes et d'indignation, jusqu'au jour de la guerre de revanche, que nous aurions alors à mener contre une nouvelle coalition puissante et au milieu d'un monde d'ennemis. »

5° *Conclusion.* — L'incorporation à l'Allemagne de 16 millions d'ennemis est contraire aux intérêts de l'Empire et du peuple. Elle constituerait une cause de faiblesse et non de force. Elle est contraire au désir d'une paix durable. Jamais l'Angleterre ne signera une paix comportant de telles clauses annexionistes sans y être contrainte par un total écrasement. La coalition contre l'Allemagne subsisterait et déterminerait sûrement une nouvelle et formidable guerre. — Déjà la guerre actuelle impose à l'Allemagne de très lourdes charges financières. La prolonger pour des annexions, c'est faire combattre nos soldats pour accroître les impôts, sans parler des sacrifices humains qui sont faits pour la patrie et non pour un but de guerre irréalisable et funeste. Il est faux que le nombre des victimes de la guerre exige comme compensation des annexions. Ce n'est là qu'une phrase et nos ennemis combattent comme nous avec la même foi dans la justice de leur cause. « Ce que nous devons chercher, c'est donner à notre peuple un avenir plus heureux et empêcher qu'une nouvelle guerre ne puisse se produire.

« Les annexions y aident-elles ? »

On dit que la colonisation de l'Est rendra la vieille Allemagne florissante, et que l'industrie dans l'Ouest se développera intensivement par la domination des cartels de la grosse industrie allemande. « Faut-il que nos soldats continuent à se battre pour que les latifundia de l'est n'aient pas à faire place à des villages de paysans allemands et que les actions des entreprises de grosse industrie rapportent des dividendes plus élevés et que leur cours monte ? Car c'est là, en somme, le but réel des projets annexionistes. »

« Que le territoire soit agrandi et la population accrue, que notre patrie passe de 540.000 à 670.000 kilomètres carrés et de 67 à 83 millions d'habitants, cela fait-il le bonheur ? Est-ce cela qui doit être la récompense de tant de sang versé ? La satisfaction du sentiment de puissance ne serait achetée qu'au prix d'une nouvelle insécurité et de nouveaux sacrifices. La grande majorité du peuple qui a tant souffert de cette guerre, réclame une paix qui ne servira pas les petits intérêts d'une classe au détriment de l'ensemble de la nation. »

6° *Programme positif de paix allemande.* — Dans un discours récemment prononcé aux États-Unis, Herr Dernburg a posé deux principes : « la porte ouverte » et « la liberté des mers » ; la porte ouverte qui assurera le libre jeu de nos forces économiques dans le

monde entier ; la mer libre, qui nous assurera la faculté de nos communications vers nos colonies et les pays étrangers, même en temps de guerre, et mettra fin à la tyrannie maritime de l'Angleterre.

Nous ne nions pas que la garantie pour la porte ouverte et la mer libre doit être donnée surtout par des sûretés conventionnelles inscrites au traité de paix, mais nous nions la « banqueroute du droit des gens », même dans la présente guerre, et une partie essentielle de l'affermissement de la paix future sera précisément de développer le droit international. Nous espérons que l'Allemagne y aidera. Son attitude aux conférences de La Haye a été sévèrement jugée par tous les spécialistes allemands du droit des gens, quelle que fût leur nuance politique, et l'opinion s'est établie à l'étranger que le Gouvernement impérial serait l'auteur de tous les empêchements mis au progrès de l'ordre de droit international.

En outre, nous pouvons et nous devons obtenir des garanties réelles pour la sûreté de notre position politique en utilisant les territoires que nous occupons comme gages ou pour des compensations. Il s'agira principalement d'acquisitions coloniales, de sûretés militaires aux frontières, d'indemnités de guerre, peut-être aussi de points d'appui maritimes et de stations de charbon. Nous y arriverons dès que nos ennemis auront acquis la conviction que de la présente situation militaire doivent sortir les négociations de paix.

On parle à tort de paix prématurée ou de paix molle. Un obstacle essentiel à l'ouverture des négociations de paix est que dans les deux camps on ne veut pas paraître las de la guerre par crainte de paraître en mauvaise posture. Nous espérons que le chancelier mettra les intérêts du pays et du peuple au-dessus des intérêts particuliers de petits cercles et de classes privilégiées et qu'il saisira la première occasion pour déblayer la voie qui mène à la paix en désavouant les projets annexionistes que développent les mémoires des sociétés économiques (1).

---

(1) Les conclusions du mémoire de la Nouvelle Patrie ont été brièvement signalées dans une dépêche de Lausanne du 28 juillet 1915 (parue dans le *Temps* et l'*Information* du 29); la traduction et le sommaire avec citation d'extraits (d'après le texte donné par la *Berner Tagwacht* et édité par Grumbach, p. 375 à 409) et dont est tirée la présente analyse, se trouvent dans le *Temps* du 17 et du 21 août, l'*Humanité* des 22-30 septembre 1915, la *Paix par le Droit* du 10-25 janvier 1916 et autres journaux.

II

LE MÉMOIRE DES CXL SOMMITÉS

La question serait de savoir si tous les membres de la Nouvelle Patrie approuvaient également toutes les parties du mémoire dont on vient de lire le résumé. Il est permis d'en douter, et si du moins l'on en juge par l'exemple de deux des membres les plus connus de la Nouvelle Patrie : Brentano et Delbrück. Le conseiller intime aulique professeur Dr Ludwig Josef (ou par abréviation : Lujo) Brentano, né en 1844, « ordinaire » d'économie nationale, de science financière et d'histoire économique à l'Université de Munich, jouissait, avant la guerre, d'une réputation européenne et passait pour un esprit libéral. Or, deux sociétés particulières étaient constituées, au printemps de 1915, sous le nom d'Associations économiques austro-allemandes, l'une à Vienne, l'autre à Berlin, qui, soutenues par d'autres groupements (1), organisèrent une active propagande pour l'union douanière de l'Autriche et de l'Allemagne, et, dès la fin de 1915, un manifeste signé de plus de 800 professeurs des Universités et hautes écoles allemandes d'Autriche-Hongrie préconisait l'union intime des deux pays : le professeur Brentano apporta au projet l'appui de son autorité (2), et il

(1) Notamment l'importante « Société de politique sociale » (*Verein für Sozialpolitik*) à Berlin et le « Comité de guerre des industriels allemands » (*Débats* du 11 mai et du 22 juin 1915).

(2) *Débats* du 7 mai, *Temps* du 30 décembre 1915. — En 1916, Brentano est allé faire à Zurich, le 13 juin, une lecture contre les projets de la Conférence économique des Alliés à Paris, et il l'a publiée en brochure à Munich sous le titre significatif : De la folie des hostilités commerciales, *Ueber den Wahnsinn der Handelsfeindligkeit*. Il dénie aux Alliés le droit et la possibilité de prendre les mesures qu'il préconise pour l'Austro-Allemagne.

semble bien que dans son esprit le « désintéressement » territorial de l'Allemagne ne s'explique que par la fusion qu'il souhaite de l'Autriche avec l'Allemagne et le dessein d'une vaste expansion économique. D'autre part, il essayait de démontrer que la pratique des annexions n'est pas incompatible avec les principes démocratiques, et son argumentation vaut d'être résumée :

La force d'un pays réside dans l'union de l'État et de la nation. Toute discordance est une cause de faiblesse. C'est ainsi que l'Angleterre a dû accorder le *home rule* à l'Irlande et que la Russie ne pourra résoudre la question polonaise que par l'autonomie. Mais inversement, un groupement quelconque à l'intérieur de l'État, ne peut choisir sa forme de gouvernement et faire sécession. Et pareillement la légitimité d'une annexion ne dépend pas uniquement du consentement des annexés. L'annexion ne paraîtra pas contraire à la démocratie si l'on se rappelle qu'en politique, la raison déterminante doit être toujours le plus grand bien du plus grand nombre. Ce fut sans plaisir qu'en 1870-1871 nous avons annexé ce qui est aujourd'hui l'Alsace-Lorraine : le souci de la sécurité de 40 millions d'Allemands devait l'emporter sur la volonté des Alsaciens-Lorrains vingt fois moins nombreux. L'annexion de l'Alsace-Lorraine est donc justifiée.

De même aujourd'hui, il faut que l'Allemagne s'annexe tout ce qui sera nécessaire pour mettre ses frontières à l'abri de nouvelles agressions. La Lithuanie et les Provinces baltiques sont des régions extrêmement fertiles qui n'attendent que des colons et des capitaux allemands pour donner une production intensive. La guerre actuelle a prouvé que l'Allemagne devait réduire sa consommation individuelle de blé pour ne pas risquer d'en manquer complètement. Il faut donc que le Gouvernement se préoccupe des moyens qui sont de nature à éviter le retour d'une pareille situation en cas d'une nouvelle guerre mondiale. Tout homme que préoccupe la question vitale des besoins agricoles de l'Allemagne doit avant tout être désireux de voir se réaliser la réunion à l'Empire des Provinces baltiques et la colonisation de ces pays par des colons allemands (1).

Le conseiller intime de Gouvernement, professeur Dr Hans Delbrück (né en 1848), qui enseigne l'histoire

(1) Articles du *Berliner Tageblatt* signalés et cités dans le *Temps* du 25 juillet et du 12 novembre 1915.

moderne à l'Université de Berlin, fait autorité comme historien et comme publiciste. Très Prussien — c'est lui qui passe, à tort ou à raison, pour avoir écrit ce mot célèbre : Bénie soit la main qui falsifia la dépêche d'Ems ! — mais fort intelligent, comme l'attestent ses chroniques politiques à la revue qu'il dirige, les *Annales prussiennes* (1), il jugea expédient d'atténuer ce que les assertions de la Nouvelle Patrie pouvaient avoir d'excessif et il se mit d'accord avec quelques personnalités qui ne pouvaient être suspectées ni d'hétérodoxie germanique ni d'hostilité au Gouvernement : le Dr Bernhard Dernburg, ancien secrétaire d'État, de retour en Allemagne après sa mission aux États-Unis; le Dr Paul Rohrbach, théoricien du germanisme mondial et l'un des chefs du service de propagande à Berlin; le prince Henckel von Donnersmark, un riche propriétaire silésien que Bismarck avait anobli pour les services secrets qu'il lui rendait en France et dont un des derniers voyages à Paris, dix ans auparavant, avait eu pour effet la démission de Delcassé ; le major von Parseval, l'inventeur du dirigeable qui porte son nom; le grand industriel Friedrich von Siemens; les professeurs qui avaient adhéré à la Nouvelle Patrie et quelques autres, notamment le juriste Wilhelm Kahl, de Berlin, qui avait organisé, au début de mars 1915, sous le patronage du chancelier, une « Libre Union patriotique », nationale-libérale, pour la réalisation de réformes dans la concorde ; et finalement un mémoire revêtu de cent quarante et une signatures — dix fois moins que le Mémoire des Sommités annexionistes — fut remis au chancelier, en date du 9 juillet 1915 :

---

(1) Le professeur Seignobos, de la Sorbonne, en a donné un aperçu dans un article intitulé : *Les inquiétudes d'un Prussien intelligent* (*Revue de Paris* du 15 avril 1916, p. 751-776). Signe particulier : Delbrück n'a pas signé le célèbre manifeste des quatre-vingt-treize intellectuels allemands d'octobre 1914.

L'Allemagne n'est pas entrée dans la guerre avec des intentions de conquêtes, mais pour maintenir son existence menacée par la coalition des ennemis, son unité nationale et les progrès de son développement. Et l'Allemagne ne doit poursuivre, lors d'une conclusion de paix, que ce qui sert ces buts. Des pétitions qui ont été déposées chez Votre Excellence ont une conclusion différente. Nous croyons pour cela de notre devoir de nous opposer de toute notre énergie à ces aspirations et d'exprimer ouvertement notre conviction qu'à nos yeux leur réalisation serait une grave faute politique, grosse de conséquences et ne fortifierait pas, mais affaiblirait fatalement l'Empire allemand.

En vertu d'un examen purement objectif, nous nous déclarons partisans de ce principe que l'incorporation ou l'annexion de peuples politiquement autonomes ou habitués à l'autonomie, doit être réprouvée. L'Empire allemand est issu de l'idée d'unité nationale, de l'homogénéité nationale. Il ne s'assimilerait des éléments naturellement étrangers que lentement et incomplètement, et nous ne voulons, ni par des événements ni par des personnes, nous laisser pousser à abandonner et changer les traits fondamentaux de la création de l'Empire et détruire le caractère de l'État national.

Il est tout à fait naturel que les territoires que nous aurons à évacuer en raison de nos conditions de paix, ne puissent pas devenir un rempart pour nos adversaires et qu'aucun rival de l'Allemagne ne devra s'y établir. Il faut écarter la possibilité que les sentiments hostiles des habitants se traduisent par des actes hostiles qui pourraient menacer la paix et la sûreté de nos frontières.

De pareils dangers peuvent être prévenus et nous avons confiance qu'on parviendra à choisir et à employer des moyens propres à être efficaces. Mais de nouveau, nous ne comprenons pas parmi ces moyens ceux qui nous mèneraient par des détours finalement et quand même vers l'annexion.

Nous tous, nous sommes fermement convaincus, comme le peuple allemand entier, que cette guerre se terminera par une victoire complète de l'Allemagne. Après tant d'actes héroïques, admirables, après tant de sacrifices et de peines immenses, après tant de gloire et tant de douleurs supportées silencieusement et avec grandeur d'âme, le peuple allemand aura le droit de revendiquer pour sa victoire une récompense qui — autant que ce sera possible — soit en proportion de ce qu'il a donné.

La suprême récompense de la victoire consistera toujours dans la certitude, fièrement acquise, que l'Allemagne n'a même pas à craindre un monde d'ennemis, et dans la preuve d'une force sans exemple que notre peuple a donnée aux autres peuples de la terre et aux générations futures. Le peuple allemand ne peut conclure qu'une paix qui lui accorde des bases assurées pour ses besoins stratégiques,

pour les intérêts politiques et économiques du pays et l'activité non entravée de sa force et de son esprit d'entreprise dans la patrie et sur la mer libre. Nous avons confiance que Votre Excellence et les autorités constitutionnelles parviendront, sans se laisser détourner, à conclure, conformément à la grandeur de nos succès militaires, une telle paix (1).

Quatre mois plus tard, Delbrück, accentuant son attitude, faisait à un journaliste américain des déclarations dont on peut dire que le retentissement fut mondial, puisqu'elles furent câblées de Berlin à New-York, de New-York à Londres, de Londres à Paris :

L'Allemagne a l'espoir d'obtenir la paix si le président Wilson et le pape Benoît XV consentent à intervenir comme médiateurs. Il est très possible que la paix puisse être obtenue par la cession à l'Allemagne de colonies comme l'Ouganda, les Congo français et belge, à titre de rançon pour l'évacuation du nord de la France et de la Belgique. Il y aurait aussi à régler la question de l'indemnité à payer à l'Allemagne. J'estime que ce serait à l'Angleterre de la payer, car le coût d'une autre année de guerre serait pour elle beaucoup plus élevé que le prix de la paix, si elle est conclue maintenant.

Les signataires de la pétition au chancelier contre l'annexion de la Belgique (2) représentent une minorité dans la nation ; la majorité du peuple allemand désire l'annexion de la Belgique par l'Allemagne (3). Naturellement, les Provinces baltiques, où la population est en grande partie allemande, resteront entre les mains de l'Allemagne. Comme nous l'avons proclamé, l'Allemagne dans cette guerre veut libérer les petites nationalités (4).

---

(1) Ce document a d'abord circulé sous le manteau pour la collecte des signatures ; il n'a été publié que plus tard, dans le *Friedenswarte* d'octobre (et Grumbach, p. 409-410). La traduction reproduite ci-dessus a paru dans l'*Humanité* du 17 août 1915 ; voir aussi le *Temps* du 17 août et du 4 septembre 1915 ; la *Paix par le Droit*, 1916, p. 44-45 et 335.

(2) Il s'agit vraisemblablement du mémoire daté du 9 juillet.

(3) En décembre 1916, dans les *Preussische Jahrbücher*, Delbrück hésitait à dire si la majorité ou seulement une forte minorité était au contraire hostile à l'annexion et en janvier 1917 il déclarait, dans une interview au *New-York World* (citée dans le *Temps* du 3 février) que « l'écrasante majorité du peuple allemand est contre l'annexion de la Belgique ; nous demandons seulement des garanties réelles que la Belgique ne deviendra pas un État vassal des Anglais et des Français ».

(4) Interview accordée au *New-York American*, mandée de New-York au *Daily Mail* et de Londres par l'Agence Havas, le 25 octobre 1915 au *Temps* (du 26) et autres journaux français. La publication du second paragraphe aurait été interdite par la censure en Allemagne.

Delbrück prétendait rester fidèle au principe qu'il avait formulé au début de la guerre sur la paix future : « La sécurité que nous voulons conquérir ne peut consister que dans l'union de la force militaire la plus puissante avec une modération politique grâce à laquelle les défiances qu'excite la puissance militaire seront désarmées » (1), mais la Nouvelle Patrie était bel et bien désavouée par ses propres adhérents et le Gouvernement la maltraita plus encore. Son mémoire contre les annexions avait été imprimé : la brochure fut saisie et la distribution interdite. Dans certaines régions, l'autorité militaire mit obstacle à la circulation de ses tracts de propagande. En septembre, la police perquisitionna dans ses bureaux à Berlin et au domicile particulier de quelques-uns de ses membres, elle confisqua ses circulaires confidentielles et le bruit courut pendant près de trois mois qu'une procédure de haute trahison allait être instituée ; en avril 1916, la secrétaire — une demoiselle — fut incarcérée ; on la remit ensuite en liberté, mais la Nouvelle Patrie avait depuis longtemps terminé son éphémère existence.

III

LES MÉMOIRES DES PACIFISTES

Les pacifistes allemands ne furent pas moins malmenés. Le Comité directeur de la « Société allemande de la Paix », présidé par le professeur Dr L. Quidde, député à la Diète de Bavière et vice-présidé par le pasteur stuttgardois O. Umfrid, avait rédigé dans une réu-

(1) *Preussische Jahrbücher*, octobre 1914, p. 191.

nion tenue à Stuttgard, le 17 juillet 1915, une déclaration qu'il inséra dans le plus prochain numéro de la revue *Völker-Friede* publiée par la Société : par ordre militaire, ce numéro fut le dernier et la revue cessa de paraître.

La « consigne du silence », imposée à l'opinion publique, ne permet pas aux pacifistes de s'exprimer en toute liberté. La question des conditions de paix devrait être soumise « à la libre appréciation du peuple libre ». Dans les circonstances actuelles, on doit donc se borner à « une protestation tout à fait générale contre le danger commun de certaines prétentions annexionistes » (1).

« Ces prétentions, si elles étaient reconnues comme le but de la guerre, impliqueraient, nous en sommes fermement convaincus, que la guerre se prolonge dans un avenir indéterminé, des mois, peut-être des années. Leur réalisation, loin de fortifier l'Allemagne, l'affaiblirait au dedans comme au dehors, dans la paix ou dans l'éventualité d'une guerre. Une nécessité fatale entraînerait à bref délai une guerre nouvelle et horrible.

La Société allemande de la Paix demande, avec le peuple tout entier, que la prépondérance militaire des puissances de l'Europe centrale, dont on peut attendre la conclusion de la paix, soit utilisée pour assurer la situation de l'Allemagne dans le monde et assurer libre carrière au développement des forces économiques et nationales du peuple allemand.

Mais elle demande en même temps que la paix qui sera conclue porte en elle les plus grandes garanties possibles d'une paix durable et jette les bases d'une communauté juridique culturelle des peuples, qui, en dépit des amertumes causées par la guerre, doit être reconstituée après la paix conclue.

Elle est convaincue que, pour déterminer le but de la guerre et les conditions de la paix, la considération réaliste des intérêts vitaux du peuple allemand l'emportera sur la creuse phraséologie et sur les intérêts particuliers (2). »

---

(1) Le pacifiste français Ruyssen observe dans la *Paix par le Droit*, 1916, n° 12-15, p. 335, que dans son manifeste tel qu'elle l'a publié dans son organe officiel *Völker-Friede*, d'août 1915, la Société allemande de la Paix se borne à une protestation tout à fait générale contre le danger de « *certaines* (*gewisse*) prétentions annexionistes » : « mot inquiétant, équivoque qui légitime l'hypothèse qu'après tout la Société allemande de la Paix elle-même ne serait pas hostile à *toute* annexion quelle qu'elle soit ».

(2) *Paix par le Droit*, 10-25 janvier 1916, p. 45-46, d'après le numéro d'août 1915 de *Völker-Friede*, organe de la *Deutsche Friedensgesellschaft*.

Dès le mois de mai 1915, l'autorité militaire de Munich avait interdit à Quidde, sous la menace de sanctions pénales, de correspondre en téléphonant, d'assister à toute réunion ou séance, de se réunir avec d'autres personnes, même au domicile privé de celles-ci, d'écrire ou de prendre la parole en public. Plus tard, Quidde interpella le Gouvernement bavarois à la Diète sur les procédés de la censure militaire qui ouvrait régulièrement son courrier. Le représentant du ministère de la Guerre répondit dédaigneusement qu'une exception au secret de la correspondance privée avait dû être faite en raison de l'agitation pacifiste du député. Néanmoins, la Société allemande de la Paix put, non sans entraves, tenir un Congrès à Leipzig, les 6 et 7 novembre 1915. Elle vota une déclaration, dont le texte ne fut pas communiqué à la presse, mais qui fut suivie d'un mémoire transmis, à la date du 1er décembre 1915, aux membres du Reichstag et sans doute aussi au Gouvernement. Ce mémoire déclare que :

Naturellement, les conditions exactes de la paix ne peuvent encore être formulées, mais le chancelier doit déclarer publiquement que le Gouvernement allemand n'entend pas intervenir contre les intérêts et droits des petits États et que l'Allemagne ouvrira la voie à une entente internationale qui empêchera une nouvelle guerre.

« Si l'on se place au point de vue militaire, deux faits paraissent décisifs pour la paix future : 1° pour tous ceux qui sont capables de jugement, il est clair, depuis de longs mois, que si l'on considère les deux parties comme des unités, il n'y aura vraisemblablement pas dans cette guerre de victoire complète ni de vainqueur en état de dicter ses conditions au vaincu. Depuis longtemps, il n'est plus question de victoire au sens propre du mot, mais de suprématie ; 2° cette question de la suprématie est maintenant, et à estimation humaine, irrévocablement résolue en faveur de l'Allemagne et de ses alliés, bien que l'ennemi ait la maîtrise de la mer et nous coupe les communications mondiales. Encore faut-il, ici aussi, faire une distinction : s'il y a de grands succès décisifs et de plus vastes extensions à l'est, par contre, à l'ouest, la guerre de position qui dure depuis plus d'un an a circonscrit les succès allemands et établi un équilibre difficile à rompre. Il en résulte pour la paix que d'une part nos ennemis doivent tenir compte de la suprématie de l'Alle-

magne et de ses alliés, mais que, d'autre part, il ne faut pas de conditions qui ne conviendraient qu'à un vaincu sans espoir et hors d'état de continuer la lutte, vu la différence entre l'Est et l'Ouest.

En d'autres termes, l'ennemi doit reconnaître qu'il aura à fournir des compensations pour l'évacuation des territoires occupés par les puissances alliées ; ce sera aux négociateurs de trouver ces compensations. De leur côté, l'Allemagne et ses alliés doivent reconnaître qu'il ne peut être question d'annexions qui toucheraient aux intérêts vitaux de l'ennemi : ce sera aux négociateurs de trouver le moyen de garantir les intérêts militaires, politiques et économiques des puissances alliées sans de pareilles annexions. Déjà le chancelier a montré comment distinguer l'Est de l'Ouest en proclamant comme but de guerre l'affranchissement de la Pologne du joug russe.

Il est à peine besoin de dire que la Société allemande de la Paix ne demande pas seulement de renoncer aux annexions de cette espèce par une conséquence nécessaire de la situation militaire et par précaution nécessaire, *rebus sic stantibus*, pour la possibilité des négociations de paix, mais aussi parce que d'autres considérations lui paraissent décisives, savoir : l'intérêt allemand le plus immédiat, car l'incorporation par force de populations étrangères et de sentiments ennemis ne pourrait que nuire à la nature de l'État et à la vie du peuple ; le pressant besoin de tous les peuples, comme du peuple allemand, d'obtenir le plus de garanties pour une paix durable, alors que les annexions qui font violence à des nationalités étrangères mènent nécessairement à des guerres de revanche ; la nécessité d'édifier à nouveau, après la guerre, la communauté pacifique, culturelle, juridique et économique des peuples culturels, alors que l'Allemagne chargée de conquêtes serait exclue de cette communauté ; les principes de l'indépendance et de l'autonomie de tous les peuples, principes qui doivent être respectés pour eux-mêmes et qui se vengeraient sur nous-mêmes de leur oubli. »

Ces conditions essentielles seront réalisées quand l'Allemagne aura obtenu la reconnaissance du principe de la « liberté des mers » et de celui d'une politique de « porte ouverte » pour le commerce entre l'Europe et les autres pays (1).

---

(1) *Temps* du 13 janvier 1916, d'après le *Daily Chronicle*. Dans le texte ci-dessus, le premier et le dernier paragraphe sont empruntés à l'analyse du *Temps*, le reste est traduit de l'original allemand tel qu'il est donné dans GRUMBACH, p. 411-413.

IV

MÉMOIRE ET MANIFESTE DES SOCIALISTES

Dès le début de la guerre, les socialistes s'étaient déclarés hostiles à la politique de conquêtes et ils devaient prendre parti contre les annexionistes. Le 25 juin 1915, le député au Reichstag Fr. Ebert (né en 1871), au nom du Comité du parti social démocratique d'Allemagne, et Phil. Scheidemann (né en 1865), au nom du Comité du groupe social démocratique du Reichstag, adressèrent au chancelier une supplique de protestation contre les idées développées dans la supplique des sociétés économiques et des sommités, spécialement contre le projet d'annexer la Belgique. Leur argumentation ne fait état que des intérêts germaniques :

Excellence,

Des chefs politiques et des associations économiques, qui prétendent représenter le peuple allemand, ont essayé de créer un mouvement pour la conquête de territoires étrangers, et se sont déclarés contre une paix conclue avant l'obtention de ces buts, contre une paix prématurée, comme ils disent, notamment dans le mémoire du 20 mai.

Le parti social démocratique s'est uni, corps et âme, le 4 août 1914, à la totalité du peuple allemand pour défendre son existence nationale et son indépendance. Il s'est dressé pour son pays dans cette lutte contre un monde d'ennemis, et il agira ainsi jusqu'à ce que le but de sécurité soit atteint et que les ennemis soient disposés à la paix.

Mais en présence des efforts qui se manifestent de plus en plus clairement pour donner à la guerre le caractère d'une guerre de conquêtes, nous considérons comme notre devoir de rappeler ce que nous disions au début de la guerre : Nous voulons une paix qui

rende possible l'amitié avec les peuples voisins. D'abord, dans l'intérêt de notre propre peuple, car seule une semblable paix comporte la garantie d'une sécurité durable pour nous-mêmes.

C'est justement l'idée que la guerre avait pour but la défense contre l'ennemi, non la conquête, qui a éveillé cet esprit de sacrifice que le monde entier admire.

Comme les peuples de tous les autres pays, notre peuple, qui saigne par des centaines de milliers de blessures, aspire à une paix proche. Les bruits qui circulaient que des négociations de paix se nouaient, lui étaient un soulagement ; il est faux que le démenti en ait été accueilli avec satisfaction. Déjà la divulgation des plans de conquête excite les ennemis de l'Allemagne à continuer la lutte et contribue à prolonger la guerre. Nous savons cependant que les plans de conquête, annoncés contre nous dans les pays ennemis, ont accru notre force de résistance.

Toute tentative violente contre l'indépendance et l'autonomie d'un peuple porte le germe de complications guerrières et d'une dangereuse coalition d'adversaires contre l'Allemagne. Après nos sacrifices inouïs, il nous faudrait d'une façon urgente une période de développement sans troubles, ce qui ne serait pas le cas si ces plans étaient réalisés, ne fût-ce que partiellement. La course aux armements qui en résulterait épuiserait notre force économique.

L'assertion que l'Empire allemand a besoin pour son existence économique d'extensions territoriales à l'est et à l'ouest, se trouve démentie par le splendide essor économique que nous avons donné dans les limites actuelles de l'Empire. En particulier, nos relations économiques avec la Belgique étaient, avant la guerre, les plus étroites ; nos ressortissants n'y éprouvaient aucune difficulté dans leur activité et leur esprit d'entreprise.

Tout essai de domination sur la Belgique, sous quelque forme que ce soit, rendrait impossible la dissolution de la coalition ennemie, ce qui est cependant le but essentiel. L'annexion de la Belgique isolerait l'Allemagne, consoliderait et étendrait la coalition. La paix doit nous apporter, non plus d'inimitiés, mais des sympathies...

En protestant en faveur de l'indépendance et de l'autonomie de tous les pays et contre la politique d'annexion, nous sommes convaincus de rendre à notre peuple le plus grand service.

Le lendemain, 26 juin, les socialistes publièrent dans leurs journaux un manifeste ainsi conçu :

Le groupe du Reichstag et le Comité directeur du parti de la social-démocratie d'Allemagne ont toujours unanimement combattu la politique de conquêtes et d'annexions. Nous élevons à l'unanimité la plus vive protestation contre tous les efforts et les manifestations

en faveur de l'annexion de pays étrangers et de la sujétion d'autres peuples tels que notamment ils ont été livrés à la publicité par les revendications de grandes associations économiques et les discours de politiciens bourgeois dirigeants. La mise en valeur de ces efforts recule toujours plus loin la paix si chaudement désirée par tout le peuple. Le peuple ne veut pas d'annexion ; le peuple veut la paix.

La publication du manifeste socialiste n'alla pas sans difficulté. Il y eut des polémiques. La presse bourgeoise et gouvernementale s'indigna. Le *Vorwärts* fut saisi. Mais le parti socialiste maintint son point de vue dans une résolution du 16 août et une déclaration du 21 décembre 1915 (1). Au reste, une scission s'esquissait dans le parti, et Bernstein, l'un des premiers, indiquait la position des « minoritaires » :

« La social-démocratie allemande, écrivait-il, déchirerait et piétinerait une des plus belles pages de son histoire, outragerait le souvenir de ses meilleurs pionniers, si elle voulait faire aux socialistes français un grief de ce fait que, convaincus comme ils le sont que la guerre leur a été imposée et qu'elle est encore aggravée par la violation du droit des peuples, ils mettent de nouveau la question d'Alsace-Lorraine à l'ordre du jour... Dans une série de déclarations antérieures, les socialistes français ont formulé la revendication que la population d'Alsace-Lorraine soit mise dans la possibilité de décider elle-même de son destin. Nous, social-démocrates allemands, nous donnerions à notre conception du droit démocratique un bien mauvais certificat, si nous reprochions aux Français cette revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (2). »

---

(1) Textes publiés par Grumbach, *op. cit.*, p. 429 et suiv. Cf. Ruyssen dans *La Paix par le Droit*, janvier 1916, p. 41 à 43.

(2) *Neue Zeit* du 12 mars 1915, citée dans *La Paix par le Droit* de juillet-août 1915, p. 440.

V

ANNEXIONISTES ET EXPANSIONISTES

Il est évidemment très difficile, dans les circonstances actuelles, de suivre les mouvements de l'opinion publique en Allemagne, et l'exposé qu'on en tente ici ne saurait être que provisoire. Pourtant, il semble bien que les annexionistes, avec l'appui officieux du Gouvernement, l'emportaient sur leurs adversaires. Au reste, si l'on y regarde de près, il s'en faut que l'opposition entre les deux camps soit absolue. Les divergences ne portent guère que sur les territoires occupés à l'ouest et la question de Belgique. Mais à l'est, quelques-uns des plus notables parmi ceux qu'on présenterait inexactement comme hostiles aux annexions, escomptent des agrandissements sur la Russie, notamment dans les Provinces baltiques, sans même parler des colonies ni du projet d' « Europe centrale » avec son prolongement jusqu'en Mésopotamie par le Berlin-Bagdad, qui représenteraient pour l'Allemagne une augmentation bien plus considérable que toutes les annexions réclamées par les « annexionistes ». De fait, les adversaires des annexionistes pourraient pour la plupart être qualifiés d'expansionistes.

A l'est comme à l'ouest, annexionistes et expansionistes demandent des rectifications militaires de frontières pour mettre l'Allemagne à l'abri de nouvelles « attaques », et les termes dont ils se servent sont tellement vagues que même si l'on n'était pas instruit par le précédent de la dernière guerre franco-allemande et sur l'énormité des prétentions territoriales qu'on peut

couvrir des prétextes de raisons stratégiques, tout permet de supposer qu'au cas où l'occasion se présenterait favorable, les différences entre expansionistes et annexionistes se réduiraient sans doute à néant. Pour démontrer leurs thèses, expansionistes et annexionistes se placent toujours au point de vue allemand, des intérêts allemands, de la force allemande, de l'avenir allemand. A peine quelques-uns d'entre eux font-ils, incidemment, allusion aux principes supérieurs de la liberté et du respect des autres nations, et encore n'est-ce que pour en trouver aussitôt l'application au profit de l'Allemagne. La critique des annexions par la plupart des socialistes est surtout négative, elle ne porte que sur l'idée de conquête et elle fait le silence sur tous les autres procédés par lesquels l'Allemagne, sans annexions, pourrait sortir grandie de la guerre.

L'annexionisme signifie l'incorporation de la Belgique, le démembrement et l'écrasement de la France, l'assimilation de l'Autriche-Hongrie et les conquêtes sur la Russie ; l'expansionisme représente l'agrandissement indéfini vers l'est par assimilation de l'Autriche-Hongrie, les annexions en Russie, le développement dans les Balkans, l'alliance avec l'Islam et les accroissements coloniaux : dans les deux cas l'Allemagne apparaît comme la dominatrice universelle, soit comme puissance unique de l'Europe centrale, soit comme puissance mondiale. En réalité, annexionistes et expansionistes sont également pangermanistes.

En un sens, les expansionistes sont en Allemagne ceux qui prétendent avoir le plus d'avenir dans l'esprit et qui ont tout au moins le plus d'envergure dans l'imagination ; ils se placent au point de vue mondial ; ils veulent, par politique, ménager la susceptibilité des « vaincus » et des neutres pour se préparer leurs relations futures. Les annexionistes, au contraire, semblent être restés surtout terriens, leur horizon ne dépasse pas l'Europe

et la grande affaire est pour eux le dessin de nouvelles frontières des deux côtés de l'Empire, pour former « pré carré ».

Pareillement, au temps de Bismarck, on discutait de la grande et de la petite Allemagne avec ou sans l'Autriche. Bismarck, en expulsant l'Autriche, a réalisé, pour la Prusse, la petite Allemagne. Il va sans dire qu'annexionistes et expansionistes se réclament également de Bismarck. Ils pourraient se réclamer aussi de Napoléon. « L'histoire a fait de nous les exécuteurs testamentaires de Napoléon », écrivait au début de la guerre le lieutenant professeur Kuhn. Le Consulat était expansioniste, l'Empire annexioniste. La Prusse s'est constituée en Allemagne par annexions depuis le grand Électeur, mais elle a établi son hégémonie en Allemagne par expansion, notamment grâce au *Zollverein*. Bismarck, comme Prussien, a été annexioniste dans l'Allemagne même, mais hors d'Allemagne il n'a pas fait d'annexion sur l'Autriche en 1866 et peut-être n'eût-il pas désiré joindre la Lorraine à l'Alsace en 1871 s'il ne s'était laissé forcer la main par le parti militaire qui voulait Metz pour raisons stratégiques.

Enfin, expansionistes et annexionistes font silence sur l'Angleterre que visiblement ils n'espèrent pas abattre par voie directe au cours de la guerre. Si l'on veut annexer la Belgique, c'est pour priver l'Angleterre de son fortin continental et la pouvoir mieux attaquer plus tard. On est bien loin du temps, pourtant si proche, où le bouillant Haeckel annonçait l'écrasement de la tyrannie d'Albion, l'invasion de l'Angleterre, l'occupation de Londres et l'annexion d'une grande partie des colonies anglaises. Les projets de 1915 sont moins vastes que les rêves de 1914; soyons assurés que les propositions seront moins vastes que les projets et que finalement la paix ne sera plus la paix allemande. Ainsi le compte avec l'Angleterre sera ultérieurement

réglé et, dès 1915, on se fait en Allemagne, dans certains milieux, à l'idée d'une nouvelle lutte, soit qu'on se trouve las de la guerre actuelle et qu'on comprenne qu'elle n'aboutira pas comme on l'espérait, soit au contraire que l'esprit militariste reste plus vivant que jamais.

VI

DÉCLARATIONS GOUVERNEMENTALES

Un dernier trait, et non le moins caractéristique, des projets et contre-projets de paix allemande élaborés au cours de l'année 1915 est qu'on adresse de véritables suppliques au Gouvernement pour l'adjurer de dévoiler ses desseins et de définir les « buts de guerre ». L'opinion publique en Allemagne est de nature très particulière : elle attend que ses maîtres lui disent ce qu'il faut penser. Mais, obstinément, le chancelier se taisait. Il jugeait convenable de ne rien déclarer de précis, sans doute parce qu'il était lui-même fort embarrassé, et pour cause. Dans ses discours successifs au Reichstag, il disait :

Le 28 mai 1915. — Plus le danger est grand, plus nombreux sont les ennemis qui nous menacent de toutes parts, plus l'amour de la patrie nous transporte du plus profond du cœur, plus nous devons songer à nos enfants et petits-enfants, plus nous devons tenir ferme jusqu'à la conquête absolue et définitive des seules garanties et sûretés possibles pour nous, qu'aucun de nos ennemis, soit isolément, soit uni à d'autres, n'osera plus se mesurer avec nous. Plus la tourmente sévit avec rage, plus nous devons construire solidement notre propre maison. L'esprit d'union virile, d'indomptable

courage et d'inépuisable dévouement qui anime tout notre peuple, votre fidèle collaboration à vous, Messieurs, depuis le premier jour, aux efforts persévérants et énergiques de la patrie, ont ému de reconnaissance le cœur de S. M. l'Empereur, qui m'a chargé d'en être l'interprète auprès des représentants de toute la nation. Pleins de la confiance mutuelle que nous donne la certitude d'une indissoluble union, nous vaincrons, dussions-nous triompher d'un monde d'ennemis !

Le 19 août 1915. — Je n'imiterai pas nos ennemis dans leurs hypocrites promesses. Mais j'espère voir luire, avec l'occupation des frontières orientales de la Pologne, une ère nouvelle de développement qui effacera à jamais les vieilles rivalités entre Allemands et Polonais ; j'espère que ce pays, délivré du joug moscovite, verra s'ouvrir un avenir prospère, libre, afin de pouvoir vivre de sa vie nationale, de pouvoir progresser. Nous nous efforcerons, dans notre administration du pays occupé, de nous assurer le concours de la population indigène, d'aplanir les difficultés inséparables d'une guerre et de panser les plaies que la Russie a causées. Messieurs, plus cette guerre durera, plus elle nous laissera une Europe épuisée, saignant par mille blessures. Le monde qui en sortira ne doit pas ressembler et ne ressemblera pas à celui que nos ennemis ont rêvé. Ils veulent une Europe rétrogradée avec au centre une Allemagne impuissante... Si l'Europe doit jamais goûter un jour le repos, elle ne peut l'espérer que par une Allemagne forte et inébranlable... La politique anglaise de la « balance of power » doit cesser... L'Allemagne doit s'assurer une position si forte, si solide que toute velléité d'encerclement ne vienne plus hanter l'imagination des autres puissances. Nous devons conquérir la liberté des mers aussi bien pour notre propre avantage que pour la protection et le salut de tous les peuples, non pour y exercer seuls une domination tyrannique, selon le modèle anglais, mais pour qu'elle soit, librement et également, accessible à toutes les nations. Ce n'est pas nous qui menaçons les petits États. Nous voulons être et nous resterons un rempart de la paix, de la liberté des grandes comme des petites nations. Et je ne dis pas cela seulement pour les peuples de race germanique... Chaque année de paix a été un gain pour l'Allemagne enfin unifiée. Nous pouvions accomplir nos progrès de préférence sans guerre. Nous n'en avions pas besoin. Jamais l'Allemagne n'a recherché la domination sur l'Europe. Elle mettait son ambition à marcher la première dans la concurrence pacifique entre les nations, dans les voies du bien-être et de la morale. On a pu voir par cette guerre de quelles grandes actions notre propre force morale nous a rendus capables. La puissance de notre valeur intrinsèque, nous pouvons la faire valoir extérieurement pour le seul profit de la liberté. Nous ne ressentons aucune haine envers les peuples que les

gouvernement étrangers ont excités contre nous à la guerre. Mais nous avons désappris la sensibilité ! Messieurs, nous soutiendrons la lutte jusqu'à ce que les peuples en question mettent les vrais coupables en demeure de faire la paix, jusqu'à ce que la voie soit aplanie pour une Europe nouvelle, enfin délivrée des intrigues françaises, de la mégalomanie russe et de la tutelle britannique !

Le 9 décembre 1915. — Dans mes précédents discours, j'ai esquissé le but général de la guerre. Je ne puis entrer aujourd'hui dans les détails. Il m'est impossible de dire quelles garanties le Gouvernement impérial exigera par exemple dans la question de Belgique, ni quelles bases il juge nécessaires à ces garanties. Mais nos ennemis peuvent être bien certains d'une chose : plus leur guerre contre nous sera longue et acharnée, plus les garanties exigées seront difficiles. Si nos ennemis rêvent de creuser pour toujours un abîme entre l'Allemagne et le reste du monde, ils ne doivent pas s'étonner alors que nous prenions, nous aussi, nos dispositions en conséquence. Ni à l'est ni à l'ouest, nous ne laisserons nos ennemis actuels disposer d'une porte leur permettant de nous menacer demain de nouveau et de répéter plus énergiquement encore leurs menées agressives. On sait que les emprunts consentis à la Russie par la France avaient pour condition expresse la mise en état des forteresses de la Pologne et la construction de chemins de fer dirigés contre nous. On sait aussi que l'Angleterre et la France considéraient la Belgique comme leur terrain de déploiement contre l'Allemagne. Mais nous, de notre côté, nous devons nous assurer également la possibilité d'un triple développement politique, militaire et économique. Il faut réaliser le nécessaire à cet effet. Personne, je pense, dans notre patrie allemande n'ira à l'encontre de ce but. Quels sont les moyens pour y parvenir ? Nous nous réservons notre liberté complète quant aux décisions à prendre. Comme je vous l'ai déjà exposé le 19 du mois d'août dernier, ce n'est pas nous qui menaçons les petits peuples. La domination des peuples étrangers n'est pas le motif pour lequel nous faisons cette guerre qui nous a été imposée ; nous combattons pour notre vie et pour notre liberté. La lutte est demeurée pour le Gouvernement allemand ce qu'elle était dès le premier jour, et ce qu'elle n'a jamais cessé d'être dans toutes nos manifestations : la guerre défensive du peuple allemand (1).

On connaît la manière du chancelier et l'usage qu'il fait de contre-vérités en guise d'arguments contre ses adversaires. Il suffira de noter ici que l'idée du respect dû aux petits États ou nations est restée totalement

(1) *Sept Discours de guerre du chancelier allemand*, p. 29, 46-49, 69-70.

étrangère aux Allemands pendant les six premiers mois de la guerre. Le professeur Dr Hermann Oncken (né en 1869), « ordinaire » d'histoire moderne à l'Université de Heidelberg, écrivait en septembre 1914 : « Le malheur que la Belgique s'est attiré, si dur qu'il soit pour les individus, ne l'est pas trop pour cette nation comme État, car les destinées des grandes et immortelles nations sont trop précieuses pour qu'elles ne soient pas obligées, dans certains cas de nécessité, de fouler aux pieds des existences parasites, qui, incapables de se défendre elles-mêmes, vivent en s'engraissant des querelles des grandes nations (1). » Car la vraie doctrine germanique est que les grands États, comme l'Allemagne, ont seuls droit à l'existence. L'idée contraire n'apparaît dans la littérature de guerre allemande qu'au printemps de 1915 ; elle est empruntée aux Alliés, elle a été imposée à l'Allemagne par le développement même de la guerre et c'est pourquoi le chancelier, en se l'appropriant, déclare que ses conceptions n'ont rien de commun avec celles de l'ennemi.

---

(1) Article intitulé *Deutschland oder England* dans les *Süddeutsche Monatshefte* de septembre 1914, reproduit dans une brochure de propagande germanique répandue en Suisse alémanique par l'Office sud-allemand d'information (*Süddeutsche Nachrichtstelle*), cité par le professeur Antoine Guilland dans la *Bibliothèque universelle et Revue Suisse* de décembre 1914, p. 437-438, le doyen Émile Doumergue dans *Foi et Vie* du 16 mai 1915, p. 239, et du 1er octobre, p. 406, et Alexandre Gray, *Le Nouveau Léviathan*, Londres, 1916, p. 23-26.

CHAPITRE IV

DISCUSSIONS SUR LES BUTS DE LA GUERRE

(1916)

I

NOUVELLES DÉCLARATIONS GOUVERNEMENTALES

En 1916, la guerre se prolonge et les Allemands sont bien obligés de constater qu'elle leur donne plus de déceptions que de joies. L'échec anglais en Mésopotamie (avril) et le désastre de la Roumanie (septembre à novembre) sont largement compensés par l'avance russe en Arménie et l'offensive foudroyante de Broussilof (juin à août), le succès des Italiens et surtout les batailles de Verdun et de la Somme. On n'avoue pas en Allemagne que la victoire s'éloigne ; on tient, mais on devient nerveux ; on se dispute ; la scission entre socialistes est définitive ; le chancelier est attaqué ; on épilogue sur ses mots sibyllins ; on prétend et on nie qu'il ait voulu parler d'annexions quand il a réclamé des « garanties » ou répudié la « sentimentalité » ; il semble par moments avoir complètement perdu la confiance d'une partie notable de l'opinion ; le kaiser

se tient coi, et les discussions sur les buts de guerre dégénèrent souvent en polémiques d'ordre intérieur.

Conformément à la ligne de conduite qu'il avait jugé prudent d'adopter, le chancelier s'abstient toujours de définir les conditions gouvernementales de la paix allemande. Une seule fois, le 5 avril 1916, il fournit quelques explications, en les entremêlant d'attaques haineuses et mensongères contre les buts de guerre qu'il attribuait faussement aux Alliés; on en tira, dans certains milieux, la formule : « garanties à l'ouest, annexions à l'est » ; plus tard, le 5 juin, il indique en quelques mots la théorie de la « carte de la guerre », tout en reprenant inlassablement le thème connu que la paix à venir devait, comme il le disait, par exemple le 28 septembre, « protéger l'Allemagne à tout jamais contre toute agression ».

Discours du 5 avril 1916. — Que voulons-nous ? Pour nous, le sens et le but de cette guerre, c'est une Allemagne si fortement soudée, si solidement protégée qu'il ne vienne plus à l'idée de personne de vouloir l'anéantir, que chacun dans le monde entier soit obligé de reconnaître notre droit à la mise en œuvre de nos forces pacifiques. Nous voulons une Allemagne paisible, et non l'anéantissement de nations étrangères. Et notre idéal est en même temps le salut du continent européen, ébranlé jusque dans ses fondements.

Nous faisons la guerre pour notre défense. Mais ce qui était n'est plus. L'histoire a marché à pas de géant ; le recul n'est plus possible. Ni l'Autriche-Hongrie ni nous, n'avions l'intention de rouvrir la question polonaise ; le sort des batailles l'a remise sur le tapis. Elle est là et demande une solution. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie doivent la donner et la donneront. Des événements immenses comme ceux que l'histoire a enregistrés rendent le *statu quo ante* inadmissible. La Belgique d'après la guerre ne sera plus la même qu'auparavant. La Pologne du tchinovnik russe, éternel soutireur d'argent, la Pologne brûlée et pillée par les Cosaques appartient désormais au passé... (L'Anglais) parle du principe des nationalités. S'il joint l'exemple à la parole, et s'il se met dans la peau de l'adversaire invaincu et invincible, peut-il se figurer que l'Allemagne livrera de nouveau volontairement au régime réactionnaire moscovite les peuples qu'elle et ses alliés ont délivrés de son oppression, de la mer Baltique aux marais de la Volhynie, qu'ils s'appellent Polo

nais, Lithuaniens, Baltes ou Lettons ? Non, la Russie ne doit plus pouvoir lancer une seconde fois ses armées contre les frontières sans défense de la Prusse orientale et occidentale ; la région de la Vistule ne doit plus lui servir de porte ouverte sur l'Allemagne, avec le secours de l'argent français.

De même, quelqu'un croira-t-il encore que nous abandonnerons les pays occupés à l'ouest et arrosés du sang de notre peuple, sans des garanties pleines et entières pour l'avenir ? Nous nous ménagerons la sûreté réelle que la Belgique ne devienne pas un État vassal de l'Angleterre et de la France, un boulevard militaire et économique contre l'Allemagne. Là aussi, le *statu quo ante* n'est plus de mise. Là aussi, le recul est impossible. Là aussi, l'Allemagne ne peut plus abandonner à la romanisation les populations flamandes si longtemps tenues sous le joug. L'Allemagne leur assurera un développement salubre, en rapport avec leurs qualités, basé sur la langue et l'esprit flamands. Nous ne voulons plus de voisins qui se liguent de nouveau contre nous pour nous serrer à la gorge. Nous voulons des voisins qui collaborent avec nous à nos intérêts mutuels... Nous ne pouvons tolérer, dans l'intérêt des deux parties, que le sol belge puisse devenir le foyer de nouvelles guerres.

Encore une question dont je désirerais dire un mot. Depuis le commencement de la guerre, le Gouvernement russe s'est employé de toutes ses forces à dépouiller et à chasser les Allemands de nationalités russe et allemande. Il est de notre droit et de notre devoir d'exiger de lui une réparation de cette injustice commise en violation du droit des gens et la délivrance du joug moscovite en faveur de nos compatriotes ainsi chassés et torturés.

L'Europe qui sortira de ce conflit, le plus effroyable de tous, différera de l'ancienne sous bien des aspects. Le sang versé est à jamais tari, les maux causés ne se réparent que lentement. Mais, quoi qu'il en soit, la nouvelle Europe doit être pour tous les peuples un continent de travail pacifique. La paix qui mettra fin à cette guerre doit être une paix durable contenant, non le germe de nouvelles guerres, mais un ordre nouveau, définitivement pacifique, de la situation européenne...

Jetons maintenant les yeux hors de l'Europe. Nos troupes coloniales et nos compatriotes des colonies, coupés de toute communication avec la métropole, se sont défendus avec une énergie opiniâtre. Toutefois, comme l'a dit Bismarck, le sort de nos colonies ne se décidera pas là-bas, mais ici sur le continent, où nos victoires nous remettront en possession d'un empire colonial et ouvriront à l'infatigable esprit d'entreprise allemand un champ nouveau et fertile.

C'est pourquoi nous pouvons librement, ouvertement, avec une assurance croissante, envisager l'avenir ; non par présomption et par fatuité aveugles, mais par reconnaissance pour nos soldats et dans

la foi sacrée en nous-mêmes et en notre destinée... Une seule pensée doit nous animer : comment aider et soutenir nos soldats qui, là-bas, dans la tranchée, exposent leur vie pour le pays? Un seul esprit, une seule volonté les animent. Que cet esprit et cette volonté soient aussi les nôtres : c'est par la lutte des pères, d'assurer à nos enfants et à nos petits-enfants un avenir à la fois libre et fort !

Discours du 5 juin 1916. — J'ai dit à un journaliste américain que des négociations en vue de la paix ne pourraient atteindre leur but que lorsqu'elles seraient entamées par les hommes d'État des pays belligérants sur les bases de la situation militaire comme elle apparaît sur toute carte du théâtre de guerre (1).

II

ÉCLAIRCISSEMENTS ET COMMENTAIRES

Chacun sait que le chancelier Dr von Bethmann-Hollweg n'est que le commis du kaiser ; mais la fiction loyaliste et constitutionnelle permet de le critiquer en laissant le kaiser hors de cause. Par tradition prussienne, les partis de droite ont en Allemagne leur franc-parler, bien plus que les partis de gauche. Il leur sembla que le Gouvernement était trop modéré dans ses conditions de paix comme dans ses procédés de guerre. Ils l'attaquèrent donc, et non sans virulence. Les incidents de ce qu'on a appelé en Allemagne la « Fronde » contre le chancelier sortent du cadre de cette étude, mais ils confirment indirectement l'insuffisance des déclarations gouvernementales. A gauche, au contraire, on examine, on explique, mais non sans divergences,

---

1) *Sept Discours de guerre du chancelier allemand*, p. 75-78, 79. 82.

même dans les milieux qui passent pour les plus libéraux. Deux exemples suffiront.

Le président de la Société allemande de la Paix, le professeur Quidde — dont on a vu combien il paraissait aux autorités de son pays dangereux et subversif — s'est chargé, dans une lettre ouverte au président de l'Association française de la Paix par le Droit, le professeur Ruyssen, de commenter les déclarations du chancelier. Il y fait montre d'un germanisme tout doux, tout bénin, et c'est avec raison que le destinataire a pu faire remarquer, dans sa réponse, qu'avec le chancelier, le pacifiste allemand prend pour base, de façon avouée ou non, la « carte de la guerre » et que « deux forces dominent son argumentation : la raison d'État et le fait accompli », en sorte que, « malgré son libéralisme, son incontestable ouverture d'esprit, il est bien Allemand ».

Il faudrait s'entendre sur ce qu'on veut dire par peuples privés de leur liberté. Un État ne peut pas toujours correspondre exactement à une nationalité. Il arrive que des nationalités diverses se trouvent enchevêtrées sur le même territoire. Il faut condamner certain pacifisme qui ne tend à rien de moins qu'à découper les frontières politiques d'après les limites géographiques des nationalités. Ces doctrinaires de l'idée de nationalité méconnaissent que « tout État a besoin pour sa prospérité, non seulement d'une population présentant la plus grande unité possible dans les conceptions politiques, mais d'un domaine cohérent et fermé ». Mais il faut respecter les droits nationaux, et particulièrement les droits des minorités nationales dans les États de nationalités composites. Or « le sort des nationalités et des minorités nationales dans les États centraux sera sensiblement amélioré par la guerre », non pas seulement en Autriche-Hongrie où le besoin apparaît évident de garantir la solidité de l'Etat contre de nouveaux ébranlements, mais aussi dans l'Empire allemand qui a pourtant bien plus d'unité nationale. Déjà une nouvelle politique est inaugurée à l'égard des Polonais et des Danois, et, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, « je reste persuadé que malgré les fâcheuses expériences que nous avons dû y faire pendant la guerre, on reprendra la route de l'autonomie quand les remous de la guerre auront disparu ».

On connaît les paroles du chancelier dans son discours du 5 avril 1916, sur le sort des pays occupés à l'est, de la Baltique à la Volhynie :

« Ce sont là sans doute de bien vastes prétentions territoriales, mais il n'est pas encore dit qu'il s'agisse là d'annexions. » Personne ne songe à annexer la Pologne russe à l'Allemagne. On envisage simplement la création d'une Pologne indépendante, « sur laquelle l'Allemagne et l'Autriche, pour protéger le nouvel État contre la Russie, se réserveraient certains droits durant une période de transition assez étendue,», ou « la réunion de la Pologne russe à la Galicie sous le sceptre des Habsbourg, par quoi la monarchie dualiste deviendrait trialiste ». Mais il ne saurait être question de réunir la Posnanie ou Pologne allemande au futur État polonais, car l'Allemagne y perdrait trois millions de Polonais, et la simple inspection de la carte suffit à prouver que la Posnanie, s'avançant comme un coin en terre allemande, ne saurait sans péril pour l'Allemagne passer entre des mains étrangères. Quant à la Lithuanie et aux Provinces baltiques, il faut convenir que l'idée du germanisme balte rend « l'annexion de la Courlande populaire en Allemagne ». Souhaitons que la paix donne l'autonomie aux Provinces baltiques et restitue ses droits à la Finlande. Mais « je dois reconnaître qu'une paix dans laquelle l'Allemagne serait en état de réaliser les prétentions indiquées par le chancelier, apporterait à ce problème une conception moins en accord avec nos conceptions ». Au reste, des déplacements de frontière au profit de l'Allemagne, voire même l'annexion de la Serbie à l'Autriche, ne compromettraient pas la liberté des peuples qui s'y trouveraient impliqués.

Du côté de l'ouest, le chancelier n'a jamais prononcé, au sujet de la Belgique, le mot d'annexion, mais simplement celui de « garanties », sur lesquelles on finira bien par s'entendre. De même, il n'a rien dit de la France.

Quant aux garanties de droit international contre le danger futur de guerre, notamment, par la limitation des armements, on est sceptique en Allemagne, non parce qu'on veut suivre une politique de violence, mais parce qu'on doute de l'efficacité pratique de ces mesures. Aux propositions adverses, l'Allemagne opposera des contre-propositions pour garantir la liberté des mers et du commerce des neutres même en temps de guerre et pour s'assurer la porte ouverte dans toutes les colonies. Ces contre-propositions, quelles que soient les difficultés de détail qu'elles pourraient soulever, ne constitueront pas un obstacle à la conclusion de la paix (1).

---

(1) Lettre ouverte du professeur L. Quidde, président de la Société allemande de la Paix (fondée en 1892) au professeur Th. Ruyssen, président de l'Association de la Paix par le Droit (fondée en 1887), publiée dans la *Neue Zurcher Zeitung* des 19 et 20 mai 1916, réimprimée dans *Internationale Organisation*, collection publiée à Zurich chez Orell Füssli par le Dr Alfred H. Fried, nos 11-12, p. 42 à 57, analysée et citée dans la réponse de Ruyssen,

Le Dr Gerhart von Schulze-Gaevernitz (né en 1864) a séjourné en Angleterre de 1886 à 1891 et en Russie en 1892 et 1893 ; à son retour en Allemagne il a été nommé professeur ordinaire d'économie sociale à l'Université badoise de Fribourg-en-Brisgau, poste qu'il cumule avec le titre de conseiller intime aulique et le mandat de député au Reichstag. Il y est inscrit au groupe progressiste (à gauche des nationaux-libéraux), dont il passe pour l'une des lumières. Certains de ses ouvrages ont eu les honneurs de traductions françaises, anglaises, russes et japonaises. Commentant les paroles du chancelier, il tire en 1916 des principes qu'il a formulés l'année précédente, des conclusions annexionistes au détriment de la Belgique.

Nous devons à nous-mêmes et au monde une réponse à la question : Pourquoi l'Allemagne combat-elle ? L'Allemagne déclare contraire à la culture et hostile à l'humanité un état de choses livrant à une seule puissance la libre disposition de l'économie mondiale, quitte à frapper au cœur l'existence des autres peuples et à porter la disette et la misère jusque dans les plus humbles chaumières. L'Allemagne combat pour la liberté des mers, par conséquent, pour l'humanité, voire même pour la France ! L'Allemagne n'aspire pas pour elle-même à une prépondérance maritime qu'elle n'aurait pas la force de maintenir, mais à un équilibre de plusieurs puissances navales dans lequel elle sera égale en droits et en valeur à la puissance la plus forte. A cette condition, mais à cette condition unique, seule capable d'assurer l'existence de sa postérité, l'Allemagne ne repousse pas, même aujourd'hui encore, toute idée de désarmement. En outre, l'Allemagne déclare contraire à la culture cet état de choses permettant à une puissance d'accaparer à son gré les colonies productives des matières premières nécessaires au monde entier, de les distribuer à ses favoris et d'en priver les autres. La politique coloniale n'est pas un luxe, mais un besoin vital pour les États industriels et créditeurs de la vieille Europe, dont la superficie est limitée. Pour elle-même, l'Allemagne, État industriel et

---

la Paix par le Droit, 10-25 octobre 1916, p. 438-443 (réponse non publiée par Fried), avec compléments d'après le texte allemand. Le pacifiste Fried, né à Vienne en 1864, est le fondateur de la Société allemande de la Paix et a obtenu le prix Nobel de la paix. Sa revue *Friedenswarte* a été interdite en Allemagne pendant la guerre.

créditeur, réclame un terrain suffisamment large et pas trop éloigné géographiquement. Le Congo belge réaliserait cette double aspiration, sans compromettre sérieusement les intérêts coloniaux de la France ou de l'Angleterre (1).

Comme l'a expliqué le chancelier, la Belgique ne pourra être reconstituée après la guerre comme elle l'était auparavant. Au point de vue économique, Anvers devra rester allemand. Ce port est le vrai et le seul port allemand sur la mer du Nord. Il ne peut et ne pourra jamais être question qu'on le rende à la Belgique (2).

III

CONSIDÉRATIONS SUR LA « PRINCIPALE ENNEMIE »

Les Allemands ont longtemps discuté sur la question de savoir quelle est leur principale ennemie : l'Angleterre ou la Russie. Les uns dénoncent l'Angleterre. Car la Russie, selon eux, représente le principe d'autorité, seule avec la Prusse en Europe. Elle a su se reconstituer depuis les années troubles des défaites en Mandchourie et de la Révolution. Le parti germanophile n'y a pas perdu toute influence. Une paix séparée n'est pas impossible. Ce n'est donc pas contre la Russie qu'il faut agir surtout. En aucun cas, la Pologne ne doit recouvrer son autonomie. Tel est, par exemple, le sens général de l'argumentation d'un jeune professeur et publiciste conservateur, le Dr Otto Hoetzsch (né en 1876), qui a été transféré au début de la guerre de

---

(1) *Freie Meere*, no 32 de la collection de guerre intitulée *Der deutsche Krieg*, traduction française pour la propagande à l'étranger sous le titre de *La Mer libre*, Stuttgard, 1915.

(2) Déclaration faite à une réunion de députés de divers partis au palais du Reichstag à Berlin, transmise par dépêche de La Haye au *Temps* du 6 juin 1916.

l'Académie de Posen, où il enseignait l'histoire, à l'Université de Berlin et qui donne à la *Gazette de la Croix* des chroniques politiques très souvent citées dans la presse française (1).

Rohrbach, au contraire, dans d'innombrables articles et brochures, signale le péril russe, le despotisme du tsarisme, les dangers que fait courir à la « culture » de l'Europe centrale la masse énorme et sans cesse grandissante du peuple russe(2). Donc, puisque aussi bien il semble établi que l'Allemagne ne peut être également victorieuse sur les deux fronts, — et l'on notera en passant cet implicite renoncement à la victoire complète dont personne n'affectait de douter auparavant en Allemagne, — il convient qu'on essaie de s'entendre avec l'Angleterre et de faire retomber sur la Russie surtout le poids le plus lourd de la guerre. Delbrück, qui est à beaucoup d'égards en communauté d'idées avec Rohrbach, a indiqué dans un article qui eut en Allemagne un vif retentissement et provoqua de nombreuses polémiques de presse, comment l'Allemagne pourrait, en suivant cette voie, aller à la paix.

---

(1) Les conceptions de Hoetzsch sur la guerre et la Russie sont groupées moins fragmentairement que par le journal, dans deux conférences autour de 1916 : *Der deutsche Kampf im Osten* (dans les *Deutsche Reden in schwerer Zeit*, n° 17, du 5 février 1915) et *Ueber die Revolution in Russland* (analysée dans la *Gazette de la Croix* du 30 mars 1917).

(2) Rohrbach (né Balte et sujet russe, en 1869) a notamment entrepris la publication d'une série de guerre intitulée *Die russische Gefahr* (à Stuttgard), dans laquelle le professeur Dr Johannes Haller (né Balte et sujet russe en 1865) « ordinaire » d'histoire à l'Université de Tubingue, se livre à une réfutation en règle de l'ouvrage que Hoetzsch a publié en 1913 et réédité pendant la guerre, sur l'empire russe (fasc. 6, intitulé *Die russische Gefahr im deutschen Hause*). La chronique politique de la *Gazette de la Croix* était avant la guerre rédigée par le conseiller intime de gouvernement professeur Dr Theodor Schiemann (né, lui aussi, Balte et sujet russe en 1847), qui passait pour un des confidents du kaiser. Il dut passer la main à Hoetzsch parce qu'il ne paraissait pas assez anglophobe au public conservateur du journal. Or, Schiemann avait prédit que la révolution éclaterait en Russie au cours même de la guerre, alors que Hoetzsch s'était toujours refusé à le croire.

Suivant les circonstances, l'Allemagne aurait intérêt, lors des négociations de paix, à ne pas imposer à tous ses adversaires des sacrifices également lourds, ce qui aurait pour effet de consolider encore davantage la coalition de ses ennemis. « La situation générale démontre qu'il est plus avantageux de chercher une compensation à l'est. L'Allemagne, pour se gagner la Russie, devrait ou bien renoncer à la Pologne et à la Courlande, ou bien sacrifier la Turquie, et il ne saurait être question de ces deux éventualités. » La répercussion d'une telle solution serait pire encore en Europe occidentale.

En effet, l'Allemagne devrait alors rechercher naturellement à l'ouest les plus grandes compensations, et elle devrait annexer à l'Empire de telles masses de populations hostiles qu'elles ne pourraient être maîtrisées à jamais que grâce au plus effroyable déploiement de forces. En présence d'un tel état de choses, l'Allemagne devrait, à l'intérieur aussi, beaucoup emprunter aux méthodes russes de gouvernement et la contrainte qui pèserait ainsi sur toute l'Europe se déchargerait en ruines et en catastrophes incessantes. Il serait donc plus prudent de s'engager dans la voie opposée et de se montrer coulant envers nos adversaires occidentaux.

Ce n'est pas à dire qu'une réconciliation avec la France soit possible. Même si nous rendions l'Alsace-Lorraine, le chauvinisme français réclamerait bientôt la rive gauche du Rhin ; mais si l'on rétablissait simplement les anciennes frontières, le rapport serait interverti en faveur de l'Allemagne, car la France, épuisée par la guerre, n'offrira pour l'Allemagne, sinon plus aucun danger, du moins un danger beaucoup moindre.

L'Angleterre exigerait, comme principale concession, l'évacuation de la Belgique. Sans doute l'Allemagne perdrait ainsi une position géographique extrêmement précieuse pour une future lutte sur terre et sur mer. Toutefois, les conditions entrant ici en cause sont complètement transformées par l'invention du submersible. Les sous-marins garantiront mieux la liberté des mers que n'importe quelle stipulation du traité de paix. Disons-le carrément : la garantie vraiment effective, que l'on recherche tant, est le sous-marin (1).

---

(1) Article intitulé *Divide* dans le *Tag* de Berlin du 21 juillet 1916, analysé et cité par le *Temps* du 27 avec les critiques de la *Gazette de la Croix* qui considère l'argumentation de Delbrück comme une « tentative insinuante pour accommoder au goût du peuple allemand l'entente avec l'Angleterre, qui nous priverait de la récompense essentielle de cette guerre fertile en sacrifices. La guerre a enseigné que le sous-marin, qui n'a pas réussi à forcer le blocus anglais, n'est pas une arme d'une importance décisive. En conséquence, d'autres garanties sont nécessaires ». Delbrück répondit dans la chronique politique des *Preussische Jahrbücher*.

IV

DÉCLARATION DE LA LIGUE DE LA HANSE

Les documents collectifs sont toujours plus importants, sinon plus intéressants, que les déclarations individuelles et l'anniversaire des journées d'août au cours desquelles le Gouvernement impérial avait volontairement déclenché la guerre sur les deux fronts et contre l'Angleterre, en provoqua une nouvelle éclosion. On avait remarqué, en 1915, le silence de la Ligue de la Hanse et qu'elle s'était abstenue de participer aux mémoires des six grandes associations économiques. Cette puissante société groupe de nombreuses notabilités financières, commerciales et juridiques sous la présidence du conseiller intime de justice professeur Dr Jacob Riesser, de l'Université de Berlin. Né en 1853 à Francfort-sur-le-Mein d'une famille de négociants, ancien vice-président de la Chambre de Commerce de Berlin et membre du Comité directeur du parti national-libéral, le professeur Riesser est président de l'Union centrale des banques d'Allemagne et vice-président de la Société des juristes allemands. Dès 1912, comme président du Congrès des banques allemandes, il traçait le programme de la préparation financière de la guerre, qu'il développait ensuite dans un livre significatif, mais qui n'a été connu et traduit en France qu'en 1915. Il est de ceux qui ont voulu la guerre et les hommes de son groupe avec lui. Leur manifeste a d'autant plus de poids.

La Ligue de la Hanse n'a pas jusqu'à présent participé à la discussion publique sur nos buts de guerre. On estimait dans ses

milieux dirigeants que notre premier et immédiat but de guerre, avant tous les autres buts, doit être la victoire sur nos ennemis et nous sommes encore aujourd'hui nettement de cet avis. Mais sans préjudice de cette manière de voir, il se pourrait, pour plusieurs raisons, que le moment soit venu de rappeler que le Comité directeur de la Ligue de la Hanse s'est déjà occupé des buts de cette guerre, dans sa séance du 15 septembre 1915, sans d'ailleurs livrer ses résolutions à la publicité. La guerre étant encore en cours, ces résolutions renonçaient délibérément à définir les buts de guerre autrement que d'une manière très générale.

On était d'abord unanime sur ce point que l'Allemagne, laquelle ne prétend nullement pour sa part à une domination exclusive sur mer et sur terre après la terminaison de la guerre mondiale dont on attend avec certitude qu'elle sera victorieuse, doit avant tout être décidée à réaliser la liberté des mers aussi bien contre toute domination exclusive que contre toute prépondérance oppressive d'un seul État dans son propre intérêt sur tous les autres Etats.

De plus on constatait unanimement que le peuple allemand dans sa très grande majorité approuverait des accroissements de territoire, en tenant compte des nécessités de la politique nationale à l'extérieur et à l'intérieur, en tant que ces accroissements seront nécessaires pour mettre le plus possible et d'une façon durable l'Allemagne à l'abri de toute politique d'agression et d'encerclement.

Enfin, on était unanime à considérer comme nécessaire, outre la restitution de notre empire colonial, le paiement d'une indemnité de guerre convenable et la satisfaction à toutes les autres demandes d'indemnités justifiées, notamment pour les violations du droit international commises au détriment des Allemands établis à l'étranger.

Quelles que soient les divergences d'opinion qui subsistent aujourd'hui sur plusieurs de ces questions, le désir s'est manifesté toujours plus vivement d'arriver à une conception unique de la manière qui doit nécessairement fortifier et garantir notre territoire national et la puissance de l'État à la suite de cette guerre sanglante pour édifier notre avenir sur un fondement solide. Nous espérons que cette unification des divers points de vue pourra se faire sur les bases qui viennent d'être indiquées. L'anniversaire du 2 août rendra cette espérance doublement compréhensible et doublement pressante.

Mais en ce jour anniversaire, nous ne voulons pas oublier que l'activité organisatrice et l'esprit de sacrifice de tous les groupes de travail, états et professions, en pleine et raisonnable communauté d'action avec le Gouvernement, ont puissamment contribué au développement jusqu'à présent si glorieux de cette guerre et sur tous les terrains pour l'Allemagne et ses alliés, et donnent au Comité directeur de la Ligue de la Hanse la ferme confiance que cette guerre marquera le début de temps nouveaux. Ces temps nouveaux ne

pourront exister que par la confiance réciproque entre le peuple et le Gouvernement, dans le libre achèvement des droits et institutions politiques, le raisonnable accomplissement de tous les devoirs culturels, le soin également donné à l'industrie, à l'agriculture, au commerce, aux métiers et à la main-d'œuvre, la participation indispensable au bien de notre patrie de tous les citoyens égaux en droits à l'administration et au gouvernement de l'État (1).

V

LE MANIFESTE DES SEPT PROFESSEURS BERLINOIS

Alors que les hommes d'affaires et les capitalistes de la Ligue de la Hanse se présentaient comme des modérés par rapport aux membres des Sociétés économiques, sept des plus illustres professeurs de l'Université de Berlin lançaient un manifeste d'intransigeance patriotique : le vieil économiste Adolf Wagner (né en 1835), qui est docteur honoraire en théologie, en droit, en philosophie et en sciences politiques dans six universités allemandes ou étrangères, conseiller intime effectif de gouvernement, excellence et membre de la Chambre des Seigneurs de Prusse ; le vieux juriste Otto von Gierke (né en 1841), qui est plusieurs fois docteur honoraire, conseiller intime de justice et décoré de la Croix de fer depuis 1870 ; le conseiller

(1) *Gazette de Francfort* du 4 août 1916, n° 214, d'après les *Mitteilungen* du *Hansa-Bund* ; la traduction abrégée donnée par le *Temps* du 8 août a été complétée ici sur le texte allemand.

intime de gouvernement Dietrich Schaefer (né en 1845), qui nous est déjà connu et qu'on retrouvera sous peu ; le philologue Ulrich von Wilamowitz-Moellendorf (né en 1848), excellence, conseiller intime effectif de gouvernement, gendre du célèbre Mommsen, grand propriétaire en Posnanie ; le juriste Wilhelm Kahl (né en 1849), docteur honoraire en droit et en médecine, conseiller intime de justice et fondateur de la « Libre union patriotique » qui, sous le patronage du chancelier, s'était donnée à l'origine comme libérale ; l'historien Eduard Meyer (né en 1855), ancien précepteur dans une famille anglaise à Constantinople, membre de l'Académie britannique, docteur honoraire d'Oxford et Liverpool en Angleterre, de Harvard en Amérique et dont la haine contre les Anglais semble s'être accrue de tous les honneurs dont il avait été comblé par eux avant la guerre, et enfin le théologien Reinhold Seeberg (né Balte et sujet russe en 1859), conseiller intime de consistoire.

La seconde année de guerre a été « plus riche encore que la première » en succès allemands. « L'attente d'une paix prochaine occupe des cercles étendus. Nous avons été de tout temps, depuis des siècles, un peuple pacifique. Si notre Empire n'a pu naître sans une guerre préparatoire, c'était là une nécessité de l'histoire que le sort nous a imposée. L'Empire allemand, une fois constitué, n'a rien voulu que la paix et l'espace nécessaire à un travail honorable, lequel ne peut prospérer que dans la paix. Il ne devait pas avoir ce qu'il recherchait. La soif de vengeance, l'avidité conquérante, la jalousie industrielle de ses voisins l'ont obligé à prendre les armes afin de se sauver lui-même et l'empire voisin et allié des mutilations et du démembrement. Aussi, depuis que nous luttons, nous n'avons pas cessé de croire que nous combattons pour une paix honorable. Nous n'avons pas saisi l'épée pour faire des conquêtes... Maintenant que nous avons dû dégainer l'épée, nous ne voulons et ne pouvons pas la remettre au fourreau sans avoir assuré une paix que nos ennemis seront obligés de tenir. Mais cette paix n'est pas accessible sans un accroissement de notre puissance, sans une extension du domaine ou notre volonté décidera de la guerre ou de la paix. Pour cela, il faut avoir des garanties plus sûres, plus

effectives. Il n'y a qu'une opinion sur ce point chez tous les Allemands. » Et les adversaires de l'Allemagne refusant d'accorder de telles garanties, l'Allemagne ne peut pas parler de paix (1).

VI

LE COMITÉ NATIONAL ALLEMAND POUR UNE PAIX HONORABLE

Dans les premiers jours de juillet, les journaux allemands annonçaient la formation d'un « Comité national allemand pour une paix honorable » qui publia un appel-programme le 19 :

Le Comité veut « réunir sans restriction tous les citoyens appartenant aux divers partis, ayant des convictions patriotiques et qui sont d'avis que les Allemands ne doivent nourrir aucune anxiété au sujet de la sécurité future de l'Empire... Nous ne pourrons assurer cette sécurité que par une paix qui se tiendra à égale distance des aspirations de ceux qui veulent la paix à tout prix et des appétits téméraires qui se laissent deviner dans les déclarations pangermanistes. Dans un discours pour lequel le feld-maréchal von Hindenburg l'a félicité, le chancelier de l'Empire a fixé le programme de cette paix : avancement de notre frontière à l'est, garanties réelles à l'ouest. Tant que ces deux conditions ne sont pas remplies, il ne peut être question de paix ni d'évacuation des territoires occupés... Le Comité s'efforcera d'assurer une libre discussion sur la paix, discussion à laquelle le Gouvernement s'est malheureusement toujours refusé jusqu'à présent... Cette discussion aurait lieu naturellement dans les limites qui ne mettraient pas en danger la forteresse assiégée qu'est l'Allemagne » (2).

---

(1) Analyse et citations dans le *Temps* du 31 juillet 1916 (dépêche de Bâle du 30); sommaire dans le *Petit Parisien* du 30 (dépêche de Genève du 29).

(2) *Temps* du 24 juillet 1916, d'après la *Gazette de Voss* de Berlin.

Parmi les signataires, on relève les noms de Karl von Wedel (né en 1842), ancien ambassadeur à Rome et Vienne, bien connu en France pour sa politique relativement modérée comme statthalter en Alsace-Lorraine qu'il dut quitter à la suite de l'affaire de Saverne ; il était comte alors ; il avait été promu prince au début de 1914 ; des professeurs, — le contraire eût paru surprenant, — des industriels comme le grand métallurgiste Thyssen, des armateurs comme Heinecken, le directeur du Norddeutscher Lloyd, des commerçants, des banquiers, d'anciens ministres et hauts fonctionnaires, des bourgmestres et d'autres notabilités. Néanmoins, le Comité eut mauvaise presse. Il se posait en tiers parti entre les deux extrêmes : on l'attaqua de droite et de gauche. On s'étonnait que certains privilégiés seuls eussent le droit de parler publiquement des buts de guerre, alors que le commun des mortels devait garder le silence. Mais on disait aussi qu'il était inspiré sous main par le chancelier et qu'il avait pour mission soit d'annoncer officieusement le programme que depuis si longtemps le Gouvernement refusait de définir, soit tout au moins d'y préparer l'opinion, ou plus modestement encore de la consulter. Il annonça quatre-vingts conférences qui devaient être tenues simultanément dans quatre-vingts villes différentes au jour anniversaire du 1er août 1916. Le chiffre s'abaissa peu à peu, et, finalement, il n'y eut que trente-huit conférences. A Berlin, l'orateur fut Harnack.

Personnage considérable et brillamment représentatif, Adolf von Harnack, né Balte et sujet russe en 1851, est théologien, fils de théologien, beau-frère de Delbrück par son mariage avec une petite-fille du chimiste Liebig, docteur en théologie et en philosophie, docteur honoraire en droit et en médecine, professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Berlin, historiographe officiel de l'Académie royale des Sciences de

Prusse, président du Comité de direction de la Société Empereur Guillaume pour le développement des sciences (fondée, non sans fracas, par le kaiser en 1911), directeur de la Bibliothèque royale de Berlin, conseiller supérieur intime et effectif de gouvernement, excellence et pourvu du prédicat nobiliaire. En 1914, il passe pour avoir été le principal rédacteur du célèbre manifeste des XCIII intellectuels germaniques; en 1916, il fut chargé d'annoncer la parole de paix. Dans son discours, il commence par expliquer doctoralement que si les Allemands sont sûrs de l'avenir, c'est qu'ils ont confiance en Dieu, en leur armée et en leur gouvernement, après quoi il définit les « buts » tant à l'intérieur qu'à l'extérieur :

A l'extérieur : il est vain et dangereux de parler, en pleine guerre, des buts de paix. Mais un peuple intelligent ne peut pas combattre sans savoir pourquoi. Un but précis donne à la volonté du stimulant. On ne peut, du reste, que donner des indications générales. Mais l'unité se fait peu à peu, encore qu'il subsiste de notables divergences entre les meilleurs patriotes. Les uns disent : l'ennemi a fondu sur nous pour nous anéantir, il suffit que nous repoussions victorieusement l'attaque. Les autres disent : avant la guerre, nous étions comprimés et comme étranglés, on ne nous reconnaissait ni ce que nous avions ni ce qu'il nous fallait ; si nous en revenions au même point, nous n'aurions en réalité rien gagné et la situation serait aussi dangereuse qu'auparavant ; il faut donc autre chose qu'avant la guerre; « nous devons garder ferme tout ce que nous avons entre nos mains, de la Somme à la Bérésina, et nous ne pouvons conclure qu'une paix qui nous garantisse automatiquement et pour toujours sécurité et liberté, sur mer et sur terre ».

Il y a du vrai et du faux dans ces deux thèses. Nous sommes entourés d'un monde d'ennemis et le seul fait de l'avoir battu constitue un facteur historique important. Mais serait-ce être assez payé de nos énormes sacrifices ? Une guerre comme celle-ci pourrait-elle se terminer par le *statu quo ante* ? Non ! Nous pouvons et nous devons aller de l'avant, vers nos buts.

Cependant, n'oublions pas que nous avons perdu presque complètement nos colonies, que nous devrons reconstituer un empire colonial, que notre situation plus forte dans l'Europe centrale ne le peut remplacer, que nos colonies ne nous feront pas retour automatique-

ment et que par conséquent nous aurons à consentir pour elles des sacrifices en Europe.

En second lieu, nous ne faisons pas la paix seuls, mais avec nos alliés : l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie ; il en résultera nécessairement des limites aux possibilités que nous désirons.

En troisième lieu, qui est le plus important, il nous faut une paix qui nous protège contre des agressions comme celle que nous avons eu à subir, qui, comme vient de le déclarer le kaiser (1), augmente notre force patriotique et assure durablement la liberté de notre travail dans le monde. Comment ? Une guerre aussi extraordinaire ne peut finir par une paix ordinaire. Certes, nous n'escomptons pas une paix qui nous garantisse automatiquement calme et sûreté pour toujours. Cette conception ne serait pas sans analogie avec le rêve et l'utopie d'une domination universelle, dont nos ennemis essaient mensongèrement de nous inculper. Mais « la paix doit, à l'est, repousser définitivement dans ses limites naturelles l'ennemi : il a une mission historique mondiale à l'est, il doit s'en inspirer de nouveau. Par son génie, sa manière et sa culture, la Russie n'appartient pas à l'Europe occidentale ; elle n'agit qu'en perturbatrice dans la culture occidentale qui doit lui être et lui rester étrangère. Pour nous et pour toute la culture occidentale, nous devons tracer d'une main ferme la limite de notre côté. A l'ouest, la paix doit nous garantir que l'Angleterre ne règne pas seule sur les mers et que la Belgique ne reste pas sa satrapie ».

« Ce sont là de grands buts. La paix doit nous les apporter et nous les apportera, de telle manière que notre État ne soit pas mis en péril dans sa nationalité et que nulle part il ne s'y constitue une nouvelle Irlande. » Une semblable paix n'a rien d'extraordinaire et il ne sera pas extraordinaire que par surcroît elle disloque la coalition d'États et de peuples ligués contre nous.

La situation politique de l'Europe lors de l'explosion de la guerre

---

(1) Dans son « appel au peuple allemand » daté du grand quartier général le 31 juillet 1916, le kaiser disait en effet : « Le peuple allemand sait qu'il s'agit de son existence. Il connaît sa force et a confiance dans le secours de Dieu. Rien donc ne peut ébranler sa résolution et sa persévérance. Nous mènerons cette lutte à une fin qui protège notre Empire d'une nouvelle agression et assure au travail pacifique du génie allemand et des mains allemandes un champ libre pour tout avenir. Parmi les peuples du globe nous voulons rester libres, sûrs et forts. Ce droit, personne ne doit nous l'enlever. » Dans son « appel au peuple allemand » du 31 juillet 1915, Guillaume II avait parlé, en termes analogues, d'une paix « qui nous assure pour l'avenir les garanties nécessaires au point de vue militaire, politique et économique, et qui remplisse les conditions voulues pour le libre développement de nos forces créatrices dans la patrie et sur la mer libre ».

ne doit pas se renouveler. Mais la paix ne sera pas ordinaire, pour nous ni pour l'Europe, en ce sens qu'elle devra édifier un droit des gens meilleur et plus sacré qu'auparavant. Si elle ne le fait pas, elle ne vaudra que peu et nous ne la ferons pas. Cette guerre est si effroyable, elle met la civilisation et même l'histoire du monde si près de sa perdition que seul un renversement pourra être efficace. Je ne suis pas un utopiste, je suis bien loin d'attendre la paix éternelle de la conclusion de la paix, je ne crois pas qu'il en faille espérer d'abord plus qu'un tout petit progrès dans les relations politiques entre les États. Mais il suffit du geste, de la direction, du premier pas.

Autrefois, il y avait quelque chose comme une famille de peuples chrétienne et européenne. Il y avait là pour nous de saints devoirs que nous tracent, avec notre religion, le génie, l'histoire et la situation mondiale de notre peuple. Ne les oublions pas. Je ne voudrais pas vivre dans un monde qui ne connaîtrait plus l'idéalisme allemand, ni l'humanité, ni l'amour chrétien. Même aujourd'hui, en plein de la lutte pour l'être ou le non-être, où tout doit être subordonné à la volonté de vaincre, ne perdons pas de vue le but de guerre le plus élevé : « L'Allemagne puissante dans le travail libre et noble, mais à côté d'elle et avec elle les peuples pacifiques ! *Regnum Dei in terris !* Le Royaume de Dieu sur terre (1) ! »

Il ne semble pas que l'homélie germanique de Harnack ait eu grand succès (2). Les autres orateurs ne furent pas beaucoup plus heureux. A Kœnigsberg et Stettin, les conférences annoncées n'eurent pas lieu ; à Leipzig, le pasteur-député Naumann, l'apôtre du « Mitteleuropa », à Dortmund, Rohrbach, développèrent une fois de plus les idées qu'on leur connaissait ; à Stuttgard, le professeur député Dr Franz von Liszt, de l'Université de Berlin, insista surtout sur les réformes intérieures que devait faire le Gouvernement ; à Munich, l'historien professeur Dr Erick Marks évita de se prononcer, constata que la paix dépendrait des circons-

(1) *An der Schwelle des dritten Kriegsjahrs,* discours prononcé le 1er août 1916 à la Philharmonie de Berlin par Adolf von Harnack. Berlin, 1916, analyse des pages 14 à 18.

(2) Bien que le kaiser lui eût en quelque sorte donné son investiture par un télégramme personnel de remerciements en réponse à une adresse loyaliste et patriotique que lui avait envoyée l'assemblée de la Philharmonie.

tances et conseilla à son auditoire clairsemé d'avoir confiance dans le Gouvernement, de tenir, de faire et de voir ce qui est possible ; à Dresde, Kahl, qui semble vouloir se tenir alternativement à gauche de la droite et à droite de la gauche, préconisa la guerre à outrance et par tous les moyens contre l'Angleterre, et, plus violent encore, à Bonn, le jeune maître-privé d'histoire Dr Justus Hashagen (il est né en 1877) s'écria :

« Ayons la ferme volonté de garder une inébranlable confiance en nous-mêmes et une inébranlable méfiance de l'ennemi : unissons-nous sous ce double mot d'ordre... Quel est le but de cette guerre ? La réponse paraît facile et simple : c'est la victoire sur tous nos ennemis. Tant que la victoire ne sera pas remportée, il n'y aura pas de place pour la paix. » Dire que la victoire décisive n'est plus possible, c'est avouer que nous n'avons plus confiance. Nous voulons une paix qui soit une paix allemande, non pas une paix conforme aux vœux et aux intérêts des vaincus, mais une paix conforme à nos propres vœux et à nos propres intérêts. A quoi bon vous demander quel est notre pire ennemi, la Russie ou l'Angleterre ? Tous deux sont nos ennemis. Il faut être l'enclume ou le marteau. C'est une grave erreur de croire qu'on arriverait à s'entendre avec l'Angleterre par un compromis quelconque au sujet de la liberté des mers, de la Belgique, des colonies ou de l'Europe centrale. L'Angleterre ne cédera que vaincue (1).

Les conservateurs triomphaient. La *Gazette allemande du jour* (2), le journal de la Ligue des agriculteurs et du fougueux pangermaniste Reventlow, écrivait : « Dans l'Allemagne occidentale et du sud, les orateurs du Comité national allemand ont dû se contenter de parler devant cent à cent cinquante per-

(1) *An der Schwelle des dritten Kriegsjahrs,* discours prononcé à Bonn le 1er août 1916 par Justus Hashagen. Bonn, 1916.

(2) *Deutsche Tageszeitung,* citée par le *Temps* du 11 août 1916 (dépêche de Bâle du 10) ; de même la centriste *Germania :* « Les premières manifestations politiques du Comité national n'ont en définitive rien appris sur ses buts et ses moyens » et les *Leipziger Neueste Nachrichten,* du parti national-libéral (dans le *Journal* du 5 août) : « Le compte rendu des divers discours qui ont été prononcés le 1er août par les orateurs du Comité national Wedel témoigne qu'il n'existe aucune unité dans leurs conceptions ».

sonnes ; dans plusieurs endroits, les réunions n'ont pu avoir lieu ; dans d'autres, les conférenciers ont été en butte, dans l'assemblée même, à une forte opposition. L'accueil qu'a reçu le Comité national prouve... que dans l'ouest le peuple allemand n'est pas favorable à une politique sentimentale. Le Comité national devait aller à un insuccès, parce que l'état d'âme de la grande majorité va justement dans une autre direction que celle où le Comité voudrait la pousser. » De fait, le Comité national qui n'avait pas su mettre ses membres d'accord entre eux, pouvait moins encore faire l'accord dans le pays. Peut-être était-il, en secret, d'accord avec le Gouvernement. Mais alors le Gouvernement n'était pas d'accord avec une partie du pays. Le Comité national en resta là et cessa provisoirement ses manifestations, puisque aussi bien elles tournaient contre la politique qu'il voulait défendre.

Pourtant, elles ne furent pas complètement stériles. Plusieurs des anciens membres de la « Nouvelle Patrie » s'associèrent avec quelques individualités d'esprit libéral pour organiser un nouveau groupement, qui d'ailleurs n'a pas fait grand bruit jusqu'à présent. Y ont adhéré des professeurs comme le juriste Walther Schücking, de Marbourg (né en 1875), et le pédagogue christianisant Friedrich-Wilhelm Foerster, de Munich (né en 1869), les pacifistes Quidde et Umfrid, les socialistes Édouard Bernstein (né en 1850) et Édouard Fischer (né en 1864), députés, les féministes Minna Cauer (née en 1841) et Hélène Stocker (née en 1869), l'ancien capitaine Kurt von Tepper-Laski, d'autres encore. L'appel du « Comité central pour le droit international » est ainsi conçu :

Après les déclarations publiques au sujet du but de la guerre faites par le *Comité national pour une paix honorable*, il vient de se former un comité allemand pour une paix durable. L'organisation nouvelle porte le nom de *Comité central pour le droit international*.

Elle se fonde sur le principe du droit qu'ont les peuples de disposer librement d'eux-mêmes et travaille pour une politique nouvelle de conciliation parmi les peuples.

Il va sans dire que le nouveau Comité partage avec les groupes analogues déjà formés l'opinion que la paix qui mettra un terme à la guerre devra « assurer la liberté du peuple allemand, l'indépen-« dance de l'Empire allemand et l'intégrité de son territoire », et devra « veiller à protéger les intérêts allemands à l'étranger et à « conserver au peuple allemand la possibilité de son plein développe-« ment économique ».

« Mais il demande en même temps que la paix apporte avec elle toutes les garanties de durée. Pour atteindre ce but, le Comité est d'avis que la paix à conclure doit pouvoir être considérée par tous les États intéressés comme un règlement satisfaisant de leurs relations internationales, c'est-à-dire que les vaincus ne seront pas, par suite de conditions intolérables telles qu'une annexion par la force ou la non-observation de leur droit de disposer d'eux-mêmes, contraints de préparer une guerre de revanche.

En outre, il est nécessaire que la paix provoque la création d'institutions efficaces pour la solution pacifique des conflits internationaux éventuels par le moyen de la médiation organisée ou des sentences juridiques, afin d'en finir avec l'ancienne politique des armements qui comporte un danger pour la paix. Pour que la paix soit vraiment durable, il faudra que la vie politique nationale et internationale soit pénétrée d'un esprit nouveau.

Le *Comité central pour le droit international* est convaincu que les conditions en faveur d'une politique de telle nature existent, tant chez les peuples allemands que chez les autres nations civilisées et que seule une paix semblable sera une « paix allemande » dans le meilleur sens du terme (1). »

---

(1) *La Paix par le Droit*, 10-25 décembre 1916, p. 559. Il s'est fondé, en outre, un *Comité national de femmes pour une paix durable*, qui est anti-annexioniste comme le Comité central pour le droit international (*Ibid.*, 10-25 mai 1917, p. 218).

VII

LE COMITÉ INDÉPENDANT POUR UNE PAIX ALLEMANDE

Au début de la guerre, le professeur Schaefer avait été, comme on l'a vu, un des premiers à formuler un programme précis de revendications territoriales ; en 1915, il avait participé activement au mémoire des sommités annexionistes et, dans le courant de l'été, il organisa un « Comité indépendant pour une paix allemande » dont il devint président. Le Comité se développa rapidement et il eut bientôt des adhérents nombreux dans tout l'Empire. Mais comme le Gouvernement interdisait les discussions sur les buts de guerre, Schaefer imagina d'agir autrement.

Le 15 mars 1916, avec le concours de Paul Fuhrmann (né en 1872), l'agent général du parti national-libéral, il inondait l'Allemagne d'un long formulaire de pétition, tiré à 700.000 exemplaires, où il exposait que pour obtenir une « paix allemande » il fallait ne pas hésiter à faire contre l'Angleterre la guerre sous-marine à outrance. Le Gouvernement saisit la pétition et, interpellé au Reichstag, il déclara (le 25 mai) qu'il s'agissait là moins d'une pétition que d'un écrit de nature à agiter les esprits et que, par conséquent, la saisie n'avait rien d'attentatoire au droit de pétition. L'incident fit grand bruit.

Lorsqu'en juillet et août 1916, le « Comité national » organisa sa grande manifestation, le « Comité indépendant » résolut de répondre de manière retentis-

sante. Il n'était certes pas gouvernemental. Dans ses séances et réunions, il attaquait violemment le chancelier, et posait par anticipation la candidature de l'amiral Tirpitz, devenu l'irréconciliable ennemi de Bethmann-Hollweg, depuis que celui-ci l'avait fait disgracier. Mais le Comité cherchait plutôt à exercer une pression sur le Gouvernement qu'à rompre avec lui. Il comportait des éléments gouvernementaux, nationaux-libéraux et conservateurs. Il avait l'appui du centre et du parti militaire. Alors que tel général commandant à l'intérieur faisait obstacle aux réunions projetées par le « Comité national », tel autre autorisait expressément la divulgation du grand manifeste que le « Comité indépendant » publia le 24 août 1916 dans la *Gazette allemande du jour*.

Ce manifeste, revêtu de plus de trois cents signatures, constitue, suivant l'expression du *Temps* (15 nov.), « un plébiscite de l'élite » : l'élite nationaliste ; on y relève les noms de professeurs comme Schaefer, von Liszt, Schiemann, de Berlin, Haeckel, excellence, d'Iéna, Wundt, excellence, de Leipzig, von Gruber (né en 1853), de Munich, l'un des chefs de la fronde bavaroise contre le chancelier, du philologue Alfred Hillebrandt (né en 1853), de Breslau, conseiller intime de gouvernement et membre de la Chambre des Seigneurs, de l'artiste peintre professeur comte Léopold von Kalckreuth (né en 1855), du publiciste pangermaniste comte zu Reventlow (né en 1869), du professeur Dr Horst Kohl (né en 1855), régent de gymnase et auteur de publications documentaires sur Bismarck, des princes Rodolphe de Lippe et Charles de Loewenstein-Freundenberg, du baron von Maltzahn, ancien précepteur du kronprinz, d'anciens hauts fonctionnaires, généraux et amiraux, d'Eberle, président de l'Union des classes moyennes, et du Dr Roesicke, secrétaire général de la Ligue des agriculteurs (tous

deux signataires des mémoires des six sociétés économiques), de notabilités industrielles et commerciales. Le manifeste du Comité indépendant apparaît donc comme la continuation des mémoires annexionistes de 1915, il sort des mêmes milieux, il procède du même esprit.

Mais il n'en a plus l'intransigeance hautaine. Le ton a changé. Les signataires sont moins nombreux. Les prétentions territoriales sont moins éhontées. Le *Matin* (du 26 août) le qualifie de « folie pangermaniste »; il dénonce « le caractère de folie furieuse qui paraît animer ce manifeste et les énergumènes qui en sont les rédacteurs ». Mais alors, quels termes employer pour définir les mémoires de 1915? La vérité est que, dans la forme tout au moins, le manifeste du Comité indépendant s'efforce d'être modéré et d'établir une conciliation entre ses conceptions et les déclarations gouvernementales. Qu'on en juge :

Au Peuple allemand.

Plus de deux ans se sont écoulés depuis le jour où la plus fière « joie des armes » embrasait chaque cœur allemand. Des souvenirs inoubliables réapparaissent devant nos yeux. Nos armées victorieuses ont porté leurs drapeaux jusqu'au cœur des pays ennemis. Trois royaumes conquis sont aujourd'hui en notre possession ou celle de nos alliés.

Cependant l'ennemi ne veut rien savoir de la paix. Il parle encore de notre anéantissement. Ses hommes d'État responsables répètent sans vergogne les mêmes mensonges honteux, les mêmes calomnies viles qu'ils répandaient sur nous depuis le début de la guerre. Cet ennemi foule aux pieds tout droit des gens. Brutalement, il force les neutres à faire sa volonté. Sans repos, il travaille à nous éliminer du commerce international. Il cherche, en affamant tout un peuple, à lui faire mettre bas les armes, alors que son glaive n'arrive pas à le vaincre. Mais ce plan aussi est déjoué. L'esprit de sacrifice allemand et l'organisation allemande ont brisé cette arme.

Décidés à tous les sacrifices, armés pour la résistance et tout remplis de la volonté de vaincre, nous laissons maintenant nos adversaires répéter leurs sauvages assauts. Ils ne passeront pas! Ils sont arrivés cependant à ceci : à nous faire connaître notre véri-

table, notre plus dangereux ennemi : l'Angleterre. Elle maintient l'unité parmi nos adversaires. Elle les dirige. Ils sont devenus dépendants d'elle et le deviendront davantage encore s'ils remportaient une victoire. Sur les ruines de notre empire vaincu, l'Angleterre espère planter la bannière de la domination universelle des Anglo-Saxons.

Tandis que la Russie sacrifie ses nombreuses armées, tandis que la France, pauvre en hommes, continue à se saigner, l'Angleterre est là qui réveille toujours chez les nations épuisées de nouvelles espérances. C'est pour cela que notre peuple sait à qui il devra les souffrances et les peines d'une troisième campagne d'hiver. C'est pour cela que nous, qui restons au pays, pensons sans cesse à cet ennemi. Chaque privation à laquelle nous forcent les nécessités de la situation, chaque restriction dans nos besoins journaliers, la cherté de la vie qui opprime nos pauvres, tout cela se résume en un seul cri : pense à l'ennemi, pense à l'Angleterre !

Nous savons que la population sans cesse croissante de la Russie sera un jour une menace pour nous. C'est pour cette raison que d'accord avec le chancelier de l'Empire, nous voulons arracher à la domination de ce pays les contrées qui se trouvent entre la mer Baltique et les marais de Volhynie. Placées sous l'influence allemande, elles assureront à notre frontière orientale la protection militaire indispensable.

Nous devons naturellement compter encore avec les idées de revanche de la France, avec le danger que ce pays s'allie avec chaque adversaire de l'Allemagne. Pour cette raison, il nous est nécessaire d'augmenter aussi notre puissance à l'ouest, contre la France.

Notre force seule nous donnera des garanties contre notre principal ennemi, l'Angleterre : sa jalousie ne menacera plus alors d'empêcher notre paisible développement. La Belgique ne peut être qu'un bastion allemand et non anglais. Sur ce point, nous exigeons donc, avec le chancelier, des « garanties réelles » pour l'avenir allemand. Comme porte-parole de la grande majorité du Reichstag, le député Spahn a déclaré que « militairement, économiquement et politiquement, la Belgique devait tomber sous la main-mise allemande ».

C'est seulement ainsi que nous obtiendrons ce qui nous est dû dans le monde. C'est seulement ainsi que nous obtiendrons la liberté des mers. C'est seulement ainsi que nous nous assurerons une puissance coloniale.

Les desseins manifestes de l'Angleterre nous menacent d'un ilotisme politique et économique. Il s'agit de notre vie comme nation et État, de notre culture, de notre puissance économique. C'est pour cela qu'il s'agit de mettre en œuvre tous nos moyens pour amener l'ennemi à demander la paix. Nous luttons pour le libre exercice du commerce, pour le développement de l'industrie ainsi que pour

l'amélioration des conditions d'existence de l'ouvrier allemand. Il ne doit pas se réaliser, ce mot de l'Anglais disant que nous gagnons les batailles, mais que c'est l'Angleterre qui gagnera la guerre. Peuple allemand, sois fort! Tu combats pour ton existence et ton avenir. Hindenburg t'a indiqué la solution : « Il ne s'agit pas de tenir jusqu'au bout, il s'agit de vaincre » (1)!

VIII

OUTRANCIERS ET AVISÉS

Autant qu'on en peut juger, l'opinion allemande reste toujours partagée en deux courants : les annexionistes et les expansionistes de 1915 sont devenus les outranciers et les avisés.

Les outranciers considèrent que la principale ennemie est l'Angleterre. Ils rêvent d'une paix séparée avec la Russie, dont le concours sera plus tard si précieux pour tenir l'Angleterre en respect, mais non pas d'une paix gratuite. Ils veulent des annexions et des agrandissements à l'est comme à l'ouest, le démembrement de la Belgique, la création d'un État ou d'une organisation germano-flamande. Ils ont l'instinct de conquête. Ils escomptent la victoire complète et l'exploitation complète de la victoire. Donc, pas de paix prématurée. L'Allemagne se suffit à elle-même pendant la guerre, comme elle doit se suffire pendant la paix. Elle sera d'autant plus forte qu'elle restera plus fermée. L'état de guerre n'est à tout prendre qu'un protectionisme poussé à ses plus extrêmes limites. La lutte doit durer

---

(1) *Deutsche Tageszeitung*, 24 août 1916 et journaux allemands du 25 ; analyse sommaire dans le *Matin* du 26 (dépêche de Zurich du 25) et dans le *Temps* du 27 et du 28 ; extraits dans le *Journal* du 3 novembre ; traduction, ci-dessus reproduite, dans le *Temps* du 15 novembre 1916.

jusqu'au bout, elle sera aussi longue qu'il faudra. Tous les procédés d'action sont légitimes. Pour abattre l'Angleterre, il faut pousser à outrance la guerre sous-marine. Sans doute les neutres souffriront et protesteront ; peut-être même certains d'entre eux prendront-ils parti contre l'Allemagne. Mais l'Allemagne ne craint pas un monde d'ennemis. Elle est forte. L'essentiel est de maintenir l'union patriotique, la sainte unanimité du début de la guerre, les « idées de 1914 », la paix de l'intérieur. En conséquence, pas de réformes immédiates, au cours même de la guerre ; le faisceau des volontés allemandes risquerait de se désunir. Qu'on remette les réformes à plus tard, le plus tard possible.

Ainsi raisonnent, ou à peu près, les conservateurs, la majorité des nationaux-libéraux et des progressistes, les centristes catholiques, les hobereaux prussiens, les agrariens, les protectionistes, les propriétaires et les paysans, la majorité des professeurs et des intellectuels, des bourgeois grands et petits, les fonctionnaires, les grands industriels et négociants, fournisseurs de l'État et organisateurs de cartels, des ouvriers, principalement ceux qui sont enrégimentés dans les groupements chrétiens catholiques ou évangéliques, et enfin le parti militaire qui dans certaines régions exerce, par les généraux commandant à l'intérieur, une véritable dictature sur la population civile.

Les avisés, au contraire, estiment que l'Allemagne n'arrivera pas à régler son compte avec l'Angleterre et qu'au surplus c'est inutile. Par conséquent, ce sera surtout au détriment de la Russie que l'Allemagne pourra trouver le plus avantageusement le prix de sa victoire. Les avisés se contentent de garanties à l'ouest, mais ils réclament des agrandissements à l'est, soit directs par annexions, soit indirects par la création d'États vassaux. Ils répudient l'idée de conquête. Ils parlent des nationalités. Ils sont attentifs aux répercussions de

la politique allemande et à l'avenir. Ils ne souhaitent pas que la guerre sous-marine à outrance décide les neutres à rompre avec l'Allemagne. Ils ne revendiquent que la liberté des mers et les portes ouvertes. Leur conception de l'hégémonie allemande est plus subtile et plus insinuante. L'Allemagne doit être largement ouverte sur le monde entier. Plus la guerre se prolonge, plus le rétablissement des relations économiques sera difficile. La paix la plus rapide sera la plus profitable. A l'intérieur, des réformes dans un sens démocratique sont nécessaires, et l'on gagnerait à ne point trop les reculer.

Tel est l'angle sous lequel regardent, non sans bien des différences, certains conservateurs impérialistes, des nationaux-libéraux et des progressistes, peut-être aussi quelques centristes, les socialistes, la haute finance qui a tant d'intérêts cosmopolites, le haut commerce les armateurs, des intellectuels et professeurs, une partie de la moyenne et petite bourgeoisie, les ouvriers.

Le classement entre avisés et outranciers semble déterminé moins d'après les partis politiques et les classes sociales que d'après les tempéraments et les caractères, la tournure d'âme, les principes d'autorité et de liberté, les intérêts. Avisés et outranciers sont également germains et pangermains, mais de mode différent, et toute modérée qu'elle paraisse par rapport à la paix des outranciers, la paix des avisés serait plus dangereuse encore pour la liberté du monde. Il est impossible d'évaluer la force respective des deux tendances. La presse n'est pas libre et le Gouvernement reste muet mais non inactif. Il donne des gages à l'un et l'autre camp, comme s'il craignait de compromettre son autorité et surtout de compromettre le pays au dehors, en laissant voir, s'il prenait parti, une Allemagne désunie. Il attend. Et la guerre continue.

CHAPITRE V

LES INVITES A LA PAIX

(1916-1917)

I

LA SUGGESTION AUX ALLIÉS

La suggestion de paix allemande, le 12 décembre 1916, amène les Alliés à définir la manière dont ils se représentent la paix [1]. En Allemagne, la libre discussion des buts de guerre devint enfin possible, autant du moins que la censure le permettait. Mais le Gouvernement se refusa, plus obstinément que jamais, à dévoiler son programme et le chancelier déclara au Reichstag :

Le 27 février 1917. — Sur les conditions de la paix, il a été beaucoup écrit dans la presse et beaucoup parlé dans les réunions, après que liberté a été donnée de discuter les buts de guerre [2]. La

---

(1) Voir le fascicule 129 des Pages d'histoire, *Pour avoir la paix : la Manœuvre allemande,* avec préface du sénateur Georges Reynald.

(2) *Nach Freigabe der Kriegszielerörterung* (texte de la *Gazette de Francfort,* 28 février). Le *Temps* traduit : après la publication des buts de guerre de l'ennemi.

question a été également discutée en détail à la Chambre des Députés prussienne récemment, pour déterminer les gains en territoire et les autres garanties que la paix doit nous apporter (1). Malgré l'importance de cette question pour notre avenir et si profondément que soient, à juste droit, les esprits agités à ce sujet, je considère cependant comme prématuré de prendre part, en ce qui me concerne, à de tels débats. Je considère comme inutile de formuler de la place que j'occupe, des promesses ou de poser des conditions détaillées. Les gouvernants ennemis l'ont fait abondamment, ils se sont donné des assurances mutuelles, mais ainsi ils n'ont réussi qu'à enfoncer eux-mêmes et leurs peuples plus avant dans la guerre. Leur exemple ne me séduit pas. J'ai déjà dit à plusieurs reprises tout ce que je pouvais dire sur la direction que nous entendons donner à la guerre et les conditions de paix pour mettre fin à la guerre par une paix durable qui nous dédommagera de tout ce que nous avons souffert et qui assurera à l'Allemagne une forte existence et l'avenir. Voilà notre but, ni plus ni moins (2).

Pourtant, il semble bien que l'Allemagne a fait connaître, sous main, ses propositions de paix aux Alliés. Dans un discours prononcé au Trocadéro, à Paris, le ministre d'État belge, Vandervelde, a énuméré les conditions de paix qu'elle entendait imposer à la Belgique. Quelques jours plus tard, le *Journal de Genève* se disait « en mesure de confirmer ses déclarations et de les compléter sur la foi d'une source absolument sûre ». Puis le *Matin* publiait des indications identiques, sauf quelques variantes de détail, en ajoutant que « le Gouvernement américain les a connues avec indignation ».

---

(1) Séances des 20 et 21 février. Un socialiste déclara que « le peuple allemand veut seulement défendre son existence et son avenir économique et politique » mais qu'il y a des intérêts privés qui réclament des annexions notamment dans l'industrie du fer. Des annexions au détriment de la France la maintiendraient dans l'orbite anglaise alors que l'Allemagne devrait s'entendre avec elle. « Nous ne voulons pas de la guerre en permanence ». Un centriste objecta que si les socialistes allemands répudient toute annexion, les socialistes français n'en font pas autant, puisqu'ils parlent toujours de la conquête de l'Alsace-Lorraine et le national-libéral Fuhrmann s'éleva avec indignation contre le soupçon « éhonté » que certains cercles industriels voudraient la prolongation de la guerre.

(2) Traduction du *Temps*, 1er mars, revisée sur le texte de la *Gazette de Francfort* du 28 février.

Enfin, quand ces révélations eurent été faites, la presse officieuse allemande publia, en termes moins précis il est vrai, des conditions semblables. Pour toutes ces raisons, il est permis de supposer que le Gouvernement du kaiser avait en effet un programme fermement arrêté lorsqu'il a procédé à sa suggestion de paix :

Si les pourparlers de paix s'ouvraient aujourd'hui, l'Empire allemand offrirait de rendre à la France les territoires qu'il occupe aux conditions suivantes : *a*) cession de Briey et de son bassin minier ; *b*) cession d'un port sur la Manche, Calais ou Dunkerque ; *c*) paiement d'une indemnité de guerre de 15 milliards. En ce qui concerne la Belgique, l'Empire se déclarerait prêt à la « restaurer dans son intégrité territoriale et sa souveraineté », sous les réserves suivantes : *a*) il sera interdit à la Belgique d'entretenir une armée nationale ; *b*) l'Empire allemand aura à perpétuité le droit de tenir garnison dans les forteresses de Namur, de Liége et d'Anvers ; *c*) une commission allemande contrôlera les chemins de fer et les ports belges ; *d*) une convention économique, favorable à l'Allemagne, sera conclue entre les deux pays (1).

En Allemagne, l'agitation pangermaniste reprenait avec un redoublement d'intensité. Le Gouvernement accordait aux « outranciers » une satisfaction capitale : il déclarait (le 2 février 1917) la guerre sous-marine à

---

(1) Texte du *Journal de Genève* reproduit dans le *Temps* du 27 mars 1917. Le texte du *Matin* (3 avril) porte : « L'Allemagne évacuerait la Belgique mais en conservant, d'une part, des garnisons dans les places de Liége, Namur, Anvers, Ostende et Zeebrugge et, d'autre part, en exigeant le contrôle des chemins de fer. Elle évacuerait en outre les territoires français à l'exception du bassin de Briey et de Longwy et les « points dont l'occupation au point de vue stratégique apparaîtrait comme nécessaire ». De plus, « elle réclamait une indemnité de 15 milliards ». Texte identique dans les *Débats* du 4 avril d'après « les journaux allemands ». La *Liberté* (du 17 avril) mentionne le programme de la *Gazette du Rhin et de Westphalie :* L'Alsace-Lorraine restera allemande. La Belgique restera indépendante, mais sans armée. La Pologne deviendra indépendante, mais sans armée. La Courlande deviendra allemande. L'Arménie dépendra de l'administration turque. Les Dardanelles resteront turques. Une brochure de propagande nationale-libérale dont l'agence l'*Information* communiquait le sommaire aux journaux français du 18 décembre 1916 demandait en outre : l'établissement d'une grande Bulgarie, le démembrement de la Serbie et le retour de l'Égypte à la Turquie.

outrance, sans ignorer qu'il allait à la rupture avec les Etats-Unis et d'autres neutres peut-être encore. Le « Comité indépendant », devenu gouvernemental, organisait une vaste campagne de propagande belliqueuse et d'enthousiasme chauvin. Il commençait par une retentissante réunion à Berlin (le 19 janvier 1917) d'où il envoyait un télégramme de loyalisme au kaiser ; il continuait en province, notamment à Cologne le 5 mars. Ses orateurs, qui appartiennent pour la plupart aux partis national-libéral (dont fait partie Schaefer lui-même), conservateur et progressiste, réclamaient :

Des annexions à l'est, en Courlande spécialement, ou tout au moins la domination allemande sur les Provinces baltiques pour obtenir des terres de colonisation et améliorer militairement la frontière dont le tracé devait dominer Pétrograde ; la domination politique, militaire et économique de l'Allemagne sur la Pologne avec la Lithuanie et sur la Belgique ; des ports belges et français (Calais, Dunkerque, Boulogne) pour menacer l'Angleterre ; la consolidation militaire de la frontière, du littoral à Metz ; l'annexion des districts miniers de Longwy et Briey en Lorraine française ; la rectification stratégique de la frontière française des Vosges et jusqu'à la Meuse, avec l'annexion de Verdun, Toul, Nancy, Lunéville, les Vosges et Belfort ; la restitution et l'augmentation des colonies allemandes ; des clauses pour favoriser le développement économique de l'Allemagne : les portes ouvertes, la liberté des mers avec des points d'appui et des stations de combustible pour la flotte allemande sur les grandes routes de l'Océan (1) ; des indemnités de guerre payables non seulement en argent, mais en vivres et en matières premières (2).

Si l'on compare ces revendications avec le programme le plus récent de la fameuse « Ligue panger-

(1) La *Ligue coloniale allemande* réclame pareillement la restitution et l'augmentation des colonies allemandes, des points d'appui et des stations de combustible partout dans le monde, mais surtout en Chine (programme analysé dans le *Matin* du 21 décembre 1916).

(2) Le programme du Comité indépendant n'a pas fait l'objet d'une déclaration d'ensemble. Nous résumons ici les déclarations fragmentaires des orateurs du comité, d'après les nombreux comptes rendus de la presse. Il va sans dire qu'il existe quelques divergences de détail entre les opinions des divers orateurs.

maniste », on constate une identité presque complète :

1° L'Allemagne doit s'annexer une partie du territoire de la France occupée ; 2° la Belgique doit être rattachée à l'Allemagne ; 3° l'Allemagne doit avoir une base navale sur la Manche à l'ouest du Pas de Calais ; 4° l'Allemagne doit s'adjoindre les Provinces baltiques, la Lithuanie, la Pologne et la plus grande partie de l'Ukraine, c'est-à-dire tous les territoires russes à l'ouest d'une ligne tirée de Kief à la Crimée, comprenant Odessa et une partie du littoral occidental de la Mer Noire (1) ; 5° l'Allemagne doit s'annexer le Congo belge qui, réuni à ses colonies africaines, permettra de constituer un empire colonial dans l'Afrique centrale ; 6° l'Allemagne doit établir dans toutes les parties du monde autant de stations navales qu'il sera jugé nécessaire par les personnalités compétentes ; 7° l'Autriche et la Bulgarie se partageront la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et l'Albanie ; 8° la Turquie s'annexera l'Égypte, le Soudan, Tripoli et s'étendra jusqu'à l'empire colonial allemand de l'Afrique centrale (2).

A la suite de son discours du 1er août 1916, Harnack, le principal orateur du « Comité national », avait eu une discussion avec le général baron von Gelbsattel, vice-président et président intérimaire de la Ligue pangermaniste, et il avait écrit qu'on « ne trouve pas l'expression insatiabilité trop forte » appliquée à la politique de la Ligue (3). Maintenant, le « Comité national »

---

(1) Dans un article de la *Gazette de Magdebourg*, 10 janvier 1917, Schaefer, le président du « Comité indépendant » exposait ses idées sur la Russie. Selon lui, il n'existait que deux alternatives pour les Provinces baltiques de Courlande, Livonie et Esthonie : l'anéantissement sous la domination russe ou le salut par la domination allemande. Ainsi l'Allemagne deviendra maîtresse de la Baltique et pourra militairement menacer Pétrograde. Il est vrai que l'Allemagne est un État national et qu'il ne faut pas lui incorporer trop d'éléments allogènes. Donc les habitants des nouveaux territoires de domination allemande devront garder leur organisation intérieure d'États particuliers : Baltes, Lithuaniens (et Polonais) seront placés sous la direction allemande, l'Ukraine (jusqu'au Dniéper) sous celle de l'Autriche.

(2) Programme « minimum » de la Ligue pangermaniste, paru dans les *Alldeutsche Blätter* (après les victoires allemandes contre la Roumanie) et analysé par l'*Agence Radio* (dépêche de Berne du 9 décembre 1916, publiée dans le *Temps* du 10).

(3) Lettre citée dans le *Journal de Genève* du 10 août 1916, reproduite par le doyen Doumergue et le professeur Rouge, de la Sorbonne, dans *Foi et Vie* et le supplément intitulé *Journal du Soldat* du 1er septembre.

laissait le champ libre au « Comité indépendant ». Il paraissait comme débordé. Néanmoins, il publiait son programme de paix :

1. La paix ne sera pas seulement une « paix allemande », mais aussi celle de tous les alliés de l'Allemagne, et qui assurera la continuation des alliances actuelles de l'Allemagne.

2. Les décisions à prendre en ce qui concerne les territoires occupés doivent l'être sur la base de la situation militaire et en préservant les intérêts allemands. Avant tout, il faut poursuivre une rectification de frontières ; le mot « politique d'annexion » ne doit pas nous effrayer.

3. La liberté des mers doit être assurée pour nous et pour tout ce qui n'est pas anglais, en particulier pour les neutres.

4. Un empire colonial fort et capable de se défendre doit nous être rendu.

5. Une indemnité de guerre qui répondra à nos sacrifices est indispensable (1).

Bien qu'il soit aisé de discerner que le « Comité national » persiste dans un point de vue qui n'est pas celui du « Comité indépendant », on peut, semble-t-il, conclure que, depuis la suggestion du 12 décembre 1916, une sorte d'unification s'est opérée dans le programme de guerre de l'Allemagne. Les outranciers l'ont emporté sur les avisés. Mais le silence est imposé par force à tous les dissidents, aux esprits libéraux (car il en existe encore) comme aux socialistes minoritaires. Au reste, la formule socialiste d'une paix blanche et comme négative, « sans annexion ni indemnités », déchargerait l'Allemagne des responsabilités qui pèsent sur elle dans l'explosion de la guerre. Et l'on ignore jusqu'à quel point les prétentions que le Gouvernement a faites siennes en autorisant leur divulgation, sont véritablement celles de toute la nation. Mais il suffit que la nation obéisse à son Gouvernement.

---

(1) Sommaire du programme du Comité national publié dans le *Temps* du 11 janvier 1917.

II

INVITES A LA RUSSIE

La révolution russe, ayant brusquement donné une partie du pouvoir à certains illuminés qui semblent aller à l'appeau socialiste de la paix blanche, le Gouvernement allemand a aussitôt fait volte-face et changé son fusil d'épaule. Le chancelier s'est fait interpeller au Reichstag le 15 mai 1917 par le conservateur Roesicke, qui a parlé au nom des annexionistes et des outranciers, et par le leader des socialistes majoritaires, Scheidemann, qui, pour mieux amadouer les Russes, a fait allusion à la possibilité d'une révolution en Allemagne, après quoi il a répondu en ces termes :

Les interpellations qu'on vient de développer me demandent de faire des déclarations exposant le programme du Gouvernement sur les buts de guerre. Faire en ce moment une telle déclaration ne servirait pas les intérêts du pays. C'est pourquoi je dois répondre par un refus. Depuis l'hiver 1914-1915, on me presse, soit d'un côté, soit de l'autre, d'exposer nos buts de guerre de façon aussi détaillée que possible. On me demande chaque jour de les exposer publiquement. Pour me convaincre de parler, on a essayé de représenter mon silence à l'égard des programmes des différents partis comme une approbation. Je proteste de nouveau catégoriquement contre ces interprétations. Lorsque la discussion publique des buts de guerre a été autorisée, je fis savoir expressément que le Gouvernement ne pouvait pas prendre part à la discussion et n'y participerait pas. Je fis par avance des réserves sur toute conclusion positive qu'on pourrait tirer du silence du Gouvernement. Je fais de nouveau de la façon la plus formelle ces réserves.

J'ai dit publiquement, ici au Reichstag, en son temps, ce que je pouvais dire sur les buts de guerre. Ce n'étaient que des directives générales et ce ne pouvait pas être plus, mais elles étaient suffisamment claires pour qu'on ne pût pas voir en elles, comme on a

essayé de le faire, la même chose que ce que contenaient d'autres programmes et jusqu'à aujourd'hui, je m'en suis tenu à ces idées fondamentales ; elles ont trouvé une nouvelle expression solennelle dans l'offre de paix faite en commun avec nos alliés le 12 décembre 1916. La supposition, de nouveau exprimée ces temps derniers, qu'il pourrait y avoir des divergences de vues quelconques entre nous et nos alliés touchant la paix, appartient au domaine des fables. Je le constate ici formellement, avec la certitude d'exprimer aussi la conviction des dirigeants des puissances alliées.

Je comprends parfaitement l'intérêt passionné avec lequel le peuple s'occupe des buts de guerre et des conditions de paix. Je comprends la demande de clarté qui m'est adressée aujourd'hui de droite et de gauche, mais dans la discussion des buts de guerre, il ne peut y avoir pour moi qu'une seule ligne de conduite : *rechercher une fin rapide et en même temps heureuse de la guerre.* Je ne dois rien faire et rien dire au delà. Si l'ensemble de la situation, comme c'est le cas aujourd'hui, m'oblige à la réserve, je resterai dans cette réserve et ne me laisserai détourner de ma voie par personne, ni par M. Scheidemann, ni par M. Roesicke... Encore aujourd'hui, je ne vois aucune disposition pour la paix en Angleterre et en France... Pas plus qu'un programme de renonciation, un programme de conquête n'aide à avoir la victoire et à terminer la guerre. Au contraire, je ne ferais que le jeu de nos ennemis, que les aider à exciter les peuples fatigués de la guerre, à prolonger la guerre à l'infini. Cela serait mal remercier nos combattants d'Arras et de l'Aisne.

En ce qui concerne la Russie, j'ai dernièrement parlé à ce sujet. Il me semble que la nouvelle Russie renonce pour elle aux grands projets de conquêtes. Je ne puis pas dire si elle veut et si elle peut agir dans le même sens que ses alliés. Indubitablement, l'Angleterre aidée pas ses alliés, fait tous ses efforts pour garder la Russie attelée au char et pour contrecarrer les désirs des Russes de voir rétablir aussi vite que possible la paix du monde. Mais, si la Russie veut préserver ses fils de nouvelles morts, si elle renonce pour elle à tous projets violents de destruction, si elle veut établir avec nous des relations durables de voisinage pacifique, évidemment nous qui partageons ce désir, ne troublerons pas les relations futures et ne rendrons pas impossible son développement par des demandes incompatibles avec la liberté et la volonté des peuples et qui laisseraient dans l'âme du peuple russe le germe d'une nouvelle inimitié. Je ne doute pas qu'on pourrait arriver à un accord fondé exclusivement sur une entente réciproque excluant toute idée de violence, ne laissant derrière soi aucune épine, aucune mauvaise humeur (1).

(1) *Temps* du 17 mai 1917 ; *Frankfurter Zeitung* du 16.

Qu'on compare ces déclarations avec celle du 5 avril 1916 ; la contradiction est flagrante : patte de velours aujourd'hui, griffes et crocs l'an passé. Les socialistes sont certes plus logiques avec eux-mêmes (1) : la déclaration remise par Scheidemann au comité hollando-scandinave qui s'efforce d'organiser une conférence socialiste internationale pour la paix à Stockholm, complète, commente et fait comprendre la supplique au chancelier du 25 juin 1915. Les deux documents sont inséparables. La supplique est « réaliste » et n'envisage que les intérêts de l'Allemagne : « Je suis souris, vivent les rats ! » ; la déclaration est « idéaliste » et s'en réfère aux grands principes : « Je suis oiseau, voyez mes ailes ! » La chauve-souris du bon La Fontaine se classerait-elle dans l'espèce boche ? Toutes les questions soulevées en Allemagne contre la Russie proprement dite : les Provinces baltiques, la Lithuanie, l'Ukraine, sont perfidement escamotées. Sous son grossier camouflage, il est visible que la déclaration socialiste a la pointe tournée contre les puissances de l'Ouest. La paix de la social-démocratie n'est qu'une paix allemande, la paix allemande de mode hypocrite :

La social-démocratie allemande recherche une paix obtenue par voie d'entente (2). De même qu'elle demande des garanties pour le libre développement politique, économique et culturel de son propre peuple, de même elle condamne la violation des intérêts vitaux des autres nations. Seule une pareille paix impliquera des garanties durables, seule elle permettra aux nations (3) de sortir de l'atmosphère de tension hostile dans laquelle elles vivent actuellement et de mettre toutes leurs forces au service du progrès social et de l'avancement de la civilisation nationale et mondiale.

C'est en nous fixant ce but général que nous avons adhéré au projet du conseil des ouvriers de Pétrograde en faveur d'une paix

(1) Les socialistes « majoritaires », s'entend. — Les « minoritaires », outre qu'ils sont beaucoup moins nombreux et ne peuvent se faire entendre librement, se trouvent actuellement divisés en petits groupes sans unité.

(2) « Un terrain d'entente pour la paix » (variante de traduction).

(3) « Aux différents peuples. »

sans annexions ni indemnités et basée sur le droit pour chaque pays de choisir sa vie (1). Nous avons, en conséquence, adopté sur ces différents points les résolutions suivantes :

1° Nous sommes opposés à toute saisie (2) de territoires par la violence. En cas de changements de frontieres consécutifs à un arrangement, la population en cause doit, si elle le désire, demeurer attachée à l'ancien État dont elle faisait partie, être pourvue de moyens légaux et économiques pour émigrer et décliner l'annexion. La restauration des colonies saisies est revendiquée par nous comme chose allant de soi.

2° L'extorsion de toute indemnité doit être repoussée. Elle équivaudrait à la destruction d'un des partis belligérants ou même des deux. La mise en servage économique d'un peuple par un autre rendrait d'ailleurs toute paix durable impossible.

3° Si le terme de « restauration » signifie restauration politique, rétablissement de l'indépendance nationale, nous répondons : « Oui. » Mais nous nous refusons d'interpréter ce mot de « restauration » dans ce sens qu'un des peuples en cause pourrait se voir obligé de « restaurer » les régions dévastées pendant la guerre. Les dégâts de cette nature sont l'œuvre aussi bien des amis que des ennemis ; il est infiniment difficile d'en déterminer après coup les auteurs, et une fixation unilatérale des responsabilités (3) ne serait rien d'autre que l'imposition d'une indemnité déguisée.

4° Par le terme « détermination du statut national par les populations en cause », nous entendons le droit pour les nations de conserver ou de recouvrer leur indépendance politique.

Le premier groupe à considérer est celui des États qui ont perdu leur indépendance au cours de la guerre actuelle.

Nous désirons rendre à la Belgique son indépendance. La Belgique ne doit pas être un État vassal de l'Allemagne pas plus que de la France ou de l'Angleterre.

Pour ce qui est de la Serbie et des autres États balkaniques nous adhérons à la déclaration de nos camarades autrichiens (4).

---

(1) « De disposer de sa propre existence » (variante de traduction).

(2) « Nous nous opposons à la conquête. »

(3) « L'obligation pour une des parties de payer les dommages. »

(4) Déclaration des socialistes autrichiens, transmise de Stockholm le 31 mai et résumée dans les journaux parisiens du 2 juin : 1° une paix sans annexions. La responsabilité de la guerre incombe à un degré égal à tous les gouvernements bourgeois ; il n'y a donc pas lieu de répondre à la question de savoir qui est cause de la guerre ; 2° la Belgique ne doit pas être annexée ; l'indépendance politique du peuple serbe doit être rétablie : la Serbie doit recevoir des communications avec la mer par une entente avec le Monténégro. Les États balkaniques devraient régler eux-mêmes leurs

Un second groupe d'États avaient perdu leur ancienne indépendance mais se trouvent libérés par les événements de cette guerre ; ce sont la Pologne et la Finlande. On ne peut leur refuser le droit de déterminer eux-mêmes leur statut futur (1). D'autres territoires habités par des étrangers doivent, si on ne peut leur accorder l'indépendance nationale, au moins se voir attribuer la liberté de développer leur existence propre (2).

Un troisième groupe de vieilles nations indépendantes, devenues les victimes de l'oppression impérialiste, est constitué par l'Irlande, l'Égypte, la Tripolitaine, le Maroc, les Indes, le Thibet, la Corée. Les social-démocrates allemands affirment leur plus grande sympathie pour les efforts faits par ces nations en vue de la restauration de leur liberté nationale. Ils se réjouiraient si les socialistes des États qui gouvernent ces nations voulaient bien élever la voix en vue de les libérer de l'oppression étrangère.

5° Si par « autonomie nationale » on entend l'autonomie culturelle pour des régions d'un pays parlant une langue étrangère et appartenant à une plus grande confédération d'États, la social-démocratie allemande défendra une telle autonomie dans l'avenir, comme elle l'a toujours fait dans le passé. En ce qui concerne l'Allemagne, il y aurait à tenir compte des revendications de nos concitoyens du Slesvig, de la Posnanie, de la Prusse occidentale et de l'Alsace-Lorraine, qui parlent le danois, le polonais et le français. Nous

---

relations réciproques ; 3° les nations sud-slaves et les pays de la couronne d'Autriche-Hongrie, la Bosnie comprise, doivent rester unis à l'Empire. Cependant, la délégation s'engage à appuyer en tous temps les aspirations de ces peuples vers l'autonomie ; 4° l'autonomie de la Finlande et de la Pologne russe doit être assurée. Les Polonais de Galicie et de Prusse doivent aussi recevoir l'autonomie nationale, mais en restant rattachés à l'Autriche et à la Prusse ; 5° cette guerre n'a pas pour but la libération des petites nationalités d'Autriche : au contraire, c'est l'Autriche qui soutient ces petites nationalités ; 6° les questions économiques et de droit international constituent une partie importante du futur traité de paix. Les dommages causés sur mer et sur terre devront être réparés, le protectionisme douanier supprimé. Une administration internationale commune devra être créée pour les routes commerciales et maritimes et les canaux interocéaniques ; 7° la délégation proteste contre le système de guerre économique inauguré par la conférence de Paris de 1916. — La déclaration des socialistes hongrois ressemble à celle des Autrichiens, mais elle fait mention de la question d'Alsace-Lorraine : « Pour ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, la délégation désire l'accord entre la social-démocratie française et allemande et voit dans cette seule solution la garantie d'une paix durable entre les peuples. »

(1) « Leur statut national » (variante de traduction).

(2) « A défaut de l'indépendance politique, jouir d'une liberté suffisante pour pouvoir assurer le développement de leur propre vie nationale. »

condamnons énergiquement toute espèce d'empiétement sur l'emploi de leur langue maternelle, et aussi toutes les autres entraves apportées au libre développement de leur culture et caractère nationaux (1).

6° En ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, il faut tout d'abord déclarer qu'elle ne peut pas être considérée comme un État national indépendant ni, d'aucune façon, comme ayant une nationalité distincte. Ethnographiquement, les neuf dixièmes de ses habitants sont d'origine allemande. Seulement un demi pour cent de sa population fait usage de la langue française (2). En outre, il faut remarquer que l'Alsace-Lorraine n'a pas changé de mains au cours de la guerre. A l'exception d'une très petite région, elle est restée sous la domination allemande. Appartenant d'abord à l'Allemagne, ethnographiquement et politiquement, les territoires de l'Alsace-Lorraine ont, au cours des âges, été séparés de l'Allemagne par la France au moyen d'une annexion forcée. A Francfort, en 1871, ils firent de nouveau retour à l'Allemagne (3). Il est donc absolument injuste de parler du droit historique de la France. Le retour de l'Alsace-Lorraine à la France équivaudrait à une annexion de la part de cette dernière nation, et elle doit en conséquence être repoussée, conformément au principe de la paix sans annexions.

La social-démocratie allemande demande pour l'Alsace-Lorraine, en sa qualité d'État fédéral indépendant englobé dans l'Empire allemand, des droits égaux et la libre extension politique de ses institutions (4). Avant la guerre, les camarades français se déclaraient prêts à régler la question de l'Alsace-Lorraine sur la base de l'égalité fédérale et d'une large autonomie politique. Ce règlement répond également aux desiderata souvent exprimés par le Parlement d'Alsace-Lorraine, dont les membres sont élus par suffrage général, égal, direct et secret (5).

---

(1) « Leur caractère et culture propre » (variante de traduction).

(2) « Le quart seulement parle français. »

(3) « Ils reprirent leur place naturelle dans l'État. »

(4) « Une extension politique indépendante de la législation intérieure et de l'administration locale. »

(5) Il faut annexer l'Alsace-Lorraine à la Prusse : « C'est le moyen le plus simple, le plus radical et le meilleur d'écarter toutes les singularités juridiques et toutes les difficultés politiques qui résultent de l'institution d'un pays d'Empire. » Ainsi s'exprime le conseiller intime effectif de gouvernement professeur Dr Paul Laband (né en 1838), dans un article récent de la *Deutsche Revue* cité par le *Temps* du 15 juin 1917. Laband enseigne le droit à l'Université de Strasbourg depuis 1872, il est docteur honoraire de Genève, membre de l'Académie de Bologne et du Sénat d'Alsace-Lorraine. Il passe pour l'autorité juridique la plus considérable en matière de droit constitutionnel allemand. Son grand ouvrage, *Le Droit public de l'Empire allemand*, a eu les honneurs d'une traduction française en six volumes parus de 1900 à 1904.

Le principe de la paix sans annexion n'exclut pas, bien entendu, un règlement amical (1) au sujet d'une rectification des frontières (2).

7° Création d'un tribunal international avec juridiction sur tous les États. — Limitation des armements sur terre et sur mer, et création d'une force internationale chargée d'empêcher toute agression militaire et toute oppression étrangère. Le service dans cette armée serait de courte durée. — Les budgets militaires et les manufactures d'armes seraient strictement limités. — La livraison d'armes aux belligérants par des puissances neutres ne serait pas tolérée. — L'armement des navires marchands serait interdit.

Tous les détroits et les canaux interocéaniques nécessaires au commerce mondial seraient placés sous le contrôle international, et la liberté du commerce en temps de guerre devrait être assurée. — La contrebande devrait être plus nettement définie ; les vêtements et les vivres ne pourraient être considérés comme contrebande.

La définition du blocus devrait être revisée. Aucune entrave ne devrait être apportée aux communications postales entre les neutres ou entre neutres et belligérants. — Aucune guerre commerciale ne devrait être déclarée après la présente guerre. Les échanges commerciaux devraient être absolument libres ; la protection, les tarifs et autres obstacles devront être complètement supprimés. — La liberté de réunion et la protection du travail devraient être garanties dans tous les traités internationaux d'après les principes syndicalistes. — Les accords internationaux devraient être soumis au contrôle des représentants des peuples, et la diplomatie secrète devrait disparaître. — Les neutres, qui ont eu à souffrir de la guerre, et qui ont tout intérêt à la prompte conclusion de la paix, devraient participer au règlement des questions économiques, sociales, politiques et juridiques. — Les socialistes de tous les pays devraient agir auprès de leurs Parlements respectifs en faveur de la paix, car la paix doit être l'œuvre de tous. — Enfin, les social-démocrates allemands

---

(1) « Amiable » (variante de traduction).

(2) La déclaration des socialistes allemands a été transmise à Londres de Stockholm, le 14 juin, par son envoyé special, au *Daily Chronicle* arrivé à Paris le 16 au soir ; des traductions en ont paru dans les journaux parisiens datés du 18. On a reproduit ici la version du *Temps* (du 18, distribué le 17 au soir) et du *Matin* (avec quelques variantes de traduction du *Journal*). L'*Humanité* du 19 remarque que le texte ainsi publié « est probablement incomplet : on sait, en effet, que Scheidemann et ses co-délégués (à Stockholm) s'étaient refusés à une publication qui serait faite par la délégation et avaient déclaré que le *Vorwärts* aurait la primeur de la publication » ; ou, en d'autres termes, que les socialistes majoritaires, n'oubliant pas qu'ils sont gouvernementaux, se soumettaient par avance au contrôle de la censure berlinoise. Au surplus, le texte a été complété, deux jours après, par l'adjonction du 7e article.

désirent la convocation d'une conférence de paix où la question de la responsabilité de la guerre pourra être discutée, bien qu'ils jugent cette discussion inopportune. — Ils n'ont aucune objection à soulever contre la participation des minorités à cette conférence (1).

III

LES TROIS FORMES DE PAIX ALLEMANDE

Si l'on met à part les socialistes minoritaires avec quelques rares intellectuels et dissidents d'esprit libéral — car il faut rendre à l'Allemagne cette justice que, bien qu'elle se soit mise, pour un temps dont il ne dépendra que d'elle d'abréger la durée, au ban de l'humanité, à cause de la manière odieuse dont elle a déclenché la guerre et des procédés barbares qu'elle y emploie, elle n'est point absolument unanime dans son aveuglement — la « paix allemande » se présente, vers la fin de la troisième année du cataclysme, sous trois formes :

1° L'expansionisme des socialistes, ou paix blanche, par « coup nul », le rétablissement du *statu quo*, laissant l'Allemagne victorieuse de fait et en état de régler à son profit l'organisation de la future « société des nations »;

2° L'expansionisme des avisés, consacrant l'hégémonie mondiale de l'Allemagne sur terre par un sys-

---

(1) Terminaison du mémorandum des socialistes majoritaires allemands; abrégé publié dans le *Matin* du 20 et le *Temps* du 21 juin 1917, d'après le *Times* du 18.

tème de « garanties », annexions déguisées et rectifications stratégiques de frontières, sur mer et outre-mer par la conception germanique de la « liberté des mers » et des « portes ouvertes », comme par l'acquisition d'un vaste empire colonial ;

3° L'annexionisme des outranciers, aboutissant aux mêmes résultats, mais de manière plus éclatante et plus brutale, par le remaniement de la carte politique, la ruine définitive des vaincus et le maintien du principe militariste de la domination par la force.

La paix socialiste se présente comme devant être immédiate, la paix des avisés comme pouvant être rapide et la paix outrancière reculée, s'il le faut, jusqu'à la victoire complète. La première fait étalage de mesures conventionnelles, conçues d'ailleurs presque toutes au profit de l'Allemagne, pour organiser juridiquement la « société des nations » ; la seconde les accepte à titre subsidiaire ; la troisième n'y croit guère. Toutes trois se donnent comme réalisables par le moyen de « paix séparées » (d'abord avec la Russie), qui dénoueront le faisceau de la coalition ennemie, tout en maintenant dans la vassalité, sinon même jusqu'à l'incorporation effective dans la *Mitteleuropa* ou Plus-Grande-Allemagne, les alliances actuelles.

Mais le développement de la formule socialiste a eu pour effet de rejeter l'expansionisme des avisés vers l'annexionisme des outranciers qui est lui-même devenu, en apparence, moins intransigeant. Si l'on était mieux renseigné sur la force respective des partis, on serait tenté de croire que, très lentement, sous la pression de la guerre et tant que les Alliés restent solidaires, l'Allemagne évolue. Les formules de 1916-1917 sont, à certains égards, aussi différentes des projets de 1915 que ceux-ci l'étaient des rêves de 1914.

Le peuple allemand prussifié est devenu si discipliné que ses instincts de domination s'expliquent peut-être

par son extrême obéissance : il ne se représente plus les rapports entre les hommes et les groupements d'hommes ou nations que sous la forme hiérarchique de l'ordre qu'on exécute. Mais il se trouve que dans la conjoncture capitale d'aujourd'hui, ses chefs s'abstiennent. Ils le font se battre, mais sans lui dire pourquoi. Ils ne parlent officiellement que de guerre défensive et disent faussement que les ennemis de l'Allemagne veulent l'anéantir. La preuve que les Allemands eux-mêmes n'en croient rien, c'est qu'ils ont eu, dès le début, d'autres « buts de guerre ». Le Gouvernement s'est imaginé pouvoir rester fort en évitant de se prononcer sur les conditions de la paix. Son silence dessert les intérêts de l'Allemagne puisqu'il renforce la coalition des adversaires, et il n'est même pas utile à ses propres intérêts. Car il faudra bien que tôt ou tard le Gouvernement prenne parti. Alors, quoi qu'il fasse, il aura contre lui la majorité de la nation. Vues du dehors, les trois formes actuelles de la « paix allemande » frappent surtout par leurs ressemblances pangermaniques ; mais, vues du dedans, il apparaît qu'elles ne sont pas faites d'éléments interchangeables ; elles s'excluent. Le Gouvernement le sent bien, et il retarde le plus qu'il peut le moment fatal.

Même si par impossible il trouvait une formule qui, sans satisfaire aucun des trois partis en présence, serait cependant acceptée par eux dans la lassitude et l'épuisement final, sa paix serait toujours une « paix allemande ». Elle ne serait donc pas la paix du monde. Si presque tous les peuples civilisés sont aujourd'hui dressés contre l'Allemagne, ce n'est certes pas grâce à l'habileté des diplomates de l' « Entente » : c'est le fait de l'Allemagne seule et de sa manière d'être. La paix ne peut pas être nationalisée à l'instar du « Dieu allemand », ou d'origine estampillée, comme un article d'exportation ; la « paix durable » n'est pas dans les

conditions imposées par le vainqueur au vaincu, ni dans le compromis entre adversaires d'égale force, encore moins dans l'insinuation bâtarde d'une internationale germanisée ; la « paix honorable » veut l'honneur, et il n'est pas un homme au monde qui ne conçoive l'honneur sans la justice.

Nancy, juin 1917.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

A

Académie britannique, 78.
Académie de Prusse, 8, 80.
Afrique, 16, 33, 98.
Agadir, 16.
Aisne, 101.
Aktuelle Bibliothek, 8.
Albanie, 98.
Albion, 10, 60.
Alexandre, 9.
Alldeutsche Blätter, 98.
Allemagne, Allemands, 7-110.
Alsace, 8, 16, 21, 29, 33, 47, 57, 60, 69, 74, 80, 95, 96, 104-107 (Cf. *Lorraine*).
Altiar, 15.
Amérique, Américains, 10, 36, 68, 78.
Angleterre, Anglais, 8, 10, 12, 13, 16, 21, 26, 29, 31-34, 36, 37, 42, 43, 47, 50, 60-63, 65-68, 71-75, 78, 82, 84, 90-92, 97, 101, 103.
Anglo-Saxons, 90.
Anvers, 8, 12, 72, 96.
Arco, 42.
Arménie, 65, 96.
Arras, 101.
Asie, 8.
Asie Mineure, 32.
Association austro-allemande, 46.
Association des industries chimiques, 20.
Association des paysans, 20.
Atlantique, 21.
Australie, 33, 37.
Autriche, 12, 16, 28, 32, 47, 59, 66, 69, 82, 98, 104 (Cf. *Hongrie*).

B

Bade, Badois, 71.
Bagdad, 58.
Bâle, 79.
Balkans, 32, 59, 103.
Baltes, 27, 67, 73, 78, 80, 98.
Baltique, 66, 69, 90, 98.
Basler Nachrichten, 9.
Bavière, 51.
Belfort, 21, 29, 43, 97.
Belgique, 10, 12, 16, 17, 21-23, 26, 29, 33, 36-39, 42, 43, 50, 55-60, 64, 66, 67, 69-72, 74, 82, 84, 90, 91, 95-97, 103 (Cf. *Flamands, Wallons*).
Benoît XV, 50.
Bérésina, 81.
Berlin, 8-12, 15, 23, 27, 36, 41, 46-51, 58, 72, 73, 75, 77, 80, 83, 88, 97, 106.
Berliner Tageblatt, 47.
Berne, 35, 42, 98.
Berner Tagwacht, 23, 35, 39, 45.
Bernstein, 57, 85.
Bessarabie, 10.
Bethmann-Hollweg, voir *Chancelier*.
Bibliothèque royale (Berlin), 81.
Bibliothèque universelle, 14, 64.
Bismarck, 33, 35, 38, 42, 48, 60, 67, 88.
Bologne, 105.
Bonn, 27, 36, 84.
Bosnie, 104.
Boulogne, 97.
Bourgogne, 17.
Brabant, 8.
Brême, 36.
Brentano, 41, 46.
Breslau, 15, 88.
Briey, 21, 38, 96, 97.
Brockhausen, 41.
Broussilof, 65.
Bruges-Port, voir *Zeebrugge*.
Bruxelles, 37.
Buchholz, 18.
Bulgarie, 82, 96, 98.

C

Calais, 8, 96, 97.
Canal, voir *Manche*.
Cap Nord, 10, 16.
Caucase, 11.
Cauer, 85.

Centre (parti), 16, 39, 88, 92, 93.
César, 8.
Chambre de Commerce (Berlin), 75.
Chambre des Députés (Prusse), 95.
Chambre des Seigneurs (Prusse), 77, 88.
Chancelier, 17, 19, 20, 23, 42, 45, 48-50, 54, 55, 61, 63, 65, 66, 68, 69, 72, 78, 79, 88, 90, 94, 100, 102.
Charles-Quint, 17.
Charlottenbourg, 8.
Chéradame, 16.
Chine, 97.
Cologne, 97.
Columbia (Université), 36.
Comité central (droit international), 85, 86.
Comité de guerre, 46.
Comité féminin (paix durable), 86.
Comité indépendant (paix allemande), 87-89, 97-99.
Comité national (industriel), 20.
Comité national (paix honorable), 79, 84, 85, 87, 98.
Conférence économique (des Alliés), 46, 104.
Conflans, 25.
Congo, 12, 16, 50, 72, 98.
Conservateur (parti), 20, 39, 92, 93, 97.
Constantinople, 78.
Consulat, 60.
Corée, 104.
Cosaques, 66.
Courlande, 43, 70, 74, 96, 97 (Cf. *Provinces baltiques*).
Crimée, 11, 98.

D

Daily Chronicle, 54, 106.
Daily Mail, 50.
Daily Telegraph, 23.
Danois, 69.
Dardanelles, 17, 96.
Débats, 12, 46, 96.
Delbrück, 41, 46, 48, 50.
Delcassé, 48.
Delitzsch, 11.
Der deutsche Krieg, 72.
Dernburg, 44, 48.
Deutsche Reden, 8, 11, 73.
Deutsche Revue, 105.
Deutsche Tageszeitung, 84, 88, 91.
Dieu, 7, 40, 81-83, 109.
Die russische Gefahr, 73.
Die Vernichtung, 11.
Diferdange, 25.
Djibouti, 37.
Dniéper, 10, 15, 98.
Dortmund, 83.
Doumerque, 64, 98.
Dresde, 84.
Dudelange, 25.
Dunkerque, 25, 96, 97.

E

Eberle, 20, 88.
Ebert, 55.
Égypte, 33, 96, 98, 104.
Empire allemand, voir *Allemagne*.
Empire napoléonien, voir *Napoléon*.
Ems, 48.
Esch, 25.
Espagne, 8.
Esthonie, 31, 43, 98 (Cf. *Provinces baltiques*).
États-Unis (Amérique), 36, 37, 44, 48, 97.
États-Unis d'Europe, voir *Europe*.
Eucken, 12.
Europe, 8, 10-14, 28, 31, 33, 38, 52, 54, 59, 62, 67, 72, 74, 82.
Europe centrale (*Mitteleuropa*), 58, 59, 73, 81-84, 108.
Extrême-Orient, 36, 37.

F

Finlande, 10, 12, 70, 104.
Fischer, 85.
Flandre, Flamands, 8, 21, 30, 37, 43, 91.
Foerster, F.-W., 85.
Foerster, W., 11.
Foie et Vie, 64, 98.
France, Français, 8, 10, 13, 14, 17, 21-26, 29, 33-35, 37, 42, 43, 48, 50, 57, 59, 63, 67, 69-72, 74, 75, 80, 90, 95, 97, 101, 103-106.
Francfort, 38, 75, 105.
Frankfurter Zeitung, 77, 94, 95, 101.
Fribourg-en-Brisgau, 71.
Fried, 71.
Friedenswarte, 50, 71.
Friedrichs, 20.
Fronde, 68, 88.
Fuhrmann, 87, 95.

G

Galicie, 70, 104.
Genève, 35, 79, 105.
Germania, 84.
Gibraltar, 37.
Gierke, 11, 77.
Goldscheid, 41.
Golfe Persique, 11, 32.
Grand-Électeur, 60.

Gray, 64.
Grèce, Grecs, 11.
Grimm, 23.
Gruber, 88.
Grumbach, 17, 23, 27, 35, 39, 45, 50, 54, 57.
Guilland, 64.
Guillaume II, voir *Kaiser*.

H

Habsbourg, 8, 70.
Haeckel, 12, 13, 60, 88.
Haller, 73.
Hambourg, 14.
Harden, 8.
Harnack, 80, 83, 98.
Harvard (Université), 78.
Hashagen, 84.
Havas, 50.
Heidelberg, 64.
Heinecken, 80.
Henckel von Donnersmark, 48.
Herkner, 11.
Hillebrandt, 88.
Hindenburg, 79, 91.
Hochland, 17.
Hoetzsch, 72.
Hollande, Hollandais, 10, 12, 102.
Hongrie, 12, 16, 28, 32, 46, 59, 66, 69, 82, 104 (Cf. *Autriche*).
Humanité, 23, 35, 45, 50, 106.

I

Iéna, 88.
Indes, 36, 37, 104.
Information, 16, 35, 45, 96.
Irlande, 47, 82.
Islam, Islamites, 11, 33, 59.
Italie, Italiens, 10, 65.

J

Japon, Japonais, 31, 71.
Jarny, 25.
Journal, 12, 84, 91, 106.
Journal de Genève, 95, 96, 98.
Journal du Soldat, 98.
Jouvence, 8.

K

Kahl, 48, 78, 84.
Kaiser, 7, 10, 14, 24, 62, 65, 68, 81, 83, 96, 97.
Kalckreuth, 83.
Kampffmeyer, 11.
Kief, 98.
Kiel, 41.
Kœnigsberg, 15, 83.
Kohl, 88.
Kreuzzeitung, 73, 74.
Kronprinz, 36, 88.
Krupp, 20.
Kuhn, 8, 60.
Kutscher, 18.

L

Laband, 105.
La Fontaine, 102.
La Haye, 45, 72.
Lammasch, 41.
Landres, 25.
Lausanne, 14, 35, 45.
Lavisse, 14.
Leipzig, 13, 83, 88.
Leipziger Neueste Nachrichten, 84.
Lettons, 31, 43, 67 (Cf. *Provinces baltiques*).
Liberté, 96.
Libre Union patriotique, 48, 78.
Lichtenberg, 11.
Liebig, 80.
Liége, 96.
Ligue coloniale, 97.
Ligue de la Hanse, 75-77.
Ligue des agriculteurs, 20, 84, 88.
Ligue des industriels, 20.
Ligue des paysans, 20.
Ligue Nouvelle Patrie, 41, 46, 48, 51, 85.
Ligue pangermanique, 97, 98.
Limbourg, 8.
Lippe, 88.
Liszt, 41, 83, 88.
Lithuanie, 31, 43, 47, 67, 70, 98, 102.
Livonie, 43, 98 (Cf. *Provinces baltiques*).
Loewenstein-Freundenberg, 88.
Londres, 12, 14, 50, 60, 106.
Longwy, 25, 26, 38, 96, 97.
Lorraine, 8, 17, 21, 25, 29, 38, 47, 57, 60, 69, 74, 80, 95, 96, 104-107 (Cf. *Alsace*).
Lotharingie, 8.
Lunéville, 97.
Luxembourg, 8, 10, 12, 25, 37.

M

Magdeburgische Zeitung, 98.
Maltzahn, 88.
Manche, 16, 23, 29, 37, 38, 96, 98.
Mandchourie, 72.
Marbourg, 41, 85.
Marks, 83.
Maroc, 37, 104.
Matin, 91, 95, 97, 106, 107.

Méditerranée, 11, 16, 37.
Mer Baltique, voir *Baltique*.
Mer du Nord, 11, 16, 29, 72.
Mer Noire, 11, 98.
Mer Rouge, 37.
Mésopotamie, 58, 65.
Metz, 60, 97.
Meurthe-et-Moselle, 24.
Meuse, 21, 97.
Meyer, 78.
Millioud, 14.
Mitteleuropa, voir *Europe centrale*.
Mommsen, 78.
Monistisches Jahrhundert, 12.
Monistische Sonntagspredigten, 9, 14.
Monténégro, 98.
Munich, 18, 41, 46, 53, 83, 85, 88.
Muret, 12.
Musulmans, voir *Islam*.

N

Namur, 96.
Nancy, 97, 110.
Napoléon, 9, 60.
National-libéral (parti), 20, 39, 71, 75, 88, 92, 93, 97.
Naumann, 83.
Neue Zeit, 57.
Neue Zürcher Zeitung, 70.
New-York, 36, 50.
New-York American, 50.
New-York World, 50.
Nippold, 42.
Nobel (prix), 13, 71.
Nord (département), 21, 24.
Norddeutscher Lloyd, 80.

O

Océan Atlantique, voir *Atlantique*.
Océan Indien, 33.
Odessa, 98.
Office sud-allemand, 64.
Oncken, 64.
Orient, 14.
Ostende, 8, 12, 96.
Ostwald, 9, 13, 15, 27.
Ottange, 25.
Ouganda, 50.
Oxford, 78.

P

Pages d'Histoire, 94.
Paix par le Droit, 45, 50, 52, 57, 69, 71, 86.
Panther, 16.
Paris, 46, 48, 50, 95, 104, 106.
Parseval, 48.
Parti indépendant du travail (anglais), 42.
Parti militaire (Allemagne), 88, 92.
Pas de Calais (détroit), 29, 32.
Pas-de-Calais (département), 21, 24.
Pays-Bas, 8, 17.
Petit Parisien, 12, 35, 79.
Pétrograde, 98, 102.
Philharmonie, 83.
Phœnix, 25.
Pologne, Polonais, 10, 12, 31, 43, 47, 54, 62, 63, 66, 70, 72, 74, 96, 97, 104.
Posen, 18, 73.
Posnanie, 22, 30, 70, 78, 104.
Preussische Jahrbücher, 48, 50, 51, 74.
Progressiste (parti), 39, 71, 92, 93, 97.
Provinces baltiques, 10, 12, 22, 31, 43, 47, 50, 58, 69, 97, 98, 102.
Prusse, Prussiens, 8, 22, 31, 33, 37, 43, 48, 60, 67, 72, 77, 88, 92, 103-107.
Psalmiste, 11.

Q

Quidde, 41, 51, 53, 69, 70, 85.

R

Radio, 98.
Régamey, 18.
Reichstag, 16, 17, 20, 39, 42, 53, 55, 56, 61, 71, 72, 87, 90, 100.
Reventlow, 84, 88.
Revue de Paris, 48.
Revue des Deux Mondes, 17.
Reynald, 94.
Rheinisch-Westfälische Zeitung, 96.
Rhin, 27, 74.
Riesser, 75.
Riga, 13.
Rodange, 25.
Roesicke, 20, 88, 100, 101.
Roetger, 20.
Roethe, 9.
Rohrbach, 48, 73, 83.
Rome, 8.
Rouge, 98.
Roumanie, 10, 65.
Rumelange, 25.
Russie, Russes, 11, 12, 15, 17, 18, 22, 23, 30-32, 42, 47, 54, 58, 59, 62, 63, 67, 69-72, 78, 80, 82, 84, 90-92, 98, 100-103, 108.
Ruyssen, 52, 57, 69, 70.

S

Saverne, 80.
Scandinavie, 10, 102.

Schaefer, 11, 15, 16, 27, 78, 87, 88, 98.
Scheidemann, 55, 100, 101, 102, 106.
Schiemann, 73, 88.
Schücking, 85.
Schulze-Gaevernitz, 71.
Schumacher, 27, 36, 39.
Seeberg, 27, 78.
Seignobos, 48.
Semaine littéraire, 14.
Serbie, 70, 96, 103.
Sering, 12.
Siemens, 48.
Silésie, 22, 31, 48.
Slavisme, 10, 30, 31, 104.
Slesvig, 104.
Social-démocrate (parti), 55-59, 65, 93, 95, 100, 102-108.
Société allemande de la paix, 51-53, 69, 71.
Société de politique sociale, 46.
Société des juristes allemands, 75.
Société Empereur-Guillaume, 81.
Somalis, 37.
Sombart, 9.
Somme, 21, 65, 81.
Sorbonne, 48, 98.
Soudan, 98.
Spahn, M., 16.
Spahn, P., 16, 39, 90.
Stettin, 83.
Stockholm, 102, 103, 106-107.
Stœker, 85.
Strasbourg, 16, 105.
Stuttgard, 52, 83.
Süddeutsche Monatshefte, 64.
Suède, 12.
Suez, 33, 37.
Suisse, 19, 42, 64.

T

Tag, 74.
Temps, 15-17, 23, 35, 39, 45-47, 50, 54, 72, 74, 77, 79, 84, 88, 91, 94-96, 98, 99, 101, 105, 106.
Tepper-Laski, 41, 85.
Thibet, 104.
Thyssen, 80.
Times, 107.
Tirpitz, 88.
Toennies, 41.
Toul, 97.
Tripoli, Tripolitaine, 98, 104.
Trocadéro, 95.
Tsar, 10.
Tubingue, 73.
Turquie, Turcs, 11, 17, 28, 32, 33, 37, 74, 82, 96, 98.
Twickel, 20.

U

Ukraine, 11, 98, 102.
Umfrid, 51, 85.
Union de contrôle démocratique, 42.
Union des banques d'Allemagne, 75.
Union des classes moyennes, 20, 88.
Union des industriels, 20.

V

Vandervelde, 95.
Vellay, 15.
Verdun, 21, 25, 26, 43, 65, 97.
Vienne, 41, 46, 71.
Vistule, 67.
Völker-Friede, 52.
Volhynie, 66, 69, 90.
Vorwärts, 57, 106.
Vosges, 21, 43, 97.
Vossische Zeitung, 79.

W

Wachhorst de Wente, 20.
Wagner, 77.
Wallonie, Wallons, 21, 37, 43.
Washington, 37.
Wedel, 80, 84.
Wehberg, 41.
Westphalie, 20.
Wilamowitz-Moellendorf, 78.
Wilson, 50.
Wundt, 88.

Z

Zeebrugge, 37, 96.
Zollverein, 60.
Zukunft, 8.
Zurich, 46.

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — AOÛT 1917

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917

Série de volumes in-12

HONORÉE DE SOUSCRIPTIONS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DU MINISTÈRE DE LA MARINE ET DU GOUVERNEMENT BELGE

1. **Le Guet-apens.** *23, 24 et 25 juillet 1914.* . . . . . 40 c.
2. **La Tension diplomatique.** *Du 25 juillet au 1er août 1914* . . . . 60 c.
3. **En Mobilisation.** *2, 3 et 4 août 1914.* . . . . . 60 c.
4. **La Journée du 4 août 1914.** . . . . . 60 c.
5. **En Guerre.** *Du 5 au 7 août 1914* . . . . . 60 c.
6. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — I. *Du 5 au 14 août 1914* . . . . . 60 c.
7. — II. *Du 15 au 31 août 1914* . . . . . 60 c.
8. — III. *Du 1er au 30 septembre 1914* . . . . . 60 c.
9. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — I. **Les Premiers-Paris.** *Du 15 août au 3 septembre 1914* . . . 60 c.
10. — II. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 4 sept. au 21 octobre 1914.* 60 c.
11. **A l'Ordre du Jour.** — I. *Du 8 août au 18 septembre 1914.* . . 60 c.
12. **Les Communiqués officiels.** — IV. *Du 1er au 31 octobre 1914.* 60 c.
13. **A l'Ordre du Jour.** — II. *Du 19 au 29 septembre 1914* . . . . . 60 c.
14. — III. *Du 2 au 14 octobre 1914* . . . . . 60 c.
15. **Le Livre bleu anglais** (*23 juillet-4 août 1914*). . . . . 60 c.
16. **A l'Ordre du Jour.** — IV. *Du 15 au 26 octobre 1914* . . . . . 60 c.
17. — V. *Du 28 octobre au 1er novembre 1914* . . . . . 60 c.
18. **Les Communiqués officiels.** — V. *Du 1er au 30 novembre 1914.* 60 c.
19. **A l'Ordre du Jour.** — VI. *Du 6 au 10 novembre 1914* . . . . . 60 c.
20. **Le Livre gris belge** (*24 juillet-29 août 1914*). . . . . 60 c.
21. **Le Livre orange russe** (*10/23 juillet-24 juillet/6 août 1914*) . . . 60 c.
22. **Le Livre bleu serbe** (*16/29 juin-3/16 août 1914*). . . . . 60 c.
23. **La Séance historique de l'Institut de France.** Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut. . . . . 60 c.
24. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — III. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 24 oct. au 9 décembre 1914.* 60 c.
25. **Le Livre blanc allemand** (*24 juillet-2 août 1914*). . . . . 60 c.
26. **Les Communiqués officiels.** — VI. *Du 1er au 31 déc. 1914* . . 60 c.
27. **L'Allemagne et la Guerre,** par Émile Boutroux, de l'Académie Française. . . . . 40 c.
28. **La Folie allemande.** *Documents allemands,* par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne. . . . . 30 c.
29. **La Journée du 22 décembre 1914** (*Rentrée des Chambres*). Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut . . . . . 60 c.
30. **La Chronologie de la Guerre.** *Du 31 juillet au 31 décembre 1914,* par S. R. . . . . 40 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

31. **A l'Ordre du Jour.** — VII. *Du 11 au 21 novembre 1914.* . . . . 60 c.
32. **Le « 75 ».** *Notions sur le canon de 75,* par Th. Schlœsing fils, membre de l'Institut . . . . . 40 c.
33. **A l'Ordre du Jour.** — VIII. *Du 22 au 25 novembre 1914* . . . . 60 c.
34. **Les Neutres. — Les Allemands en Belgique (Louvain et Aerschot).** *Notes d'un témoin hollandais,* par L.-H. Grondijs. 60 c.
35. **Les Communiqués officiels.** — VII. *Du 1er au 31 janvier 1915.* 60 c.
36 et 37. **Les Neutres. — Voix américaines sur la guerre de 1914.** Articles traduits ou analysés par S. R. — I et II. Chacun. 60 c.
38. **Le second Livre orange russe** (*19 juillet/1er août-19 octobre /1er novembre 1914*) . . . . . 60 c.
39. **Le Front.** *Atlas dépliant de 32 cartes en six couleurs.* (Août-décembre 1914.) Préface du général Cherfils . . . . . 90 c.
40. **Paroles allemandes.** Préface de l'abbé E. Wetterlé, ancien député de Ribeauvillé (Haut-Rhin) au Reichstag. . . . . 90 c.
41. **Les Poètes de la Guerre.** *Recueil de poésies parues depuis le 1er août 1914.* Préface en vers de Hugues Delorme . . . . . 75 c.
42. **Les Communiqués officiels** — VIII. *Du 1er au 28 février 1915.* 60 c.
43. **A l'Ordre du Jour.** — IX. *Du 26 novembre au 1er déc. 1914* . . 60 c.
44. **La Haine allemande** (*Contre les Français*), par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne . . . . . 40 c.
45. **Les Communiqués officiels.** — IX. *Du 1er au 31 mars 1915.* . 60 c.
46. **Les Neutres. — La Suisse et la Guerre** . . . . . 60 c.
47. **Le Livre rouge austro-hongrois** (*29 juin-24 août 1914*) . . . . 90 c.
48. **Les Campagnes de 1914,** par Champaubert. Avec 23 cartes . 60 c.
49. **Les Communiqués officiels.** — X. *Du 1er au 30 avril 1915* . . 60 c.
50. **Nos Marins et la Guerre.** — I. . . . . 60 c.
51. **Le second Livre bleu anglais** (*Turquie, 3 août-4 nov. 1914*). 90 c.
52. **A l'Ordre du Jour.** — X. *Du 2 au 7 décembre 1914.* . . . . . 60 c.
53. **Les Communiqués officiels.** — XI. *Du 1er au 31 mai 1915* . . 60 c.
54. **Les Neutres. — Les Dessous économiques de la Guerre,** par Christian Cornélissen, économiste hollandais. Préface de Charles Andler, professeur à la Sorbonne . . . . . 60 c.
55. **Le Livre vert italien** (*9 décembre 1914-4 mai 1915*) . . . . . 90 c.
56. **A l'Ordre du Jour.** — XI. *Du 8 au 11 décembre 1914* . . . . . 60 c.
57. **Les Volontaires étrangers enrôlés au service de la France en 1914-1915,** par M.-C. Poinsot . . . . . 60 c.
58. **L'Organisation du Crédit en Allemagne et en France,** par André Liesse, membre de l'Institut . . . . . 90 c.
59. **A l'Ordre du Jour.** — XII. *Du 11 au 13 décembre 1914* . . . . 60 c
60. **A l'Ordre du Jour.** — XIII. *Du 14 au 28 décembre 1914.* . . . . 60 c.
61. **Les Communiqués officiels.** — XII. *Du 1er au 30 juin 1915.* . 60 c.
62. **La Vie économique en France pendant la guerre actuelle,** par Paul Beauregard, membre de l'Institut . . . . . 40 c.
63. **L'Œuvre de la France.** Articles traduits du journal *The Times.* Avec 1 carte. . . . . 40 c

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

64. **La Guerre et les Monuments.** *Cathédrale de Reims, Ypres, Louvain, Arras,* par Lucien MAGNE. Avec 32 illustrations . . . 1 fr.
65. **Les Origines historiques de la guerre,** par Gabriel ARNOULT, docteur en droit. Avec 4 cartes . . . . . 40 c.
66. **Du Rôle de la Physique à la guerre. De l'Avenir de nos Industries physiques après la Guerre,** par J. VIOLLE, membre de l'Institut. Avec 26 figures . . . . . 75 c.
67. **Le Livre jaune français** (*17 mars 1913-4 septembre 1914*). . . . 90 c.
68. **Chronologie de la Guerre.** *Du 1er janvier au 30 juin 1915,* par S. R. . . . . 60 c.
69. **Les Communiqués officiels.** — XIII. *Du 1er au 31 juillet 1915.* 60 c.
70. **A l'Ordre du Jour.** — XIV. *Du 29 décembre 1914.* Avec la *Liste alphabétique des noms cités du 8 août au 29 décembre 1914* . . . 90 c.
71. **Les Pages de Gloire de l'Armée belge.** *De la Gette à l'Yser. A Dixmude,* par le commandant WILLY BRETON, de l'armée belge. Avec 4 cartes . . . . . 60 c.
72. **Chants de Soldats (1525-1915).** *Chansons populaires. Chants militaires. Hymnes nationaux. Sonneries.* (Avec la musique.) Recueillis par A. SAUVREZIS . . . . . 1 fr.
73. **Le Livre bleu anglais. Documents complémentaires** (*20 juillet-1er septembre 1914*). . . . . 60 c.
74. **Voix italiennes sur la Guerre de 1914-1915.** . . . . . 60 c.
75. **Les Neutres. — Voix américaines sur la Guerre de 1914-1915.** Articles traduits ou analysés par S. R. — III. . . . . 60 c.
76. **Les Neutres. — Voix espagnoles.** Préface de Gomez CARRILLO. 60 c.
77. **Les Communiqués officiels.** — XIV. *Du 1er au 31 août 1915.* 60 c.
78. **L'Anniversaire de la Déclaration de guerre** (*4 août 1914-4 août 1915*). Préface de M. H. WELSCHINGER, de l'Institut . . . 60 c.
79. **Paroles françaises.** *Hommes d'État. Hommes politiques. Diplomates. Publicistes* . . . . . 60 c
80. **Paroles françaises.** *L'Institut de France. L'Université. Les ministres des cultes. Les chefs militaires. Le Président de la République.* . . . . . 60 c.
81. **Les Communiqués officiels.** — XV. *Du 1er au 30 sept. 1915.* . 60 c.
82. **Mines et Tranchées,** par Henry DE VARIGNY. Avec 5 figures. 60 c.
83. **Nos Marins et la Guerre.** — II. *Du 3 avril au 14 août 1915.* 60 c.
84. **Les Alsaciens-Lorrains en France pendant la Guerre** . . 60 c.
85. *La Diplomatie française.* **L'Œuvre de M. Delcassé,** par Georges REYNALD, sénateur. Avec portrait . . . . . 60 c.
86. **Les Communiqués officiels.** — XVI. *Du 1er au 31 octobre 1915.* 60 c.
87. **Les Terres meurtries,** par A. DE POUVOURVILLE. Avec 7 cartes. . 60 c.
88. **Documents authentiques sur le complot austro-allemand aux États-Unis,** présentés aux deux Chambres du Parlement britannique. 1916 . . . . . 60 c.
89. **Les Communiqués officiels.** — XVII. *Novembre-décembre 1915.* 90 c.
90. **Les Neutres. — Voix américaines sur la Guerre de 1914-1916.** Articles traduits ou analysés par S. R. — IV. . . . 60 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

91. **La Prospérité économique de l'Allemagne.** *Sa « Place au soleil » et la Guerre,* par Gaston CADOUX. 1916. . . . . 40 c.
92. **Les Derniers Massacres d'Arménie.** *Les Responsabilités,* par Herbert Adams GIBBONS. 1916. . . . . 40 c.
93. **Le second Livre blanc allemand** (Documents sur l'explosion de la Guerre). *Essai critique et notes sur l'altération officielle des documents belges,* par Fernand PASSELECQ. Avec fac-similés. . . 1 fr.
94. **Chronologie de la Guerre.** 3e volume (*1er juillet-31 décembre 1915*), par S. R. . . . . 90 c.
95. **Les Neutres. — Voix de l'Amérique latine.** Préface de Gomez CARRILLO : *Le Péril allemand dans l'Amérique latine.* . . 75 c.
96. **Problèmes de Guerre.** *Le Droit de la Guerre, autrefois et aujourd'hui. Comment on paie en temps de guerre,* par ALGLAVE, professeur à la Faculté de Droit de Paris. . . . . 75 c.
97. **Les Communiqués officiels.** — XVIII. *Janvier-février 1916.* . 90 c.
98. **La Guerre aérienne.** *Le Rôle de la cinquième Arme,* par G. CROUVEZIER. Avec 24 illustrations . . . . . 90 c.
99. **La Conquête de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne.** *Une nouvelle forme de Pangermanisme : le « Zollverein »,* par Adrien BERTRAND. . . . . 60 c.
100. **Deuxième Livre gris belge.** *Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914-1916* 1f 25
101. **Le Nerf de la Guerre.** *Les Ressources de la défense nationale,* par G. CERFBERR DE MÉDELSHEIM, chef des bureaux du service des émissions de la défense nationale. Avec 3 gravures. . . . 1f 50
102. **La Réponse du Gouvernement belge au Livre blanc allemand du 10 mai 1915.** *Étude analytique de la publication officielle du Gouvernement belge,* par Fernand PASSELECQ, directeur du Bureau documentaire belge . . . . . 60 c.
103. **La Bataille marocaine.** *L'Œuvre du général Lyautey,* par Ernest VAFFIER . . . . . 60 c.
104. **Les Communiqués officiels.** — XIX. *Mars-avril 1916* . . . . 90 c
105. **L'Effort de la France.** Préface par Alfred CROISET, membre de l'Institut. . . . . 60 c.
106. **Le Développement économique de l'Allemagne contemporaine (1871-1914),** par Albert PINGAUD, consul général de France. . . . . 75 c.
107. **Explosions et Explosifs,** par Henry DE VARIGNY . . . . . 75 c.
108. **Les Forces économiques des puissances belligérantes avant la guerre,** par B. FAYOLLE, ingénieur . . . . . 60 c.
109. **Les Chansons de la Guerre.** Rondeau-préface de Hugues DELORME 1f 25
110. **Les Emprunts de Guerre de l'Allemagne,** par A. LIESSE, membre de l'Institut . . . . . 60 c.
111. **Les Communiqués officiels.** — XX. *Du 1er mai au 30 juin 1916.* 90 c.
112. **L'Esprit français. Les Caricaturistes.** Préface d'Arsène ALEXANDRE. . . . . 2 fr.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

113. **Les Communiqués officiels.** — XXI. *Juillet 1916* . . . . . 90 c.
114. **Chronologie de la Guerre.** — IV. *Du 1er janvier au 30 juin 1916*, par S. R. 1f 25
115. **Les Communiqués officiels.** — XXII. *Août 1916* . . . . . 90 c.
116. **Leurs Crimes,** *d'après les rapports officiels des Gouvernements français et belge*, par L. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle, G. Simon, maire de Nancy, et G. Keller, maire de Lunéville. Publié sous le patronage des maires des villes martyres . . . 60 c
117. **Deuxième Livre jaune français. Lille 1916.** *Conduite des autorités allemandes à l'égard des populations des départements français occupés par l'ennemi.* Préface de Henri Welschinger, de l'Institut . . . . . 75 c.
118. **Les Communiqués officiels.** — XXIII. *Septembre 1916* . . . . 90 c.
119. **Autres Chants de Soldats (1200-1916).** *Chansons populaires. Chansons de route. Chants historiques et militaires.* Recueillis par A. Sauvrezis 1f 25
120. **Deuxième Livre bleu serbe, 1916,** sur les violations du droit des gens commises par les autorités allemandes, autrichiennes et bulgares dans les territoires serbes occupés . . . . . 75 c.
121. **Les Communiqués officiels.** — XXIV. *Octobre 1916* . . . . . 90 c.
122. **Les Commandements de la Patrie.** Discours prononcé à l'Institut au nom de l'Académie Française (Séance publique des cinq Académies, 25 octobre 1916), par Paul Deschanel . . . . 50 c.
123. **Les Communiqués officiels.** — XXV. *Novembre 1916* . . . . 75 c.
124 **La Hollande et la Guerre,** par Louis Piérard . . . . . 75 c.
125. **Les Communiqués officiels.** — XXVI. *Décembre 1916* . . . . 60 c.
126. **La Course à la Mer et la bataille des Flandres** (*Septembre-novembre 1914*), par René Puaux. Avec 10 cartes . . . . . 75 c.
127. **Les Communiqués officiels.** — XXVII. *Janvier 1917* . . . . . 60 c.
128. **Chronologie de la guerre.** 5e volume (*1er juillet-31 décembre 1916*), par R. S. 1f 75
129. **Pour avoir la Paix. La Manœuvre allemande.** Préface de Georges Reynald, sénateur de l'Ariège, secrétaire de la Commission des Affaires étrangères . . . . . 1 fr.
130. **Les Sous-marins,** par J. Hutter, ingénieur en chef de la Marine. 90 c.
131. **Les Communiqués officiels.** — XXVIII. *Février-mars 1917.* 1f 25
132. **Les Dévastations allemandes dans les départements envahis.** *Mars-avril 1917.* Préface de Henri Welschinger, de l'Institut de France. Avec 4 photographies. 1f 25
133. **Les Communiqués officiels.** — XXIX. *Avril 1917.* . . . . . 90 c.
134 **L'Alsace-Lorraine sous le joug qui se brise...,** par Émile Hinzelin. . . . . 60 c.
135. **Histoire de la Révolution russe (1905-1917),** par S. R., membre de plusieurs sociétés savantes. 1f 25
136. **Les Communiqués officiels.** — XXX. *Mai 1917.* . . . . . 90 c.
137. **Leurs Buts de guerre.** Documents réunis et publiés par G. Pariset, professeur à l'Université de Nancy. 1f 50

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

138. La Vérité sur les Déportations belges. *Étude historique et économique*, par Fernand PASSELECQ, directeur du Bureau documentaire belge au Havre. Discours-préface de Emile VANDERVELDE, membre du Conseil des ministres de Belgique. **1** fr.

Il est tiré de chaque volume des *Pages d'Histoire* 55 exemplaires numérotés à la presse : Nos 1 à 5 sur papier Japon à. . . . . **5** fr.
6 à 55 sur papier de Hollande à . . **3** fr. **50**

La collection des *Pages d'Histoire* comprend jusqu'à présent, entre autres, les séries de volumes ci-après :

Les Communiqués officiels du Gouvernement français. — 32 volumes.
Les Livres diplomatiques. — 18 volumes.
Les Voix des Neutres. — 9 volumes.
Histoire de la Guerre. — 32 volumes.
Les Aspects juridiques, économiques, financiers et scientifiques de la Guerre. — 16 volumes.
La Littérature et la Guerre. — 12 volumes.

CARTONS D'EMBOITAGE

permettant de relier soi-même les différentes séries

DES PAGES D'HISTOIRE

Il a été établi, pour la collection des **PAGES D'HISTOIRE**, des cartons d'emboîtage correspondant aux différentes séries de la collection.

Ces emboîtages, très élégants, en demi-percaline, avec caoutchoucs intérieurs pour fixer les fascicules, portent au dos, gaufrés en or, les titres de séries, ainsi que l'énumération, nom d'auteur et titre des fascicules entrant dans chaque emboîtage. Le classement des fascicules ainsi établi, outre qu'il donnera à la collection un aspect des plus élégants, assurera surtout la **rapidité et la facilité des recherches.**

Les 23 emboîtages suivants sont déjà établis :

Titre de série.	Nombre d'emboîtages.	Titre de série.	Nombre d'emboîtages.
Communiqués officiels.	5	Voix américaines	1
A l'ordre du jour	3	Voix de neutres	1
Pourparlers diplomatiques. . . .	4	Questions économiques	1
Opérations militaires.	1	Poèmes et chansons de la guerre	1
Technique de guerre.	1	Histoire de la guerre	2
Paroles françaises	1	Les Journées historiques.	1
L'Allemagne et la guerre	1		

Nous continuerons par la suite, au fur et à mesure de la parution des fascicules, à créer les emboîtages de séries correspondants. La collection des **Pages d'Histoire** sera ainsi entièrement reliée.

Prix de chaque emboîtage . . . . . 1 fr. 25

Prix d'ensemble pour les 23 emboîtages déjà établis. . . **25** fr.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

LÉGISLATION DE GUERRE 1914-1917

Collection publiée sous la direction de A. SAILLARD ✻, ✿ I, C ✿

ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL
CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Ouvrages honorés des souscriptions de divers ministères

Série de volumes in-12, brochés

1. **Les Loyers et le Moratorium.** *Guide complet pour les propriétaires et les locataires. — Leurs situations respectives d'après le régime des décrets. — Congés, baux. — Compétence, procédure. — Dispositions législatives. — Textes officiels,* par A. Saillard. — Brochure de 64 pages . . . . . **75 c.**
2. **Les Baux à ferme, les Métayages et le Moratorium.** *Prorogation et suspension des baux. — Reddition des comptes des métayers mobilisés. — Paiement. — Compétence. — Textes officiels,* par A. Saillard. — *2e édition.* Brochure de 40 pages . . . . . **60 c.**
3. **Les Affaires, la Bourse, les Banques et la Guerre.** *Manuel de l'homme d'affaires pendant la guerre. — Moratoria divers. — Perte des valeurs mobilières. — Patentes et impôts. — Textes officiels et commentaire pratique,* par F.-J. Combat, chef de portefeuille, expert-comptable judiciaire. — *2e édition.* Volume de 158 pages. . . . . **2 fr. 25**
4. **Finances publiques. Emprunts et placements pendant la Guerre.** Étude d'ensemble (France et Étranger). *Budgets de guerre. — Émissions de la Défense nationale. — Rôle de la Banque de France. — L'Or,* par F.-J. Combat. — *2e édition.* Volume de 248 pages. . . . . **2 fr. 50**
5. **Le Séquestre des biens des Allemands et des Austro-Hongrois.** *Guide juridique et pratique,* par A. Saillard, en collaboration avec un Administrateur-Séquestre. — Brochure de 96 pages . . . . **1 fr. 50**
6. **Condition civile des mobilisés.** — *Actes de l'état civil, Procurations, Mariages, Légitimation, Divorce, Obligations et droits civils, Statut civil des ouvriers des usines de guerre,* par H. Fougerol, docteur en droit et lauréat de la Faculté de Paris, avocat à la Cour, attaché au cabinet du sous-secrétaire d'État à la Guerre. — Volume de 132 pages . . **2 fr.**
7. **Décès et disparitions aux armées.** — *Constatation. Notification aux familles. Expéditions d'actes de décès. — Remise des objets de la succession. Testaments. — Renseignements sur le sort des blessés, disparus et prisonniers. — Textes officiels et formules,* par H. Fougerol. — Brochure de 64 pages . . . . . **75 c.**
8. **Les Droits des Veuves et des Orphelins des militaires tués à l'ennemi.** — *Pensions. Délégations de solde. Secours. Avantages divers. — Droits des familles des disparus ou prisonniers. — Textes officiels. — Renseignements pratiques et formules,* par A. Saillard et H. Fougerol. — *3e édition.* Volume de 254 pages. . . . . **2 fr. 50**
9. **Les Allocations aux familles des Mobilisés, Réfugiés et Victimes civiles de la guerre.** — *Conditions. Procédure et Formalités. Réclamations. — Textes officiels avec les solutions des cas d'espèces les plus fréquents, d'après les instructions administratives,* par A. Saillard et H. Fougerol. — *2e édition.* Volume de 220 pages . . . . . **2 fr. 25**

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

LÉGISLATION DE GUERRE 1914-1917

Collection publiée sous la direction de A. SAILLARD ✻, ✿ I, C ✿

ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL
CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Ouvrages honorés des souscriptions de divers ministères

Série de volumes in-12, brochés (suite)

10. Croix de guerre, Insignes et Décorations militaires. — *Légion d'honneur. — Médailles militaire et coloniale. — Insigne des blessés et réformés. — Chevrons et fourragère. — Réhabilitation des condamnés cités à l'ordre. — Diplômes d'honneur aux morts pour la patrie. — Textes officiels avec Notice historique,* par H. Fougerol et A. Saillard. — *2e édition.* Volume de 168 pages . . . . . **2 fr.**

11. Les Dommages de guerre. — *Constatation et Évaluation. — Catégories de dommages. — Formalités à remplir. — Allocations d'acomptes ou d'avances sur indemnités. — Tableaux et Formules. — Textes officiels,* par G. Monsarrat, chef de bureau chargé du service de l'évaluation des dommages de guerre au ministère de l'Intérieur. — Volume de 160 pages, mis à jour, avec un supplément. . . . . **1 fr. 75**
Le supplément de 48 pages, séparément. . . . . **50 c.**

12. Les Assurances et la Guerre, avec commentaire juridique et pratique. — *Le moratorium des assurances. — Dispositions spéciales (civils et assurés mobilisés). — Textes officiels,* par F.-J. Combat. — Brochure de 80 pages . . . . . **1 fr.**

13. L'Application de l'Impôt sur le Revenu. *Historique. — Commentaire de la loi. — Barèmes des taxes. — Déclarations. — Textes officiels,* par F.-J. Combat. — *3e édition.* Brochure de 96 pages, mise à jour d'après la loi applicable à 1917. . . . . **1 fr. 50**

14. L'Impôt sur les bénéfices de guerre. *Guide pratique des assujettis. — Commentaire de la loi et textes officiels. — La taxe et les groupements commerciaux et industriels. — La patente spéciale des fournisseurs de la guerre et des maîtres ouvriers militaires,* par F.-J. Combat. *3e édition.* Volume de 128 pages . . . . . **2 fr. 50**

15. Le Travail des Femmes à domicile. *Nouvelle réglementation avec Commentaire explicatif et étude générale sur les salaires féminins,* par Ed. et F.-J. Combat. — Brochure de 85 pages . . . . . **1 fr. 25**

16. Réquisitions militaires et maritimes. — *Formalités. Évaluation. Règlement. Réclamations. Logement et cantonnement. — Ravitaillement de la population civile. — Textes officiels, réponses ministérielles et jurisprudence,* par H. Fougerol. — *2e édition.* Volume de 282 pages. **3 fr.**

17. La Propriété industrielle et la Guerre. *Législation française. Législation étrangère. Textes officiels français et étrangers. Commentaire,* par P. Lainel, chef de la section des brevets d'invention à l'Office national de la propriété industrielle. Volume de 164 pages . . . . . **2 fr.**

18. Les Blessés de guerre. *Prothèse et Rééducation professionnelle. Dispositions légales,* par Paul Razous, actuaire du Contrôle au Ministère du Travail . . . . . *(Sous presse.)*

Les ouvrages dont le montant est joint à la commande sont expédiés franco.

BINDING LIST APR 15 1954

HMod
P1344
137599

Author

Title Pages d'histoire Series 6.— Pangermanisme. A-C.

NAME OF BORROWER.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU